U d'/ of Ottawa
39003001845501

Digitized by the Internet Archive
in 2012 with funding from
University of Toronto

http://archive.org/details/rapportsurlesarc48lanc

MAR 22 1974
ANNEXE DE LA BIBLIOTHÈQUE
uOttawa
LIBRARY ANNEX

DOMINION DU CANADA

# RAPPORT

DU

DÉPARTEMENT DES

# ARCHIVES PUBLIQUES

POUR L'ANNÉE 1948

NORMAN FEE
Archiviste Intérimaire
du Dominion

OTTAWA
EDMOND CLOUTIER, C.M.G., B.A., L.Ph.,
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI
CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
1948

ANNEXE DE LA BIBLIOTHÈQUE
uOttawa
Universitas
BIBLIOTHECA
LIBRARY ANNEX

CD
3620
.C312
1948

## TABLE DES MATIÈRES

PAGE

LETTRE D'ENVOI ..... v

ACQUISITIONS DE LA DIVISION DES MANUSCRITS ..... vii

ACQUISITIONS DE LA DIVISION DES CARTES GÉOGRAPHIQUES ..... xi

## APPENDICE

PAPIERS D'ÉTAT DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE:
Inventaire de la correspondance officielle:

I. *Nova Scotia A.*, 1837-1840 ..... 3

II. Bureau des Colonies, *C.O.* 218 ..... 181

## LETTRE D'ENVOI

OTTAWA, le 31 décembre 1948.

A l'honorable Colin W. G. Gibson, C.P., M.C., C.R.,
Secrétaire d'État,
Ottawa, Ont.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous soumettre, avec la présente, le rapport annuel du département des Archives publiques pour l'année 1948.

Le rapport de la division des manuscrits démontre que plusieurs pièces précieuses furent déposées dans cette division, au cours de la présente année. En outre, dans la liste de la division des cartes géographiques, figurent les plus importantes cartes reçues aux Archives pendant l'année 1948.

L'appendice est la continuation de l'inventaire des papiers d'État de la Nouvelle-Écosse: *Nova Scotia A.*, 1837-1840, et bureau des Colonies, *C.O.* 218.

Respectueusement à vous,

NORMAN FEE
*Archiviste intérimaire*
*du Dominion.*

## DIVISION DES MANUSCRITS

### ACQUISITIONS DIVERSES

BARBEAU, MARIUS: Arts et métiers pendant le régime français. D'après des recherches faites aux Archives de Québec et dans les registres paroissiaux.

BLONDEAU-COTTÉ: Papiers de famille, 1791-1876.

BREWIN, PAPIERS, 1903-1948: (1) Le révérend F. H. Brewin aux Archives nationales, 1948: il fait l'apologie de l'honorable A. G. Blair; (2) Blair à Brewin, 1903. Au sujet de sa démission comme membre du Cabinet.

CHATEAU DE RAMSAY, PAPIERS DU:

| | |
|---|---|
| Sans date | Lettre de Phelan à L. Duvernay. Amury Girod. |
| 1709 17 janvier | Lettre de Phelypeaux à un ami. |
| 1793 | Origine des ceintures ou écharpes canadiennes. |
| 1793 9 juillet | Lettre de James B. Francklin à son frère George G. Francklin. |
| 1795 28 août | Lettre de Edw. Wm. Gray à l'honorable juge Panet (P.L.). |
| 1797 11 avril | État du chargement d'un canot, William Grant. |
| 1797 4 mai | État du chargement d'un canot, sous la consignation de William Grant. |
| 1831 novembre | Supplique présentée par les pétitionnaires de la ville de Montréal à la Législature de la province dans le but d'obtenir l'aide pécuniaire, nécessaire au soutien d'une institution charitable pour les filles repenties. |
| Sans date [1832] | Lettre écrite par Edouard E. Rodier à Georges Cartier, étudiant en droit. Patriotisme, C. R. Ogden, L. H. Lafontaine, Émeutes lors des élections à Montréal, en 1832. |
| 1832 11 décembre | Lettre d'Edouard E. Rodier à Georges Cartier, étudiant en droit. Élection contestée; émeutes à Montréal; opinion politique; lord Aylmer. |
| 1838 20 mars | Lettre à E. R. Jewett. |
| 1853 20 décembre | Lettre de l'honorable A. N. Morin, confidentielle. Dépôt de St-Augustin; G. Laviolette, arpenteur. |
| 1858 5 mars | Lettre d'A. Cuvillier à A. M. Delisle, écuyer. Loi des faillites. |

| | | |
|---|---|---|
| 1864-1866 | | Liste des frais encourus par les gardes-rivière de Montréal, lorsqu'ils furent en service sur la Frontière—(Fenians). |
| 1865 | 23 novembre | Lettre de J. J. Sullivan à T. D'Arcy McGee (Fenians). |
| 1866 | | Frais encourus à Sweetsburg. E. Ermatinger, procès des Fénians. |
| 1866 | 24 avril | La gendarmerie du Gouvernement en service sur la Frontière: traitements de six policiers (Fenians). |
| 1867 | 31 décembre | Frais divers encourus par E. E. Schiller, au sujet du service sur la Frontière (Fenians). |
| 1868 | | Frais divers encourus par E. E. Schiller au sujet du service sur la Frontière (Fenians). |
| 1916 | 17 octobre | Lettre de George J. Sheppard à R. W. McLachan. Signature de D'Arcy McGee. |

Colombie-Britannique, La: Ordres adressés au gouverneur Richard Blanshard, 1849; extrait de *C.O.* 381, vol. 77.

Commerce, Bureau du: Correspondance et papiers, *C.O.* 323. (1) Vol. 23, ministère des Affaires indiennes, correspondance de sir William Johnson, 1763-1766; (2) vol. 28 à 30, correspondance de fonctionnaires de l'Amérique du Nord, 1764-1780, y compris certains ordres émanant de ces personnes; vol. 31 à 33, extraits de correspondance 1756-1759; vol. 34 à 44, certains rapports des légistes (voir ci-dessus: Les Légistes).

Comptes, La Cour: A.O. 1. liasse 2131, rouleau 1-8. Comptes ayant trait (1) aux vivres fournis aux colons étrangers protestants, Nouvelle-Écosse, 1751; (2) aux frais de transport de ces colons à destination de la Nouvelle-Écosse, 1751-1753; (3) le surintendant des colons, Bas-Canada, 1815-1817; le garde-magasin militaire, Haut-Canada 1816-1819; (5 et 6) le surintendant de l'établissement Richmond, 1818-1823; (7 et 8) le surintendant de l'établissement Lanark, 1820-1822.

Faillon, La Collection: Documents relatifs aux questions ecclésiastiques 1647 à 1765; suite des transcriptions antérieures prises de la collection Faillon du séminaire de St-Sulpice, Montréal.

Grant, William: (1) Testament, le 2 octobre 1805. Copie dactylographiée de l'original que possède les archives du Palais de Justice, à Québec. (2) Notes à propos de lettres écrites par William Grant entre 1749 et 1778; ces lettres sont conservées au Musée britannique, Manuscrits supplémentaires N^os^ 25411, 25412 et 25413. Copie dactylographiée. Ces copies furent offertes par W. S. Wallace.

Grip: Liste de souscription.

Guerre, Ministère de la: *W.O.* 71, Président, tribunal militaire de cassation. Extraits des vol. 49 et 137; le cas de Joseph Corriveaux et de Mary J. Dodier, mis en jugement pour le meurtre de Louis H. Dodier.

GUADELOUPE ET MARTINIQUE, EXPÉDITION CONTRE: 1794-1795. Extraits de Amirauté I, vol. 317 et *W.O.* 1, vol. 83.

HALL, LE RÉVÉREND J. E. 1875: Lettre de S. H. Walphole: mesures prises au sujet de l'aumônier qui doit accompagner l'expédition de l'Arctique.

ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD: (1) Lois électorales, 1774-1842, extraits de *C.O. 228*, vol. 1 à 7; (2) Requête adressée à la Reine, portant la signature de sept cents chefs de famille, au sujet de la compétence des membres de l'Assemblée, 1841, extrait de *C.O. 226*, vol. 62.

IMMIGRATION, RAPPORTS OFFICIELS DE L': 1773-1775. Cette documentation a trait à l'Amérique britannique du Nord; transcription: Registres de la Trésorerie T47 vol. 9 à 11. La première inscription porte la date du 15 avril 1774, bien que l'on ait inscrit 1773-1775.

ISABELLE, GUILLAUME: Concession de terre à, 1638. Reproduction au photostat, de la Société historique de Chicago. (Documents divers, vol. 16, N° 57.).

LEACOCK, STEPHEN: Le jour de la Fête des Mères. Brouillon signé.

LÉGISTES BRITANNIQUES, LES: Rapports sur les lois coloniales de 1784 à 1827; transcription: *C.O. 323*, vol. 34 à 44. Ces rapports mentionnent le numéro et le titre de ces lois, ce qui sera d'une grande utilité lorsqu'on consultera des séries déjà transcrites se rapportant à des lois qui portent seulement le numéro du département des Colonies.

LEPELLE, JEAN: Accord entre Jean Lepelle, Jacques Cardinal et autres, relatif au commerce avec les Indiens, 1688. Reproductions au photostat, de la Société historique de Chicago. (Documents divers, vol. 16 N° 56.)

LEPELLE, PIERRE: Voyage à Ottawa accordé à Jean Bourdon, 1696. Reproductions au photostat, de la Société historique de Chicago. (Documents divers, vol. 16, N° 55.)

MCCORMICK, WILLIAM: Journal d'un voyage d'Amherstburg, en Irlande, 1823. Fourni par William S. McCormick pour distribution à des particuliers. Documents originaux à la Bibliothèque publique, à Windsor.

MCDIARMID, D.: Lettre de Duncan Cameron au sujet de la concurrence entre les compagnies de la Baie d'Hudson et du Nord-Ouest, à Kaministique.

MCGILL, UNIVERSITÉ: Reproduction au photostat de la charte, 1821.

MEREDITH, Dr.: Lettres de William Kingsford et de sir Sandford Fleming, sur l'ère cosmique, 1885.

MURRAY, LE GÉNÉRAL JAMES: Rapport ayant trait au Gouvernement de Québec et de ses annexes, 1762. Y compris sept cartes et autre documentation supplémentaire. (PQ1 vol. 19.)

MUY, JACQUES PIERRE DANEAU DE, Lettres à, 1748-1749; Elles traitent surtout de la succession Dauteuil. Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 10, N$^{os}$ 68 à 83. (Fonds Verreau vol. 5.)

NORTH WEST PACIFIC COAST, 1783-1794: Reproductions au photostat et transcriptions de documents des Archives de Mexico ayant trait à la North West Pacific Coast, Nootka Sound, South Sea Company, Capitaine George Vancouver.

NOUVEAU-BRUNSWICK: Loi pour réglementer les élections et la durée des réunions de l'Assemblée, 1786 à 1790.

OTTAWA FIELD NATURALIST SOCIETY: Mémoires, 1899-1939.

PRÊT CHINOIS: Certificat attestant que Roméo Pigeon est autorisé à percevoir les sommes des prêteurs outaouais. (En chinois, avec traduction.)

QUESNEL, JULES, 1812-1847: A peu près cent cinquante lettres personnelles ou lettres d'affaire adressées à Quesnel. (Papiers Quesnel, vol. 2.)

ROSS, SIR JOHN, 1818-1842: Documentation au sujet d'une exploration dans l'Arctique.

ST-SULPICE, SÉMINAIRE DE: Documents relatifs à un cadeau offert par Marie Menou de Charnisay à Monseigneur de St-Valier, 1702.

TASCHEREAU, (HENRI ELZÉAR), 1874: Deux lettres de R. J. Wicksteed au sujet de la rédaction de la loi de 1869 sur les larcins. (Taschereau, vol. 2.)

THOMPSON, DAVID: Rocky Mountain Journal, juin 1801.

## DIVISION DES CARTES GÉOGRAPHIQUES

### PRINCIPALES ACQUISITIONS

### I

### Commission historique de la Pennsylvanie, Harrisburg, en Pennsylvanie

A chorographical Map of the Northern Department of North America. Par Covens et Mortier, 1780.

Cantonment of His Majesty's Forces in North America, etc., dated at New York 29th March, 1766. Par Dan Paterson, adjoint de l'intendant général de l'Armée.

River of Ohio. Par le capitaine Harry Gordon, Angleterre, 1766.

Ohio River Headwaters—Thursday 26th April, 1753.

Ohio River—U.S. Northwest Territory (1765) Brit. P.R.O. North American Colonies General 11.

Map showing Fort Pitt—Par Montrésor, 1776.

A Tour from Fort Cumberland North Westward round part of Lake Erie, Huron, etc. Par Hutchins, 1762.

A Map of the Northern Parts of America. B. M. Kings Maps, CXIX 7 (2) after 1758.

A Map of Lake Erie and southern portion showing Fort Pitt, Fort Venango, Fort Le Beuf, and Fort Presqu'ile.

A Map of the Great Lakes and southern portion showing French Forts, etc. B.S.H. B. 4040.

A New and Accurate Map of the English Empire in North America. Par des antigallicans, 1755.

Map of the Western parts of the Colony of Virginia as far as the Mississippi (Éditions Satanas) 1754.

Map of Pennsylvania, West of the Susquehanna R. Par Armstrong, 1754.

Carte des Pays connus sous le nom de Canada, etc. Par le sieur Robert de Vaugondy, 1753.

Map of Lake Erie and the Ohio River, etc. (C. 1753).

Map of the Ohio and Mississipi Valley, etc. P.R.O. London, C.O. North American Colonies, General 1. (1716).

Map of the Ohio Country, etc. B.M. Add M.S. 15563 a. (175?).

A Map of Carolina and the Rivers Meschacebe, etc. (original Amherst College) C. 1700.

A Map of the Atlantic Coast from Canada to Gulf of Mexico. Par Phillip Wells, Fecitt, 1686.

A New Map of America.—Par Philip Lea and I. Overton (C. 1685) America Maps IV, 2.

Map of Ohio Country. Par Chegere (1755) Indian Map.

Map of Eastern Coast of North America. Par Bascoyne, 1678, pour le capitaine John Smith.

## II

### La succession de L. J. Burpee

Map of the Arctic Coast of America, 1837.
Discoveries and Route of the Arctic Land Expedition (1833-1834).
Discoveries of Hudson's Bay Co.'s Artic Expedition (1838 and 1839).
Map of Country North of Athabasca Lake—North America, 1845.
Map of Lewis and Clark's Track across North America, 1804, 1805, 1806
Bering's Chart of his first Voyage, 1737.
Map of the Country Embracing The Route of Expedition of 1823.
Discoveries of Capt[s] Ross, Parry and Franklin (1818-1823).
Discoveries in the Artic Sea. Par J. Arrowsmith, 1858.
Hudson's Bay Co.'s Artic Expedition. Par J. Arrowsmith, 1818.
Map of the North East Part of Siberia, 1820-1823.
Bering's and Chirikof's Expedition to America, 1741; Kaiak Island, 1741; Bering Island, 1827; Spangberg's Chart of the Kuriles and North Japan, 1738-1739.

## III

### Bibliothèque du ministère des Colonies, Public Record Office

(*Reproduction au photostat*)

***America, No. 51***

Plans of Ports and Harbours on the North West Coast of America. Publiés par A. Dalrymple, Londres, 1789-1790.

1. Snug Corner Cove, Prince William Sound.
2. Port Etches.
3. Inlet of Buccareli.
4. Port Stephens.
5. Calamity Harbour.
6. Milbank's Sound.
7. Port Safety, Calverts Island.
8. Rose's Harbour.
9. Lux Aena and Etches-Sound.
10. St. Patrick's Bay, etc.
11. Port Brooks.
12. Scott's Bay and Friendly Bay.
13. Ahouset.
14. Juan de Fuca Strait, and view.
15. Port Sn. Francisco.
16. Monterey.

***British Columbia, No. 7.*** (caisse de cartes géographiques)

Vancouver Island Colony. Sketch Maps of Districts. Lithographed at the Topographical Depot of the War Office, 1859. War Office—London, 1859.

1. Mountain District.
2. Cranberry District.
3. Cedar District.
4. Somenos District.
5. Cowichan District.
6. Quamichan District
7. Comiaken District.
8. Shawinigan District.
9. Lake District.
10. Index Map.

Échelle—N[os] 1 à 3 ..... 2 pouces au mille
N[os] 4 à 9 ..... 20 chaînes au pouce
N° 10 ..... 6 milles au pouce

***British Columbia, No. 11***

1. British Columbia showing carriage roads completed, in progress, and proposed. Environ 37 milles au pouce.

2. New Westminster to Lillooet, from a general Map in preparation by Royal Engineers, with MS notes. War Office, New West, 1861. 10 milles au pouce.

3. Plan of the Town of Hope. Surveyed by Sergeant McColl, R.E. War Office, New West, 1861. Environ 12 pouces au mille.

4. Plan of the Town of Lytton. Surveyed by Sergeant McColl, R.E. War Office, New West. 1861. Environ 25 milles au pouce.

5. Plan of the Town of Lytton and its suburbs. From a Survey by Sergeant W. McColl, R.E., June 1860. War Office, New West, 1861. 6 pouces au mille.

6. Plan of the Town of Yale. War Office etc., 200 pieds au pouce.

7. Plan of the Town of Douglas. Surveyed by Sergeant McColl and Sapper A. Breakenridge, R.E. War Office, New West, 1861. Environ 25 pouces au mille.

8. Plan of the Town of New Westminster. War Office, New West, 1861. 12 pouces au mille.

9. Plan of New Westminster, showing Government and Municipal Reserves, Royal Hospital Grants and Grants to Churches. War Office, New West, 1862. 12 pouces au mille.

10. Map of British Columbia. Prepared under the direction of Captain Parsons, R.E., at the Office of Lands and Works, New Westminster, August, 1862. War Office, New Westminster, 50 milles au pouce.

11. Hope to Samilkameen and Rock Creek. Lillooet to Kamloops and Okanagan Lake. War Office, New Westminster, 1862. 10 milles au pouce.

12. Sketch of Cariboo Mines, par Mr. F. Black. January 1862. Black, F. (New Westminster) 1862. 19 milles au pouce.

# APPENDICE

## PAPIERS D'ÉTAT DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Le présent rapport continue l'inventaire de la correspondance officielle de la Nouvelle-Écosse. Cet inventaire fut repris dans le *Rapport sur les Archives publiques* pour l'année 1946. Ce rapport termine l'inventaire des papiers d'État connus sous le nom de *Nova Scotia A;* il renferme aussi l'inventaire des papiers d'État: *Colonial Office, Series C.O. 218.* (Voir là-dessus l'avant-propos du *Rapport sur les Archives publiques* pour l'année 1946, p. 1.)

# Nouvelle-Écosse A

*Nouvelle-Écosse, A. 185-1*

LE MAJOR GÉNÉRAL SIR COLIN CAMPBELL, 1837

1837

Campbell à Glenelg, N° 53. Il lui transmet copie d'une lettre des légistes. Pourquoi il a cru bon de suivre leurs conseils au sujet d'Amos Seaman. Il craint de fâcheux résultats si Seaman est laissé en possession des meulières. Il regrette que la dépêche ait été envoyée à l'avocat de Seaman. *Note:* par Stephen, le 4 février. Glenelg ne peut admettre que la communication de cette dépêche nuise au procès. Il approuve la ligne de conduite de Campbell. p. 5 Halifax, le 10 janvier.

Annexe:—

S. G. W. Archibald, procureur général, et J. W. Johnston, solliciteur général, Halifax, le 10 janvier 1836. L'avocat de Seaman devrait pouvoir leur communiquer la matière sur laquelle se fonde la défense. p. 13

Campbell à Glenelg (personnelle). Il lui accuse réception de la lettre personnelle du 4 novembre: les projets d'union des collèges King et Dalhousie et les droits de l'archevêque de Canterbury, présentement collateur du collège King p. 17 Halifax, le 13 janvier.

Campbell à Glenelg, N° 54. Il lui accuse réception de la dépêche N° 59, du 4 novembre. Cette dépêche sera communiquée aux directeurs du collège King à la fin de la session de la cour Suprême. p. 21 Halifax, le 13 janvier.

Campbell à Glenelg, N° 55. Il lui accuse réception de la dépêche N° 54, du 11 septembre, et il lui transmet une documentation sur la destruction du bois d'œuvre appartenant à la Couronne. L'échec des mesures prises au sujet des terres de la Couronne p. 25 Halifax, le 14 janvier.

Annexes:—

(1) J. S. Morris, commissaire des Terres de la Couronne, à sir Rupert D. George, secrétaire des Colonies, Halifax, le 14 janvier 1837. Explications sur la dépêche précédente. Il demande à la Législature d'agir. p. 33

(2) Les légistes à George, Halifax, le 9 janvier 1837. Ils prétendent que ces terres devraient être protégées en vertu d'un ordre spécial du Conseil exécutif. p. 39

Campbell à Glenelg, N° 56. Il lui accuse réception des dépêches 59 à 65, des 4, 9, 10 et 20 novembre, et du 8 décembre, ainsi que de la circulaire du 2 novembre 1836. p. 45 Halifax, le 16 janvier.

Campbell à Glenelg, N° 57. Il lui transmet le rapport des commissaires des Phares au sujet des phares que l'on se propose d'ériger Halifax, le 16 janvier.

1837 aux îles Saint-Paul et Scatterie. Compte non tenu des frais d'aménagement, on estime que le projet nécessitera la somme de 4,500 louis sterling. Il est certain que les ordres seront exécutés et il verra à ce qu'une inspection régulière soit faite. Les travaux commenceront immédiatement. Il ose croire que sa décision est opportune. p. 49

Annexe:—

Les commissaires à George, Halifax, le 12 janvier 1837. p. 53

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à F. Baring, secrétaire de la Trésorerie, Downing St., le 11 février 1837 (brouillon). Il lui transmet copie de la dépêche susmentionnée. p. 57

Halifax, le 16 janvier. Campbell à Glenelg, N° 58. Il lui transmet une brochure renfermant une correspondance et des affidavit au sujet de l'ingérence d'étrangers dans les pêcheries de Terre-Neuve. (L'annexe manque. Voir A. 184, p. 309.) *Note:* par J. Stephen, le 3 février. On étudie la question mais on ne saurait, pour le moment, faire quoi que ce soit. p. 60

Halifax, le 16 janvier. Campbell à Glenelg, N° 59. Il demande que le prix *King's Plate* soit accordé au *Halifax Turf Club*. *Note:* du 3 février. Cette requête devrait être présentée au Roi. p. 63.

Annexe:—

La requête du *Halifax Turf Club*, Halifax, le 12 janvier 1837. p. 69

Sous-annexe:—

Glenelg à sir Herbert Taylor, secrétaire du Roi, sans date (brouillon—signé). Il lui transmet copie de la dépêche susmentionnée et il demande que le Roi soit consulté. p. 65

Halifax, le 16 janvier. Campbell à Glenelg. S. Cunard, agent de la *General Mining Association*, recommande que la société remplace ses versements par une redevance annuelle de 6,000 louis. On devrait accepter cette offre si elle est faite. p. 75

Halifax, le 17 janvier. Campbell à Glenelg, N° 60. Il n'a pu obtenir des renseignements sur David Doran au sujet duquel le colonel Berkley Drummond a enquêté. *Note:* du 3 février. Il faudrait porter la chose à la connaissance de l'intéressé. p. 80

Annexe:—

Affidavit des douaniers, Halifax, le 16 janvier 1837. p. 81

Halifax, le 2 mars. Campbell à Glenelg, N° 61. Il lui accuse réception de la dépêche N° 66, du 21 décembre. Par suite de cette dépêche, tous les travaux ayant trait aux phares ont été suspendus. On accordera toute la collaboration nécessaire au capitaine H. W. Bayfield qui fera une inspection. p. 87

Halifax, le 4 mars. Campbell à Glenelg, N° 62. Il lui accuse réception de la circulaire du 11 novembre. Il a soumis un projet de loi visant à la régie des terres de l'Artillerie. p. 91

1837

Glenelg à Campbell, N° 63. Il lui transmet les décisions des directeurs du collège King. Tous, sauf J. W. Johnston, solliciteur général, sont d'avis qu'il ne convient pas d'abandonner leur charte. En de pareilles conjonctures, on ne fera là-dessus rien de plus au cours de la présente session. Il est prêt à mettre à exécution les projets de Glenelg. p. 95 Halifax, le 5 mars.

Annexe:—

Extrait des procès-verbaux des 24 et 28 janvier 1837. p. 99

Campbell à Glenelg, N° 64. Il lui transmet la harangue et l'adresse prononcées lors de l'ouverture de la session, le 31 janvier 1837. p. 107 Halifax, le 6 mars.

Annexes:—

(1) La harangue. p. 111

(2) L'adresse du Conseil législatif, le 2 février 1837. p. 119

(3) L'adresse de l'Assemblée, le 2 février 1837. p. 127

Campbell à Glenelg, N° 65. L'attitude hostile de la nouvelle Assemblée. Il croit qu'une adresse sera présentée où on demandera de reconstituer le Conseil et d'abandonner le revenu casuel et territorial. Il n'a reçu aucune suggestion de Gosford sur le projet d'uniformiser le régime administratif de l'Amérique britannique du Nord. Les dépêches seront communiquées à l'Assemblée si elles sont de nature à intéresser ce corps. Il enverra des nominations pour les Conseils législatif et exécutif projetés, car cette reconstitution ne saurait être retardée bien longtemps. *Note:* par J. Stephen, le 10 avril. Il est trop tôt pour régler cette question. p. 135 Halifax, le 9 mars.

Annexes:—

(1) Résolutions de l'Assemblée, le 2 février 1837: le public devrait être admis aux délibérations du Conseil législatif. p. 139

(2) Résolutions du Conseil législatif, le 4 février 1837. Les résolutions de l'Assemblée constituent une atteinte aux privilèges. p. 141

(3) Résolutions de l'Assemblée à l'effet de soumettre une adresse formulant des plaintes, d'abord adoptées puis annulées (imprimé). p. 145

(4) Résolutions contraires du Conseil législatif. p. 151

Campbell à Glenelg, N° 66. Il lui transmet un état du revenu casuel pour 1836. Pourquoi il a nommé W. Sims secrétaire particulier pendant l'absence de sir Rupert D. George, secrétaire des Colonies. Le lieutenant gouverneur a besoin d'un secrétaire. En vertu d'un nouveau mode de payement, les fonctionnaires perdent deux chelins par louis. Il demande de combler cette lacune. Il lui envoie une estimation des dépenses pour le premier semestre de 1837. *Note:* par Stephen, le 17 avril. Nécessité de payer la somme due au secrétaire particulier; il s'oppose à la nomination d'un secrétaire permanent; la question de la perte financière devrait être soumise à la Trésorerie. p. 155 Halifax, le 10 mars.

1837 Annexes:—

(1) Situation budgétaire pour l'année 1836. p. 175

(2) Estimation des dépenses pour le semestre se terminant le 30 juin 1837. p. 173

(3) B. Halliburton, juge en chef, à Campbell, Halifax, le 7 mars 1837. Il demande que les fonctionnaires reçoivent un dédommagement pour les pertes financières qu'ils subissent en vertu du présent mode de payement. p. 167

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire adjoint de la Trésorerie, le 18 septembre 1837 (brouillon). L'auteur lui demande un rapport sur certains fonctionnaires qui réclament une compensation pour les pertes financières qu'ils subissent en vertu de l'adoption du nouveau mode de payement. p. 163

Halifax, le 18 mars. Campbell à Glenelg. L'Assemblée a refusé de continuer à accorder des octrois pour le payement des officiers supérieurs de l'état-major. Il demande là-dessus des instructions. L'Assemblée a aussi refusé de pourvoir aux munitions pour les signaux de brume ainsi qu'aux passages et aux rations des prisonniers envoyés en Angleterre. p. 183

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à Spearman, le 17 mai 1837 (brouillon). L'Assemblée a refusé de payer pour les signaux de brume. L'Artillerie devrait retirer la réclamation. p. 185

(2) Lettre sans signature à Spearman, Downing St., le 31 juillet 1837 (brouillon). Pourquoi les officiers supérieurs de l'état-major sont rappelés. Il recommande qu'on leur accorde leur traitement pendant deux mois après leur retour. p. 191

Halifax, le 18 mars. Campbell à Glenelg. La *General Mining Association* et le payement du loyer en louis sterling. Il lui transmet là-dessus un mémoire. p. 203

Annexe:—

Le mémoire, le 18 mars 1837. p. 205

Halifax, le 29 mars. Campbell à sir George Grey, sous-secrétaire. Il lui transmet les journaux de la dernière session. (L'annexe manque.) p. 211

Halifax, le 31 mars. Campbell à Glenelg, N° 68. Il lui transmet une requête d'Amos Seaman qui voudrait avoir le droit d'importer, des États-Unis, des produits agricoles à bord de vaisseaux qui servent aux exportations provenant de la meulière de Minudie. Pourquoi il faut rejeter cette requête. *Note:* par J. Stephen, le 22 avril. Ce privilège ne saurait être accordé. p. 215

Annexes:—

(1) La requête, Halifax, le 15 mars 1837. p. 219

(2) Le rapport des douaniers, Halifax, le 28 mars 1837. p. 225 **1837**

Campbell à Glenelg, N° 69. Il lui accuse réception de la circulaire du 24 février et lui envoie une lettre de J. S. Morris, commissaire des Terres de la Couronne, qui prétend que la nécessité de payer comptant au lieu de payer par versements, pour l'achat des terres, diminuera considérablement les ventes. *Note:* Glenelg ne voit aucun motif de modifier là-dessus son opinion. p. 231 Halifax, le 1er avril.

Annexe:—

Morris à sir Rupert D. George, secrétaire des Colonies, département des Terres de la Couronne, le 1er avril 1837. p. 233

Campbell à Glenelg, N° 70. Il lui transmet la harangue qu'il a prononcée lors de la prorogation des Chambres qui eut lieu le 21 avril. Les journaux seront envoyés. p. 237 Halifax, le 1er mai.

Annexe:—

La harangue, le 21 avril 1837 (imprimé). p. 239

Campbell à Glenelg, N° 71. Il lui transmet l'adresse de l'Assemblée qui demande l'établissement d'un Conseil législatif élu, ou tout au moins la séparation des Conseils législatif et exécutif afin de redresser les griefs dans la Province. Il lui transmet aussi une adresse du Conseil législatif qui répond à l'accusation de l'Assemblée. Les arguments employés par le Conseil contre une pareille division méritent d'être étudiés. La seule recommandation qu'il pense faire pour le moment est de nommer quatre ou cinq personnes membres du Conseil législatif, ce qui aurait pour résultat de constituer deux corps distincts. p. 245 Halifax, le 1er mai.

Annexe:—

(1) L'adresse de l'Assemblée, le 13 avril 1837. p. 267

(2) L'adresse du Conseil, le 20 avril 1837. p. 279

(3) Remarques du Conseil sur l'adresse de l'Assemblée. p. 283

(4) Remarques du Conseil de la Nouvelle-Écosse sur l'adresse de l'Assemblée à propos de ports libres et du commerce à l'étranger. p. 331

(5) Rapport du Conseil privé de la Nouvelle-Écosse sur le projet de modifier le mode de concession des terres. p. 343

(6) Rapport du Conseil privé de la Nouvelle-Écosse sur le projet de séparer les Conseils législatif et exécutif. p. 355

Campbell à Glenelg, N° 72. Il lui transmet copie d'une lettre des officiers supérieurs de l'état-major qui demandent une compensation pour la perte soudaine de leur emploi. Il les recommande à la bienveillance de Glenelg et il lui envoie aussi une adresse de l'Assemblée qui souligne l'excellence de leurs services. p. 371 Halifax, le 2 mai.

Annexes:—

(1) Les officiers supérieurs de l'état-major à Campbell, Halifax, le 9 mai 1837. p. 383

1837 (2) Résolution de l'Assemblée, le 15 avril 1837. p. 387

Sous-annexe:—

Mémoire sur les moyens à prendre pour effectuer un tel payement. p. 373

Halifax, le 3 mai. Campbell à Glenelg, N° 73. Il lui transmet une résolution de l'Assemblée qui proteste contre la décision d'envoyer à Halifax les forçats libérés des Bermudes. *Note:* par J. Stephen, le 24 juin 1837. L'inopportunité d'une pareille ligne de conduite; la question devrait être soumise à lord John Russell. p. 391

Annexes:—

(1) Le rapport du comité de l'Assemblée, le 18 avril 1837. p. 399

(2) Résolution de l'Assemblée, le 18 avril 1837. p. 401

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à S. M. Phillips, sous-secrétaire, ministère de l'Intérieur, le 1er juillet 1837 (urgente—brouillon). L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée et demande là-dessus l'opinion de lord John Russell. p. 393

Halifax, le 11 mai. Campbell à Glenelg, N° 74. Il lui transmet une lettre de S. G. W. Archibald qui prétend que l'Assemblée a baissé, de 200 louis à 150 louis, la partie d'un traitement qu'il recevait autrefois de la province. Archibald demande que son plein traitement, à titre de procureur général, lui soit désormais payé à même le revenu casuel et territorial. *Note:* par J. Stephen, le 24 juin. Glenelg a déjà manifesté l'intention de céder le revenu casuel contre la liste civile. Cette liste devrait pourvoir au traitement du procureur général. p. 403

Annexe:—

Archibald à Campbell, Halifax, le 18 mars 1837 (personnelle). p. 405

Halifax, le 20 mai. Campbell à Glenelg, N° 75. Il lui accuse réception de la dépêche N° 71, du 27 mars, et il lui transmet copie d'une lettre de J. S. Morris qui fait savoir qu'il a remis à la Trésorerie la somme de 689 louis, 14 chelins et 1 denier, somme qui provenait de la vente des terres et qu'il avait gardée à titre de rémunération pour solder l'arriéré de son traitement pendant les deux années antérieures. p. 411

Annexe:—

Morris à sir Rupert D. George, Halifax, le 18 mai 1837. p. 413

Halifax, le 20 mai. Campbell à Glenelg (personnelle et confidentielle). Pourquoi il ne faut pas constituer de nouveaux Conseils législatif et exécutif et les séparer l'un de l'autre. Opportunité d'ajouter quelques membres au Conseil actuel pour des fins législatives tout en n'effectuant aucune modification en ce qui concerne l'administration. Au cas où le Gouvernement de Sa Majesté serait décidé à donner suite à la suggestion de constituer de nouveaux Conseils législatif et exécutif et de les séparer l'un de l'autre, il soumet un nouveau projet. p. 419

Campbell à Glenelg, N° 76. Il lui accuse réception de la dépêche N° 74, du 30 mars. Nulle mesure n'a été prise pour frapper d'un droit le charbon obtenu de la Nouvelle-Écosse et exporté de la province. p. 427 **1837** Halifax, le 22 mai.

Campbell à Grey. Il lui transmet les journaux de l'Assemblée pour la dernière session. L'appendice et l'index lui seront envoyés quand ils seront imprimés. (L'annexe manque.) p. 431 Halifax, le 22 mai.

Campbell à Glenelg, N° 77. Il lui transmet une résolution de l'Assemblée qui désire que le lieutenant-gouverneur use de son influence afin d'assurer aux pêcheries une protection suffisante. Il espère que les mesures nécessaires seront prises à cet effet. *Note:* par J. Stephen, le 24 juin. Il faudra demander l'opinion du ministère des Affaires étrangères et faire savoir que Glenelg croit nécessaire de protéger les gens de la Nouvelle-Écosse contre les empiétements des pêcheurs américains. p. 436 Halifax, le 23 mai.

Annexes:—

(1) Résolution de l'Assemblée, le 17 avril 1837. p. 439

(2) Rapport du comité de la Chambre de l'Assemblée. (Sans transcription.)

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à J. Backhouse, le 11 juillet 1837 (brouillon). L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée et demande un rapport. Il voudrait aussi protéger les intérêts des gens de la Nouvelle-Écosse. p. 441

(ii) Glenelg à Campbell, N° 89, Downing St., le 12 juillet 1837 (brouillon—signé). Il lui accuse réception de la dépêche susmentionnée. On étudie actuellement cette demande. p. 447

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 76 à 80. p. 501 Halifax, le 5 juillet.

Campbell à Glenelg, N° 78. Il lui accuse réception de la dépêche du 3 avril. Il voudrait maintenir en existence le présent Conseil. Il regrette que l'on ait décidé d'exclure le juge en chef des délibérations du Conseil exécutif. Pourquoi il conviendrait de laisser ce magistrat à son poste. Il a demandé à sir John Harvey copie de la correspondance échangée au sujet des mesures financières prises dans le Nouveau-Brunswick. Il s'inspirera de ces principes lorsqu'il conclura une entente avec la Législature de la Nouvelle-Écosse. On observera les instructions de Glenelg dans la préparation de la liste de ceux qui pourraient être nommés membres du Conseil. p. 503 Halifax, le 5 juin.

Campbell à Glenelg. A la demande de lord Gosford, il a envoyé le 83e régiment à Québec. Comme le *Vestal* et le *Champion*, vaisseaux de Sa Majesté, se trouvaient à Halifax, il a pu les utiliser et éviter ainsi des dépenses considérables. Le besoin de renforts. p. 511 Halifax, le 29 juin.

1837 Annexes:—

(1) Mémoire par T. W. C. Murdoch, le 3 août, qui attire l'attention de Stephen sur une proclamation émise par le gouverneur du Maine et publiée dans le *Chronicle.* p. 515

(2) Note de Campbell à Glenelg, Halifax, le 11 juillet 1837. Afin d'obtenir des renforts le plus vite possible, il envoie la dépêche susmentionnée par un vaisseau de particulier puisque le paquebot de juin n'a pas encore fait son apparition. *Note:* Glenelg ne peut promettre l'envoi de renforts. p. 517

Halifax, le 12 juillet. Campbell à Glenelg, N° 79. Il le prie d'étudier de nouveau la décision rendue, en 1836, par la Trésorerie qui s'opposait à la restitution des effets appartenant à MM. A. Reid et R. D. Clarke, effets saisis par les douaniers. *Note:* par J. Stephen, le 22 août. Il faudra écrire à la Trésorerie et lui dire que Glenelg espère qu'elle accédera si possible à ce désir. p. 521

Annexe:—

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire adjoint de la Trésorerie, le 14 septembre (brouillon). L'auteur lui transmet la dépêche du 12 juillet et exprime la demande suggérée dans la note. p. 523

Halifax, le 13 juillet. Campbell à Glenelg, N° 80. Il lui transmet copie d'une lettre du révérend John Stewart, président du synode presbytérien du Cap-Breton, qui expose les difficultés que soulève le projet de Glenelg de venir en aide à cette église. Il demande de réserver des terres pour toutes les églises indépendamment de la résidence du ministre. Il n'y aurait aucun avantage à diviser les établissements en paroisses. p. 529

Annexe:—

Stewart à sir Rupert D. George, secrétaire des Colonies, St. George Channel, le 3 mai 1837. p. 537

Halifax, le 14 juillet. Campbell à Glenelg, N° 81. Il lui transmet copie du rapport du juge en chef sur Lucy Bradley reconnue coupable de meurtre mais recommandée à la clémence du tribunal. p. 549

Annexe:—

Le rapport. *Note:* La sentence pourra être commuée en emprisonnement avec travaux forcés. Pourquoi il faut imposer une punition sévère. p. 553

Halifax, le 20 juillet. Campbell à Glenelg, N° 82. Il lui transmet copie d'une résolution de l'Assemblée qui demande la pleine direction de l'Administration des Postes jusqu'à ce que soit établi un mode général d'administration pour toute l'Amérique britannique du Nord. Serait-il possible d'obtenir le même résultat par d'autres moyens? Il propose de remettre l'excédent du revenu à la Législature. Il demande de relever le traitement de J. Howe, maître de poste. Il lui transmet copie des résolutions de l'Assemblée et du Conseil, qui font l'éloge de Howe, ainsi que copie d'une lettre de ce fonctionnaire. *Note*: par Stephen, le 22 août. Il faudrait demander à l'Administration des Postes de rédiger immédiatement un rapport là-dessus. p. 561

1837

Annexes:—

(1) Résolution de l'Assemblée, avril 1837. p. 569

(2) Extrait du rapport du comité sur l'Administration des Postes. p. 573

(3) Howe à Campbell, Halifax, le 19 juillet 1837. p. 589

(4) Résolution du Conseil législatif, le 30 mars 1837. p. 593

(5) Rapport du comité de l'Assemblée, le 23 mars 1836 (imprimé). p. 597

Sous-annexe:—

Lettre sans signature au colonel W. Maberly, secrétaire des Postes, le 30 août 1837 (brouillon). L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée et demande une décision. p. 565

Campbell à Glenelg, N° 83. Il lui transmet un rapport sur les biens de feu l'amiral sir John Borlase Warren. Explications sur la terre concédée et le permis d'occupation. Se peut-il que les autres concessionnaires aient transmis leurs droits à Warren? p. 599 Halifax, le 21 juillet.

Annexes:—

(1) L. W. Wilkind, juge, à sir Rupert D. George, secrétaire des Colonies, Windsor, le 9 juillet 1837. p. 607

(2) Permis d'occupation, le 21 septembre et le 5 novembre 1810. p. 615

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Lord Vernon, le 31 août 1837 (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche susmentionnée et il espère qu'elle renferme les renseignements désirés. p. 603

Campbell à Glenelg, N° 84. Il lui accuse réception de la dépêche N° 82, du 10 mai, et il lui donne des explications sur les traites tirées pour l'établissement du cap de Sable. Il lui demande de porter sa lettre à la connaissance de la Trésorerie et de démontrer ainsi qu'il ne fut coupable d'aucune irrégularité. *Note:* Copie de cette lettre fut envoyée à la Trésorerie. p. 623 Halifax, le 22 juillet.

Annexe:—

Campbell à la Trésorerie, Halifax, le 2 mars 1837. Il affirme qu'il a tiré les traites susmentionnées. *Note:* par Stephen, le 22 août 1837. Il faudrait communiquer cette pièce à la Trésorerie et lui faire part de la certitude de Glenelg que Campbell n'a pas compris les désirs de la Trésorerie. Comment faudrait-il répondre? p. 627

Campbell à Glenelg, N° 85. Il lui accuse réception de la dépêche N° 83, du 16 mai. Pourquoi les fonctionnaires réclament une rémunération pour les pertes qu'ils ont subies par suite de l'adoption du nouveau mode de payement de leurs traitements. Les difficultés monétaires de la colonie. Il demande encore une fois un traitement pour son secrétaire particulier. *Note:* par Stephen, le 25 août. Cette lettre devra être envoyée à la Trésorerie. p. 631 Halifax, le 23 juillet.

1837

Halifax, le 23 juillet.

Campbell à Glenelg, N° 86. Il lui transmet le Livre Bleu pour 1836 et il regrette d'avoir retardé à le faire. Les rapports de la Douane ne se terminent pas avant la fin de mars. (L'annexe manque.) *Note:* Ordre d'examiner ces pièces. p. 643

Halifax, le 23 juillet.

Campbell à Glenelg, N° 87. Il lui transmet l'état du revenu casuel pour le semestre se terminant le 30 juin 1837. Il reste une somme de 1,516 louis, 8 chelins et 8 deniers. p. 647

Annexe:—

L'état, le 23 juillet 1837. p. 651

Halifax, le 24 juillet.

Campbell à Glenelg, N° 88. Il lui fournit, sur les mines de la Nouvelle-Écosse, et du Cap-Breton des renseignements qui pourront lui aider à conclure la nouvelle entente avec la *General Mining Association.* Cette entente deviendra probablement une réalité par suite de la décision du chancelier qui prétend que les mines du Cap-Breton furent incluses dans la concession accordée au duc d'York. *Note:* Opportunité d'attendre avant de rédiger là-dessus un rapport à la Trésorerie. p. 653

Annexes:—

(1) Extrait d'une lettre du lieutenant-gouverneur sir James Kempt à W. Huskisson, Halifax, le 10 avril 1828. p. 665

(2) Charbon provenant des mines, vendues de 1833 à 1836, et sommes versées dans le revenu casuel. p. 669

(3) S. G. W. Archibald, procureur général, à sir Rupert D. George, secrétaire des Colonies, Halifax, le 5 juillet 1837. Il dit ce qu'il pense des sommes que doit la *General Mining Association.* p. 673

(4) Reçu de la société, Halifax, le 30 juillet 1837. p. 681

(5) Charbon obtenu, vendu et exporté de Sydney et du Petit-Bras-d'Or, de 1834 à 1836. p. 683

(6) Rapport sur les mines de Sydney et de Bras-d'Or. p. 687

(7) Liste des personnes employées aux mines Albion, de 1835 à 1836. p. 695

(8) Charbon obtenu, vendu et exporté des mines Albion, 1834-1836. p. 697

(9) Charbon obtenu, vendu et exporté de la mine Bridgeport, de 1834 à 1836. p. 703

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Spearman, le 14 septembre 1837 (brouillon). L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée. La colonie peut-elle exiger que le loyer des mines soit payé en dollars espagnols ou en autre monnaie au taux d'échange d'Halifax? p. 661

Campbell à Glenelg, N° 89. Il lui transmet une lettre du juge T. Ritchie, d'Annapolis, qui contredit l'assertion de Lucy Bradley. Cette prisonnière prétend que les directeurs du bureau de Bienfaisance lui ont refusé du secours. p. 205 1837 Halifax, le 24 juillet.

Annexe:—

Ritchie à George, Annapolis Royal, le 20 juillet 1837. p. 707

Campbell à Glenelg (personnelle). Tout est tranquille. Il demande des renforts ainsi qu'un traitement pour son secrétaire particulier. *Note:* Cette lettre devra être soumise à sir George Grey. p. 731 Halifax, le 25 juillet.

Campbell à Glenelg, N° 90. Il lui accuse réception de la dépêche du 21 juin. Les mesures prises pour proclamer l'avènement au trône de la reine Victoria. On a reçu la circulaire du 23 juin qui permet de continuer l'usage du sceau et qui prescrit des modifications à apporter dans certaines prières. p. 717 Halifax, le 12 août.

*Nouvelle-Écosse, A. 185-2*

## LE MAJOR GÉNÉRAL SIR COLIN CAMPBELL, 1837

Campbell à Glenelg, N° 91. Il lui transmet les lois votées au cours de la dernière session, avec l'attestation du procureur général à l'effet que ces lois ne soulèvent aucune objection; il transmet aussi un rapport sur chaque loi. Trois lois comportent la surséance. Il espère que la loi ayant pour objet d'amender la loi qui constitue légalement la *Marine Insurance Co.*, et celle qui a trait à la fabrication du chocolat, auront comblé les lacunes que Glenelg a soulignées. Il lui transmet les remarques du juge de la cour de la Vice-Amirauté sur la loi qui se rapporte à la juridiction de cette cour. Il lui transmet les journaux de l'Assemblée pour la dernière session. L'index du journal de l'Assemblée n'est pas encore imprimé. (Les journaux manquent). *Note:* par J. Stephen, le 12 octobre. Règlements à observer en rédigeant ce rapport sur les lois et en les transmettant à d'autres départements. p. 721 Halifax, le 23 août.

Annexes:—

(1) Le certificat du procureur général, Halifax, le 26 juin 1837. p. 725

(2) Le rapport du procureur général sur les lois, le 10 août 1837. p. 729

(3) C. R. Fairbanks à Campbell, Halifax, le 24 août 1837. Rapport sur la loi ayant trait à la cour de la Vice-Amirauté. p. 797

(4) Liste des causes de l'Amirauté, octobre 1834 à août 1837. p. 807

Campbell à Glenelg, N° 92. Les efforts tentés pour induire les nègres réfugiés à se rendre à Trinidad. La Législature a étudié les mesures à prendre pour venir à leur secours. Il lui transmet là-dessus une documentation avec un projet pour transporter ces gens ailleurs. Ce projet comporte une dépense de 500 à 600 louis. La Halifax, le 25 août.

1837 colonie décline en l'occurrence toute responsabilité, puisque c'est contre son gré que ces gens furent transportés dans la province. p. 809

Annexes:—

(1) Message de Campbell à la Législature, le 17 mars 1837. p.821.

(2) Résolution de l'Assemblée, le 17 avril 1837. p. 825

(3) J. S. Morris, inspecteur général, à sir Rupert D. George, secrétaire des Colonies, Halifax, le 1er août 1837. Il propose d'envoyer ces gens dans le comté de Pictou. Il vaudrait mieux les disperser un peu partout dans les comtés. p. 827

Sous-annexe:—

Mémoire de sir George Grey, le 21 septembre 1837. Pourquoi il ne faut pas adopter une pareille ligne de conduite. p. 815

Halifax, le 26 août. Campbell à Glenelg, N° 93. Il lui accuse réception de la dépêche N° 88, du 6 juillet, et il lui transmet un rapport sur le revenu qu'on échangera contre la liste civile; aussi une liste de ceux qui pourraient être nommés membres des Conseils législatif et exécutif. Nécessité d'accorder des appointements convenables aux juges. La constitution des Conseils. On faciliterait l'adoption de la liste civile si elle était préparée en Angleterre. p. 845

Annexes:—

(1) Les sommes qui sont prélevées sur le revenu casuel; un état de ce revenu, le 26 août 1837. p. 869

(2) Liste des personnes qui pourraient devenir membres des Conseils exécutif et législatif. p. 885

(3) Une liste civile. p. 873

(4) Extrait d'une lettre du juge en chef à l'administrateur, Halifax, le 1er février 1833. p. 879

Sous-annexe:—

Mémoires du bureau des Colonies sur les questions que soulève cette dépêche. p. 857

Halifax, le 26 août. Campbell à Glenelg (personnelle et confidentielle). Le revenu casuel ne permettrait pas de payer les 1,500 louis nécessaires aux appointements du lieutenant-gouverneur et qui sont actuellement versés par le Parlement. Les réductions qu'on pourrait effectuer dans les traitements lors de la retraite des titulaires actuels. Il fait l'éloge de la Législature qui a nommé un administrateur à la Douane; les appointements du lieutenant-gouverneur; questions locales. p. 833

Halifax, le 26 août. Campbell à Glenelg (personnelle). Il a accordé un congé de neuf mois à l'évêque de la Nouvelle-Écosse. Il lui demande de prolonger ce congé si la chose est nécessaire. L'évêque discutera probablement avec Glenelg des questions qui se rapportent à son diocèse, car il connait bien la province. p. 837

1837

Annexe:—

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire adjoint de la Trésorerie (brouillon). L'auteur demande que des mesures soient prises pour remettre à l'évêque ses émoluments en Angleterre. *Note:* Cette lettre sera copiée et soumise à Glenelg. p. 841

Campbell à Glenelg (personnelle). Il lui transmet une lettre avec mention de sa dépêche N° 88. p. 889 Halifax, le 28 août.

Campbell à Glenelg. Il lui présente l'évêque de la Nouvelle-Écosse qui part ce jour même. p. 891 Halifax, le 28 août.

Campbell à Glenelg, N° 94. Il lui accuse réception de la dépêche N° 85, du 13 juin, et il lui transmet une documentation qui fournit les renseignements sur les biens laissés par John Dee, à Tracadie. Il ne restera à peu près rien de ces biens. p. 893 Halifax, le 26 septembre.

Annexes:—

(1) R. N. Henry à sir Rupert D. George, Antigonish, le 4 septembre 1837. p. 897

(2) E. H. Harrington à George, Antigonish, le 5 septembre 1837. p. 901

Campbell à Glenelg, N° 95. Il lui transmet copie d'une lettre de la Douane en conséquence de laquelle P. H. Davies, douanier, a été remplacé par J. P. Miller. Il demande de confirmer cette nomination. Eloge de Miller comme surintendant de la quarantaine pendant l'épidémie de choléra. *Note:* urgent. Ordre d'envoyer une lettre à la Trésorerie en faisant savoir que Glenelg estime qu'il est important d'accéder à cette demande. p. 905 Halifax, le 28 septembre.

Annexe:—

Les officiers de la Douane à George, Halifax, le 21 septembre, 1837. p. 913

Sous-annexe:—

Certificat du médecin au sujet de l'état de Davies. p. 917

Annexe à cette sous-annexe:—

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire adjoint de la Trésorerie, le 18 novembre 1837 (brouillon). L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée et demande de confirmer la nomination de Miller. p. 909

Campbell à Glenelg, N° 96. Il lui transmet de nouveaux renseignements sur les terres accordées à feu l'amiral sir John B. Warren. Il lui demande d'acquitter les frais occasionnés par les adjoints des inspecteurs qui ont examiné ces terres et qui ont préparé les plans. (L'annexe manque.) p. 921 Halifax, le 21 octobre.

Annexe:—

Lettre sans signature à lord Vernon, le 29 novembre 1837 (brouillon). L'auteur lui transmet les renseignements et demande le payement des frais. p. 923

1837

Halifax, le 25 octobre.

Campbell à Glenelg. Sir John Harvey a demandé d'envoyer un régiment au Nouveau-Brunswick. Le litige dans l'Etat du Maine. Pourquoi il a rappelé les troupes qu'il avait envoyées dans cet Etat. Le Commissariat a reçu l'ordre de payer les dépenses occasionnées en l'occurrence. p. 929

Halifax, le 26 octobre.

Lettre sans signature à Glenelg. L'auteur lui accuse réception des dépêches N^os^ 93 à 97, des 12, 25, 26 et 31 août et du 4 septembre. p. 933

Halifax, le 26 octobre.

Campbell à [J. Stephen, sous-secrétaire]. Il lui transmet copie du journal de l'Assemblée. (L'annexe manque.) p. 937

Halifax, le 27 octobre.

Campbell à Glenelg, N° 97. Il lui accuse réception de la circulaire du 5 juillet et lui transmet le rapport sur les prisons pour 1836. A l'avenir cette liste sera incluse dans le Livre bleu. Il essaiera de donner suite aux suggestions du comité sur la discipline dans les prisons. (L'annexe manque.) p. 941

Halifax, le 28 octobre.

Campbell à Glenelg, N° 98. Il lui transmet copie d'une lettre de Halliburton, juge en chef, qui se déclare satisfait de ses appointements, mais qui demande de pourvoir convenablement aux appointements des autres juges avant l'abandon du revenu casuel. Il demande d'étudier le cas du garde des archives. *Note:* par Stephen, le 17 novembre. Glenelg ne saurait modifier ce qu'il a déjà dit sur le sujet. p. 945

Annexe:—

Halliburton à Campbell, Halifax, le 23 octobre 1837. p. 949

Halifax, le 4 novembre.

Campbell à Glenelg, N° 99. Il lui accuse réception de la dépêche N° 93, du 12 août, et il dit pourquoi la dépêche du 31 mars n'est pas arrivée dans la Nouvelle-Ecosse avant la fin de la session. La loi ayant trait à la *Marine Insurance Co.* fut modifiée au cours de la dernière session et envoyée le 23 août dernier. p. 957

Halifax, le 6 novembre.

Campbell à Glenelg, N° 100. Il lui transmet une requête de personnes qui désirent que Shelburne devienne un port d'entreposage libre. Ainsi il sera plus facile d'exporter du granit. Il lui envoie une lettre de S. Cunard qui démontre que ce but serait atteint en faisant de Shelburne un port d'entrée pour les vaisseaux étrangers sur lest. Il lui transmet aussi un rapport des douaniers. *Note:* par Stephen, le 12 septembre. Cette dépêche doit être envoyée à la Trésorerie. p. 961

Annexe:—

(1) La requête, Shelburne, le 13 juillet 1837. p. 969

(2) Cunard à Campbell, Halifax, le 2 novembre 1837. p. 965

(3) Les officiers de la Douane à sir Rupert D. George, Halifax, le 4 novembre 1837. p. 977

Halifax, le 7 novembre.

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 98 et 99 des 29 et 30 septembre, et de deux circulaires du 30 septembre et du 5 octobre. p 981

1837

Halifax, le 8 novembre.

Campbell à Glenelg, N° 101. Il lui transmet la requête de James Lynch, de Lakefield, qui demande une compensation pour les dépenses qu'il a encourues en établissant son droit à une certaine terre. Il demande l'autorisation de payer cette somme à même les deniers provenant de la vente des terres de la Couronne. *Note:* par Stephen, le 12 décembre. Glenelg ne saurait donner là-dessus une opinion avant de soumettre la question au Conseil exécutif. p. 985

Annexe:—

La requête, Halifax, le 4 janvier 1837. p. 989

Sous-annexes:—

(i) Le projet. p. 985

(ii) Certificat de J. B. Uniacke et de J. W. Johnston qui furent retenus par Lynch et D. McDonald respectivement. p. 997

(iii) Rapport de J. S. Morris, commissaire des Terres de la Couronne et inspecteur général, le 1er novembre 1837. p. 1001

Halifax, le 10 novembre.

Campbell à Glenelg. Il lui transmet copie des dépêches reçues de lord Gosford et de sir John Colborne, lieutenant général. Les mesures prises par suite de la nécessité d'envoyer des renforts à Colborne. Il espère que ces décisions seront approuvées. Il a aussi demandé à l'amiral des Indes Occidentales d'envoyer immédiatement les troupes qui ont reçu l'ordre de se rendre dans L'Amérique britannique du Nord. Le besoin de renforts. p. 1007

Annexes:—

(1) Gosford à Campbell, Château Saint-Louis, le 23 octobre 1837 (confidentielle). p. 1011

(2) Colborne à Campbell, Québec, le 28 octobre 1837. p. 1015

(3) Campbell à Colborne, Halifax, le 8 novembre 1837. p. 1019

(4) Campbell à Harvey, Halifax, le 5 novembre 1837. p. 1023

(5) Ordre général, Halifax, le 5 novembre 1837. p. 1023

(6) Le commandant T. Bushby à Campbell, *H.M.S. Wanderer*, Halifax, le 5 novembre 1837. p. 1029

Halifax, le 6 décembre.

Campbell à Glenelg. Il lui transmet des copies de lettres du Canada; renseignements sur le mécontentement qui sévit dans la province. En outre, il lui transmet copie de sa lettre à Gosford au sujet de l'envoi de renforts. Il espère que sa décision sera approuvée. La milice de la Nouvelle-Écosse accomplira toutes les tâches en attendant les renforts. p. 1035

Annexes:—

(1) Gosford à Glenelg, Château Saint-Louis, le 25 novembre 1837 (personnelle). p. 1039

(2) Colborne à Gosford, Montréal, le 24 novembre 1837. p. 1043

1837

(3) Colborne à Gosford, Montréal, le 24 novembre 1837. p. 1045

(4) Campbell à Gosford, Halifax, le 5 décembre 1837. p. 1047

Halifax, le 16 décembre.

Campbell à Glenelg, N° 102. Il lui transmet une adresse adoptée au cours d'une réunion: on déplore certains événements survenus au Canada et on exprime des sentiments de loyauté. Les habitants de Halifax ont aussi constitué un fonds pour venir en aide aux femmes et aux enfants des soldats qui s'en viennent au Canada pour maintenir l'autorité royale. p. 1055

Annexes:—

(1) L'adresse des habitants de Halifax, le 15 décembre 1837 [imprimé]. p. 1059

(2) Résolutions de l'Assemblée, le 15 décembre 1837 [imprimé]. p. 1061

Halifax, le 16 décembre.

Campbell à Glenelg, N° 103. Il lui accuse réception de la dépêche N° 101, du 31 octobre, et de la dépêche distincte de la même date. Il a dissout le vieux Conseil et il transmet à Glenelg une adresse émanant de ce corps. Quatre membres se sont retirés, mais il espère que la plupart des autres deviendront membres de l'un ou de l'autre des nouveaux Conseils. p. 1079

Annexes:—

(1) L'adresse de Campbell. p. 1095

(2) La réponse, le 15 décembre 1837. p. 1097

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, le 31 octobre 1837 (distincte—brouillon). L'auteur dit pourquoi il refuse d'accepter la liste des personnes proposées comme membres du nouveau Conseil et dont les noms ont été transmis par Campbell. p. 1085

Halifax, le 17 décembre.

Campbell à Glenelg. Les nouvelles venant du Canada sont plus rassurantes. On n'a rien négligé pour faciliter l'arrivée des 43e et 85e régiments à Québec. Des vivres ont été accordés aux femmes et aux enfants de ceux qui sont partis. Il espère que ces dépenses seront autorisées. Plusieurs manisfestations de loyauté dans la Nouvelle-Écosse. p. 1099

Halifax, le 18 décembre.

Campbell à Glenelg, N° 104. Il lui transmet une opinion des légistes. Il a établi provisoirement des Conseils exécutif et législatif. Il espère recevoir en février des documents au sujet de la composition définitive de ces corps. Il demande que cinq membres constituent un quorum puisque quatre des nouveaux membres ont leur domicile à une distance telle qu'ils ne pourront assister fréquemment aux réunions. *Note:* par J. Stephen, le 4 janvier. A propos du quorum. p. 1103

Annexe:—

Les légistes à sir Rupert D. George, Halifax, le 18 décembre 1837. p. 1107

## SERVICES PUBLICS ET DIVERS, 1837

### Amirauté

C. Wood (premier secrétaire) à sir Charles Grey (sous-secrétaire; ministère des Colonies). Un "rigmarole" a été envoyé à l'Amirauté; il s'en plaint. La protection efficace des pêcheries et la contrebande. *Note:* par J. Stephen, en date du 6 avril. Pourquoi il a envoyé les lettres à l'Amirauté. p. 7 — Amirauté, le 5 avril.

### Commandant en chef

Le général lord Hill (commandant en chef) à Glenelg. Pourrait-on prendre les mesures pour maintenir le traitement des inspecteurs de la milice? Pourrait-on induire l'Assemblée à maintenir les fonctions de ces officiers? *Note:* par J. Stephen, en date du 21 avril. Il faudra répondre que Glenelg écrit à Campbell et espère que l'Assemblée étudiera de nouveau la question. Toutefois, il croit qu'il n'y a que l'Assemblée qui puisse payer ces militaires p. 13 — Grand Quartier-général, le 17 avril.

Lettre sans signature à Hill (brouillon). L'auteur répond à la lettre du 17 avril en s'inspirant de la note du 21 avril. p. 17 — Downing St., le 28 avril.

Lettre sans signature à lord Fotzroy Somerset (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche que l'on projette d'adresser à Campbell sur les indemnités accordées aux inspecteurs de la milice. (L'annexe manque.) p. 19 — Le 2 juin.

Fitzroy Somerset à J. Stephen (sous-secrétaire). Il lui accuse réception de la lettre du 2 juin. Il est de règle que les officiers qui ont servi en dehors du pays touchent deux mois de solde à leur retour en Angleterre, à condition qu'ils reviennent en toute diligence. Il demande d'appliquer cette règle dans le cas des inspecteurs de la milice. p. 25 — Le 8 juin.

Lettre sans signature à L. Sulivan (sous-secrétaire, ministère de la Guerre) (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la lettre de Fitzroy Somerset, en date du 8 juin. Glenelg ne dispose d'aucuns fonds permettant de payer les inspecteurs de la milice à partir du moment où leurs services ne seront plus requis. Le ministère de la Guerre pourrait-il pourvoir à cette dépense? p. 27 — Le 16 juin.

Hill à Glenelg. Il lui accuse réception de la lettre du 14 septembre et il regrette de constater que les indemnités ne seront pas accordées aux inspecteurs de la milice qui prennent leur retraite. Il demande de donner un poste au lieutenant-colonel W. Cox. p. 33 — Grand Quartier-général, le 21 septembre.

### Bureau du Commerce

D. Le Marchant (secrétaire) à J. Stephen (sous-secrétaire: ministère des Colonies). Il lui accuse réception de la lettre du 17 décembre; les lois N^os^ 1683, 1698 et 1744 ne soulèvent aucune objection. La loi N° 1659 comprend une loi que le bureau du Commerce a déjà rejetée; en outre, cette loi soulève l'autre objection que voici; elle renferme une décision qui permet à la *Marine Insurance Co.* d'hypothéquer les propriétés immobilières. *Note:* par Stephen, en date du 17 janvier. Pourquoi il ne faudrait pas rejeter la loi ayant trait à la — Whitehall, le 3 janvier.

1837 *Marine Insurance Co.* Glenelg devrait communiquer là-dessus avec le bureau du Commerce. p. 39

Ministère des Colonies, le 12 août. Lettre sans signature à Campbell, N° 93. (brouillon). L'auteur demande si la Législature a étudié de nouveau la suggestion qu'il fit pour amender la loi constituant légalement la *Marine Insurance Co.* Si cette loi n'est pas modifiée, le Gouvernement sera peut-être obligé de la rejeter. p. 49

Whitehall, le 30 novembre. Mémoire par C. P. Thompson (président du bureau du Commerce). Les objections que soulèvent les lois N^os^ 1748, 1753, 1764, 1796, 1800, 1810 et 1821. (Le titre des lois n'est pas donné.) p. 43

Le 14 décembre. Mémoire: on demande à S. J. Blunt de donner des renseignements sur ce que sont devenues les lois N^os^ 1753 et 1764. p. 55

Le 15 décembre. Mémoire par S. J. Blunt sur les lois susmentionnées: la loi N° 1753 qui accorde une prime aux fabricants de chocolat et la loi 1764 qui constitue légalement la *Marine Insurance Co.* p. 57

Le 28 décembre. Mémoire, approuvé par Glenelg, sur les difficultés que soulève le rejet de certaines lois de la Nouvelle-Écosse. Il suggère que l'on demande à l'Assemblée d'amender la loi N° 1748. La loi N° 1753 accordant une prime aux fabricants de chocolat a été modifiée. Pourquoi il faudrait la sanctionner de même que la loi N° 1764 qui constitue légalement la *Marine Insurance Co.* et la loi N° 1796 qui constitue légalement la *Halifax Whaling Co.* La loi N° 1800 ayant trait aux matelots marchands devrait être modifiée. On pourrait aussi donner l'ordre au lieutenant-gouverneur de modifier la loi n° 1821. p. 67

Sans date. Mémoire sur l'annulation de la loi qui accorde une prime aux fabricants de chocolat. p. 47

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Ministère des Affaires étrangères, le 1er décembre. J. Backhouse (sous secrétaire) à Stephen. Glenelg s'oppose-t-il à la nomination de J. Primrose au poste de consul des États-Unis à Pictou? *Note:* Glenelg écrira là-dessus au lieutenant-gouverneur et fera ensuite connaître sa réponse. p. 85

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Whitehall, le 7 juillet. S. M. Phillipps (sous-secrétaire) à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 1er juillet: on prendra immédiatement des mesures pour empêcher que des forçats libérés ne soient de nouveau transportés des Bermudes dans la Nouvelle-Écosse. Tous ces forçats seront transportés en Angleterre. *Note:* par Stephen, en date du 10 juillet. Il faudra faire savoir la chose au lieutenant-gouverneur. p. 91

LA TRÉSORERIE

La Trésorerie, le 10 mars. A. Y. Spearman (secrétaire-adjoint) à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 11 février et il lui transmet copie d'une note de la Trésorerie sur l'établissement de phares sur les îles Saint-Paul et Scatterie. On pourrait commencer les travaux sur l'île Scatterie, lorsque le Parlement aura approuvé cette dépense. Il espère que, d'ici là, il recevra les rapports sur le phare de l'île Saint-Paul. p. 97

1837

Annexe:—

La note, le 6 mars 1837. p. 99

Spearman à Stephen. Sir Colin Campbell et les traites qu'il a tirées pour l'établissement du Cap de Sable. Ces traites ont été approuvées, mais Campbell sera responsable des pertes qui pourraient en résulter. p. 105 — La Trésorerie le 6 mai.

Spearman à Stephen. Il lui transmet copie d'un rapport de la Corporation de la *Trinity House* sur les lanternes et les vivres destinés à l'île Scatterie, ainsi qu'une correspondance échangée sur le sujet; Glenelg devrait fournir les renseignements nécessaires pour l'expédition des marchandises. Nécessité d'un rapport sur le phare pour l'île Saint-Paul. p. 113 — Le Trésorerie, le 5 juillet.

Annexes:—

(1) J. Herbert à Spearman, Corporation de la *Trinity House*, Londres, le 29 mars 1837. p. 117

(2) Spearman aux maîtres de la Corporation de la *Trinity House*, la Trésorerie, juillet 1837. p. 121

(3) Spearman au secrétaire de l'Artillerie, la Trésorerie, le 5 juillet 1837. p. 125

Lettre sans signature aux lords de la Trésorerie (brouillon). L'auteur déclare qu'il a reçu une adresse de la Législature de la Nouvelle-Écosse qui désire avoir la haute-main sur le revenu casuel. Le revenu casuel sera abandonné moyennant une liste civile. La question sera étudiée au cours de la prochaine session. p. 131 — Ministère des Colonies, le 31 juillet.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 31 juillet: pourquoi un traitement ne saurait être accordé aux inspecteurs de la milice qui prennent leur retraite. *Note:* par Stephen, en date du 18 août. C'est un cas différent; il espère que les officiers protesteront. p. 129 — La Trésorerie, le 17 août.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 15 juillet. Le Commissariat a reçu l'ordre de payer une pension au révérend Dr. C. Porter à partir du moment où il cessera de recevoir son traitement de ministre à Newport. Il espère que ce Dr. Porter n'est pas celui qui a reçu une indemnité de retraite en sa qualité de président du collège King. p. 137 — Le Trésorerie, le 5 septembre.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la réponse de Campbell à ceux qui l'accuse d'irrégularités dans l'administration de l'établissement du Cap de Sable. Il est certain que les accusations n'avaient pas pour but une réprimande sévère. Il demande de lui retourner ce texte. p. 107 — Downing St., le 14 septembre

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 12 septembre, en réponse à la lettre de la Trésorerie du 5 septembre. En raison des explications du révérend C. Porter, la Trésorerie ne s'oppose pas à ce que ce ministre de Newport reçoive une pension, même s'il en reçoit une autre à cause des fonctions qu'il a exercées en sa qualité de président du collège King. p. 141 — La Trésorerie, le 27 septembre.

1837

La Trésorerie, le 27 septembre.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 14 septembre. Lorsqu'il a souligné certaines irrégularités dans la façon de tirer des lettres de change pour l'établissement de l'île de Sable, il n'avait nullement l'intention de blâmer le lieutenant-gouverneur. *Note:* par Stephen, en date du 28 septembre. Copie de cette lettre devrait être envoyée à Campbell. p. 145

La Trésorerie, le 16 novembre.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 14 septembre. Ne devrait-on pas fournir des rapports semblables sur le charbon extrait chaque année, depuis que l'entente avec la *General Mining Association* est en vigueur et fixe le loyer à 3,333 louis, 6 chelins, 8 deniers? Il ne voit pas pourquoi on demanderait de payer le loyer en numéraire de Halifax, à moins que là il n'existe une ordonnance contraire à ce sujet. Impossibilité d'établir la valeur du loyer et des redevances d'après la livre sterling à moins qu'on ne juge qu'une nouvelle entente est nécessaire. p. 149

La Trésorerie, le 17 novembre.

Spearman à Stephen. Il lui transmet copie de la correspondance échangée avec la *General Mining Association* au sujet d'un reçu du trésorier pour le loyer; les réclamations des exécuteurs testamentaires de feu le duc d'York. *Note:* par Stephen, en date du 18 novembre. Copie de cette lettre devrait être envoyée au lieutenant-gouverneur. p. 153

Annexes:—

(1) E. Blount (président) à Spearman, *General Mining Association*, 52 Broad Street, le 18 octobre 1837. p. 155

(2) Spearman au président, la Trésorerie, novembre 1837. p. 161

La Trésorerie, le 7 décembre.

Spearman à Stephen. Il lui transmet un rapport de la Corporation de la *Trinity House* sur le phare qui sera établi sur l'île Saint-Paul. Il lui demande de transmettre, sans plus tarder, ce rapport à la Nouvelle-Écosse. On enverra les dessins quand ils auront été reçus de la Corporation de la *Trinity House*. p. 165

Annexe:—

J. Herbert à Spearman, Corporation de la *Trinity House*, Londres, le 27 novembre 1837. p. 169

La Trésorerie, le 9 décembre.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 13 novembre et il déclare qu'on ne s'oppose pas à la loi ayant trait à l'établissement des phares sur les îles Saint-Paul et Scatterie; on suppose que les Commissaires-arbitres seront satisfaits du montant voté. *Note:* par Stephen, en date du 11 décembre. Cette loi devrait être sanctionnée. p. 173

La Trésorerie, le 9 décembre.

(F. S. Baring: secrétaire) à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 14 novembre. La loi qui a trait à la Banque de la Nouvelle-Écosse ne soulève aucune objection. *Notes:* l'une d'entre elles fait savoir que cette lettre devrait être mise de côté jusqu'à ce qu'un avis sur le sujet soit reçu par le bureau du Commerce. p. 177

La Trésorerie, le 16 décembre.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 14 septembre et il discute la question de la saisie des biens appartenant à MM. Reid et Clarke. On a décidé de garder, en guise d'amende,

un quart des deniers provenant des ventes de ces biens; le reste de la somme sera remis à Reid et à Clarke, déduction faite des impôts qu'ils auraient dû payer. *Note:* par Stephen, en date du 18 décembre. Il faudrait communiquer cette lettre à l'Assemblée. p. 181 **1837**

Spearman à Stephen. La nomination de J. P. Miller sera confirmée si P. H. Davies est révoqué de ses fonctions et si les commissaires de la Douane estiment que Miller réunit dans sa personne les qualifications requises. La nomination à certains postes de la Douane et les candidats de la région; la nature des fonctions d'un officier des douanes exige qu'il soit libre de préjugés et de tout intérêt local. Chaque fois que la chose sera possible, on tâchera d'accéder aux justes désirs des habitants. Miller et tous les autres dans la même situation doivent savoir qu'ils n'occupent pas un poste en permanence. Lorsqu'une vacance se produit, le lieutenant-gouverneur ne peut nommer un remplaçant qu'à titre temporaire. *Note:* par Stephen, en date du 23 novembre. Il faudrait communiquer là-dessus avec les lieutenants-gouverneurs de chacune des colonies de l'Amérique du Nord. p. 189 La Trésorerie, le 21 décembre.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 20 décembre. Il faudrait faire savoir à [G. R.] Young que la Trésorerie a donné l'ordre à H. Pennington de communiquer avec lui au sujet de la monnaie de la Nouvelle-Écosse. *Note:* par Stephen, en date du 27 décembre. Il faudrait en faire part à Young. p. 197 La Trésorerie, le 26 décembre.

Ministère de la Guerre

L. Sulivan (secrétaire-adjoint) à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 17 mai. Les inspecteurs de la milice recevant la demi-solde ont droit à un passage gratuit à destination de la métropole. Si nul vaisseau du gouvernement n'est disponible, ils pourront faire le voyage dans le vaisseau d'un particulier et recevoir le remboursement du prix de leur passage, sur présentation du certificat requis. *Note:* par Stephen, en date du 25 mai. Il faudra en faire part au lieutenant-gouverneur. p. 203 Ministère de la Guerre, le 24 mai.

Sulivan à Stephen. Quel fut le traitement accordé à l'enseigne Hibbert Binney en sa qualité de percepteur des droits coloniaux, pour le district de Halifax? Ce poste relève-t-il de la Couronne? p. 207 Ministère de la Guerre, le 27 mai.

Renvoi de la question à T. W. C. Murdock. p. 208

Annexe:—

Lettre sans signature à Sulivan, le 6 juin 1837 (brouillon). Binney fut nommé le 22 janvier 1792 et reçoit un traitement de 630 louis, sans indemnité. p. 210

Sulivan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 16 juillet: il partage l'opinion de lord Hill qui prétend qu'un plein traitement devrait être accordé aux inspecteurs de la Milice pendant les deux mois qui suivront leur rentrée en Angleterre. Demande devrait en être faite à la Trésorerie. *Note:* par Stephen, en date du 21 juillet. Il faudra demander à la Trésorerie d'approuver cette proposition et de permettre que ces sommes soient prises à même l'extraordinaire de l'armée. p. 215 Ministère de la Guerre, le 20 juillet.

1837 ADMINISTRATION GÉNÉRALE DES POSTES

Administration générale des Postes, le 25 septembre.

T. Lawrence (secrétaire) à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 30 août. Le surplus du revenu du bureau de Poste de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick ne s'élève annuellement qu'à 400 ou 500 louis. Il ne s'oppose pas à lui transmettre cette somme. Il refuse d'exprimer une opinion sur l'Administration des Postes. La Trésorerie n'en est pas encore arrivée à une décision au sujet de J. Howe qui réclame un relèvement de traitement en sa qualité de directeur des Postes de la Nouvelle-Écosse. *Note:* par Stephen, en date du 27 septembre. Copie de la première partie de cette lettre devra être envoyée à la Nouvelle-Écosse; il faudra écrire à la Trésorerie au sujet du traitement de Howe. p. 259

GENERAL MINING ASSOCIATION

52 Old Broad St., le 22 mars.

Mémoire de la Société qui expose ses griefs et qui demande d'annuler toute loi qui prélèverait des droits sur le charbon exploité dans la Nouvelle-Écosse. p. 221

Annexe:—

Lettre sans signature à J. G. Bridge (président), le 31 mars 1837 (brouillon). L'auteur lui accuse réception du mémoire; copie de ce texte sera envoyée au lieutenant-gouverneur. p. 227

52 Broad St., le 22 juin.

Mémoire de la Société qui demande qu'on lui accorde, comme par le passé, le privilège de transmettre ses lettres et ses rapports avec les dépêches gouvernementales. *Note:* par Stephen, en date du 24 juin. Les règlements édictés à ce sujet; afin d'en arriver à une décision, il faudra étudier la question des lettres aux agents. p. 233

Annexe:—

Lettre sans signature à E. Blount (président), le 1er juillet 1837. L'auteur répond au mémoire en s'inspirant de la note précédente. p. 237

SOCIÉTÉ POUR LA PROPAGATION DE L'ÉVANGILE

Trafalgar Sq., le 24 juillet.

Le révérend A. M. Campbell (secrétaire) à sir George Grey (sous-secrétaire du ministère des Colonies). Il lui transmet une requête du révérend C. Porter qui demande une pension en sa qualité de missionnaire à Newport. Campbell transmet également la recommandation de l'évêque de la Nouvelle-Écosse. p. 241

Annexes:—

(1) La requête, Halifax, le 17 mai 1837. p. 245

Sous-annexes:—

(i) Extrait d'une lettre des commissaires ecclésiastiques à Porter, Halifax, le 3 décembre 1813. p. 247

(ii) Extrait de l'avis de la Société pour la propagation de l'Évangile au sujet des pensions. p. 247

(2) Certificat du médecin, Halifax, le 16 mai 1837. p. 249

(3) L'évêque de la Nouvelle-Écosse au (révérend A. M. Campbell), Halifax, le 31 mai 1837. p. 251

Sous-annexes:— 1837

(i) Lettre sans signature à Campbell, le 7 octobre 1837 (brouillon). La Trésorerie accorde la pension. p. 255

(ii) Lettre sans signature à A. Y. Spearman (secrétaire adjoint de la Trésorerie), le 15 août 1837 (brouillon). L'auteur lui transmet la requête précitée. Il demande que l'ordre soit donné de verser la pension. p. 257

Campbell à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 7 octobre, au sujet de la pension du révérend Dr. C. Porter et il demande que des instructions à cet effet soient envoyées à la Nouvelle-Écosse. Une demande particulière de pension doit-elle être faite chaque fois qu'un missionnaire prend sa retraite, ou pourrait-on donner un ordre général de verser une pension quand l'évêque certifiera qu'un missionnaire a droit à une indemnité de retraite? p. 263 4 Trafalgar Sq., décembre.

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, le 20 décembre 1837 (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre; on donnera l'ordre de payer la pension de Porter; chaque intéressé devra faire sa demande. p. 265

Campbell à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 20 décembre. Certaines modifications apportées à l'entente de 1834; la mort du révérend M. B. Desbrisay; la démission du révérend F. Whalley et du révérend R. Wiggins qui n'ont pas droit à une pension; la pension accordée au révérend C. Porter, missionnaire à Newport. p. 271 Trafalgar St., le 29 décembre.

A

S. G. W. Archibald à Glenelg. Son droit à un plein traitement annuel de 600 louis lorsqu'il fut procureur général. p. 277 Halifax, le 18 décembre.

B

Requête de sir Thomas Banks qui, en sa qualité de baronet de la Nouvelle-Écosse, prétend être le propriétaire de certaines terres. p. 283 7 Agnes Place, Waterloo Road, le 23 août.

Annexe:—

Lettre sans signature à Banks, le 12 septembre 1837 (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la requête. Banks doit établir la validité de sa réclamation. p. 287

Banks à Glenelg. Il demande une réponse à sa requête. p. 289 7 Agnes Place, Waterloo Place, le 9 septembre.

C

Le colonel W. Cox à Glenelg. Il demande d'être nommé lieutenant-gouverneur de l'Île du Prince-Édouard. p. 295 St. Helen's, Jersey, le 27 janvier.

Annexe:—

Lettre sans signature à Cox, le 9 février 1837 (brouillon). Il lui accuse réception de la lettre du 27 janvier. Ce poste n'est pas vacant; même s'il le devient, Glenelg ne pourrait, en l'occurrence, promettre quoi que soit. p. 299

1837

Charing Cross, le 31 août.

Cox à Glenelg. L'abolition de son poste d'inspecteur de la milice et les pertes qu'il a subies par suite de cette décision: il voudrait obtenir une compensation ou un nouveau poste militaire. p. 301

Annexes:—

(1) Lettre sans signature au général lord Hill (commandant en chef), le 14 septembre 1837 (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la lettre susmentionnée. Le cas de Cox: que faut-il faire à ce sujet? p. 305

(2) Lettre sans signature à Cox, le 4 octobre 1837 (brouillon). L'auteur déclare que lord Hill lui donnera un poste quand l'occasion s'en présentera. p. 309

D

Clonmel Tipperary, le 20 mars.

Requête de J. Dee qui demande que quelqu'un puisse réclamer, en son nom, les biens de son frère qui mourut dans la Nouvelle-Écosse il y a environ huit ans. *Note:* par Stephen, en date du 27 avril. Glenelg transmettra toute déclaration que fera Dee. p. 315

Clonmel, le 31 mai.

Requête de Dee qui demande que la requête annexée soit transmise au lieutenant-gouverneur. *Note:* l'annexe a été transmise. p. 319

E

Londres, le 24 septembre.

W. Edwards à Grey. Quel magistrat, à Halifax, pourrait lui fournir certains renseignements sur les biens d'un parent décédé? *Note:* Glenelg ne sait pas s'il existe un tel fonctionnaire. p. 325

Annexe:—

Grey à Edwards, Downing St., le 29 septembre 1837 (brouillon). Il ne connaît aucun avocat dont il pourrait transmettre le nom à Edwards. p. 327

G

Halifax, le 16 janvier.

(Sir Rupert D. George) à ——. Il demande qu'on transmette la pension de Mlle Cox. p. 335

Oxford and Cambridge Club, St. James' Sq., le 4 mai.

(J. T.) Graves au secrétaire d'État. Existe-il un registre où est inscrite la concession de terre faite à l'amiral Samuel Graves? *Note:* par Stephen, en date du 8 mai. Il faudra s'adresser là-dessus au greffier de la Nouvelle-Écosse. p. 337

H

Halifax, décembre.

B. Halliburton (juge en chef) à Glenelg. L'insuffisance de l'indemnité qu'on se propose de lui accorder pour remplacer ses honoraires; son droit à une compensation. p. 343

Annexe:—

Requête adressée à la Reine. p. 351

K

Preston, le 21 février.

C. C. Katzman à Glenelg. Il lui transmet des exemplaires de son travail, *On the cure of a Disease of the Epigastricae Artery*, ainsi

que quelques échantillons de remède. Il lui demande de transmettre ce travail à la Société Royale ainsi qu'aux ambassadeurs de France et de Prusse. *Note:* par Stephen, en date du 22 avril. A mettre de côté à moins que l'un des membres du personnel ne désire faire l'essai de ce remède. p. 361 1837

Katzman à Glenelg. Il lui transmet une requête où il demande d'augmenter la demi-solde qu'il reçoit en sa qualité d'enseigne au 60e régiment. *Note:* cette question relève du ministre de la Guerre. p. 365 Preston, le 21 février.

Annexe:—

La requête, le 9 février 1837. p. 367

## L

Catherine Lloyd au secrétaire d'État. Elle demande des renseignements au sujet de la propriété laissée par W. Clury qui mourut à Halifax. *Note:* par Stephen, en date du 16 février. On ne fait pas de relevé des successions et le Gouvernement ne prendra pas possession d'un tel bien. p. 375 Frem Meath, le 13 février.

Le lieutenant-colonel R. Loring et le lieutenant-colonel W. Marshall à Stephen. Ils demandent d'en venir à une décision au sujet de la compensation qu'ils réclament pour la perte de leur poste d'inspecteur de la Milice. Cette compensation pourra être prise à même les revenus de la Couronne. p. 379 34 Creven St., le 21 juillet.

Annexe:—

Lettre sans signature à Loring et à Marshall, le 31 juillet 1837 (brouillon). L'auteur leur accuse réception de la lettre susmentionnée. La compensation ne saurait être payée à même ces revenus. Leur cas a été soumis à la Trésorerie. p. 381

## M

J. S. Morris (commissaire des Terres de la Couronne) à Glenelg. Il lui transmet les comptes pour l'année dernière. p. 389 Halifax, le 16 mars.

Annexe:—

Les comptes, le 1er janvier 1837. p. 395

Le révérend A. Mcdonell à Glenelg. La plupart des habitants du comté d'Inverness sont d'origine écossaise. Pour le moment, il serait inopportun de séparer le Cap-Breton de la Nouvelle-Écosse. Il s'oppose au projet de faire de Sidney la capitale de la province. Il demande que les habitants puissent présenter une adresse au cas où l'on déciderait de rompre l'union. p. 405 Judique, le 12 octobre.

B. Murdoch à Glenelg. Il lui transmet copie de son travail sur les lois de la Nouvelle-Écosse. Il demande à Glenelg d'en accepter un exemplaire et d'en déposer un autre dans la Bibliothèque de la Colonie; il pourra disposer comme bon lui semble des autres exemplaires. *Note:* il faudra répondre à cette lettre. p. 416 Halifax, le 23 octobre.

1837 Annexe:—

Lettre sans signature à Murdoch, le 5 décembre 1837 (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre. Un exemplaire sera déposé au bureau des Colonies et deux exemplaires seront envoyés au Parlement; Glenelg gardera le quatrième exemplaire. p. 411

Aird, Skye, le 29 décembre. A. Macdonald à Glenelg. En raison des états de service de son père, Macdonald ne pourrait-il pas demander une terre au Cap-Breton? *Note:* par Stephen, en date du 10 janvier. Les règlements édictés au sujet des concessions de terre ne permettent pas d'accéder à la demande de Macdonald. p. 417

P

Bureau du Commerce, le 26 juin. R. Penny à Stephen. Il demande des renseignements sur une terre achetée par P. Aldridge, en 1818. *Note:* Il devrait s'adresser au secrétaire de la Province. p. 423

S

Moatfield Abbey, Irlande, le 6 novembre. H. R. (Standish) au secrétaire d'Etat. Il demande si la terre concédée à Edward Crawley, à Pictou, a été confisquée. p. 429

Halifax, le 13 décembre. Requête de William Sutherland qui demande que C. R. Fairbanks, juge de la cour de la Vice-Amirauté, reçoive l'ordre d'infirmer son arrêt qui condamne Sutherland à l'amende et à l'emprisonnement pour outrage au tribunal. Sutherland demande également d'être réintégré dans ses fonctions de procureur et d'avocat de la Cour. *Note:* par Stephen, en date du 11 janvier 1838. Il faudrait répondre à cette requête en disant que le secrétaire de la Colonie ne saurait s'immiscer dans cette affaire. p. 495

Annexes:—

(1) Pièce attestant que Sutherland a reçu sa procuration le 28 octobre 1808 et qu'il a été inscrit au barreau le 3 novembre 1829. p. 525

(2) Article sur la Cour suprême et la Cour de la Vice-Amirauté dans les colonies, par R. West, le 20 juin 1720 (imprimé dans le *Times*). p. 527

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à sir Colin Campbell, sans date (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la requête de Sutherland. Le secrétaire de la Colonie ne saurait s'immiscer dans cette affaire. (*Note marginale:* ne faudrait-il pas modifier les termes de la réponse?) p. 521

1836 AMOS SEAMAN

Halifax, le 19 décembre. A. A Stewart, J. B. Uniacke et C. W. Harris (avocats de Seaman) à Glenelg. Ils demandent qu'une poursuite ne soit pas intentée contre Seaman avant que Glenelg ait eu le temps d'étudier le cas. p. 454

1837 Déposition de certains témoignages au sujet d'Amos Seaman qui réclame des meulières:

(1) Affidavit de Nehemiah Ayer, Sackville, le 21 janvier 1837. p. 457

(2) Affidavit de Joseph Brine, Amherst, le 25 janvier 1837. p. 459 **1837**

(3) Affidavit de James Christie, Minudie, le 2 janvier 1837. p. 462

(4) Affidavit de John Burk, Minudie, le 24 janvier 1837. p. 464

(5) Affidavit d'Oliver Barnes, Sackville, le 21 janvier 1837. p. 465

(6) Affidavit de Gilbert Seaman, Minudie, le 24 janvier 1837. p. 467

Sous-annexe:—

Bail concédé à G. Seaman, 1817. p. 468

(7) Affidavit de James Barnes, Sackville, le 21 janvier 1837. p. 469

(8) Affidavit de William Hayes, Minudie, le 24 janvier 1837. p. 470

(9) Affidavit de John Holmes, Minudie, le 25 janvier 1837. p. 472

(10) Affidavit de William Pride, Minudie, le 24 janvier 1837. p. 473

(11) Affidavit de Joshua Chandler, Amherst, le 25 janvier 1837. p. 475

(12) Affidavit de Samuel Gay, Westmorland, le 8 février 1837. p. 476

(13) Affidavit de Duncan Shaw, Westmorland, le 20 janvier 1837. p. 477

(14) Extrait d'un contrat, le 28 octobre 1815. p. 480

(15) Extrait d'un jugement arbitral. p. 482

Amos Seaman à Glenelg. Son droit à la meulière. Il demande de l'appui. *Note:* par Stephen, en date du 4 février. Le lieutenant-gouverneur devra rédiger un rapport là-dessus. p. 435 Minudie, Cumberland Co., le 10 janvier.

James Stewart à sir George Grey (sous-secrétaire). Il demande une décision sur le cas de Seaman; procédures à suivre. *Note:* la réponse à faire à cette lettre. p. 485 36 Madden St., Hanover Sq., le 6 mars.

Annexe:—

Lettre sans signature à Stewart, le 15 mars 1837 (brouillon). L'auteur accuse réception de la lettre susmentionnée. Glenelg consent à ce qu'une enquête judiciaire soit faite dans la Nouvelle-Écosse. p. 491

A. Stewart, J. B. Uniacke et C. W. Harris (avocats de Seaman) à sir Rupert D. George (secrétaire de la Colonie). Ils lui transmettent copie de la lettre de Seaman à Glenelg, en date du 10 janvier; nouvelles Halifax, le 30 mars.

1837 déclarations au sujet des meulières. Il demande que cette lettre soit aussi transmise à Glenelg. p. 445

Annexe:—

Seaman à Glenelg, Halifax, le 10 janvier 1837. (Voir plus haut.) p. 449

Sous-annexe:—

Mémoire de T. W. C. Murdock sur la documentation qui se rapporte à cette affaire. p. 443

## T

Brighton, le 12 février. Sir Herbert Taylor (secrétaire du Roi) à Glenelg. Il lui accuse réception de la lettre du 9 février. Le Roi suggère que la demande du *Halifax Turf Club* soit soumise à la Trésorerie. *Note:* par Stephen, en date du 14 février. Glenelg pourra discuter avec le chancelier de l'Échiquier la possibilité de mettre à contribution le revenu des Terres de la Couronne à ce sujet. p. 533

## V

Bath, le 23 avril. Lord Vernon à Glenelg. Il a hâte d'avoir des renseignements sur une propriété de la Nouvelle-Écosse; comment Glenelg doit s'y prendre pour obtenir ce résultat. p. 539

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à Vernon, le 3 mai 1837 (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre susmentionnée. On a demandé à sir Colin Campbell de faire là-dessus une enquête. p. 543

(2) Lettre sans signature à Campbell, le 1er mai 1837 (brouillon). A propos du rapport qu'il faudra rédiger sur cette affaire. p. 545

Sydney, le 30 mai. C. P. Ward à Glenelg. Il lui transmet des résolutions où l'on demande de rompre l'union entre le Cap-Breton et la Nouvelle-Écosse. Il approuve ces résolutions. *Note:* par Stephen, en date du 21 août 1837. L'importance et les difficultés de cette question. p. 551

Annexes:—

(1) Les résolutions, le 19 janvier 1837 (imprimé). p. 555

(2) Les résolutions, le 4 novembre 1833 (imprimé). p. 563

## Y

Tavistock Hotel, Covent Garden, le 26 août. G. R. Young à Stephen. Deux députés du Cap-Breton lui ont demandé de se rendre au bureau des Colonies pour s'opposer au projet de rompre l'union entre la Nouvelle-Écosse et le Cap-Breton. *Note:* par Stephen, en date du 29 août. Il faudra répondre à Young que la question ne saurait être discutée à moins d'une décision judiciaire sur le sujet. p. 569

Annexe:— 1837

Lettre sans signature à Young, Downing St., le 4 septembre 1837 (brouillon). L'auteur répond en s'inspirant de la note précédente. p. 571

Young à Stephen. Il lui envoie copie d'un exemplaire de son travail au sujet des Pêcheries. Si Stephen le désire, un autre exemplaire lui sera bientôt envoyé. La page 92 et le projet de séparer le Cap-Breton et la Nouvelle-Écosse. *Notes:* (1) on n'a reçu que la préface du travail; (2) il faudra en remercier l'auteur. p. 577 23 Cecil St., Strand, le 28 août.

Annexe:—

La préface (imprimé). p. 579

Young à Stephen. Il aimerait discuter la question de la monnaie coloniale. Son père, que l'on voulait nommer membre du nouveau Conseil, vient de mourir. Il demande de nommer son frère, W. Young, conseiller de la Reine. *Note:* par Stephen, en date du 8 décembre. Puisqu'il étudie la monnaie coloniale, Young devrait communiquer avec G. Pennington, de la Trésorerie. *Note:* par T. W. C. Murdoch, en date du 18 décembre. Faudra-t-il répondre à la lettre où l'auteur demande que Young soit nommé conseiller de la Reine. *Note:* par Stephen, en date du 19 décembre. On a fait savoir à Young que de pareilles nominations doivent être faites par les autorités locales. p. 587 Le 7 décembre.

Young à Glenelg. Il lui transmet une lettre sur la situation dans la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick: ce sont des amis qui lui ont demandé d'écrire cette lettre et de fournir ainsi des renseignements à un moment psychologique. Il s'offre de publier ce texte ou de le supprimer. *Note:* il faudra répondre à l'auteur et le remercier. p. 597 23 Sackville St., le 25 décembre.

***Nouvelle-Écosse, A. 187-1***

## SIR COLIN CAMPBELL, 1838

Campbell à Glenelg, N° 1. Il lui transmet, avec sa recommandation, la requête de Mme Margaret Ann Howe qui sollicite de l'aide financière de la Reine. *Note:* cette requête a été envoyée à la Reine. p. 5 1838 Halifax, le 13 janvier.

Annexe:—

La requête de Margaret Ann, veuve du capitaine Alexander Howe, ancien commissaire général de l'Ile du Prince-Édouard. p. 9

Sous-annexes:—

(i) Le duc de Kent à A. Howe, Kensington Palace, le 11 mars 1807. p. 19

(ii) Le duc de Kent au colonel Barclay, Kensington Palace, le 10 septembre 1807. p. 23

(iii) Le duc de Kent à Howe, Kensington Palace, le 9 janvier 1813. p. 24

1838

(iv) Le duc de Kent à Howe, Kensington Palace, le 5 janvier 1813. p. 26

(v) J. Parker à Mme Howe, Kensington Palace, le 16 août 1813. p. 27

(vi) Lettre de recommandation du révérend A. D. Parker, recteur de Dartmouth, le 11 janvier 1838. p. 31

Halifax, le 16 janvier.

Campbell à Glenelg, N° 2. Il lui transmet la lettre de W. Sutherland ainsi que la lettre de C. E. Fairbanks, juge de la cour de la Vice-Amirauté, qui donnera les renseignements nécessaires dès son arrivée en Angleterre. p. 37

Annexes:—

(1) La requête, Halifax, le 13 décembre 1837. (Voir A. 156, p. 525.) p. 45

(2) Fairbanks à sir Rupert D. George (secrétaire), Halifax, le 11 janvier 1838. p. 77

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à C. R. Fairbanks, sans date (brouillon—annulé). L'auteur lui demande des renseignements là-dessus. p. 41

Halifax, le 17 janvier.

Campbell à Glenelg, N° 3. Il lui accuse réception de la dépêche N° 104, du 30 novembre, et il lui transmet un rapport sur le charbon obtenu depuis le jour où l'entente avec la *General Mining Association* fut mise en vigueur jusqu'à la fin de 1836. On n'a pas reçu le rapport de l'an dernier. p. 81

Annexe:—

Le rapport, Halifax, le 16 janvier 1838. p. 83

Halifax, le 17 janvier.

Campbell à Glenelg, N° 4. Il lui transmet copies des lettres patentes constituant provisoirement les Conseils législatif et exécutif. Les motifs de son choix. Il propose que la Couronne se réserve le droit de désigner le président du Conseil. A propos des fauteuils de l'Assemblée qui deviennent vacants par suite de la nomination de titulaires au Conseil; le quorum. Pourquoi il ne faudrait pas exclure E. Collins du Conseil. Un des membres du Conseil pourra lui céder son fauteil. p. 101

Annexes:—

(1) Lettres patentes constituant le Conseil exécutif, le 16 janvier 1838. p. 113

(2) Lettres patentes contituant le Conseil législatif, le 16 janvier 1838. p. 121

(3) Liste des nominations, le 16 janvier 1838. p. 129

1838

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, sans date (brouillon—annulé). L'auteur lui accuse réception de la lettre susmentionnée et lui dit que ces questions seront réglées par Durham. p. 109

Campbell à Glenelg, N° 5. Il lui transmet le rapport des légistes sur le cas d'Amos Seaman qui réclame les meulières. Ils se sont demandé si la Couronne pourrait obtenir un jugement favorable; en conséquence, on a suspendu les procédures, en attendant l'arrivée des instructions nécessaires. *Note:* par J. Stephen, le 13 février. Pourquoi Glenelg a décidé de soumettre le cas au Conseil exécutif. Si le Conseil exécutif rend une décision favorable à Seaman, on pourra immédiatement assurer son titre. p. 133 Halifax, le 18 janvier.

Annexes:—

(1) Le rapport, Halifax, le 13 janvier 1837. p. 137

(2) Autre rapport, le 17 janvier 1837. p. 149

Campbell à Glenelg. Il lui transmet la harangue qu'il prononça lors de l'ouverture de la session, ainsi que les adresses du Conseil législatif et de l'Assemblée. (*Note:* le double est daté du 5 février, p. 157.) p. 89 Halifax, le 30 janvier.

Annexe:—

La harangue et les adresses (imprimé). p. 91

Numéro d'une édition spéciale du *Herald Extra* renfermant des nouvelles sur le Haut-Canada. (Envoyé sans dépêche. Reçu le 25 février.) p. 153 Sans date.

Campbell à Glenelg (district militaire). Il lui accuse réception de la dépêche du 28 décembre. L'arrivée de 250 hommes du 93e régiment; la répartition des troupes. Gosford lui a fait part de l'évacuation de l'île Navy; dispersion probable des rebelles. Il le félicite d'avoir maté la rébellion. Il espère que les États-Unis ne viendront pas au secours des réfugiés. p. 165 Halifax, le 5 février.

Campbell à Glenelg, N° 7. Il lui transmet une autre requête d'Amos Seaman au sujet des meulières ainsi qu'une lettre d'A. Stewart, son avocat, qui fournit les renseignements sur la réclamation de son client. De pareilles concessions n'ont pas souvent été faites, quoique des terres riveraines aient déjà été concédées. p. 169 Halifax, le 10 février.

Annexes:—

(1) La requête, Minudie, le 28 janvier 1838. p. 173

(2) Stewart à sir Rupert D. George, secrétaire, Halifax, le 5 février 1838. p. 177

Campbell à Glenelg, N° 8. Pourquoi W. H. Keating a obtenu provisoirement le poste d'adjoint du percepteur des douanes à Yarmouth. Opportunité de confier ce poste à Francis Forbes. Si cette nomination est impossible, il faudra confirmer la nomination de Halifax, le 2 mars.

1838 Keating. *Note:* de Stephen, le 26 avril. Il faudra soumettre cette lettre à la Trésorerie. p. 181

Annexes:—

(1) La requête de F. Forbes, Yarmouth, février 1838. p. 185

(2) La recommandation en faveur de Forbes. p. 187

(3) Mme S. G. Forbes à Campbell, sans date. p. 188

(4) Requête de W. H. Keating. p. 189

(5) La recommandation en faveur de Keating. p. 193

Halifax, le 19 mars. Campbell à Glenelg. L'arrivée de la dernière division du 93e régiment. Pourquoi le *Pique* a transporté ces troupes dans le Saint-Laurent lors de l'ouverture de la navigation. *Note:* de Stephen, le 26 avril. Il faudra approuver cette décision et communiquer ce renseignement au Grand Quartier-général. p. 197

Annexes:—

(1) Le lieutenant-général sir John Colborne à Campbell, Montréal, le 21 février 1838 (personnelle). Le besoin de renforts. p. 203

(2) Colborne à Campbell, Montréal, le 28 février 1838. L'effervescence des esprits et le besoin de renforts. p. 213

(3) Campbell à Colborne, Halifax, le 6 mars 1838. Il lui accuse réception des dépêches et il regrette de ne pouvoir faire davantage. Pourquoi il a attendu l'ouverture de la navigation dans le Saint-Laurent pour envoyer des renforts. p. 217

(4) Campbell à Colborne, Halifax, le 9 mars 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 28 février et il consigne les raisons déjà exposées. p. 221

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à lord Fitzroy Somerset (secrétaire au Grand Quartier-général), le 8 mai 1838 (brouillon). L'auteur fait part de la décision de Campbell au sujet du 93e régiment. p. 199

(ii) Lettre sans signature à sir John Barrow, deuxième secrétaire: Amirauté, le 9 mai 1838 (brouillon). L'auteur lui transmet un extrait de la dépêche de Campbell, en date du 19 mars, qui explique le retard du *Pique*, vaisseau de Sa Majesté. p. 201

Halifax, le 20 mars. Campbell à Glenelg, N° 9. Il lui transmet la requête de John W. Homer, de Barrington, qui demande d'être nommé adjoint du percepteur des douanes à Yarmouth ou à Lunenburg. p. 225

Annexes:—

(1) La requête p. 227

(2) Résolution de l'Assemblée, le 7 mars 1836, qui recommande la nomination de Homer. p. 230

Campbell à Glenelg, N° 10. Il lui transmet l'adresse conjointe de la Législature à l'occasion de la mort du Roi et de l'accession de la Reine au trône. (Copie—imprimée, p. 239). *Note:* plan de la réponse. p. 237 **1838** Halifax, le 21 mars.

Annexe:—

L'adresse, le 3 février 1838. (Copie—imprimée, p. 240.) p. 245

Campbell à Glenelg, N° 11. Il lui transmet les adresses du Conseil législatif et de l'Assemblée appuyant la requête du Nouveau-Brunswick qui demande une carte hydrographique de la Baie de Fundy. p. 249 Halifax, le 22 mars.

Annexes:—

(1) L'adresse du Conseil législatif, le 9 mars 1838. p. 257

(2) L'adresse de l'Assemblée, le 13 mars 1838. p. 261

Annexe:—

Lettre sans signature à sir John Barrow (deuxième secrétaire: Amirauté), le 9 mai 1838 (brouillon). L'auteur lui transmet copie des dépêches du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse et il lui demande une carte hydrographique. (La dépêche du Nouveau-Brunswick manque.) p. 251

Campbell à Glenelg, N° 12. Il lui accuse réception des dépêches du 10 décembre, des 3 et 5 février. Il a communiqué avec les commissaires au sujet de l'établissement d'un phare sur l'île Saint-Paul. On a demandé au capitaine H. W. Bayfield de donner des renseignements sur les endroits où le phare sera invisible. Il serait difficile de bâtir des phares en pierres. Il faudra surveiller le transport des lanternes et de l'appareil. p. 265 Halifax, le 23 mars.

Annexe:—

Lettre sans signature à A. Y. Spearman (secrétaire-adjoint: la Trésorerie), le 9 mai 1838 (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche susmentionnée et attire l'attention sur le dernier paragraphe. p. 269

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 119 à 128, des 6, 8, 17 et 18 janvier et des 3, 4, 5, 7 et 8 février, ainsi que du double des dépêches N^os^ 107 à 118, compte non tenu de la dépêche N° 112. p. 271 Halifax, le 24 mars.

Campbell à Glenelg. Ils n'a pas encore reçu les dépêches originales, mais les doubles (N^os^ 107 à 111 et 113 à 118) sont arrivés le 16 mars. La répartition des troupes et le besoin de renforts. *Note:* cette question est de la compétence du Conseil. p. 277 Halifax, le 14 mars.

Annexes:—

(1) Le major-général sir John Harvey à Campbell, Fredericton, le 15 mars 1838. Les besoins militaires. p. 281

(2) Harvey à Campbell, Fredericton, le 15 mars 1838 (extrait). Le besoin de renforts. p. 285

1838

Halifax, le 26 mars.

Campbell à Glenelg, N° 13. A propos des traites tirées pour la construction de phares sur les îles Saint-Paul et Scatterie, et pour le poste de secours aux naufragés au Cap de Sable. *Note:* cette lettre devrait être transmise à la Trésorerie. p. 289

Halifax, le 26 mars.

Campbell à Glenelg, N° 14. Il lui transmet une adresse de l'Assemblée qui autorise l'avance d'une somme de 10,000 louis qui serviront à armer les miliciens si les hostilités éclatent. *Note:* on a copié cette adresse pour le Parlement. *Note:* par Stephen, le 29 avril. Il faudra répondre à cette adresse et exprimer la satisfaction qu'elle a suscitée. p. 293

Annexe:—

L'adresse, le 24 mars 1838. (Copie—imprimée à p. 297.) p. 295

Halifax, le 26 mars.

Campbell à Glenelg, N° 15. Il lui transmet des rapports sur les revenus de la Couronne, pour 1837, ainsi que la correspondance échangée avec E. Cunard, agent de la *General Mining Association*, au sujet du paiement du loyer au taux de quatre dollars espagnols pour chaque livre sterling. Cunard a insisté pour que la somme soit payée maintenant et que la différence entre le numéraire et le cours du change soit établie plus tard. Il demande l'autorisation d'indemniser les officiers des pertes qu'ils ont subies en vertu du cours du change: ces officiers sont payés à même le revenu casuel. p. 303

Annexes:—

(1) Les comptes, le 20 mars 1838. p. 307

(2) Etat des pertes subies par ceux qui ont été payés à même le revenu casuel. p. 313

(3) Mémoire sur les sommes que doit la *General Mining Association* en supposant qu'elles soient payées en monnaie courante. Halifax, le 23 mars 1838. p. 317

(4) Cunard à sir Rupert D. George (secrétaire), Halifax, le 24 mars 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 23 mars. Il faudrait consulter les directeurs avant de faire le paiement en dollars. p. 319

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à A. Y. Spearman (secrétaire-adjoint: la Trésorerie), le 10 mai 1838 (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche susmentionnée au sujet du paiement du loyer et des réclamations des directeurs. p. 305

Halifax, le 26 mars.

Campbell à Glenelg, N° 16. Il lui transmet, avec sa recommandation, l'adresse conjointe de la Législature qui demande de protéger les pêcheries contre les empiétements étrangers. *Note:* par Stephen, du 26 octobre. On doit s'en rapporter au ministère des Affaires étrangères. p. 326

Annexes:—

(1) L'adresse signée à l'Assemblée le 20 mars et au Conseil le 22 mars 1838. p. 337

(2) Affidavit de R. M. Cutter, Halifax, le 23 mars 1838. p. 349 **1838**

(3) Le major-général, sir John Harvey (lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick) à Campbell, Fredericton, le 27 janvier 1838. p. 353

Sous-annexe:—

Affidavit de Duncan Hay et de C. Coughlan, Fredericton, le 24 janvier 1838. p. 355

(4) Rapport du comité de l'Assemblée sur les pêcheries, 1837 (imprimé). p. 385

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à J. Backhouse (sous-secrétaire: ministère des Affaires étrangères), le 10 mai 1838 (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche susmentionnée. Il demande une opinion. Serait-il opportun de faire des protestations courtoises au gouvernement des Etats-Unis? *Note:* obtenir des pêcheurs américains l'obéissance aux règlements constitue probablement la seule solution du problème. p. 329

(ii) Glenelg à l'Amirauté, le 29 septembre 1838 (brouillon—signé). La nécessité d'une protection armée. (Cela semble avoir été annulé.) p. 333

(iii) Glenelg à Campbell, N° 187, Downing St., le 5 novembre 1838. Il lui accuse réception de la dépêche susmentionnée. Une armée navale sera en station sur la côte pendant la saison de la pêche. Le ministre de Sa Majesté à Washington a reçu l'ordre d'obtenir la collaboration du gouvernement des Etats-Unis. Les commandants des vaisseaux recevront l'ordre de ne pas outrepasser les droits accordés par le traité. Il faudra leur donner toute l'assistance nécessaire. p. 365

*Nouvelle-Écosse, A. 187-2*

## SIR COLIN CAMPBELL, 1838

Campbell à Glenelg. L'arrivée de détachements des 65e et 93e régiments à destination du Canada. Les autres détachements du 65e seront envoyés dans le Nouveau-Brunswick; le détachement du 93e régiment restera à Halifax pendant quelque temps. Campbell espère qu'un autre régiment sera envoyé. Il accuse réception du double de la dépêche N° 129, du 10 février et de la dépêche N° 130, du 16 février. p. 421 **Halifax, le 27 mars.**

Campbell à Glenelg (personnelle et confidentielle). Il lui accuse réception de la commission en vertu de laquelle Durham est nommé gouverneur général ainsi que de sa propre commission qui le nomme lieutenant-gouverneur. Nominations à titre provisoire: puisque ces nominations n'ont pas été ratifiées, il a fait la proclamation ci-jointe qui nomme certaines personnes membres des Conseils exécutif et législatif. Quelques anciens membres ne retourneront pas à la session à moins qu'ils ne soient rémunérés. A cause d'une indiscrétion du bureau des Colonies, l'Assemblée a voté une résolution qu'il **Halifax, le 4 avril.**

1838 tient pour injurieuse. Cette résolution déplore le fait que les intentions du gouvernement de Sa Majesté n'ont pas été respectées en ce qui a trait aux Conseils. *Note:* par Stephen. Glenelg approuve la proclamation et il aimerait savoir de Campbell comment l'indiscrétion s'est produite. Il est persuadé que le bureau des Colonies n'est pas responsable de l'incident. Le coupable pourrait bien être Young avec lequel il a eu quelques conversations. p. 425

Annexes:—

(1) La proclamation, le 3 avril 1838. p. 429

(2) Résolution de l'Assemblée, le 30 mars 1838. p. 435

Halifax, le 17 avril. Campbell à Glenelg, N° 17. Il lui accuse réception de la dépêche N° 129, du 10 février, ainsi que de sa propre dépêche; il lui accuse aussi réception des commissions et des instructions du comte de Durham. Sur l'avis des légistes, il a mis fin à la session. Il a reconstitué les Conseils, puis il a convoqué la Législature de nouveau. Il lui transmet la loi en vertu de laquelle on a repris les débats comme si la session n'avait pas été interrompue. Il attire l'attention sur l'omission de directives, dans les instructions de Durham, au sujet des statuts et règlements en ce qui a trait à la préséance. *Note:* Glenelg approuve. p. 441

Annexes:—

(1) L'opinion des légistes sur la publication de la commission et des instructions et sur la composition des Conseils, le 28 mars 1838. p. 449

(2) Autre opinion au sujet des Conseils, le 30 mars 1838. p. 451

(3) Proclamation des commissions et de la composition des Conseils, le 3 avril 1838 (imprimé). p. 457

(4) Commission qui constitue le Conseil législatif, le 3 avril 1838. p. 461

(5) La harangue prononcée lors de l'ouverture de la session, le 5 avril 1838. p. 469

(6) Loi au sujet des lois et débats qui sont restés en souffrance au cours de la dernière session. p. 473

Halifax, le 18 avril. Campbell à Glenelg, N° 18. Il lui transmet une documentation au sujet du canal Shubenacadie et il lui recommande C. R. Fairbanks qui arrive en Angleterre et qui discutera la question. *Note:* par Stephen, le 28 mai. Il faudra soumettre cette dépêche à la Trésorerie. p. 481

Annexes:—

(1) Mémoire du président et des directeurs du canal Shubenacadie. p. 493

(2) Mémoire du Conseil législatif, le 17 avril 1838. p. 525

(3) Adresse de l'Assemblée, le 26 mars 1838. p. 529

(4) Adresse des habitants de Halifax, le 12 février 1838. p. 537 **1838**

(5) Compte rendu d'une réunion publique tenue à Halifax, le 6 février 1838. p. 549

(6) Les signataires. p. 551

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à A. Y. Spearman (secrétaire-adjoint: la Trésorerie), le 8 juin 1838 (brouillon). L'auteur soumet la question à la Trésorerie et il espère qu'elle sera de son avis. p. 487

Campbell à Glenelg, N° 19. Il lui accuse réception de la lettre N° 120, du 8 janvier, et il est heureux de constater que 1,200 louis ont été accordés au juge en chef. L'Assemblée lui vota seulement 850 louis; mais comme ce projet de loi a été rejeté par le Conseil, le revenu casuel reste entre les mains de la Couronne. Il demande l'autorisation de verser au juge en chef et aux juges puînés des appointements convenables. p. 573 Halifax, le 19 avril

Annexe:—

Lettre sans signature à Spearman, le 8 août 1838 (brouillon). L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée ainsi que les dépêches N° 21 du 21 avril, N° 29 du 1er mai, et N° 31 du 4 mai et une dépêche distincte. Il demande une décision prompte sur certaines questions. p. 577

Campbell à Glenelg, N° 20. Il lui accuse réception de la dépêche N° 134, du 4 mars, et il fournit de nouveaux renseignements sur la perte que subissent les fonctionnaires par suite de la dépréciation de la monnaie. *Note:* par Stephen, le 21 mai. Il faudra soumettre cette dépêche à la Trésorerie. p 581 Halifax, le 20 avril.

Campbell à Glenelg (personnelle et confidentielle). Il lui accuse réception de la lettre du 7 mars où sont approuvées les mesures prises au sujet des Conseils. Pourquoi Joseph Howe a refusé un fauteuil. Pourquoi il s'oppose à la nomination de G. R. Young ou de William, son frère. *Note:* par Stephen, le 21 mai. Approbation de Glenelg; Campbell réglera le cas de Young. p. 589 Halifax, le 21 avril.

Campbell à Glenelg, N° 21. Pourquoi il n'a pu obtenir la liste civile qui fut rejetée par le Conseil. Il lui transmet une documentation sur la question. La composition du Conseil et les pertes qui en résultent. On recevra du Conseil des rapports au sujet de l'Assemblée qui réclame la fusion du département de la Douane et de l'Accise ainsi que le dévelopement du commerce. Il prétend que ces modifications ne rapporteraient pas un revenu de 30,000 louis au gouvernement civil. Il ne croit pas qu'une liste civile soit adoptée; il aimerait toutefois que les revenus de la Couronne soient offerts contre l'octroi annuel de 5,500 louis. Il lui transmet copie de l'opinion d'A. Stewart sur la question. *Note:* par Stephen, du 25 mai, approuvé par sir George Grey. Stephen suggère que la question soit soumise à lord Durham. p. 593 Halifax, le 21 avril.

1838 Annexes:—

(1) La loi sur la liste civile telle que votée par l'Assemblée, le 15 mars 1838. p. 605

(2) Adresse du Conseil législatif, le 16 avril 1838: pourquoi il rejette la loi susmentionnée. p. 629

(3) Résolutions du Conseil législatif, le 16 avril 1838. p. 645

(4) Adresse de l'Assemblée, le 14 avril 1838. Bon nombre des nouveaux membres du Conseil sont des anglicans. Commentaires sur la loi ayant trait à la liste civile. Opportunité de fusionner les départements de la Douane et de l'Accise et de développer le commerce. p. 661

(5) Etat des sommes qui sont censées avoir été accordées définitivement. p. 685

(6) La liste civile projetée (N° 6). p. 689

(7) Remarques sur la liste civile par A. Stewart, Halifax, le 20 avril 1838 (N° 7). p. 693

Halifax, le 22 avril. Campbell à Glenelg, N° 22. Il lui accuse réception de la dépêche N° 138, du 8 mars, au sujet de la répartition des troupes. Il sera peut-être nécessaire de construire des casernes pour les régiments du Nouveau-Brunswick. *Note:* par Stephen, le 21 mai. Difficulté de pourvoir aux dépenses occasionnées par les troupes; la construction de casernes ne diminuera pas ces difficultés. p. 705

Halifax, le 22 avril. Campbell à Glenelg, N° 23. Il lui transmet les adresses du Conseil législatif et de l'Assemblée qui demandent d'annuler la décision de Campbell au sujet de la loi sur l'adoption d'une nouvelle formule de serment. *Note:* par Stephen, le 21 mai. Les difficultés que cette question soulève. *Note:* par sir George Grey, le 22 mai, approuvé par Glenelg. Il faudra accéder à cette demande. p. 709

Annexes:—

(1) Adresse du Conseil législatif, le 17 avril 1838. p. 713

(2) Loi qui ratifie la formule de serment. p. 721

(3) Adresse de l'Assemblée, le 16 avril 1837. p. 737

Halifax, le 22 avril. Campbell à Glenelg, N° 24. Il lui transmet copie d'une lettre des juges puînés qui demandent d'être sur un pied d'égalité avec les membres du Conseil exécutif: il en est ainsi dans le Nouveau-Brunswick. Campbell demande également que ce privilège soit accordé au garde des Archives. *Note:* par Stephen, le 21 mai. Cela doit être fait. p. 745

Annexe:—

W. Hill et W. B. Bliss au lieutenant-gouverneur, Halifax, le 14 avril 1838. p. 747

1838

Campbell à Glenelg, N° 25. Il lui accuse réception de la dépêche N° 135, du 5 mars et il lui transmet un rapport du comité du Conseil exécutif: on devrait exonérer les salaisons et la farine, mais d'abord on devra donner à l'Assemblée le temps de protéger les intérêts de la colonie. Campbell est de cet avis, mais il signale une erreur dont s'inspire le rapport. *Note:* copie de cette documentation devra être envoyée au bureau du Commerce et à la Trésorerie. p. 753 Halifax, le 23 avril.

Annexes:—

(1) Le rapport, le 21 avril 1838. p. 757

(2) Mémoire sur la quantité de bœuf, de porc et de farine importée à Halifax, en 1837. p. 761

Campbell à Glenelg. Il lui présente C. R. Fairbanks, garde des Archives et juge de la Vice-Amirauté, qui désire obtenir de l'aide pour le creusage du canal Shubenacadie. p. 765 Halifax, le 23 avril.

Campbell à Glenelg, N° 26. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 107 et 136, du 8 décembre et du 6 mars, et il lui transmet un rapport du Conseil qui demande de maintenir dans ses fonctions le Consul général des États-Unis avec ses adjoints plutôt que de nommer trois consuls, ou plus, qui seraient indépendants les uns des autres. Il lui transmet là-dessus une lettre de J. Morrow, consul des États-Unis à Halifax. *Note:* il faudra soumettre cette lettre au ministère des Affaires étrangères. p. 769 Halifax, le 24 avril.

Annexes:—

(1) Le rapport, le 19 avril 1838. p. 773

(2) Morrow à sir Rupert D. George (secrétaire), Halifax, le 20 avril 1838. p. 775

(3) Liste des consuls. p. 777

Campbell à Glenelg, N° 27. Il lui transmet copie de la harangue prononcée lors de la prorogation des Chambres. p. 781 Halifax, le 24 avril.

Annexe:—

La harangue, le 17 avril 1838 (imprimé). p. 783

Campbell à Glenelg. Il lui présente J. Haliburton. J. Howe se rend aussi en Angleterre, mais il n'a pas demandé une lettre d'introduction. p. 789 Halifax, le 24 avril.

Campbell à Glenelg, N° 28. Loi ayant trait à la nomination des administrateurs des terrains scolaires: il lui transmet cette loi qu'il a refusé de sanctionner. Commentaires sur la question; les motifs de sa décision; il lui transmet là-dessus une documentation. Importance d'en venir là-dessus à une entente. p. 793 Halifax, le 25 avril.

Annexes:—

(1) La loi. p. 807

(2) L'évêque de la Nouvelle-Ecosse à Campbell, Halifax, le 12 mars 1835. p. 815

1838 (3) Rapport du comité du Conseil, le 18 avril 1835. p. 823

(4) Le rapport de J. Allison, un des membres du comité du Conseil, le 24 avril 1835. p. 831

(5) Le comte Bathurst (secrétaire d'Etat) au lieutenant-général sir James Kempt (lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse), Downing St., le 31 août 1832. p. 841

Sous-annexes:—

(i) La réclamation de la Société pour la propagation de l'Évangile, le 19 juillet 1832. p. 843

(ii) J. (Pownall) à la Société pour la propagation de l'Évangile, Whitehall, le 6 avril 1749. p. 847

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, décembre 1838 (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et donne les instructions nécessaires. (Cette dépêche n'a pas été envoyée). p. 799

*Nouvelle-Écosse, A. 188*

## SIR COLIN CAMPBELL, 1838

Halifax, le 1er mai. Campbell à Glenelg, N° 29. Il lui transmet le bill règlementant la distribution des terres de la Couronne. Le Conseil législatif a rejeté ce bill. Campbell lui transmet aussi une lettre du commissaire des Terres de la Couronne dont les intérêts seraient lésés par l'adoption du projet de loi. *Note:* par Stephen, le 5 juin. Il faudra soumettre cette documentation à lord Durham. p. 5

Annexes:—

(1) Le bill. p. 9

(2) J. S. Morris (commissaire des Terres de la Couronne) à sir Rupert D. George (secrétaire), Halifax, le 18 avril 1838. p. 17

Halifax, le 2 mai. Campbell à Glenelg, N° 30. Il lui accuse réception de la dépêche N° 111, du 21 décembre, et il lui transmet un extrait des procès-verbaux du Conseil sur le cas de J. Lynch. Campbell demande l'autorisation de payer à Lynch la somme de 25 louis et de lui concéder une terre de 200 acres. *Note:* par Stephen le 5 juin. Il faudrait obtenir là-dessus de plus amples renseignements. p. 21

Annexe:—

L'extrait des procès-verbaux du Conseil, le 27 avril 1838. p. 25

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à A. Y. Spearman (secrétaire-adjoint: la Trésorerie), le 25 juin 1838 (brouillon). L'auteur soumet à la Trésorerie la question du paiement. p. 23

Campbell à Glenelg, N° 31. Il lui transmet la requête du capitaine T. Crawley, inspecteur général du Cap-Breton, et de H. W. Crawley, commissaire des Terres de la Couronne de la région; si ces fonctionnaires perdent leurs postes, lors de l'abandon du revenu de la Couronne, il faudra étudier leurs cas avec bienveillance. *Note:* par Stephen, le 5 juin. Il est sûr que lord Durham étudiera cette affaire avec bienveillance. p. 33 **1838** Halifax, le 4 mai.

Annexe:—

La requête, Sydney, le 17 avril 1838. p. 35

Campbell à Glenelg, N° 32. Il lui transmet une lettre du capitaine H. W. Bayfield en réponse à une demande de renseignements sur le phare St-Paul et sa visibilité. La lanterne et l'appareil ne sont pas encore arrivés, ce qui a empêché les commissaires de compléter les travaux sur l'île Scatterie. *Note:* par Stephen, le 5 juin. Cette lettre devrait être envoyée à la Trésorerie pour la gouverne de ce corps et de la Corporation de la *Trinity House.* p. 45 Halifax, le 10 mai.

Annexe:—

Bayfield à sir Rupert D. George (secrétaire), le 10 avril 1838. p. 49

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Spearman, le 20 juin 1838 (brouillon). L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée. p. 47

Campbell à Glenelg, N° 33. Le comité du Conseil n'a pu en venir à une décision au sujet du paragraphe de l'adresse de l'Assemblée qui demande la fusion des départements de la Douane et de l'Accise ainsi que le développement du commerce. Il lui transmet les résolutions du Conseil qui désire que Digby et Annapolis deviennent des ports d'entreposage libres. On ne devra pas établir de nouveaux ports: les commissaires devront étudier l'opportunité de fusionner les départements de la Douane et de l'Accise. Il appui ces résolutions. Il lui transmet les requêtes des habitants de Digby et d'Annapolis qui demandent que ces ports deviennent libres; il lui transmet également le rapport de la Douane là-dessus. *Note:* dans la dépêche et dans la note du Conseil, on fait mention de Digby et d'*Arichat;* mais la requête et le rapport de la Douane mentionnent Digby et *Annapolis.* p. 57 Halifax, le 12 mai.

Annexes:—

(1) La note du Conseil, le 11 mai 1838. p. 65

(2) La requête des habitants de Digby. p. 71

(3) La requête des habitants d'Annapolis, le 10 février 1838. p. 79

(4) Les commissaires de la Douane à George, Halifax, le 12 mars 1838. p. 87

(5) Liste des vaisseaux qui ont quitté Digby et Annapolis, à destination des États-Unis, pendant l'année se terminant le 5 janvier 1838. p. 93

1838 Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Spearman, le 19 juin 1838 (brouillon). L'auteur soumet la question à la Trésorerie. p. 61

Halifax, le 13 mai. Campbell à Glenelg. A propos de l'adresse de l'Assemblée et des émoluments de sir Rupert D. George, secrétaire de la Colonie. Il lui transmet là-dessus un mémoire et il décerne des éloges à George. Il aimerait que ce dernier reçût un poste en Angleterre ou obtînt la permission de prendre sa retraite. *Note:* par Stephen, le 5 juin. Durham devrait étudier cette proposition. p. 99

Annexe:—

La requête. p. 103

Halifax, le 4 juin. Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 139 à 153, rédigées depuis le 16 mars au 3 mai 1838. p .113

Halifax, le 12 juin. Campbell à Glenelg, N° 34. Il lui accuse réception de la dépêche N° 143, du 24 avril, et il lui transmet un certificat du révérend W. Cogswell qui déplore qu'il n'existe aucune preuve du baptême de Louisa B. Dier à l'église Saint-George, à Halifax, vers 1816. Certaines omissions ont été constatées dans les registres de cette époque. Il continuera son enquête afin de connaître le nom du parrain et de la marraine de cette personne. p. 117

Annexe:—

Le certificat, le 11 juin 1838. p. 119

Halifax, le 19 juin. Campbell à Glenelg. Il lui présente L. Wilkins, doyen des juges de la Cour suprême, qui a obtenu un congé de neuf mois à cause du mauvais état de sa santé. Ce congé devrait être prolongé si Wilkins le désire. Eloge de Wilkins. p. 125.

Halifax, le 4 juillet. Campbell à Glenelg, N° 35. Le couronnement de la Reine et les adresses de félicitation. (Ces adresses n'ont pas été transcrites, puisqu'elles se trouvent dans les *Documents Parlementaires.*) p. 129

Halifax, le 4 juillet. Campbell à Glenelg, N° 36. Il lui transmet copie des 90 lois votées au cours de la dernière session et il attire l'attention sur deux lois votées au cours de la deuxième session, chap. 8 et chap. 9, qui pourvoient à l'élection d'un autre membre pour Inverness et le chap. 9 qui règlemente les frais de port dans la colonie. Il lui transmet la résolution de l'Assemblée sur la dernière loi ainsi qu'un rapport du comité sur la dépêche de Glenelg, N° 98, du 29 septembre. Campbell regrette que la dépêche N° 142, du 20 avril, soit arrivée après la sanction des lois accordant des primes aux manufacturiers de tabac et de chocolat. Il fera en sorte que l'on tienne compte de ces instructions lors de la prochaine session. *Note:* le sceau provincial n'a pas été apposé, mais on n'en tiendra pas compte. p. 177

Annexes:—

(1) Précis des lois. p. 185

(2) Résolution de l'Assemblée qui demande une documentation sur le revenu postal, le 14 avril 1838. p. 229

(3) Rapport du comité de l'Assemblée sur la dépêche de Glenelg ayant trait à l'Administration des Postes. p. 233 1833

(4) Liste des comptes de l'Administration des Postes, pour les années 1836 et 1837. p. 237

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Spearman, Downing St., le 29 septembre 1838 (brouillon). L'auteur le renvoie à quelques-unes de ces lois. (La liste manque.) p. 179

Campbell à Glenelg, N° 37. Il lui transmet des rapports sur les revenus de la Couronne pour le semestre se terminant le 30 janvier. *Note:* ces rapports devraient être envoyés à la Trésorerie. p. 245 Halifax, le 5 juillet.

Annexe:—

Les rapports, le 2 juillet 1838. p. 251

Campbell à Glenelg, N° 38. Il lui transmet un rapport sur les confessions religieuses qui émargent aux frais publics de la Nouvelle-Écosse. p. 253 Halifax, le 15 juillet.

Annexe:—

Le rapport, Halifax, le 15 juillet 1838. (La seule indemnité qui n'est pas accordée au clergé anglican est celle que reçoit le révérend J. Scott, ministre presbytérien à Halifax). p. 255

Campbell à Glenelg, N° 39. Pourquoi il a nommé temporairement F. Forbes, adjoint du percepteur à Shelburne, qui remplace —— Robertson, nommé à Yarmouth. Il agit ainsi à la demande de la Douane; tous ceux qu'il a nommés, sauf un, ont été remplacés. *Note:* par Stephen, le 9 août. Copie de cette lettre devra être envoyée à la Trésorerie. p. 261 Halifax, le 17 juillet.

Campbell à Glenelg, N° 40. Il lui accuse réception de la dépêche du 14 mai et il lui transmet copie d'une lettre des commissaires des Phares donnant des renseignements sur la dépense de 1,000 louis. Campbell ne devrait pas être tenu responsable si le gouvernement s'approprie des sommes quand ce sont les commissaires qui en disposent. Il devra tirer un autre 2,000 louis. *Note:* par Stephen, le 9 août. Il faudra consulter la Trésorerie avant de répondre à la lettre. p. 265 Halifax, le 20 juillet.

Annexe:—

Les commissaires à sir Rupert D. George (secrétaire), Halifax, le 18 juillet 1838. p. 269

Campbell à Glenelg. Il lui transmet la correspondance échangée avec le comte de Durham; en conséquence, le 73e régiment a été envoyé au Canada à bord du *Malabar*, vaisseau de Sa Majesté. La nécessité de renforts. *Note:* au sujet des remplacements. Autre *note* portant les initiales de Glenelg: on devrait approuver les mesures qu'il a prises. p. 273 Halifax, le 20 juillet.

1838

Annexes:—

(1) Durham à Campbell, Québec, le 28 juin 1838. p. 277

(2) Campbell à Durham, Halifax, le 7 juillet 1838. p. 279

Halifax, le 21 juillet.

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches N^os 154 à 159, du 4 mai au 29 mai, et du 5 juin; aussi réception de la circulaire du 18 mai 1838. p. 285

Halifax, le 22 juillet.

Campbell à Glenelg (personnelle). Il se rend à Québec pour y rencontrer le comte de Durham; il y séjournera trois ou quatre semaines. p. 289

Halifax, le 26 juillet.

Campbell à Glenelg, N° 41. Il lui accuse réception de la dépêche N° 160, du 6 juin. Il ne s'oppose pas à la création d'un vice-consulat espagnol, à Halifax, qui relèverait du Consulat général de Londres. p. 291

Annexe:—

Lettre sans signature à J. Backhouse (sous-secrétaire: ministère des Affaires étrangères), le 15 septembre 1838 (brouillon). L'auteur fait savoir que Campbell ne s'oppose nullement au projet. p. 293

Halifax, le 6 août.

Campbell à Glenelg, N° 42. Il lui accuse réception de la circulaire du 20 mai. Le conseil a fait savoir que les jeunes travailleurs étant en nombre suffisant dans la colonie, on pourrait difficilement leur préférer les jeunes délinquants qui sortent d'une maison de correction. *Note:* par Stephen, le 7 septembre. Il faudra communiquer cette lettre au ministère de l'Intérieur. p. 299

Halifax, le 7 août.

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches N^os 160 à 164, du 6 au 23 juin, et de la circulaire du 26 juin; aussi réception de la dépêche personnelle et confidentielle du 5 juillet. p. 303.

Halifax, le 10 août.

Campbell au sous-secrétaire. Il lui transmet l'adresse des habitants de Pictou à l'occasion du couronnement de la Reine. (L'annexe manque). *Note:* par Stephen, le 7 septembre. Il faudra accuser réception de cette adresse. p. 307

LE LIEUTENANT-COLONEL J. J. SNODGRASS, ADMINISTRATEUR

Halifax, le 14 août.

Snodgrass à Glenelg, N° 43. Campbell est parti le 11 août à destination de Québec. C'est donc Snodgrass qui, en sa qualité de doyen des officiers militaires, doit administrer le gouvernement. Pourquoi il s'est arrogé des pouvoirs civils, en conséquence il a prêté serment le 14 août. Il demande de renouveler sa commission qui lui permet de mettre en jugement les personnes accusées de crimes perpétrés sur la haute mer: c'est une des raisons pour lesquelles il a pris les rênes du gouvernement. *Note:* la commission a été envoyée. p. 311

Annexes:—

(1) J. W. Johnston (solliciteur général) à Snodgrass, Halifax, le 14 août 1838. p. 317

(2) Snodgrass au doyen des membres du Conseil, Halifax, le 14 août 1838. p. 315

CAMPBELL 1838

Glenelg à Campbell (imprimé). Il demande des renseignements sur les aborigènes qui demeurent dans la colonie. Amélioration du sort de ces gens. p. 323 — Downing Street, le 22 août.

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches N^os 165 à 168, des 10, 14 et 25 juillet, et du 2 août 1838. p. 325 — Halifax, septembre.

Campbell à Glenelg, N° 44 (double). Il est revenu de Québec le 30 août. A la demande de Durham, il a nommé quatre délégués, hommes bien renseignés, qui se rendront à Québec pour discuter le projet d'une union fédérale. Ce sont J. W. Johnston, solliciteur général, James Uniacke, membre du Conseil exécutif et de l'Assemblée, William Young, membre de l'Assemblée, et M. Almon, marchand et banquier. Ils ont pris le bateau. Le lieutenant-colonel J. J. Snodgrass est devenu administrateur de la colonie. (La dépêche originale N° 47 est à la page 353.) p. 329 — Halifax, le 12 septembre.

Campbell à Glenelg, N° 47. (C'est l'original de la dépêche précédente.) p. 353 — Halifax, le 12 septembre.

Campbell à Glenelg, N° 45. Le lieutenant-colonel J. Snodgrass a droit de recevoir 76 louis, 14 chelins et 3 deniers à titre d'administrateur depuis le 14 août au 29 août 1838. Il a été payé à même les revenus de la Couronne. *Note:* par Stephen, le 13 octobre. Il faudra demander à la Trésorerie de sanctionner cette décision. *Note:* à propos de ce paiement et du projet d'abandonner ce revenu. p. 333 — Halifax, le 14 septembre.

Annexe:—

Lettre sans signature à A. Y. Spearman (secrétaire-adjoint, la Trésorerie), le 22 octobre 1838 (brouillon). L'auteur demande de sanctionner le paiement en question. p. 337

Campbell à Glenelg, N° 46. Il lui accuse réception de la dépêche N° 168, du 2 août. Par suite d'une enquête précédente, on écrivit à R. Bishop une lettre lui faisant savoir que son frère William s'était rendu à Terre-Neuve. Cette lettre ne semble pas être arrivée à destination. p. 345 — Halifax, le 15 septembre.

Annexe:—

Lettre sans signature à R. Bishop, le 31 juillet 1838 (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 7 juillet et déclare que Campbell a reçu l'ordre d'enquêter sur son frère William. p. 347

Campbell à Glenelg. Il lui transmet le Livre Bleu pour l'année 1837. (L'annexe manque.) p. 357 — Halifax, le 1er octobre.

Campbell à Glenelg. Il lui transmet les journaux pour la dernière session. (L'annexe manque.) p. 361 — Halifax, le 15 octobre.

Campbell à Glenelg. Il lui transmet certaines lettres qui eurent pour effet l'expédition du 93e régiment et de 4,000 fusils au Canada. Commentaires sur les mesures prises et le besoin de renforts. *Note:* on a déjà pris là-dessus les mesures nécessaires. p. 365 — Halifax, le 16 octobre.

1838

Annexes:—

(1) Durham à Campbell, N° 4, Québec le 6 octobre 1838. p. 369

(2) Le lieutenant-général sir John Colborne à Campbell, Sorel, le 4 octobre 1838. p. 371

(3) Colborne à Campbell, Sorel, le 4 octobre 1838 (extrait). p. 373

Halifax, le 17 octobre.

Campbell à Glenelg, il lui accuse réception des dépêches N^os^ 169 à 174, rédigées depuis le 2 jusqu'au 29 août 1838. p. 377

Halifax, le 22 octobre.

Campbell à Glenelg, N° 47. Il lui transmet une lettre du lieutenant-colonel A. Richardson qui explique pourquoi ce colonel et d'autres officiers sont responsables des frais occasionnés par l'équipement fourni au 1er régiment de Halifax: ils en demandent le remboursement. Campbell a dû prendre l'argent à même le revenu casuel. Il espère qu'on approuvera cette mesure et qu'on accordera d'autres sommes pour l'achat de l'équipement supplémentaire. p. 381

Annexe:—

Richardson à George, Halifax, le 20 octobre 1838. p. 389

Annexe:—

Lettre sans signature à Spearman, le 1er décembre 1840 (brouillon). L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée et demande que la Trésorerie rende une décision. p. 385

Halifax, le 23 octobre.

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception du double d'une circulaire en date du 12 juillet et il lui transmet une liste des indemnités accordées aux médecins militaires pour services rendus aux civils. *Note:* cette documentation a été envoyée au ministère de la Guerre, le 3 décembre. p. 397

Annexe:—

La liste: ces indemnités ne sont pas accordées. p. 399

Halifax, le 24 octobre.

Campbell à Glenelg. Le *Malabar* s'est échoué sur la Pointe Bear, à l'Île du Prince-Édouard. Les troupes sont montées à bord du *Prince George*, de l'*Andromede* et du *Medea*. Le *Malabar* est attendu à Halifax où il sera réparé. *Note:* un extrait de cette lettre a été envoyé à l'Amirauté, le 1er décembre 1838. p. 403

Annexe:—

Le commandant J. Nott, au capitaine sir Richard Grant, le *Medea*, vaisseau de Sa Majesté, le 21 octobre 1838. p. 405.

Halifax, le 1er novembre.

Campbell à Glenelg, N° 48. Il lui transmet la requête de W. H. Keating et il demande que ce fonctionnaire soit maintenu à son poste de gardien de l'entrepôt, à Yarmouth. (E.C.) Grantham a été révoqué pour cause d'inconduite. (L'annexe manque.) p. 411

1838

Annexe:—

Lettre sans signature à Spearman, le 15 décembre 1838. L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée. p. 413

Halifax, novembre.

Campbell à Glenelg, N° 49. Il lui transmet copie de la lettre de H. Huntingdon qui résigne ses fonctions de membre du Conseil exécutif. Pourquoi Huntingdon a refusé de siéger. p. 419

Annexe:—

Huntingdon à sir Rupert D. George, Yarmouth, le 28 septembre 1838. p. 423

Halifax, le 10 novembre.

Campbell à Glenelg, N° 50. Il lui transmet copie d'une lettre des commissaires des Phares: pourquoi il importe de recevoir les lanternes avant le 1er mai. p. 427

Annexe:—

Les commissaires à George, Halifax, le 9 novembre 1838. p. 431

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Spearman, le 15 décembre 1838 (brouillon). L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée. p. 429

Halifax, le 13 novembre.

Campbell à Glenelg, N° 51. Il lui transmet une autre lettre de J. B. Halliburton, juge en chef, au sujet des pertes que subissent les fonctionnaires dont les traitements son payés en monnaie. Commentaires sur la question. p. 439

Annexe:—

Halliburton à Glenelg, le 12 décembre 1838. p. 447

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Spearman, le 17 décembre 1838 (brouillon). L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée pour qu'elle soit étudiée par la Trésorerie. p. 443

Halifax, le 14 novembre.

Campbell à Glenelg, N° 52. Il a nommé William Sims pour remplacer Jacob Miller qui exerçait les fonctions de douanier et d'hydrographe, à Halifax. Campbell demande de confirmer cette nomination. p. 459

Annexe:—

Lettre sans signature à la Trésorerie, le 15 décembre 1838 (brouillon). L'auteur lui transmet, avec sa recommandation, la dépêche susmentionnée. p. 463

Halifax, le 15 novembre.

Campbell à Glenelg, N° 53. La mort de J. Tobin. Il désire trouver, parmi les catholiques romains, quelqu'un qui puisse remplacer Tobin et devenir membre du Conseil législatif. p. 467

Halifax, le 17 novembre.

Campbell à Glenelg. Il a communiqué à lord Fitzroy Somerset des renseignements sur les troupes envoyées au Canada. *Note:* une copie de la dépêche de Campbell a été obtenue du Grand Quartier-général. p. 471

1838 Annexes:—

(1) Campbell à Fitzroy Somerset, Halifax, le 17 novembre 1838. p. 473

(2) Colborne à Campbell, Québec, le 31 octobre 1838. p. 477

(3) Colborne à Campbell, Montréal, le 4 novembre 1838. p. 479

(4) Colborne à Campbell (personnelle et confidentielle), Québec, le 20 octobre 1838. p. 485

(5) Campbell à Colborne, Halifax, le 18 novembre 1838 (extrait). p. 491

Halifax, le 17 novembre. Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 178 à 183, rédigées depuis le 12 septembre au 3 octobre; il lui accuse aussi réception de la dépêche distincte du 27 septembre 1838. p. 497

Halifax, le 19 novembre. Campbell à Glenelg, N° 54. Il demande que l'Artillerie consente à concéder un lot attenant au cimetière militaire pour en faire un cimetière civil. p. 501

Annexe:—

Lettre sans signature à R. Byham (secrétaire: Artillerie), le 12 février 1839. L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée et espère qu'on pourra accéder à cette demande. p. 505

Halifax, le 12 décembre. Campbell à Glenelg. L'arrivée du 36e régiment; à la demande de Colborne, le 11e régiment, une compagnie d'artillerie, et des détachements des 65e et 93e régiments partiront du Nouveau-Brunswick quand les rivières et les lacs seront gelés. Le besoin de renforts. *Note:* par Stephen, le 29 décembre. Affaire urgente. p. 509

Halifax, le 17 décembre. Campbell à Glenelg. Campbell a demandé au ministre de la Guerre de recevoir le traitement auquel son titre de lieutenant-général lui donne droit. Si l'on accède à cette demande, il renoncera aux 500 louis qui lui sont accordés en sa qualité de lieutenant-gouverneur: cette somme est imputée sur le chapitre du budget parlementaire. p. 513

Halifax, le 22 décembre. Campbell à Glenelg, N° 58. Il lui transmet copie d'une lettre des commissaires des Phares. Pourquoi il a pris un autre 1,000 louis pour l'établissement des phares sur les îles Saint-Paul et Scatterie. p. 517

Annexe:—

Les commissaires à George, Halifax, le 17 décembre 1838. p. 521

Halifax, le 24 décembre. Campbell à Glenelg, N° 56. Il lui transmet une autre requête de T. Crawley, inspecteur général du Cap-Breton, qui demande de le protéger contre la perte possible de ses émoluments. Campbell recommande Crawley. p. 525

Annexe:— 1838

La requête, Sydney, le 15 décembre, 1838. p. 527

*Note:* par Stephen, le 28 janvier 1839. Il demande des renseignements sur les revenus des Terres. p. 532

*Nouvelle-Écosse, A. 189*

## DIVERS, 1838

PARLEMENT

La Chambre des Communes demande une documentation se rapportant à la composition des Conseils exécutif et législatif de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Ile du Prince-Edouard et de Terre-Neuve. p. 7 — Le 17 janvier.

La Chambre des Lords demande les dépêches de Campbell ayant trait à l'envoi de nouvelles troupes, en 1837, avec la date des accusés de réception et des réponses. p. 11 — Le 31 janvier.

AMIRAUTÉ

*Note:* on devra enquêter sur les troupes et les vivres pour lesquels il faut obtenir des moyens de transport. On devra acquérir des vapeurs à faible tirant d'eau. p. 17 — Sans date.

Sir John Barrow (deuxième secrétaire) à sir George Grey (sous-secrétaire, ministère des Colonies). Il lui fait connaître une occasion d'envoyer une dépêche. p. 19 — Amirauté, le 10 février.

C. Wood (premier secrétaire) à Grey (urgente). Il lui fait connaître une occasion d'envoyer des lettres. *Note:* à propos des dépêches envoyées à l'Amirauté. p. 23 — Amirauté, le 23 février.

Barrow à Grey. Il lui transmet une lettre du lieutenant E. N. Kendall. Nécessité de poser des signes distinctifs sur les phares afin de ne pas les confondre avec les monceaux de neige en hiver. *Note:* on a envoyé cette lettre au lieutenant-gouverneur le 9 mai. p. 27 — Amirauté, le 4 mai.

Annexe:—

Kendall au capitaine F. Beaufort, Londres, le 30 avril 1838. p. 29

Barrow à J. Stephen (sous-secrétaire) (annulé). Il lui accuse réception de la lettre du 9 mai. L'Amirauté ne saurait enlever le capitaine H. W. Bayfield de son poste actuel afin qu'il puisse hydrographier la Baie de Fundy. L'Assemblée pourrait employer à cet effet le lieutenant E. N. Kendall. *Note:* par Stephen; approuvé par Glenelg. L'Assemblée pourrait tenir cette réponse pour désagréable. p. 35 — Amirauté, le 14 mai.

Wood à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 8 août. Il consent à étudier la proposition de C. R. Fairbanks sur l'établissement des communications avec Halifax par vaisseaux à vapeur. Il refuse de fournir des renseignements à des particuliers en rédigeant des rapports là-dessus. p. 39 — Amirauté, le 11 août.

1838

Annexe:—

Stephen à Fairbanks, le 15 août 1838 (brouillon initialé). Il le met au courant de la teneur de la lettre susmentionnée. p. 41

Amirauté, le 12 octobre.

Borrow à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 10 octobre et il lui dit que deux vaisseaux ont reçu l'ordre de protéger les pêcheries pendant cette saison. A quelle date commence et finit la saison de la pêche? *Note:* à propos de la réponse. p. 45

Amirauté, le 13 octobre.

Barrow à Stephen. Il lui retourne les imprimés annexés à la lettre de Stephen en date du 10 octobre. (L'annexe manque.) p. 49

Amirauté, le 27 octobre.

Barrow à Stephen. Il lui transmet copie de la lettre adressée au vice-amiral sir Charles Paget: comment s'y prendre pour protéger les pêcheries. *Note:* on a communiqué cette lettre au lieutenant-gouverneur. p. 53

Annexe:—

Barrow à Paget, Amirauté, le 26 octobre 1838. p. 57

Amirauté, le 8 novembre.

Barrow à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 3 novembre qui fait connaître à quelles dates commence et se termine la saison de la pêche. On a envoyé les instructions nécessaires à l'Amirauté. p. 61

Amirauté, le 1er décembre.

Wood à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 26 novembre. Puisque le greffier de la cour de la Vice-Amirauté est chez lui en congé de maladie, il n'est pas nécessaire de lui nommer un successeur. *Note:* par Stephen, le 3 décembre. Il faudra communiquer cette lettre à Fairbanks. p. 65

Amirauté, le 24 décembre.

Barrow à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 20 décembre. Il approuve la réponse que l'on se propose de faire à C. R. Fairbanks qui demande des émoluments en sa qualité de juge de la cour de la Vice-Amirauté. p. 69

COMMANDANT EN CHEF

Sans date.

*Note:* la correspondance au sujet de l'envoi de troupes fait partie des papiers de la milice du Bas-Canada. p. 73

BUREAU DU CONSEIL

Le 8 mars.

Décret du Conseil confirmant les nominations aux Conseils de la Nouvelle-Ecosse. p. 77

Le 1er mai.

W. L. Bathurst (secrétaire) à Stephen. Il lui transmet, en double, les décrets du Conseil des 11 et 20 décembre au sujet des lois de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick. (Les annexes manquent.) *Note:* on a transmis ces doubles. p. 81

BUREAU DU COMMERCE

Whitehall, le 5 janvier.

Mémoire par C. P. Thomson (président): il s'oppose aux lois N^os^ 1748, 1753, 1764, 1796 et 1800. (Les titres et les objections ne sont pas consignés.) *Notes:* ce qu'il faudra faire à ce sujet; la loi 1753 est approuvée; on amendera les autres; dépêche du 20 avril 1838. p. 87

D. Le Marchant (secrétaire) à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 14 mai et il lui transmet copie des deux seules lettres se rapportant à la Société pour la propagation de l'Evangile, de 1748 à 1752. p. 91 **1838** Whitehall, le 21 mai.

Annexes:—

(1) T. Hill au révérend P. Bearcroft (secrétaire), Whitehall, le 5 mars 1749 à 1750. Il lui accuse réception de la lettre du 26 avril et le remercie des 50 louis qui ont permis à la Société pour la propagation de l'Evangile d'acheter des bibles. Le bureau du Commerce en a déjà envoyé quelques-unes. On devrait nommer le révérend J. B. Moreau missionnaire à Lunenburg. Il ne demandera pas à la Société de faire plus qu'elle ne peut. p. 95

(2) J. Pownall à Bearcroft, Whitehall, le 6 avril 1749. Il demande à la Société d'envoyer des missionnaires et des instituteurs pour six établissements. Il lui offre des terres réservées au clergé. p. 99

Le Marchant à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 23 mai et de la lettre de l'évêque de la Nouvelle-Écosse. On a examiné de nouveau les livres du bureau du Commerce et on n'y a découvert qu'un autre texte se rapportant à l'Église de la Nouvelle-Écosse. Ce sont les instructions de 1749. Il lui transmet les extraits de ces instructions. *Note:* du 31 mai. Il a fait tenir cette documentation à l'évêque. *Note:* du 4 septembre. On a soumis l'affaire aux légistes. p. 103 Whitehall, le 28 mai.

Annexe:—

L'extrait des instructions. p. 107

J. D. Hume (secrétaire) à Stephen. Requête de l'Assemblée, en date de 1836, qui désire obtenir de nouveaux ports: les pétitionnaires demandent plus que ce qu'on peut leur accorder: surtout, le lieutenant-gouverneur s'y oppose. Rien ne peut être fait jusqu'à ce que l'importation de la farine et des vivres soient facilitée par l'abrogation des droits dont ces produits sont frappés. *Note:* par Stephen, le 31 août. La lettre au lieutenant-gouverneur devra s'inspirer de ce texte. p. 119 Whitehall, le 30 août.

Annexe:—

Lettre sans signature, sans date (brouillon—annulé). L'auteur lui fait part de la décision du bureau du Commerce. On étudie actuellement le rapport de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick sur ces droits. p. 123

Hume à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 3 octobre ainsi que du rapport de C. R. Fairbanks sur le salaire des matelots. Le bureau du Commerce est d'avis que ceux qui ont préparé le Code devraient examiner de nouveau la question. Fairbanks prête sa collaboration. *Note:* par Stephen, le 16 cotobre. Si c'est la Trésorerie qui a nommé la commission, on devra transmettre cette correspondance à ce département afin qu'il puisse donner les ordres nécessaires. p. 127 Whitehall, le 15 octobre

1838

Annexe:—

Lettre sans signature à A. Y. Spearman (secrétaire-adjoint: la Trésorerie), le 24 octobre 1838 (brouillon). L'auteur lui transmet la correspondance échangée là-dessus avec le bureau du Commerce. (La lettre du bureau des Colonies manque.) p. 131

Whitehall, le 6 décembre.

Mémoire de Thomson. Pourquoi il a approuvé la loi N° 1839, (*Marine Insurance Co.*) et la loi N° 1840 (sans titre). *Note:* du 12 décembre. On a sanctionné ces deux lois. p. 135

Whitehall, le 6 décembre.

Mémoire de Thomson. Pourquoi il ne faut pas approuver la loi qui constitue légalement la *Whaling Co. Note:* nouveaux renseignements demandés; Thomson désire seulement amender cette loi. p. 139

Annexe:—

*Note:* de Glenelg pour le bureau du Commerce, le 18 décembre 1838. Il demandera à la Législature d'amender cette loi. p. 141

Whitehall, le 10 décembre.

Mémoire par Thomson. La loi qui accorde un permis aux manufacturiers de tabac et de chocolat devra être maintenue en vigueur mais ne devra pas être renouvelée. p. 147

Whitehall, le 11 décembre.

Le Marchant à Stephen. Motifs de la décision du bureau du Commerce consignés dans les interlignes du mémoire de Thomson en date du 10 décembre. *Note:* on a envoyé une dépêche en janvier 1839. p. 151

Whitehall, le 11 décembre.

Mémoire par Thomson. Il est trop tard pour annuler la loi qui accorde des primes d'exportation ou de réexportation. *Note:* on a envoyé une dépêche en janvier 1839. p. 155

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Ministère des Affaires étrangères, le 28 février.

J. Backhouse (sous-secrétaire) à Stephen. S'oppose-t-on à ce que J. D. Wolf devienne consul des Etats-Unis à Sydney? *Note:* par Stephen, le 1er mars. Si Wolf demeure dans la Nouvelle-Écosse, il faudra consulter là-dessus le lieutenant-gouverneur. Dans le cas contraire, on ne s'oppose pas à cette nomination. p. 161

Ministère des Affaires étrangères, le 19 avril.

Backhouse à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre du Prince Esterhazy, ambassadeur d'Autriche, qui demande l'acte de naissance de Louise B. Dier. Elle fut baptisée à l'église St-George, à Halifax, en 1816. *Note:* on a envoyé copie de cette lettre au lieutenant-gouverneur le 24 avril. p. 165

Annexe:—

Esterhazy au vicomte Palmerston (secrétaire, ministère des Affaires étrangères), Londres, le 17 avril 1838. (En français.) p. 167

Ministère des Affaires étrangères, le 31 mai.

Backhouse à Stephen. Il lui transmet une lettre de M. De Aguilar, ambassadeur d'Espagne, sur la nécessité d'un vice-consul à Halifax. Qu'en pense Stephen? p. 173

Annexe:—

Aguilar à Palmerston, 33 Wimpole St., le 23 mai 1838. p. 181

Sous-annexe:— 1838

Lettre sans signature à Backhouse, le 6 juin (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre susmentionnée. On demandera au lieutenant-gouverneur de faire connaître là-dessus son opinion. p. 175

Backhouse à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 25 mai ainsi que du rapport de Campbell qui s'oppose à la nomination de James Primrose et de J. D. Wolf comme consuls des Etats-Unis à Pictou et à Sidney. Pourquoi ces objections ne sont pas fondées. p. 185 Ministère des Affaires étrangères, le 14 juin.

Annexe:—

Lettre sans signature à Backhouse, le 23 juin 1838 (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 14 juin et il partage l'opinion de Palmerston. On avertira Campbell. p. 189

W. Fox Strangways (sous-secrétaire) à Stephen, N° 27. Il lui accuse réception de la lettre du 13 mai ainsi que de l'adresse de la Législature qui demande de protéger les pêcheries contre les empiètements des Américains. La protection navale. Il lui transmet une documentation qui permet d'avertir là-dessus le gouvernement des États-Unis. *Note:* les mesures à prendre. p. 193 Ministère des Affaires étrangères, le 13 septembre.

Annexes:—

(1) Lettres sans signature, à H. S. Fox (ministre de Sa Majesté à Washington), ministère des Affaires étrangères, septembre 1838 (brouillon). p. 241

(2) Opinion de l'avocat de la Reine, Collège de Droit civil, le 31 octobre 1838. p. 197

(3) Le Marchant à Backhouse, comité du Conseil du Commerce, Whitehall, le 13 juin 1838. p. 221

(4) Opinion de l'avocat de la Reine, Collège de Droit civil, le 10 mars 1838. p. 233

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à Fox Strangways, le 29 septembre 1838 (brouillon). (Ce brouillon semble avoir été annulé.) L'auteur lui accuse réception de la lettre susmentionnée et il approuve les instructions que l'on projette de remettre à Fox. L'Amirauté recevra là-dessus des ordres. p. 213

(ii) Glenelg à Campbell (confidentielle), Downing St., le 5 novembre 1838 (brouillon signé). Il lui transmet la documentation susmentionnée. p. 217

Backhouse à Stephen. S'oppose-t-on à accorder un exequatur à J. C. Creighton, vice-consul d'Espagne à Halifax? *Note:* par Stephen, le 17 novembre. Glenelg consultera d'abord sir Colin Campbell et fera ensuite connaître sa décision. On écrira à Campbell. p. 249 Ministère des Affaires étrangères, le 15 novembre.

1838 Annexe:—

Lettre sans signature à Backhouse, le 26 novembre 1838 (brouillon). L'auteur répond en s'inspirant de la note précédente. p. 251

LES LÉGISTES

Temple, le 12 juin. Sir John Campbell (procureur général) et sir Robert M. Rolfe (solliciteur général) à Glenelg. Ils lui accusent réception de la lettre du 31 mai. La formule de serment a été établie pour toutes les possessions de la Couronne en vertu de la 6e Geo. III, chap. 54 (en réalité chap. 53). Cette formule a été modifiée en faveur des catholiques romains mais elle est obligatoire pour les protestants. Cette loi empêche le gouvernement de Sa Majesté de satisfaire à l'adresse de l'Assemblée et du Conseil législatif. p. 259

Annexe:—

Lettre sans signature au procureur général et au solliciteur général, le 31 mai 1838 (brouillon). L'auteur transmet une documentation et il demande une opinion sur le sujet. (L'annexe manque.) p. 263

Collège de Droit civil, le 5 décembre. Les légistes à Glenelg. Ils lui accusent réception de la lettre du 4 septembre. A leur sentiment, l'Eglise d'Angleterre n'a pas un droit exclusif sur les terres scolaires. *Note:* On a de nouveau soumis cette lettre aux légistes le 31 août 1839. p. 267

Annexes:—

(1) *Note:* H. Labouchere désirerait règler cette question en affectant les terres scolaires aux besoins de l'éducation générale; opportunité de communiquer là-dessus avec la Société pour la propagation de l'Evangile. p 275

(2) Lettre sans signature aux légistes, le 4 septembre 1838 (brouillon). L'auteur demande aux légistes de faire connaître leur opinion au sujet des droits de l'Eglise d'Angleterre sur les terres scolaires. p. 279

ARTILLERIE

Artillerie, le 19 mai. Le lieutenant-général sir Hussey Vivian, Maître général, à Glenelg. Il lui retourne les lettres de sir Colin Campbell et de sir John Harvey; commentaires sur les besoins de l'Artillerie. p. 289

Annexe:—

Lettre sans signature à Vivian, le 6 juin (brouillon). L'auteur déclare qu'il a écrit à Campbell sur ces questions. Cette correspondance n'étant pas officielle, il lui envoie donc quelques renseignements là-dessus et il demande une réponse officielle. p. 293

Artillerie, le 21 mai. R. Byham (secrétaire) à Stephen (sous secrétaire: ministère des Colonies). Il lui accuse réception de la lettre du 16 mai et il lui donne les décisions du Maître général et du bureau de l'Artillerie sur les besoins de l'Artillerie. (Cette réponse s'inspire de la lettre susmentionnée du 19 mai). *Note:* cette correspondance constitue un document officiel de l'entente conclue entre le ministère des Colonies et l'Artillerie. p. 295

Annexe:— 1838

Lettre sans signature à Byham, le 16 mai 1838 (brouillon). L'auteur soumet la question à l'Artillerie. p. 301

TRÉSORERIE

A. Y. Spearman (secrétaire-adjoint) à Stephen. L'Artillerie voudrait être remboursée des dépenses occasionnées par les signaux de brume, mais on lui a fait savoir qu'il n'existe pas de fonds à cet effet. *Note:* on a porté la chose à l'attention du lieutenant-gouverneur le 17 janvier. p. 307 Bureau du Trésor, le 11 janvier.

Spearman à Stephen. Il confirme la nomination de J. P. Miller au poste de douanier, à Halifax. *Note:* on a porté la chose à l'attention du lieutenant-gouverneur le 8 février 1838. p. 311 Bureau du Trésor, le 12 janvier.

Spearman à Stephen. Il lui fait savoir que l'Amirauté a approuvé l'emplacement choisi pour l'établissement d'un phare sur l'île Saint-Paul. p. 315 Bureau du Trésor, le 26 janvier.

Annexe:—

J. Barrow (deuxième secrétaire: Amirauté) à Spearman, Amirauté, le 17 juin 1838. p. 317

Spearman à Stephen. Il lui transmet une lettre de la Corporation de la *Trinity House* et il demande que le lieutenant-gouverneur obtienne les renseignements désirés au sujet de la visibilité du phare Saint-Paul. p. 323 Bureau du Trésor, le 1er février.

Annexe:—

J. Herbert à Stephen, Corporation de la *Trinity House*, Londres, le 27 janvier 1838. p. 325

Au sujet des traitements des fonctionnaires et des pertes qu'ils subissent par suite de la dévalorisation de la livre sterling: la Trésorerie a étudié leur demande là-dessus et elle a décidé que les fonctionnaires seront payés au taux de la livre sterling quand elle est versée au trésor. La documentation envoyée sur le sujet n'élucidait pas ce point. *Note:* on a envoyé copie de cette lettre au lieutenant-gouverneur, le 4 mars. p. 331 Bureau du Trésor, le 12 février.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 23 janvier. La Trésorerie ne voit aucun motif de modifier son opinion au sujet de l'abandon du revenu de la Couronne. On échangera ces revenus contre la liste civile exigée par Glenelg. On devra maintenir en vigueur cette liste civile tant que vivra le souverain régnant. p. 335 Bureau du Trésor, le 19 février.

F. Baring (secrétaire) à Stephen. La Trésorerie ne saurait consentir à faire de Shelburne un port libre; mais la Douane a reçu l'ordre de prendre des mesures en vertu desquelles les vaisseaux étrangers, qui ont remplis les formalités voulues à Yarmouth ou à Liverpool, pourront se rendre à Shelburne pour y prendre du granit. *Note:* on a communiqué cette lettre à S. Cunard et au lieutenant-gouverneur. p. 339 Le 12 mars.

1838

Bureau du Trésor, le 5 avril.

G. Maule (solicitor) à Stephen. Il lui transmet un mémoire sur la difficulté qui a surgi entre le gouvernement et les héritiers du duc d'York au sujet de la concession de mines dans la Nouvelle-Écosse. (L'annexe manque.) *Note:* du 7 avril. On a transmis ce mémoire à lord Durham. p. 343

Annexe:—

Lettre sans signature à Maule, le 4 avril (brouillon). L'auteur demande un mémoire sur cette question. p. 345

Bureau du Trésor, le 28 avril.

Spearman à Stephen. Faudra-t-il acquitter le compte de 400 louis que sir Colin Campbell a dépensés pour construire les phares sur les îles Saint-Paul et Scatterie? *Note:* par Stephen, le 30 avril 1838. Si l'on n'a reçu là-dessus aucun renseignement, il faudra payer cette somme à compte. p. 351

Bureau du Trésor, le 8 mai.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 30 avril. On a payé à compte les frais occasionnés par l'établissement du Cap de Sable et du phare. Dans quelle mesure le lieutenant-gouverneur est-il responsable au sujet du dernier compte? A-t-on reçu un rapport sur ce phare? p. 355

Annexe:—

Lettre sans signature à Spearman, le 17 mai (brouillon). L'auteur déclare que l'on a demandé à Campbell de rédiger un rapport sur le phare. p. 357

Bureau du Trésor, le 7 juin.

Spearman à Stephen. Il lui transmet une correspondance qui démontre que l'établissement des phares sur les îles Saint-Paul et Scatterie rendra inutile l'établissement d'un autre phare au Cap Ray. L'île de Saint-Pierre offre là-dessus des avantages qui ne se trouvent pas en territoire britannique; en conséquence, Glenelg demandera au ministère des Affaires étrangères d'attirer, sur ce sujet, l'attention du Gouverneur français. *Note:* par Stephen. Il suffira d'écrire au ministère des Affaires étrangères. p. 363

Annexes:—

(1) J. Herbert à Spearman, la Corporation de la *Trinity House*, le 4 avril 1838. p. 371

(2) Herbert à Spearman, la Corporation de la *Trinity House*, le 6 mai 1838. p. 375

(3) J. Barrow (deuxième secrétaire: Amirauté) à Baring, Amirauté, le 28 avril 1838. p. 379

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à J. W. Nugent, le 20 juin 1838 (brouillon). L'auteur lui transmet la lettre susmentionnée et il déclare que Glenelg a écrit au vicomte Palmerston, secrétaire du ministère des Affaires étrangères. p. 367

(ii) Lettre sans signature à J. Backhouse (sous-secrétaire, ministère des Affaires étrangères), le 20 juin 1838 (brouillon). L'auteur lui transmet un extrait de la lettre de la Trésorerie et demande de communiquer là-dessus avec le Gouvernement français. p. 369 **1838**

Spearman à Stephen (urgente). A propos du congé accordé à l'évêque de la Nouvelle-Écosse. p. 383 Bureau du Trésor, le 3 juillet.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 25 juin. La Trésorerie approuve le projet de payer à J. Lynch, la somme de 25 louis qui sera prise à même le revenu de la Couronne. *Note:* par Stephen, le 9 juillet. On peut maintenant envoyer la dépêche en question. p. 387 Bureau du Trésor, le 6 juillet.

Spearman à Stephen. C'est le *Douglas* qui transportera la lanterne et l'appareil à l'île Scatterie: il faudra le laisser savoir au lieutenant-gouverneur. *Note:* on a prévenu le lieutenant-gouverneur le 25 juillet. p. 391 Bureau du Trésor, le 11 juillet.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception des lettres des 8 et 27 juin. Sur la foi des renseignements qu'elle possède, la Trésorerie ne pouvait recommander un crédit parlementaire pour creuser et compléter le canal Shubenacadie. Il faudra faire savoir au lieutenant-gouverneur que l'on a demandé à l'Artillerie de nommer un officier des Ingénieurs royaux afin qu'il fasse l'inspection du canal et qu'il rédige un rapport là-dessus. *Note:* par Stephen, le 24 juillet. Il faudra communiquer la nouvelle au lieutenant-gouverneur. p. 395 Bureau du Trésor, le 21 juillet.

Spearman à Stephen. La Trésorerie est d'avis que la *General Mining Association* devra payer ses redevances conformément à l'entente spéciale en vertu de laquelle les mines lui sont concédées. Il réitère la décision qu'on ne peut donner d'opinion au sujet de la perte que subissent les fonctionnaires qui sont payés en monnaie, tant que la Trésorerie n'aura pas obtenu les renseignements demandés sur la valeur de la livre sterling quand la Couronne perçoit les impôts. p. 399 Bureau du Trésor, le 3 août.

Annexe:—

Lettre sans signature à Spearman, le 15 août 1838 (brouillon). L'auteur déclare que les renseignements demandés dans la lettre susmentionnée sont renfermés dans la lettre du 25 mai. p. 403

Il lui transmet le rapport des commissaires de la Douane sur la fusion des départements de la Douane et de l'Accise et sur la demande de la Nouvelle-Écosse qui désire qu'on établisse un port libre dans chaque endroit où il y un bureau de la Douane. *Note:* on a envoyé copies du rapport au lieutenant-gouverneur le 17 août 1838. p. 407 Bureau du Trésor, le 9 août.

Annexe:—

Le rapport, bureau de la Douane, le 28 juillet 1838. On a demandé un rapport aux officiers de la Douane à Halifax. p. 409

1838

Bureau du Trésor, le 24 août.

G. W. Brande (commis) à Stephen. Il lui retourne la documentation (nulle mention n'est faite du sujet). Le chancelier de l'Échiquier estime qu'on devra s'occuper de cette affaire suivant ce qui était convenu. p. 415

Bureau du Trésor, le 24 août.

Baring à Stephen. Il lui transmet deux lettres de C. R. Fairbanks, une lettre de l'Artillerie et deux notes de la Trésorerie sur le canal Shubenacadie. *Note:* par Stephen, le 27 août. Il faudra soumettre au lieutenant-gouverneur la teneur de cette documentation. p. 417

Annexes:—

(1) C. R. Fairbanks (agent de la Compagnie) à Spearman, Londres, le 21 juillet 1838. Le cas de la Compagnie: il demande d'enquêter à Londres avant de prendre des renseignements dans la Nouvelle-Écosse. p. 453

(2) Fairbanks à Spearman, Londres, le 21 juillet 1838. Suggestion sur le subside proposé. p. 437

(3) G. Butler (pour le secrétaire de l'Artillerie) à Spearman, l'Artillerie, le 8 août 1838. Il approuve l'inspection du canal par l'ingénieur à Halifax; mais il suggère de lui adjoindre quelqu'un qui connaît bien les lieux et qui suppute la valeur de la propriété ainsi que les sommes nécessaires pour satisfaire aux besoins locaux. p. 461

(4) Notes de la Trésorerie, le 17 août: l'Artillerie devrait demander à Fairbanks la documentation permettant de faire une enquête. p. 419

(5) *Note:* il faudra faire savoir à Fairbanks que la Trésorerie ne croit pas devoir recommander le crédit parlementaire proposé. p. 421

Bureau du Trésor, le 5 septembre.

Baring à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 4 septembre et il admet qu'on devrait remettre au successeur d'un missionnaire déplacé le traitement qui revient à ce dernier. Ce paiement se terminera avec la mort du missionnaire déplacé. Quel est le nom de cette personne et de son successeur? p. 425

Annexe:—

Lettre sans signature à Baring, le 15 septembre 1838 (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 5 septembre et il demande que le traitement dû au révérend J. S. Clarke, missionnaire déplacé, soit versé à l'archidiacre, ce qui permettrait à ce dernier de nommer un ministre intérimaire jusqu'à ce qu'on désigne un successeur. p. 429

Bureau du Trésor, le 13 septembre.

Spearman à Stephen. Il lui transmet la documentation se rapportant au canal Shubenacadie. Ainsi le bureau des Colonies pourra communiquer avec C. R. Fairbanks ou avec les autorités de la Nouvelle-Écosse. *Note:* par Stephen, le 13 septembre. Il faudra en faire part au lieutenant-gouverneur à moins que la Trésorerie n'ait déjà communiqué avec lui. p. 433

Annexes:— 1838

(1) Fairbanks à Spearman, Londres, le 21 juillet 1838. (Voir l'annexe de la lettre susmentionnée du 24 août.) p. 437

(2) Evaluation des travaux déjà exécutés. p. 447

(3) Chiffre prévu pour le parachèvement du canal. p. 448

(4) Fairbanks à Spearman, Londres, le 21 juillet 1838. (Voir l'annexe de la lettre susmentionnée du 24 août 1838.) p. 453

(5) G. Butler à Spearman, Artillerie, le 8 août 1838. (Voir l'annexe de la lettre susmentionnée du 24 août 1838.) p. 461

(6) R. Byham (secrétaire: Artillerie) à Spearman, bureau de l'Artillerie, le 27 août 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 23 août. Inutilité d'examiner ici les plans et les estimations. p. 463

(7) Note de la Trésorerie, le 17 août. Il faudra faire savoir à Fairbanks qu'on ne saurait accorder un subside. p. 469

(8) Note de la Trésorerie, le 5 septembre: il faudra faire savoir à Fairbanks que, au sentiment de l'Artillerie, il serait inutile d'examiner ici les plans et les estimations. p. 473

(9) Fairbanks à Spearman, Londres le 5 septembre 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 4 septembre. Il voudrait connaître la teneur de la communication de l'Artillerie à la Trésorerie, en date du 8 août. p. 475

Spearman à Stephen. Il énonce certains faits qui démontrent que les réclamations des fonctionnaires qui prétendent avoir subi des pertes par suite de la dépréciation de la monnaie sont exagérées. Les mêmes causes auront influé sur le revenu. On ne peut faire droit à ces réclamations; mais si les traitements sont insuffisants, on étudiera de nouveau la question. Le danger de permettre aux colonies de promulguer des lois sur le numéraire. *Note:* par Stephen, le 18 septembre. Il faudra envoyer au lieutenant-gouverneur une copie de cette lettre en y omettant le dernier paragraphe. p. 481 Bureau du Trésor, le 17 septembre.

Baring à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 15 septembre et il lui transmet copie d'une lettre adressée au Commissariat à Halifax; le traitement que recevait le révérend J. S. Clarke sera payé à son successeur lorsqu'on le nommera. Entre temps, l'archidiacre recevra ce traitement; cette entente se terminera à la mort de Clarke. *Note:* on a mis le lieutenant-gouverneur au courant de l'entente le 27 septembre et l'évêque le 28 septembre, 1838. p. 489 Bureau du Trésor, le 27 septembre.

Annexe:—

Baring à l'administrateur du Commissariat, bureau du Trésor, septembre 1838. p. 491

Baring à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 8 août et il approuve la dépêche que l'on projette d'envoyer au sujet de l'abandon du revenu de la Couronne. Nécessité d'obtenir plus de renseignements avant d'exprimer une opinion sur la modification que Bureau du Trésor, le 27 septembre

1838 l'on se propose d'apporter aux modes de perception du revenu. *Note:* par Stephen, le 28 septembre. On peut envoyer la dépêche; ou devra également rédiger une lettre ayant trait à la deuxième partie de la dépêche. p. 497

Bureau du Trésor, le 5 octobre. Spearman à Stephen. Il approuve le paiement fait au lieutenant-colonel J. J. Snodgrass, administrateur de la province pendant l'absence de sir Colin Campbell. p. 513

Bureau du Trésor, le 17 octobre. Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 18 août. Il ne sera pas nécessaire de tenir sir Colin Campbell responsable de toute autre dépense occasionnée par l'établissement de phares aux îles Saint-Paul et Scatterie. On devra tenir compte des précautions indiquées à ce sujet, on soumettra également les compte dûment vérifiés quand les travaux seront achevés. On acquittera les comptes ultérieurs. *Note:* du 30 octobre. On a communiqué là-dessus avec le lieutenant-gouverneur. p. 501

Bureau du Trésor, le 20 octobre. Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 3 octobre et il voudrait savoir combien d'exemplaires des lois coloniales sont fournis, à titre gracieux, au bureau des Colonies. Il voudrait avoir ce renseignement avant d'en venir à une décision sur le projet de C. R. Fairbanks qui désire qu'on fournisse aux colonies le même nombre d'exemplaires des lois impériales. *Note:* par Stephen, le 22 octobre. Chaque colonie fournit 6 exemplaires. p. 505

Bureau du Trésor, le 31 octobre. Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 29 septembre. La Trésorerie approuve huit lois amendées de la Nouvelle-Écosse (sans titre). La loi qui constitue légalement la banque de l'Amérique britannique du Nord devrait comporter un article prohibant l'impression de billets inférieurs à un louis, à moins qu'il n'existe, à cet effet, un règlement général. *Note:* par Stephen, le 3 novembre. On devra adresser les lettres de cette nature au Conseil privé. p. 509

Bureau du Trésor, le 8 novembre. Baring à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 24 octobre. On a donné l'ordre de préparer des règlements ainsi qu'un tableau des honoraires pour la cour de la Vice-Amirauté à Halifax et à Québec. *Note:* C. Fairbanks a reçu le renseignement le 14 novembre 1838. p. 517

Bureau du Trésor, le 6 décembre. Baring à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 1er décembre. On peut payer, à même la caisse militaire, la dette contractée par le colonel A. Richardson et les officiers de la milice à Halifax. Si les miliciens sont appelés sous le drapeau, on pourra consacrer quelques louis à l'achat de l'équipement. *Note:* le lieutenant-gouverneur a reçu le renseignement le 6 décembre 1838. p. 521

Halifax, le 26 décembre. Baring à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 15 décembre. On a signalé, à l'Artillerie et à la Corporation de la *Trinity House*, l'importance d'envoyer des lanternes pour l'île Saint-Paul avant le 1er mai 1839. *Note:* le lieutenant-gouverneur a reçu le renseignement le 1er janvier 1839. p. 525

ADMINISTRATION GÉNÉRALE DES POSTES 1838

T. Laurence (sous-secrétaire) à Stephen. Il lui transmet copie de la *Nova Scotia Royal Gazette* et il attire l'attention sur la loi qui modifie l'Administration des Postes. (L'annexe manque). *Note:* par Stephen, le 10 juillet. Il faudra étudier cette lettre en même temps que la loi. p. 531 Hôtel des Postes, le 9 juillet.

Laurence à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 8 août. L'Administration des Postes n'a pas pu donner les renseignements que demandait C. R. Fairbanks sur la navigation à la vapeur. Cette question relève de l'Amirauté. *Note:* par Stephen, le 24 août. Fairbanks a déjà communiqué là-dessus avec l'Amirauté. p. 535 Hôtel des Postes, le 22 août.

Le lieutenant-colonel W. Maberly (secrétaire) à sir George Grey (sous-secrétaire). Il lui transmet le reçu des dépêches que Grey envoya le 22 août 1838. p. 539 Hôtel des Postes, le 28 août.

Annexe:—

Le reçu fut donné par L. Friend, capitaine du *Prince George*, le 23 août 1838. p. 541

Maberly à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 17 septembre. Les difficultés que soulève la loi de la Nouvelle-Écosse ayant trait aux frais de port dans la colonie. *Note:* on a envoyé copie de cette lettre au lieutenant-gouverneur et à lord Durham. p. 543 Hôtel des Postes, le 2 octobre.

Annexe:—

Sir Francis Freeling (secrétaire) à J. Lefebvre (sous-secrétaire; ministère des Colonies), Hôtel des Postes, le 30 juillet 1834. Il lui transmet le bill se rapportant à la réorganisation du service postal dans le Haut-Canada. Il attire l'attention sur certains détails importants. p. 555

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Maberly, Downing St., le 17 septembre 1838 (brouillon). L'auteur demande un rapport sur la loi de la Nouvelle-Écosse ayant trait à la règlementation des frais de port dans la colonie. p. 549

SOCIÉTÉ POUR LA PROPAGATION DE L'ÉVANGILE

Le révérend A. M. Campbell (secrétaire) à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 11 décembre. L'évêque de la Nouvelle-Écosse lui a fait savoir que nul missionnaire n'est mort et que chacun d'eux occupe toujours le même poste. p. 563 Société pour la propagation de l'Evangile, le 10 décembre.

*Nouvelle-Écosse, A. 190*

## DIVERS, 1838

Anonyme à Glenelg. L'auteur s'oppose à la nomination de certains membres des Conseils de la Nouvelle-Écosse. Il dénonce le népotisme. p. 7 Halifax, le 16 janvier.

1838

Cumberland, février.

*A farmer* à Glenelg. Il nie qu'Amos Seaman ait droit aux meulières de Minudie. p. 11

Mount Thom, le 20 juillet.

*A Presbyterian* au révérend T. M'Culloch [imprimé]. Accusations de déloyauté et d'obscénité. p. 19

## B

75 Eaton Sq., le 22 juin.

R. Bernal à sir George Grey [sous-secrétaire] [personnelle]. Il lui transmet, avec sa recommandation, la requête du capitaine T. Crawley, inspecteur général et de H. W. Crawley, commissaire des Terres de la Couronne au Cap-Breton. *Note:* par Stephen, le 25 juin. On a déjà reçu cette lettre et on y a répondu par l'intermédiaire du lieutenant-gouverneur. p. 29

Annexe:—

La requête, Sydney, le 17 avril 1837. p. 69

22 Tavistock Place, Tavistock Sq., le 27 juillet.

R. Bishop à Glenelg. Il demande d'enquêter sur son frère qui est allé s'établir dans la Nouvelle-Écosse. Il lui transmet copies de lettres qu'il a écrites au lieutenant-gouverneur, sir Colin Campbell, et qui sont restées sans réponse. *Note:* on s'est adressé au lieutenant-gouverneur qui répondit à Bishop le 16 octobre 1838. p. 33

Annexes:—

(1) Bishop à Campbell, 22 Tavistock Place, le 3 octobre 1837. p. 35

(2) Bishop à Campbell, 22 Tavistock Place, le 27 février 1837. p. 36

36 Old Broad St., le 6 décembre.

T. H. Brooking à Glenelg. Il demande de nommer G. R. Young membre du Conseil législatif en remplacement de James Tobin qui mourut le 3 novembre 1838. *Note:* par Stephen, le 8 décembre. Comment répondre à cette lettre. p. 41

Annexe:—

Lettre sans signature à Brooking, le 13 décembre 1838. L'auteur lui accuse réception de la lettre susmentionnée. Impossibilité de nommer Young à moins que le lieutenant-gouverneur ne le recommande. p. 45

## C

Fredericton (N.-B.), le 14 février.

W. Crane à Glenelg. A propos d'Amos Seaman et des meulières à Minudie. *Note:* par Stephen, le 26 avril. On demandera au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse d'exposer la situation à Crane. p. 51

Annexe:—

Lettre sans signature à Crane, sans date, [brouillon—annulé]. L'auteur déclare que Campbell a reçu l'ordre de donner là-dessus les renseignements nécessaires. p. 53

1838

Miss C. Cox au sous-secrétaire. Elle demande qu'on transmette le reçu de sa pension à sir Rupert D. George. p. 59 Hereford, le 17 février.

Joseph Cunard au sous-secrétaire. Shelburne est-il devenu un port libre pour les vaisseaux sur lest? p. 61 202 Piccadilly, le 19 mars.

Annexe:—

Lettre sans signature à Cunard, le 23 mars 1838 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la lettre du 19 mars et il lui transmet copie de la lettre de la Trésorerie au sujet des mesures prises à cette fin. *Note:* pourquoi on a agi ainsi; possibilité de corriger l'erreur que la Trésorerie a commise. p. 63

Cunard à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 23 mars. Pourquoi on ne devrait pas empêcher les vaisseaux de se rendre directement à Shelburne pour y charger du granit. p. 65 202 Piccadilly, le 23 mars.

Miss Caroline Cox au sous-secrétaire. Elle demande qu'on transmette le reçu de sa pension à sir Rupert George. p. 77 Exeter, le 24 août.

Annexe:—

Grey à Miss Cox, le 9 août 1838. Il lui transmet sa pension et il demande d'en accuser réception. p. 79

W. Crane à Glenelg. Il donne des renseignements au sujet de la saison de la pêche. p. 85 202 Piccadilly, le 20 octobre.

Annexe:—

Lettre sans signature à sir John Barrow [deuxième secrétaire: Amirauté], le 3 novembre 1838 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la lettre susmentionnée. p. 87

Miss C. Cox au sous-secrétaire. Elle lui demande de transmettre une lettre à sir Rupert George. p. 85 Le 23 novembre.

H. W. Crawley à Glenelg. Commentaires sur la possibilité de communiquer avec Québec par le moyen de vaisseaux à vapeur. Crawley demande que le vaisseau de la Nouvelle-Écosse soit envoyé à Sydney, sauf pendant les mois d'hiver. Il mentionne R. Smith, maintenant en Angleterre; c'est lui qui introduisit la navigation à la vapeur au Cap-Breton. *Note:* on a envoyé cette lettre à l'Amirauté, le 3 février, et on en a transmis la réponse, le 2 février 1838, par l'intermédiaire du lieutenant-gouverneur. p. 89 Sydney, le 27 novembre.

## D

A. Denchar à Glenelg. Il lui transmet copie de la lettre qu'il adressa à lord John Russell au sujet des réclamations de certains descendants du comte de Stirling. p. 99 73 George St., Edimbourg, le 19 février.

Annexe:—

Denchar à Russell, 73 George St., Edimbourg, le 16 février 1838. p. 101

1838 Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Denchar, le 28 février 1838 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la lettre susmentionnée et refuse de discuter la question. p. 107

F

London Hospital, le 24 mai. J. C. Farish au secrétaire de la Trésorerie. Il demande de nommer son oncle, le Dr —— Bond, adjoint du percepteur à Yarmouth. p. 111

202 Piccadilly, Londres, le 5 juin. C. R. Fairbanks (garde des Archives et juge de la cour de la Vice-Amirauté] à Glenelg. Il demande une entrevue. p. 115

Annexe:—

Certificat de congé, le 26 avril 1838. p. 117

202 Piccadilly, Londres, le 5 juin. Fairbanks à Glenelg. Son droit de préséance en sa qualité de garde des Archives; on devrait également le nommer membre des Conseils législatif et exécutif. p. 119

Annexe:—

Lettre sans signature à Fairbanks, le 26 juin [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la lettre susmentionnée et il lui transmet copie des instructions émises au sujet de la préséance et du garde des Archives; on a envoyé ces documents à Campbell. Pourquoi on ne saurait nommer Fairbanks membre de l'un ou l'autre des Conseils. [L'annexe manque.] p. 129

Londres, le 5 juin. Requête de C. R. Fairbanks qui demande un relèvement de traitement. p. 133

Annexes:—

(1) Loi qui accorde un traitement au garde des Archives. p. 145

(2) Extrait de la loi qui amende la procédure de la cour de la Chancellerie. p. 147

(3) Sir Rupert D. George [secrétaire] à Fairbanks, Halifax, le 23 février 1834. Il lui offre le poste de garde des Archives. p. 149

(4) Frairbanks à George, Halifax, le 28 juillet 1834 [extrait]. Il espère que l'on tiendra compte de la modicité de son traitement. p. 151

(5) Le vicomte Goderich [secrétaire d'État] à l'Administrateur, Downing St., le 4 décembre 1838. A propos des appointements des juges. p. 153

(6) R. W. Hay [sous-secrétaire] à Fairbanks, Downing St., le 27 mai 1834. Il déplore l'avortement des propositions au sujet des finances. p. 157

(6A) Extrait des causes de la cour de la Chancellerie, de 1834 à 1838. p. 159

(7) État du revenu de la Couronne, 1837. p. 167 **1838**

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Fairbanks, le 6 octobre 1838 [brouillon]. L'auteur fait savoir qu'on a décidé d'accorder des émoluments de 170 louis. p. 143

Requête de Fairbanks qui demande que la Couronne défraie le chauffage de la cour de Chancellerie et de la cour de la Vice-Amirauté. *Note:* On a envoyé cette liste au lieutenant-gouverneur le 22 juin 1838. p. 171 Londres, le 5 juin.

Annexe:—

Lettre sans signature à Fairbanks, le 23 juin 1838 [brouillon]. L'auteur refuse la demande susmentionnée. On demandera toutefois à sir Colin Campbell de soumettre la question à la Législature. p. 173

Fairbanks à Glenelg. Pourquoi on a interdit W. Sutherland de ses fonctions à la cour de la Chancellerie. Cette question ne relève pas du bureau des Colonies. p. 179 Londres, le 12 juin.

Annexe:—

Sutherland à Fairbanks, Halifax, le 20 novembre 1837. p. 195

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Fairbanks, le 20 juin 1838 [brouillon.] L'auteur approuve l'opinion consignée dans la lettre susmentionnée. On a demandé à Campbell de le laisser savoir à Sutherland. p. 189

Fairbanks à sir George Grey [sous-secrétaire]. Il demande quelle décision Glenelg a prise au sujet de la compagnie Shubenacadie Canal. *Note:* du 27 juin; on a soumis cette lettre à la Trésorerie. p. 199 202 Piccadilly Londres, le 20 juin.

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à A. Y. Spearman [secrétaire-adjoint: la Trésorerie], le 27 juin 1838 [brouillon]. L'auteur lui transmet une documentation. On a demandé à Fairbanks de communiquer là-dessus avec la Trésorerie. [Les annexes manquent]. p. 201

(2) Lettre sans signature à Fairbanks, le 26 juin 1838 [brouillon]. L'auteur lui demande de communiquer avec la Trésorerie au sujet du canal Shubenacadie. p. 207

(3) Lettre sans signature à Fairbanks, le 3 août 1838 [brouillon]. La Trésorerie ne saurait approuver un emprunt pour compléter le canal. L'Artillerie fera un examen afin de protéger les intérêts publics. p. 209

Fairbanks à [T. W.] C. Murdoch. Il demande que la documentation se rapportant au canal Shubenacadie soit envoyée à la Trésorerie avant samedi prochain alors qu'il aura un rendez-vous avec le chancelier de l'Échiquier. L'importance du canal. On devra accorder à cette question un soin tout particulier. *Note:* on a envoyé cette documentation le 27 juin 1838. p. 215 202 Piccadilly, le 16 juillet.

1838

202 Piccadilly, Londres, le 30 juillet.

Fairbanks à Grey. Il lui transmet un questionnaire sur les renseignements désirés; les voies de communications avec la Nouvelle-Écosse par le moyen de vaisseaux à vapeur. Commentaires. p. 219

Annexe:—

Le questionnaire. p. 227

Sous-annexes:—

(1) Lettre sans signature à Barrow [Amirauté] et au lieutenant-colonel W. Maberly [Administration des Postes], le 8 août 1838. [Brouillon.] L'auteur lui transmet le questionnaire et demande qu'on ait des égards pour Fairbanks. p. 231

(2) Lettre sans signature à Fairbanks, le 8 août 1838 [brouillon]. On a prié l'Amirauté et l'Administration des Postes d'étudier tout projet que Fairbanks pourra soumettre. p. 233

202 Piccadilly, Londres, le 1er août.

Fairbanks à Glenelg. Ses vues sur la monnaie coloniale. Il demande qu'on les étudie au cours de la présente enquête. p. 235

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à Fairbanks, le 7 août 1838 [brouillon]. On a demandé à la Trésorerie de lui permettre d'exposer ses vues sur la monnaie. p. 239

(2) Lettre sans signature à A. Y. Spearman [secrétaire-adjoint: la Trésorerie], le 8 août 1838 [brouillon]. L'auteur demande que Fairbanks ait l'occasion d'exposer sa façon de voir. p. 241

202 Piccadilly, Londres, le 20 août.

Fairbanks à Glenelg. Au sujet de l'aide nécessaire pour parachever le canal Shubenacadie. Il lui demande une entrevue où serait présent le chancelier de l'Échiquier. *Note:* Fairbanks verra Glenelg le 25 septembre 1838. p. 247

Annexe:—

La proposition qui aurait pour but d'accorder un octroi. p. 263

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Fairbanks, le 20 octobre 1838 [brouillon.] L'auteur lui accuse réception de la lettre susmentionnée. On ne prendra aucune décision avant d'avoir reçu le rapport de l'ingénieur. Il lui transmet copie de la lettre de l'Artillerie, en date du 8 août: on devrait adjoindre, à l'ingénieur, un expert, de la Nouvelle-Écosse, qui tiendra compte des questions concernant la propriété de la *Shubenacadie Canal Co.* et de l'envergure de l'entreprise. p. 259

Londres, septembre.

Fairbanks à Grey. Transmission défectueuse du statut impérial aux Colonies. Comment remédier à la situation. Il propose qu'on envoie ces statuts à chaque cour et que ce soit la Législature ou le revenu de la Couronne qui les défraie. *Note:* du 27 septembre. En ce qui a trait à la Trésorerie: il suggère de fournir ces lois à titre gracieux tout comme les statuts coloniaux qu'on envoie en Grande-Bretagne. p. 271

Annexes:— 1838

(1) Lettre sans signature à Spearman, le 3 octobre 1838 [brouillon]. L'auteur lui soumet la question en s'inspirant de la lettre précédente. p. 279

(2) Lettre sans signature à Fairbanks, le 5 octobre 1838 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la lettre du mois de septembre. La question sera mise à l'étude. p. 283

Fairbanks à Glenelg. Nécessité de modifier les règlements édictés au sujet de la solde des marins. p. 287 202 Piccadilly, Londres, le 25 septembre.

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à D. Le Marchant [secrétaire du bureau du Commerce], le 3 octobre 1838 [brouillon]. L'auteur lui transmet la lettre susmentionnée. Il demande de l'étudier sous peu. p. 297

(2) Lettre sans signature à Fairbanks, le 4 octobre 1838 [brouillon]. On a soumis la question au bureau du Commerce. p. 303

(3) Lettre sans signature à Fairbanks, le 14 novembre 1838 [brouillon]. L'auteur déclare que les sous-greffiers de l'Amirauté le consulteront au sujet des règlements et des honoraires de la cour de la Vice-Amirauté à Halifax et à Québec. p. 305

Fairbanks à Glenelg. Il lui demande de prolonger son congé. p. 311 202 Piccadilly, Londres, le 25 septembre.

Annexe:—

[Grey] à Fairbanks, le 4 octobre 1838 [brouillon]. Son congé est prolongé jusqu'au 26 janvier 1839. p. 313

Fairbanks à Grey. Il lui demande une entrevue. *Note:* Grey est en dehors de la ville. p. 320 202 Piccadilly, Londres, le 11 octobre.

Fairbanks à J. S. Martin [secrétaire de Grey]. Il savait que Grey était en dehors de la ville mais il veut le voir avant de rentrer dans la Nouvelle-Écosse. p. 321 202 Piccadilly, le 15 octobre.

Fairbanks à Grey. Il lui transmet une documentation sur la demande qu'il a faite à l'Amirauté: il veut recevoir des appointements en sa qualité de juge de la cour de la Vice-Amirauté. Fairbanks le prie d'étudier sa requête. *Note:* par Stephen, le 30 octobre. Pourquoi il est impossible d'accorder des appointements. On pourrait peut-être modifier le tableau des honoraires et accorder ainsi une rémunération plus considérable. p. 325 202 Piccadilly, Londres, le 26 octobre.

Annexes:—

(1) Fairbanks à C. Wood [premier secrétaire: Amirauté], Londres, le 5 septembre 1838. p. 329

(2) La requête de Fairbanks, Londres, le 12 juillet 1838. p. 333

(3) Mandat établissant une cour de la Vice-Amirauté dans la Nouvelle-Écosse. p. 341

1838

(4) Loi de 1801, qui règlemente le tribunal des prises, en temps de guerre, aux Indes occidentales et en Amérique [extrait]. p. 345

(5) Liste des sessions, de 1834 à 1838. p. 349

(6) État des dépenses. p. 365

202 Piccadilly, Londres, le 26 octobre.

Fairbanks à Grey. Il lui transmet une lettre de l'Amirauté dont il n'a pas encore reçu la réponse. Le poste de greffier de l'Amirauté est vacant; les inconvénients que cette vacance suscite. Il propose d'insérer quelques articles dans la commission. Il faudra aussi nommer un procureur. John Whidden pourrait exercer ces fonctions; J. Primrose pourrait être le greffier de cette cour. p. 373

Annexe:—

Fairbanks à C. Wood, Londres, le 5 septembre 1838. p. 381

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Fairbanks, le 6 novembre 1838 [brouillon]. L'auteur répond aux deux lettres du 26 octobre. En ce qui a trait aux appointements, on pourra peut-être apporter des modifications au tableau des honoraires, mais on ne peut recommander d'accorder des appointements. On a soumis, à l'Amirauté, la lettre ayant trait au greffier et au procureur. p. 375

(2) Lettre sans signature à Barrow, le 8 novembre 1838 [brouillon]. L'auteur soumet les deux lettres de Fairbanks à l'Amirauté. p. 378

202 Piccadilly, Londres, le 14 novembre.

Fairbanks à Grey. L'Amirauté lui a fait savoir qu'on nommera les candidats dont il a proposé les noms aux postes de greffier et de procureur, si ces nominations émanent du bureau des Colonies. Nécessité d'agir immédiatement. *Note:* par Stephen, le 15 novembre. Glenelg ne saurait faire ces nominations sans obtenir, au préalable, l'avis du lieutenant-gouverneur. p. 385

Annexe:—

Lettre sans signature à Barrow, le 26 novembre 1838 [brouillon]. L'auteur lui transmet la lettre susmentionnée. Fairbanks a-t-il compris la décision de l'Amirauté? Si les deux candidats sont acceptables, on consultera le lieutenant-gouverneur. p. 387

202 Piccadilly, Londres, le 15 novembre.

Fairbanks à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 6 novembre: à propos des appointements du juge de la cour de la Vice-Amirauté. p. 393

202 Piccadilly, Londres, le 16 novembre.

Fairbanks à Grey. Il demande de confier l'inspection du canal Shubenacadie à un officier des Ingénieurs royaux, nommé à cet effet, et que le Gouvernement britannique en défraie l'inspection. p. 409

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à A. Y. Spearman [secrétaire-adjoint: la Trésorerie], le 27 novembre 1838 [brouillon]. L'auteur soumet cette question à la Trésorerie. p. 413

(2) Lettre sans signature à Fairbanks, le 27 novembre 1838 [brouillon]. L'auteur déclare qu'on a soumis la question à la Trésorerie. p. 414 — 1838

## G

Demande de Mme Sarah Godwin. Elle désire obtenir des renseignements sur une certaine propriété qu'elle a obtenue par quelqu'un qui s'est acquitté d'une dette. Cette propriété est située dans le comté de Halifax. *Note:* Glenelg ne saurait émettre là-dessus une opinion. p. 419 — 9 Charlotte St., Whitechapel, sans date.

R. Gillespie à [Glenelg]. Il lui transmet une lettre qu'il a reçue, par l'intermédiaire de T. H. Brooking, au sujet de William et de George Young qui désirent être nommés membres des Conseils de la Nouvelle-Écosse. p. 423 — Bureau des Colonies, le 9 juin.

Annexe:—

W. Young à Brooking, Halifax, le 12 mai 1838. p. 427

Gillespie à Glenelg. Il demande, pour son frère et pour lui-même, la permission d'entrer dans la Chambre des Lords, le 6 juillet. Young désire qu'on lui retourne la lettre qu'il adressa à Brooking. p. 435 — Gould Sq., le 4 juillet.

## H

T. C. Haliburton à Grey. Il demande de prolonger de deux mois son congé. p. 441 — 202 Piccadilly, le 16 août.

Annexe:—

[Stephen] à Haliburton, le 24 août 1838 [brouillon initialé]. On lui accorde une prolongation de congé. p. 443

J. Howe à Glenelg. Le cas des nègres réfugiés. Il demande que le gouvernement leur accorde des terres sur lesquelles ils pourront s'établir. *Note:* par Stephen, le 28 août; il faudra faire savoir à Howe que l'on a consulté Campbell là-dessus, le 25 octobre 1837. p. 447 — Londres, le 23 août.

Annexe:—

E. K. Timpany et autres à Grey, Digby, le 7 mai 1838. Il demande qu'on soumette certains documents à Howe. *Note:* on a soumis ces documents le 12 juin 1838. p. 449

A. B. Howe à Grey. Il demande si on a répondu à la requête que sa belle-mère adressa à la Reine. Howe aimerait aussi avoir les documents originaux annexés à cette requête. p. 455 — 2 Northumberland Court, le 21 novembre.

Annexe:—

Lettre sans signature à Howe, le 15 janvier 1839 [brouillon]. L'auteur lui retourne les documents. La Reine n'a pas encore donné ses instructions au sujet de cette requête. p. 457

1838

## K

South St., le 8 mars.

Sir James Kempt à Glenelg [personnelle]. Il lui accuse réception de la lettre personnelle du 7 mars. Commentaires sur la nomination de E. Collins au Conseil; on ne devrait pas exclure Collins de l'un ou de l'autre des nouveaux Conseils. *Note:* par Stephen, le 9 mars. On a déjà réglé cette question. p. 465

## L

London House, le 31 décembre.

L'évêque de Londres [président du comité permanent de la Société pour la propagation de l'Évangile] à Glenelg. Il demande de ne pas envoyer la dépêche sur les terres scolaires avant que la Société pour la Propagation de l'Évangile ait eu le temps de fournir là-dessus des renseignements. p. 471

Annexe:—

Lettre sans signature à l'évêque de Londres, le 5 janvier 1839 [brouillon]. L'auteur accède à cette demande; on ne saurait retarder la solution du problème. p. 473

## M

Pontefract, le 4 janvier.

W. H. N. Myers à Glenelg. Il lui demande d'enquêter sur C. Hampshire. *Note:* par Stephen, le 8 janvier. Il faudrait demander au lieutenant-gouverneur d'ouvrir là-dessus une enquête. p. 481

Pontefract, le 22 mars.

Myers à Glenelg. Il sera heureux de recevoir un rapport sur C. Hampshire. *Note:* on a envoyé copie de cette lettre au lieutenant-gouverneur le 22 mars 1838. p. 501

Margaree, Cap-Breton, le 15 mai.

J. Munro à Glenelg. Il lui accuse réception de 50 Bibles et de 200 Testaments envoyés par la *British and Foreign Bible Society.* Les habitants ont versé des souscriptions à cette Société. Il désire être nommé agent de cette Société. Il demande un poste dans l'Administration. p. 505

23 Stafford St., Edimbourg, le 29 décembre.

Mme —— Mackay à Grey. Elle prétend que l'on a ignoré les instructions au sujet des terres assignées à un bénéfice et accordées à l'Église presbytérienne du Cap-Breton. p. 509

Annexe:—

Lettre sans signature à Mme Mackay, le 21 janvier 1839 [brouillon]. On a retiré les instructions à cause de certains motifs fournis par les ministres presbytériens. p. 513

2 Fludyer St., samedi.

J. Murray à Glenelg. Il lui transmet une lettre de —— Mackenzie au sujet de Sterling et de son rang de pair. *Note:* par Stephen, le 17 mars. On a permis à Mackenzie de copier ce document. p. 485

Annexe:—

Mackenzie au procureur général, Charing Cross, le 16 mars 1838. Il faudrait faire une copie de la déclaration communiquée au bureau des Colonies en 1831. p. 487

N 1838

Requête de John Newton; ses états de service. *Note:* par Stephen, le 26 avril. Il ne sait comment répondre à cette lettre. p. 521 — Guysborough, le 1er mars.

Annexe:—

Requête de Newton à la Reine: il demande une sinécure. p. 523

Le capitaine —— Nicholas à Glenelg. Il lui envoie des dépêches et des journaux de la Nouvelle-Écosse. [Les annexes manquent]. p. 525 — Plymouth, le 25 avril.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 15 mai et il est heureux de constater que l'on fera des recherches sur la correspondance échangée entre le bureau du Commerce et la Société pour la propagation de l'Évangile, depuis 1748 jusqu'à 1752, et sur les instructions adressées là-dessus au gouverneur. A Halifax, la correspondance la plus ancienne que l'on possède date de 1752. *Note:* par Stephen, le 18 mai. On devra communiquer cette lettre au bureau du Commerce. p. 531 — 5 York St., St. James', le 16 mai.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Glenelg. Il demande de prolonger son congé jusqu'en avril 1839, afin qu'il puisse obtenir de l'aide pour son Église. p. 535 — 5 York St., St. James', le 30 mai.

Annexe:—

Lettre sans signature à l'évêque, le 6 juin 1838 [brouillon]. L'auteur lui accorde le congé, mais il espère que l'évêque partira le plus vite possible après avoir accompli sa mission. p. 539

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Grey. Il lui accuse réception des lettres reçues du bureau du Commerce. Il se rendra lui-même au bureau du Commerce, conformément à la demande de Grey, si on a besoin de nouveaux renseignements. Il demande la correspondance reçue récemment de l'Île du Prince-Édouard sur les terres scolaires. Il offre de rédiger un rapport là-dessus. Il rédigera également un rapport sur la question des terres scolaires de la Nouvelle-Écosse s'il peut avoir la copie de la dernière lettre de Campbell à Glenelg. *Note:* il faudra renvoyer l'évêque à la lettre qui répondait à cette demande par anticipation. [Ile du Prince-Edouard A. 55-1, p. 269.] p. 543. — 5 York St., St. James', le 4 juin.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Grey. Il lui transmet une lettre de Glenelg sur la question des terres scolaires. p. 551 — 5 York St., St. James', le 8 août.

Annexe:—

L'évêque à Glenelg, 5 York St., le 6 août 1838. Les terres scolaires et la réclamation de la Société pour la propagation de l'Évangile. *Note:* on a envoyé cette lettre aux légistes, le 4 septembre 1838, et on a consulté ces derniers une deuxième fois, le 31 août 1839. p. 551

Sous-annexes:—

(i) Le comte Bathurst [secrétaire d'État] au lieutenant-général sir James Kempt [lieutenant-gouverneur], Downing St., le 31 août 1822. p. 575

1838 (ii) La Société pour la propagation de l'Évangile à Bathurst, le 19 juillet 1822. p. 579

(iii) G. Pownall à la Société pour la propagation de l'Évangile, Whitehall, le 6 avril 1749. p. 585

5 York St., St. James', le 21 août. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Glenelg [confidentielle]. On a dû révoquer un des missionnaires qui reçoit l'octroi gouvernemental. L'évêque demande d'accorder cet octroi au successeur du missionnaire. *Note:* ce qu'il faudra faire en l'occurrence en n'oubliant pas que les traitements cessent à la mort des présents titulaires. p. 591

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à A. Y. Spearman [secrétaire-adjoint: la Trésorerie], le 3 septembre 1838 [brouillon]. L'auteur demande d'accorder un traitement au successeur du missionnaire révoqué aussi longtemps que ce dernier vivra. p. 595

(2) Lettre sans signature à l'évêque, le 28 septembre 1838 [brouillon]. L'auteur lui fait savoir que l'on peut payer au successeur du révérend J. S. Clarke le traitement que ce dernier touchait, mais il faudra faire tenir un document à l'effet que Clarke vit encore. p. 599

5 York St., St. James', le 3 septembre. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Glenelg. Il demande que le traitement dû au révérend J. S. Clarke, missionnaire révoqué, soit remis à l'archidiacre pendant l'intérim, afin qu'il puisse payer le successeur de Clarke. Il faut agir avec promptitude. p. 607

Hôtel Meunice, le 12 octobre. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Grey. Il est heureux de constater qu'on en est venu à une décision au sujet du traitement du missionnaire révoqué. p. 611

Winchester, le 24 novembre. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Glenelg. Il le renvoie à une correspondance antérieure et il demande de nouvelles preuves en ce qui a trait à la Société pour la propagation de l'Évangile qui réclame des terres scolaires. p. 613

Le 1er décembre. Glenelg aux légistes [brouillon signé]. Il demande une prompte décision sur les terres scolaires. p. 617

Le 21 décembre. Lettre sans signature à l'évêque de la Nouvelle-Écosse [brouillon]. Il lui accuse réception de la lettre du 24 novembre et il lui transmet le rapport des légistes ainsi que sa dépêche à sir Colin Campbell sur les terres scolaires. [L'annexe manque. *Voir* A. 189, p. 267.] p. 619

78 Marine Parade, Brighton, le 24 décembre. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Glenelg [personnelle]. Il lui accuse réception de la lettre du 21 décembre et il fournit de nouveaux renseignements sur la Société pour la propagation de l'Evangile qui réclame des terres scolaires. Il demande de ne pas envoyer la dépêche à Campbell avant que la Société ait eu le temps de communiquer là-dessus avec Glenelg et de lui permettre de dresser un projet. p. 625

Annexe:— 1838

Lettre sans signature à l'évêque, le 1er janvier 1838 [brouillon.] L'auteur consent à ne pas envoyer tout de suite la dépêche afin de permettre à la Société de faire un exposé des faits. Nécessité d'agir promptement. p. 629

## P

Le capitaine D. Pring [l'*Inscontant*] à Grey. Il demande le payement des dépenses qu'il fit comme porteur de dépêches qu'il remit le 25 février 1838. *Note:* par Stephen, le 28 février. Il suppose qu'on pourra prendre cette somme à même les fonds du bureau des Colonies. p. 635 Amirauté, le 29 février.

## S

W. Sutherland à Glenelg. Commentaire sur son arrestation et sur l'interdiction de plaider devant la cour de la Vice-Amirauté. Il espère que ses griefs seront redressés. Il demande copie du rapport du juge C. R. Fairbanks sur son cas. p. 641 Halifax, le 12 janvier.

Annexes:—

(1) Sutherland au lieutenant-gouverneur, sans date. p. 645

(2) Sutherland au lieutenant-gouverneur, Halifax, le 13 décembre 1838. p. 647

(3) Sir Rupert D. George [secrétaire] à Sutherland, Halifax, le 15 décembre 1837. p. 649

(4) Sutherland à Campbell, Halifax, le 16 décembre 1837. p. 651

(5) Sutherland au lieutenant-gouverneur, Halifax, le 19 décembre 1837. p. 653

A. Stewart à Glenelg. Il lui transmet copie d'un discours qu'il prononça au Conseil législatif sur le projet de loi au sujet des élections tous les quatre ans. Ses vues politiques. p. 655 Halifax, le 9 juin.

Annexe:—

Le discours [imprimé]. p. 663

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Stewart, le 30 août 1838 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la lettre susmentionnée. p. 665

Le révérend W. Sutherland à Glenelg. Il lui transmet un certificat de ses ouailles: ses travaux ont miné sa santé. Il demande d'être nommé professeur au Collège Dalhousie. [Le certificat est incorporé dans la lettre.] *Note:* par Grey; il n'existe pas de fonds permettant d'accéder à cette requête. p. 668 Earltown, Pictou, le 27 juillet.

1838

## W

Edghaston, le 10 décembre.

L. M. Wilkins à [Glenelg]. Il demande de prolonger son congé. Il voudrait aussi que son fils fut nommé conseil de la Reine. *Note:* ce qu'il faudra faire à ce sujet. p. 673

Annexe:—

Lettre sans signature à Wilkins, le 24 décembre 1828 [brouillon]. L'auteur prolonge le congé de Wilkins. Le fils ne pourrait être nommé conseil de la Reine avant qu'on ait consulté Campbell là-dessus. p. 683

## Y

23 Sackville St., le 4 janvier.

G. R. Young à Glenelg. Il lui transmet l'extrait d'une lettre de son frère. Il pourra envoyer cette lettre si Glenelg le désire. Les propriétaires de l'Île du Prince-Edouard sont satisfaits des mesures prises pendant la présente crise. p. 689

Annexe:—

L'extrait, Halifax, le 18 décembre 1837. L'adoption des résolutions des loyalistes. p. 693

10 Great Ryder St., le 25 février.

Young à Stephen. Il intercède en faveur de W. Sutherland à qui l'on a interdit de plaider devant la cour de la Vice-Amirauté. Il demande copie du rapport. p. 697

Annexes:—

(1) Young à Stephen [personnelle] [sans date]. p. 701

(2) Lettre sans signature à Young, le 28 février 1838 [brouillon]. Nul rapport n'a encore été reçu. On n'a pas soumis le cas au Conseil privé. p. 705

10 Great Ryder St., le 25 février.

Young à Stephen. Il envoie une lettre qu'il a reçue de son frère; elle renferme des renseignements importants sur les affaires publiques; elle démontre que son frère et lui sont du même avis. [L'annexe manque.] p. 709

13 Stanhope Place, le 1er mai.

Young à Grey. Les remarques de C. R. Fairbanks sur la requête de W. Sutherland ont-elles été reçues. *Note:* du 1er mai; nul rapport n'a été reçu. p. 713

13 Stanhope Place, le 5 juin.

Young à Stephen [personnelle]. Il arrive d'Allemagne. Au nom des propriétaires de l'Île du Prince-Edouard il s'est occupé d'émigration. Il demande d'être nommé membre du Conseil de la Nouvelle-Écosse. p. 715

13 Stanhope Place, le 7 juin.

Young à Stephen. Il sera obligé d'entamer de nouvelles négociations à propos des affaires de l'Île du Prince-Edouard. Il différera le payement du loyer jusqu'à ce qu'il ait des nouvelles là-dessus. Il demande une réponse à cette lettre ainsi qu'à la lettre du 5 juin. p. 727

Annexe:— 1838

Stephen à Young, le 8 juin 1838 [brouillon]. Il lui accuse réception des deux lettres. Seul Glenelg peut discuter la question de la nomination d'un membre du Conseil législatif. p. 723

Young à Grey. Il demande une décision sur le cas de W. Sutherland. p. 729 13 Stanhope, Place, le 9 juin.

Annexe:—

Lettre sans signature à Young, le 23 juin 1838 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la lettre susmentionnée et il lui transmet copie d'une dépêche à sir Colin Campbell qui refuse de s'immiscer dans l'affaire Sutherland. [L'annexe manque.] p. 733

Young à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 23 juin et il demande copie des remarques de C. R. Fairbanks sur la suspension de W. Sutherland. p. 737 13 Stanhope Place, le 25 juin.

Annexe:—

Lettre sans signature à Young, le 30 juin 1838 [brouillon]. L'auteur refuse de lui fournir cette copie parce que c'est par erreur qu'on avait demandé un rapport là-dessus. p. 739

*Nouvelle-Écosse, A. 191*

## BROUILLON DE DÉPÊCHES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR COLIN CAMPBELL, 1836–1838

Liste des brouillons. p. 5

1836

Lettre sans signature à Campbell. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de James Dwyer et lui demande d'obtenir des renseignements sur M. Herbert qui est censé avoir laissé plusieurs propriétés à Halifax. [L'annexe manque.] p. 9 Downing St., le 4 février.

Lettre sans signature à Campbell, N° 32. L'auteur déclare que des personnes en Écosse ont proposé de diviser en paroisses les établissements presbytériens du Cap-Breton. Il ne donnera pas des instructions là-dessus avant d'avoir reçu de plus amples renseignements à ce sujet. Campbell devrait consulter là-dessus les ministres presbytériens. Ces paroisses doivent constituer des circonscriptions uniquement religieuses, établies là seulement où habitent des groupes galliques. p. 13 Le 26 février.

Lettre sans signature à Campbell. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 13, du 2 mars, renfermant les adresses et le discours prononcés à l'ouverture de la session. p. 17 Downing St., mars.

Lettre sans signature à Campbell, N° 39. L'auteur lui transmet une lettre de J. S. Morris, commissaire des Terres de la Couronne et inspecteur général. Morris aurait dû envoyer cette lettre par l'intermédiaire de Campbell. Il voudrait savoir ce que Campbell pense de la demande de Morris qui prétend avoir droit à 837 louis, 12 chelins et 7 deniers à titre d'arriéré. On retournera la lettre avec le rapport. [L'annexe manque.] p. 19 Downing St., le 16 avril.

**1836**

Downing St., le 12 août.

Lettre sans signature au gouverneur de la Nouvelle-Écosse. L'auteur lui transmet copie d'une dépêche de la Nouvelle-Galles du Sud, où il est dit que le vaisseau *Rose* de Halifax transgresse les lois de la navigation. C'est —— Busby, résident britannique à la Nouvelle-Zélande, qui a porté la chose à sa connaissance. [L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1836, vol. 74, p. 94.] p. 23

Downing St., le 31 août.

Lettre sans signature à Campbell, N° 51. L'auteur accuse réception de la dépêche N° 30, du 13 mai, ainsi que de la requête des habitants d'Annapolis qui demandent que le Roi ne sanctionne pas la loi ayant pour objet de diviser le comté de Halifax. Toutefois on a sanctionné cette loi en avril. p. 27

Downing St., le 11 septembre.

Lettre sans signature à Campbell, N° 54. L'auteur le renvoie à la dépêche qu'il a écrite le 10 septembre au sujet de J. S. Morris, commissaire des Terres de la Couronne et inspecteur général. L'augmentation considérable des revenus provenant des terres de la Couronne. Il demande un rapport sur les pouvoirs insuffisants de Morris qui ne peut empêcher la déprédation des forêts de la Couronne. On demandera l'opinion des légistes. p. 31

Downing St., le 30 septembre.

Lettre sans signature au lieutenant-gouverneur [confidentielle]. L'auteur lui transmet copie d'une dépêche à lord Gosford au sujet de l'administration du Nouveau-Brunswick et de la convocation des Législatures canadiennes. Il faudra tenir compte de toutes les propositions de Gosford. p. 39

Downing St., le 10 février.

Lettre sans signature à Campbell, N° 68. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 53, du 10 janvier. Il fut nécessaire de donner à J. Stewart, copie de la dépêche au sujet d'Amos Seaman. Il approuve les décisions que les légistes de la Nouvelle-Écosse recommandent. p. 43

**1837**

Downing St., le 10 février.

Lettre sans signature à Campbell, N° 69. L'auteur le renvoie à la dépêche N° 68, du 10 février, et il demande d'exiger de Seaman et de son avocat copie des lettres adressées à l'intéressé. Il voudrait suspendre les procédures jusqu'à ce que le bureau des Colonies ait examiné la documentation. Campbell rédigera là-dessus un rapport et y donnera suite s'il n'en résulte aucun inconvénient. Il faut que ces gens sachent que toute communication doit passer par le lieutenant-gouverneur. p. 47

Downing St., le 24 février.

Glenelg à Campbell. Il lui accuse réception de la dépêche du 16 janvier. Le Roi ne saurait accorder une coupe au *Halifax Turf Club*. Il faudra régler cette question par correspondance confidentielle. p. 51

[Downing St.,] le 23 mars.

Lettre sans signature à Campbell, N° 70. L'auteur lui transmet l'extrait d'une lettre de lord Vernon au sujet d'une terre, dans la Nouvelle-Écosse, qui fut concédée à l'amiral sir John B. Warren. Il faudra faire là-dessus une enquête. [L'annexe manque. Voir A. 186, p. 539.] p. 55

[Downing St.,] le 27 mars.

Glenelg à Campbell, N° 71. Il lui accuse réception de la dépêche N° 51, du 16 décembre au sujet de J. S. Morris qui réclame, afin de compléter son traitement, l'excédent des revenus provenant de la

vente de terres au cours des dernières années. Pourquoi on ne saurait acquiescer à cette demande. Morris devra rembourser les sommes qu'il aura retenues en plus de son traitement annuel, depuis les dernières années. Puisque Morris a agi ainsi par méprise, on ne lui en tiendra pas compte. Glenelg approuve qu'on ait fait promettre à Morris qu'il exercera mieux ses fonctions à l'avenir. Glenelg répond aux arguments de Morris. p. 59 **1836**

Lettre sans signature à Campbell, N° 72. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 55, du 14 janvier, et il approuve les mesures prises pour empêcher les déprédations des terres de la Couronne. Terres confisquées à cause de la non-exécution des clauses d'un contrat: on émettra une opinion là-dessus quand on aura reçu le rapport promis. On devra également fournir de plus amples renseignements sur ce sujet. p. 75 [Downing St.,] le 28 mars.

Lettre sans signature à Campbell, N° 73. L'auteur lui accuse réception de la lettre N° 57, du 16 janvier, et il lui transmet copie d'une lettre et d'un communiqué de la Trésorerie qui démontrent qu'une évaluation des dépenses occasionnées par les phares sera soumise au Parlement. Lorsque le Parlement approuvera cette dépense, les travaux commenceront immédiatement. [Les annexes manquent. Voir A. 186, p. 97.] p. 79 Downing St., le 29 mars.

Lettre sans signature à Campbell, N° 74. L'auteur lui transmet une requête de la *General Mining Association:* la Législature de la Nouvelle-Écosse a l'intention de frapper le charbon d'un droit d'exportation. Il demande là-dessus un rapport. [L'annexe manque. Voir A. 186, p. 221.] p. 85 [Downing St.,] le 30 mars.

Lettre sans signature à Campbell, N° 75. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 64, du 6 mars, ainsi que des adresses et du discours prononcés à l'ouverture de la session. p. 87 **1837** Downing St., le 12 avril.

Lettre sans signature à Campbell, N° 76. L'auteur lui demande de faire savoir à l'enseigne C. Katzman qu'on devrait adresser les requêtes, au sujet de la demi-solde, au ministre de la Guerre. p. 89 [Downing St.,] le 26 avril.

Lettre sans signature à Campbell. L'auteur lui accuse réception de la dépêche du 9 mars. Il est heureux de constater que l'Assemblée n'a pas approuvé les résolutions ayant trait à l'état de la province. Il refuse de commenter l'abandon des prières de l'Assemblée ainsi que la décision d'exclure le public des débats du Conseil législatif. Ces questions relèvent uniquement des Chambres et il ne saurait s'y ingérer. Le Roi ne refusera pas de sanctionner le projet de deux Conseils distincts dans la Nouvelle-Écosse si la mesure est opportune. Liste des personnes qu'on pourrait nommer membres des Conseils. Nul juge ne devrait siéger dans le Conseil exécutif; les juges pourraient toutefois examiner les lois avant qu'on les adopte. Campbell s'inspirera des instructions envoyées à sir Archibald Campbell au sujet des terres. L'entente financière dans la Nouvelle-Écosse ne devrait pas s'écarter des principes posés par le Nouveau-Brunswick. [Cette dépêche est bien la dépêche N° 77, du 30 avril 1837. On a biffé l'année 1837 et une autre main a inscrit "1836".] p. 91 Le 30 avril.

Lettre sans signature à Campbell, N° 78. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 69, du 1er avril. Il maintient la décision d'abolir le payement des terres de la Couronne par versement partiel. p. 119 [Downing St.,] le 30 avril.

1837

[Downing St.,] le 2 mai.

Lettre sans signature à Campbell, N° 80. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 63, du 5 mars, et il refuse d'ajouter quoi que ce soit à ce qu'il a déjà écrit au sujet du collège King. Il espère que les élèves seront plus nombreux. p. 123

[Downing St.,] le 3 mai.

Lettre sans signature à Campbell, N° 81. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 68, du 31 mars. Il faudrait faire savoir à Amos Seaman que les lois qui régissent le commerce avec les États-Unis ne sauraient être modifiées afin de permettre aux vaisseaux qui vont à Minudie de revenir avec des cargaisons provenant de ports américains. p. 127

[Downing St.,] le 10 mai.

Lettre sans signature à Campbell, N° 82. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie au sujet de Campbell qui a tiré irrégulièrement des lettres de change pour l'établissement du Cap de Sable. [L'annexe manque. Voir A. 186, p. 105.] p. 131

[Downing St.,] le 16 mai.

Lettre sans signature à Campbell, N° 83. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 66, du 10 mars. Il est heureux de constater que les revenus de la Couronne augmentent et qu'il pourrait en être ainsi des revenus provenant des houillères. Il approuve qu'on accorde un octroi à un secrétaire particulier pendant l'absence temporaire de sir Rupert D. George, secrétaire de la Colonie. Pourquoi on ne pourrait nommer, en permanence, un secrétaire particulier. Il voudrait avoir un rapport plus complet sur la requête où l'on demande d'indemniser les officiers qui sont payés à même les revenus de la Couronne et qui ont subi des pertes par suite de la dévalorisation de la monnaie. On devra donner des précisions sur la loi qui rend légal le taux que le département accorde à la livre sterling. *Note:* on devrait envoyer un extrait de cette lettre à la Trésorerie. p. 135

[Downing St.,] le 30 mai.

Lettre sans signature à Campbell, N° 84. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 67, du 18 mars. Si l'Assemblée ne veut plus rémunérer les inspecteurs de la milice, on devrait annuler leurs postes. Les traitements réclamés par ces officiers ainsi que le prix de leur billet de retour seront pris à même le revenu territorial. Lorsque la Trésorerie en sera arrivée à une décision au sujet des signaux de brume, on rédigera une décision là-dessus. p. 143

[Downing St.,] le 28 juin.

Lettre sans signature à sir Colin Campbell, N° 87. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 74, du 4 mai. La liste civile devrait pourvoir au traitement du procureur général. L'Assemblée devra déterminer le montant du traitement ainsi que les conditions qui lui seront assujetties. Le projet soumis à l'Assemblée devra citer comme précédent à suivre l'entente conclue sur le sujet dans le Nouveau-Brunswick. p. 147

[Downing St.,] le 6 juillet.

Lettre sans signature à Campbell, N° 88. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 71, du 1er mai. Il est heureux de constater que Campbell, dans sa dépêche du 30 avril, avait déjà envoyé des instructions au sujet des principales questions que soulève l'adresse de l'Assemblée. En vertu des instructions données au comte de Gosford et à sir Archibald Campbell, on peut abandonner les revenus de la Couronne moyennant l'adoption d'une liste civile. La Législature pourra réglementer les dépenses du département des Terres de la Couronne pourvu que ce soit le Conseil exécutif qui les contrôle. L'auteur espère que la Législature pourra adopter un mode plus avan-

tageux de vente des terres. Il défend la *General Mining Association.* Il demande de nouveaux renseignements sur le projet d'exclure des Conseils le percepteur de la Douane. Il refuse d'accorder à l'Assemblée le contrôle des fonctionnaires; le refus de voter les subsides ne doit pas être préjudiciable aux fonctionnaires payés à même la liste civile. Il approuve la création de deux Conseils distincts; la préparation des listes renfermant les noms de ceux qui pourraient devenir membres des Conseils. Il déplore le différend entre l'Assemblée et le Conseil. On soumettra, à l'Assemblée, cette dépêche ainsi que celle du 30 avril. p. 151 **1837**

Lettre sans signature à Campbell, N° 89. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 77, du 23 mai. On étudiera avec soin le rapport de l'Assemblée sur les pêcheries, ensuite on prendra là-dessus une décision prompte. p. 171 [Downing St.,] le 12 juillet.

Lettre sans signature à Campbell, N° 90. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 73, du 3 juillet. A l'avenir, on ramènera en Angleterre les forçats qui quittent les Bermudes à l'expiration de leur sentence. p. 175 [Downing St.,] le 22 juillet.

Lettre sans signature à Campbell, N° 91. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie: on enverra la lanterne et l'appareil pour le phare Scatterie. Nécessité de ne pas confondre ce phare avec celui de l'île Saint-Paul. [L'annexe manque. Voir A. 186, p. 113.] p. 179 [Downing St.,] le 31 juillet.

Lettre sans signature à Campbell, N° 92. L'auteur lui accuse réception de la dépêche du 26 juin. Le gouvernement ne voit aucun motif de renforcer la garnison. Il croit qu'on retirera bientôt, du Bas-Canada, le régiment qui y est en garnison. *Note:* pour le courrier de ce soir si lord Glenelg approuve cette décision. p. 183 [Downing St.,] le 3 août.

Lettre sans signature à Campbell, N° 94. L'auteur lui accuse réception des dépêches N$^{os}$ 81 et 89, des 14 et 24 juillet. La sentence imposée à Lucy Bradley peut être commuée en emprisonnement avec travaux forcés pendant une longue période. On l'a recommandée à la clémence des juges, mais cette recommandation n'était guère justifiée; il est donc nécessaire de lui infliger une punition exemplaire. p. 187 [Downing St.,] le 25 août.

Lettre sans signature à Campbell, N° 95. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 82, du 20 août. Il a attiré l'attention de l'administrateur général des Postes sur la recommandation de relever le traitement de son adjoint. p. 191 [Downing St.,] le 26 août.

Lettre sans signature à Campbell, N° 96. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 85, du 23 juillet. Il a demandé à la Trésorerie d'autoriser l'octroi d'une somme qui dédommagerait les officiers dont le traitement est payé à même les revenus de la Couronne. Il ne peut modifier la décision prise au sujet de la nomination d'un secrétaire particulier. p. 195 Downing St., le 31 août.

Lettre sans signature à Campbell, N° 97. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 88, du 24 juillet. Le rapport sur les houillères lui plaît. On tiendra compte de ce rapport si l'on en vient à de nouvelles ententes avec les concessionnaires. On a soumis à la Trésorerie la question du loyer et de la monnaie. p. 199 [Downing St.,] le 4 septembre.

1837

[Downing St.,] le 29 septembre. Lettre sans signature à Campbell, N° 98. L'auteur lui transmet l'extrait d'une lettre de l'administrateur général des Postes. On devra communiquer cette lettre à l'Assemblée en réponse au projet sur le contrôle de l'Administration provinciales des Postes. [L'annexe manque. Voir A. 186, p. 259.] p. 203

[Hôtel des Postes,] le 25 octobre. Lettre sans signature à Campbell, N° 100. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 92, du 25 août. Pourquoi il ne semble pas possible de permettre que la population noire occupe des terres plus fertiles. Il faudrait obtenir des renseignements supplémentaires avant de rendre une décision. p. 207

Downing St., le 31 octobre. Lettre sans signature à Campbell, N° 101. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 93, du 26 août. La liste civile; la composition des Conseils; l'auteur demande de communiquer cette dépêche aux deux Chambres de la Législature. p. 211.

[Downing St.,] le 21 novembre. Lettre sans signature à Campbell, N° 102. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 98, du 28 octobre. Il ne peut modifier la décision que renfermait la dépêche N° 101, du 31 octobre, au sujet du relèvement des appointements des juges puînés. p. 247

[Downing St.,] le 27 novembre. Lettre sans signature à Campbell, N° 103. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie au sujet de la perception des rentes de la *General Mining Association*. [L'annexe manque. Voir A. 186, p. 153.] p. 251

[Downing St.,] le 30 novembre. Lettre sans signature à Campbell, N° 104. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 88, du 24 juillet, et il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie où l'on demande un rapport annuel sur les houillères depuis l'année où l'entente a été mise en vigueur; on demande également un rapport sur le taux de la livre sterling en ce qui a trait aux rentes. p. 255

Le 5 décembre. Mémoire relatif à la dépêche N° 105 confirmant les lois N^os^ 1808, 1833 et 1887. [Les titres sont omis. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1837, vol. 75, p. 329.] p. 255

Le 7 décembre. Mémoire analogue: les lois N^os^ 1745 et 1836 sont maintenues en vigueur sauf quelques-unes. p. 255

[Downing St.,] le 8 décembre. Lettre sans signature à Campbell, N° 107. L'auteur demande si l'on s'oppose à ratifier la nomination de J. Primrose qui devient consul des États-Unis à Pictou? p. 261

[Downing St.,] le 16 décembre. Lettre sans signature à Campbell, N° 109. L'auteur lui demande de payer la pension due au révérend Dr. C. Porter, conformément à l'entente de 1813. p. 265

[Downing St.,] le 20 décembre. Lettre sans signature à Campbell, N° 110. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 79, du 12 juillet, et il lui transmet l'autorisation de la Trésorerie de rendre certains biens capturés qui appartenaient à MM. Reid et Clarke. p. 269

[Downing St.,] le 21 décembre. Lettre sans signature à sir Colin Campbell, N° 111. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 101, du 8 novembre, et il demande de consulter le Conseil exécutif au sujet de J. Lynch qui désire être rem-

boursé des frais occasionnés par une poursuite de réclamation au sujet d'une concession accordée en 1827. p. 273 **1837**

Lettre sans signature à Campbell, N° 113. L'auteur lui accuse réception de la dépêche du 10 novembre et il approuve les mesures prises pour venir en aide à sir John Colborne. On enverra des renforts militaires à Halifax. p. 277 [Downing St.,] le 28 décembre.

Lettre sans signature à Campbell, N° 105. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 102, du 16 décembre. La Reine apprécie l'adresse de ses loyaux sujets de Halifax, ainsi que la générosité dont on a fait preuve à l'égard des épouses et des enfants des soldats envoyés dans le Bas-Canada. p. 281 [Downing St.,] le 4 janvier.

Lettre sans signature à Campbell, N° 116. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 103, du 16 décembre. Il approuve l'adresse ainsi que la réponse faite lors de la dissolution des Conseils de la Nouvelle-Écosse. p. 285 [Downing St.,] le 4 janvier.

Lettre sans signature à Campbell, N° 117. L'auteur lui accuse réception de la dépêche et de la lettre particulière, des 6 et 17 décembre, et il approuve les mesures militaires qu'on a prises pour venir en aide à sir John Colborne. Les responsabilités de la milice. Les renforts. p. 289 **1838** [Downing St.,] le 4 janvier.

Lettre sans signature à Campbell, N° 118. L'auteur lui transmet copie d'une lettre au sujet des difficultés que soulève la marche des soldats pendant l'hiver, du Saint-Laurent au Nouveau-Brunswick. Il espère qu'on considérera cela avant de demander aux troupes de se rendre dans le Bas-Canada en suivant cette route. [Les annexes manquent. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1838, vol. 76, p. 19.] p. 297 [Downing St.,] le 4 janvier.

43 Régiment
S.H.S. of N.B.
Vol 75

Lettre sans signature à Campbell, N° 119. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 80, du 13 juillet. Les déclarations du révérend John Stewart ont démontré qu'il ne serait pas pratique d'accorder des terres, dans le Cape-Breton, aux ministres presbytériens. Il ne peut approuver le projet de réserver ces terres pour des églises déjà construites. Il faudra demander à la Législature de prendre des mesures pour assurer l'éducation religieuse des ces gens. p. 301 [Downing St.,] le 6 janvier.

Annexes:—

(1) Mémoire du bureau des Colonies, le 12 janvier 1836. Commentaires sur le projet. p. 305

(2) Mémoire, sans date [de la main de Mme MacKay]: le projet d'accorder des terres. p. 309

(3) Lettre sans signature à Campbell, N° 31, Downing St., le 20 janvier 1836. [Cataloguée dans A. 185-1, p. 529.]

Lettre sans signature à Campbell, N° 120. Pourquoi l'auteur espère que l'Assemblée acceptera la requête du juge en chef qui désire continuer à recevoir ses appointements actuels. Le gouvernement de Sa Majesté ne saurait s'immiscer dans cette affaire. Campbell rendra cette dépêche publique s'il le juge à propos. p. 321 [Downing St.,] le 8 janvier.

1838

[Downing St.,] le 17 janvier. Lettre sans signature à Campbell, N° 121. La Trésorerie a donné l'ordre à l'Artillerie de retirer sa demande de remboursement des frais occasionnés par les signaux de brume. p. 329

[Downing St.,] le 19 janvier. Lettre sans signature à Campbell, N° 122. Le procureur général s'oppose à la réduction possible de ses appointements; l'auteur espère que l'Assemblée continuera à accorder à ce fonctionnaire l'indemnité qu'il a reçue jusqu'ici, mais le gouvernement de Sa Mejesté ne saurait s'immiscer dans cette affaire. p. 333

[Downing St.,] le 3 février. Lettre sans signature à Campbell, N° 123. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie approuvant l'emplacement choisi pour un phare à l'île Saint-Paul. [L'annexe manque. Voir A. 189, p. 315.] p. 337

[Downing St.,] le 4 février. Lettre sans signature à Campbell, N° 124. L'auteur le renvoie à la dépêche de Campbell, N° 95, du 28 septembre. La Trésorerie approuvera la nomination de J. P. Miller, inspecteur de la marée, à Halifax, si P. H. Davies est révoqué de ses fonctions. Les douaniers n'exercent pas leurs fonctions dans un endroit en permanence; on peut les transférer dans une autre colonie ou en Angleterre. Si Miller, ou qui que ce soit, obtient ce poste, le titulaire devra ne pas oublier qu'on pourrait le transférer ailleurs. Il faudra donner des renseignements sur ceux qui exerceront des fonctions intérimaires. p. 341

[Downing St.,] le 5 février. Lettre sans signature à Campbell, N° 125. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie avec des dessins des lanternes pour les nouveaux phares. Au sujet de la visibilité du phare. On devra transmettre à la Corporation de la *Trinity House*, pour sa gouverne, les renseignements sur la visibilité des phares. [L'annexe manque. Voir A. 189, p. 323.] p. 349

Le 7 février. Note sur la dépêche N° 126 sanctionnant les lois N^os^ 1807 et 1817. Les titres sont omis. [Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1837, vol. 75, p. 67.] p. 353

[Downing St.,] le 8 février. Lettre sans signature à Campbell, N° 127. La Trésorerie a nommé J. P. Miller au poste vacant d'inspecteur de la marée, à Halifax. p. 355

[Downing St.,] le 8 février. Lettre sans signature à Campbell, N° 128. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 104, du 18 décembre. Afin d'éviter certains frais, au sujet de l'établissement des Conseils, on a inséré les dispositions là-dessus dans la commission de lord Durham: on complétera cette commission d'ici quelques jours. p. 359

[Downing St.,] le 10 février. Lettre sans signature à Campbell, N° 129. L'auteur lui transmet la commission de Durham ainsi que les instructions qui lui sont adressées en sa qualité de gouverneur en chef, de même que le mandat de Campbell qui devient lieutenant-gouverneur. La commission de Durham pourvoit à la composition des nouveaux Conseils; on l'enverra donc le plus vite possible. L'auteur espère qu'elle lui arrivera avant l'ouverture de la session. *Note:* on l'envoya à l'Amirauté le 10 février pour être transmise par le *Hercules*, vaisseau de Sa Majesté. p. 363

[Downing St.,] le 16 février. Lettre sans signature à Campbell, N° 130. L'auteur approuve les mesures militaires qui furent prises pour porter main-forte à sir

John Colborne. Les renforts envoyés à Campbell comportent environ 1,200 hommes. p. 366 1838

Lettre sans signature à Campbell, N° 131. L'auteur lui accuse réception de la lettre du 5 février. Les adresses adoptées à l'ouverture de la session. p. 373 [Downing St.,] le 1er mars.

Lettre sans signature à Campbell, N° 132. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 5, du 18 janvier. Pourquoi la demande d'A. Seaman, qui voudrait avoir des meulières, sera soumise au nouveau Conseil exécutif. Si ce Conseil ne partage pas l'avis des légistes de la Nouvelle-Écosse, on devrait assurer à Amos Seaman son titre sans qu'il soit nécessaire de s'adresser de nouveau à l'Angleterre. *Note:* par Stephen, le 2 mars. Pourquoi il a rédigé la dépêche de cette façon. p. 377 [Downing St.,] le 2 mars.

Lettre sans signature à Campbell, N° 133. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 1, du 13 janvier. On a soumis la requête de Mme Margaret Anne Howe à la Reine. p. 381 [Downing St.,] le 3 mars.

Lettre sans signature à Campbell, N° 134. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie et lui demande de transmettre les renseignements concernant la valeur de la livre sterling en ce qui a trait au revenu de la Couronne. Ce renseignement est nécessaire afin d'en venir à une décision sur les fonctionnaires qui réclament une indemnité pour les pertes qu'ils ont subies par suite de la dépréciation de la monnaie. [L'annexe manque. Voir A. 189, p. 331.] p. 385 [Downing St.,] le 4 mars.

Lettre sans signature à Campbell, N° 135. L'auteur lui transmet copie de la correspondance échangée avec le bureau du Commerce. Il a recommandé que la révocation des droits, sur le lard salé et le blé, soit remise jusqu'à ce que la Législature ait établi de nouvelles dispositions au sujet de la douane. On devra en faire la demande à l'Assemblée. [L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1838, vol. 76, p. 103.] p. 389 [Downing St.,] le 5 mars.

Lettre sans signature à Campbell, N° 136. Y aurait-il quelque objection à ce qu'on émette un exequatur pour J. D. S. Wolf, consul des États-Unis à Sydney? p. 393 [Downing St.,] le 6 mars.

Lettre sans signature à Campbell, N° 137. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 4, du 17 février, et il approuve les mesures prises pour constituer les deux Conseils. Collins entrera dans le Conseil exécutif. Il ne peut approuver le projet d'obliger les membres du Conseil exécutif à résigner leurs fonctions dans l'Assemblée. La mission de lord Durham permettra la modification des principes dont s'inspire la composition des Conseils dans les provinces de l'Amérique du Nord. p. 397 [Downing St.,] le 7 mars.

Lettre sans signature à Campbell [personnelle]. L'opportunité de faire entrer J. Howe et G. R. Young dans la Législature. Toutefois, il ne voudrait pas donner suite à ce projet avant de connaître, au préalable, les vues de Campbell sur le sujet. Il faudrait aussi avoir l'assurance que Howe acceptera ce poste. L'auteur demande une prompte réponse. p. 405 [Downing St.,] le 7 mars.

1838

[Downing St.,] le 8 mars. Lettre sans signature à Campbell, N° 138. L'auteur lui transmet un extrait d'une lettre de lord Hill au sujet de la répartition des troupes. Il lui demande de faire les préparatifs nécessaires pour recevoir les 11e, 23e et 73e régiments. [L'annexe manque.] p. 413

[Downing St.,] le 16 mars. Lettre sans signature à Campbell, N° 139. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie au sujet de Shelburne qui voudrait devenir un port libre d'entreposage. On devrait communiquer la substance de cette lettre à ceux qui ont signé la requête. [L'annexe manque. Voir A. 189, p. 339.] p. 417

[Downing St.,] le 28 mars. Lettre sans signature à Campbell, N° 140. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de W. H. N. Myers et il demande des renseignements sur C. Hampshire. [L'annexe manque. Voir A. 180, p. 481.] p. 421

[Downing St.,] le 4 avril. Lettre sans signature à Campbell, N° 141. Il lui transmet des instructions supplémentaires au sujet des membres du Conseil. [L'annexe manque.] p. 425

[Downing St.,] le 20 avril. Lettre sans signature à Campbell, N° 142. L'auteur s'oppose aux sept lois de la Nouvelle-Écosse. Elles ont trait aux sujets suivants: exemption de l'impôt colonial sur les denrées qu'on achète avec le produit de la vente de l'huile de poisson et du poisson de la Nouvelle-Écosse; les primes sur le tabac et sur le chocolat; la constitution légale de la *Marine Insurance Co.*, de la *Halifax Whaling Co.* et de la *Shubenacadie Canal Co.* p. 429

[Downing St.,] le 24 avril. Lettre sans signature à Campbell, N° 143. L'auteur lui transmet une note de l'ambassadeur d'Autriche et il lui demande d'obtenir l'extrait de naissance de Louise B. Dier qui semble avoir été baptisée dans l'église St-Georges, à Halifax, en 1816. [L'annexe manque. Voir A. 189, p. 165.] p. 441

[Downing St.,] le 1er mai. Lettre sans signature à Campbell, N° 144. L'auteur lui demande d'envoyer deux compagnies à l'Île du Prince-Edouard et de prêter main-forte à sir Charles Fitzroy au cas où des troubles éclateraient au sujet de la confiscation des terres. p. 445

[Downing St.,] le 1er mai. Lettre sans signature à Campbell, N° 145. L'auteur lui accuse réception de la dépêche du 24 mars et de la lettre du 27 mars, et il approuve les mesures militaires qu'on a prises. On a déjà répondu aux questions soulevées. p. 449

[Downing St.,] le 2 mai. Lettre sans signature à Campbell, N° 146. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 7, du 10 février, et il le renvoie à la dépêche N° 132, du 2 mars, où l'on prie Campbell de soumettre le cas d'A. Seaman au Conseil exécutif et de s'en tenir à la décision de ce corps. p. 453

[Downing St.,] le 2 mai. Lettre sans signature à Campbell, N° 147. L'auteur lui accuse réception de la dépêche du 19 mars et il approuve les mesures militaires qui y sont discutées. p. 457

[Downing St.,] le 2 mai. Lettre sans signature à Campbell, N° 148. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 10, du 21 mars. La Reine apprécie l'adresse de condoléance et de félicitation adoptée par la Législature. p. 461

1838

Lettre sans signature à Campbell, N° 149. L'auteur lui demande de mettre W. Crane, du Nouveau-Brunswick, au courant des mesures prises à propos d'A. Seaman. p. 465 [Downing St.,] le 2 mai.

Lettre sans signature à Campbell, N° 150. On a soumis à l'Amirauté la demande de la Nouvelle-Écosse d'explorer immédiatement la Baie de Fundy. p. 469 [Downing St.,] le 2 mai.

Lettre sans signature à Campbell, N° 151. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 14, du 26 mars, et il demande de remercier l'Assemblée qui a voté 10,000 louis pour l'achat d'armes et de munitions au cas où les hostilités viendraient à éclater. p. 493 [Downing St.,] le 2 mai.

Lettre sans signature à Campbell, N° 152. L'auteur lui accuse réception de la dépêche personnelle et confidentielle du 4 avril. Il approuve les mesures prises pour faire connaître la composition des nouveaux Conseils de la Nouvelle-Écosse. On a envoyé les instructions à ce sujet. L'auteur repousse l'accusation portée contre le personnel du bureau des Colonies et en vertu de laquelle ces fonctionnaires auraient fourni, à l'Assemblée, des renseignements qu'ignorait le lieutenant-gouverneur. Ces renseignements n'ont pu atteindre la colonie que par l'intermédiaire de G. R. Young qui a pu mal interpréter certaines conversations au sujet des Conseils. Glenelg n'a jamais fait une déclaration qui put être interprétée comme un blâme du choix de Campbell au sujet de certains membres. p. 477 [Downing St.,] le 2 mai.

Lettre sans signature à Campbell, N° 153. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 15, du 26 mars, et le renvoie à la dépêche du 4 avril au sujet de la question d'indemniser les fonctionnaires des pertes encourues par suite de la dépréciation de la monnaie locale. On attend certains renseignements de la *Marine Insurance Co.* avant d'en venir à une décision sur le taux de la livre stirling en ce qui a trait au revenu de la Couronne. p. 481 [Downing St.,] le 3 mai.

Lettre sans signature à Campbell, N° 155. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie au sujet de certains payements à propos de l'établissement de l'île de Sable et au sujet des phares sur les îles St-Paul et Scatterie. Il demande des renseignements sur les phares. [L'annexe manque. Voir A. 189, p. 355.] p. 487 [Downing St.,] le 14 mai.

Lettre sans signature à Campbell, N° 156. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 17, du 17 avril: approbation au sujet de la composition des Conseils. Les nouvelles instructions comportent les noms des membres. p. 491 [Downing St.,] le 24 mai.

Lettre sans signature à Campbell, N° 157. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 27, du 24 avril, et du discours de prorogation. p. 495 [Downing St.,] le 25 mai.

Lettre sans signature à Campbell, N° 158. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 24, du 22 avril. Le garde des Archives doit venir immédiatement après le juge en chef. Les juges puînés doivent avoir préséance sur les membres du Conseil exécutif, en tenant compte de la date de nomination de chacun d'eux. p. 499 [Downing St le 29 mai.

Lettre sans signature à Campbell, N° 159. L'auteur lui explique les mesures prises pour assurer la sécurité du Nouveau-Brunswick. [Downing St. le 5 juin.

1838 On ne peut considérer comme subvention annuelle l'octroi de munitions à l'Artillerie pour fins d'entraînement et de dressage militaire. *Note:* du 5 juin. Il n'existe, là-dessus, aucune correspondance officielle. On a trouvé cette dépêche dans une lettre personnelle de sir Hussey Vivian. p. 503

[Downing St.,] le 5 juin. Lettre sans signature à Campbell, N° 160. S'opposerait-on à la nomination d'un vice-consul d'Espagne à Halifax? p. 515

[Downing St.,] le 8 juin. Lettre sans signature à Campbell. L'auteur lui accuse réception de la lettre personnelle du 13 mai et il regrette de ne pouvoir promettre un poste en Europe ou une pension, au cas ou Campbell résignerait ses fonctions de secrétaire de la Colonie. p. 519

[Downing St.,] le 19 juin. Lettre sans signature à Campbell, N° 161. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 23, du 22 avril. Les légistes ont fait savoir que la formule des serments est établie par une loi du Parlement britannique. Le Gouvernement ne peut permettre là-dessus la moindre modification. p. 523

[Downing St.,] le 19 juin. Lettre sans signature à Campbell, N° 162. L'auteur demande de faire savoir à W. Sutherland que la seule façon de redresser le grief élevé contre le juge de la cour de la Vice-Amirauté serait de soumettre l'affaire au Comité judiciaire du Conseil privé. p. 527

[Downing St.,] le 23 juin. Lettre sans signature à Campbell, N° 164. L'auteur lui transmet copie d'une lettre du vicomte Palmerston sur la nomination des consuls des États-Unis à Sydney et à Pictou. Si Campbell estime que les honoraires sont excessifs, il devra le laisser savoir. [L'annexe manque. Voir A. 189, p. 185.] p. 531

[Downing St.,] le 5 juillet. Lettre sans signature à Campbell [personnelle et confidentielle]. L'auteur lui accuse réception de la lettre personnelle et confidentielle du 21 avril et il approuve la conduite suivie au sujet de la nomination possible de J. Howe au Conseil législatif. La nomination de G. R. Young suscite des difficultés qu'on doit examiner avec soin. *Note:* du 7 juin; à mettre de côté pour le moment. p. 535

[Downing St.,] le 10 juillet. Lettre sans signature à Campbell, N° 165. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 30, du 2 mai. Il donne l'autorisation de payer à James Lynch la somme provenant de la vente de la terre qu'il réclame. Il faudra aussi lui concéder, à titre gracieux, 200 acres des terres de la Couronne. L'auteur espère que le département des Terres de la Couronne ne négligera rien pour prévenir la répétition d'erreurs analogues. p. 539

[Downing St.,] le 14 juillet. Lettre sans signature à Campbell, N° 166. L'auteur lui demande de déférer aux désirs du comte de Durham en ce qui a trait aux réquisitions militaires. p. 547

[Downing St.,] le 25 juillet. Lettre sans signature à Campbell, N° 167. L'auteur lui fait savoir qu'on a expédié l'appareil pour le phare. p. 551

[Downing St.,] le 2 août. Lettre sans signature à Campbell, N° 168. L'auteur lui demande de faire des recherches sur W. Bishop qui est censé avoir été au service de Campbell. p. 555

1838

Lettre sans signature à Campbell, N° 169. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 18, du 18 avril, et il lui transmet la décision de la Trésorerie sur la *Shubenacadie Canal Co.* qui demande de l'aide. Il faudra faciliter la tâche de l'ingénieur qui examinera les travaux. [L'annexe manque. Voir A. 189, p. 395.] p. 559 [Downing St.,] le 2 août.

Lettre sans signature à Campbell, N° 170. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 35, du 4 juillet, et il demande de remercier ceux qui ont voté une adresse de félicitation à la Reine, à l'occasion de son couronnement. p. 563 [Downing St.,] le 5 août.

Lettre sans signature à Campbell, N° 171. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie sur un extrait de l'adresse de l'Assemblée qui demande que tous les ports de la Nouvelle-Écosse deviennent libres. [L'annexe manque. Voir A. 189, p. 407.] p. 567 [Downing St.,] le 17 août.

Lettre sans signature à Campbell [distincte]. L'auteur lui accuse réception de la lettre du 20 juillet. On enverra un régiment des Indes occidentales à Halifax. p. 571 [Downing St.,] le 22 août.

Lettre sans signature à Campbell, N° 173. L'auteur lui transmet copie d'une correspondance échangée entre la Trésorerie et C. R. Fairbanks au sujet du canal Shubenacadie. [L'annexe manque. Voir A. 189, p. 417.] p. 575 [Downing St.,] le 28 août.

Lettre sans signature à Campbell, N° 174. L'Amirauté ne saurait approuver une hydrographie spéciale de la Baie de Fundy. Cette région sera comprise dans l'hydrographie générale que le capitaine H. W. Bayfield fait actuellement. p. 579 [Downing St.,] le 29 août.

Lettre sans signature à Campbell, N° 175. L'auteur lui demande d'accuser réception de l'adresse des loyaux habitants de Pictou. p. 583 [Downing St.,] le 12 septembre.

Lettre sans signature à Campbell, N° 176. L'auteur lui demande de faire savoir au révérend W. Sutherland qu'il n'existe pas de fonds permettant de lui accorder une pension. p. 587 [Downing St.,] le 13 septembre.

Lettre sans signature à Campbell, N° 177. On a envoyé la nouvelle commission au sujet des procès intentés contre les personnes qui commettent des crimes sur la haute mer. p. 591 [Downing St.,] le 14 septembre.

Lettre sans signature à Campbell, N° 178. L'auteur donne des instructions sur le traitement dû au révérend J. S. Clarke qui sera remplacé. *Note:* du 6 septembre. Il faudra porter la chose à la connaissance de la Trésorerie. p. 595 [Downing St.,] le 27 septembre.

Lettre sans signature à Campbell, N° 179. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 21, du 21 avril, et il répond à l'adresse de l'Assemblée au sujet de la composition des Conseils et de l'abandon des revenus. Pourquoi il ne peut conseiller à la Reine d'apporter une modification quelconque dans la composition des Conseils. L'auteur s'en tient aux principes dont doit s'inspirer le règlement de la question de la liste civile et il retire l'offre d'abandonner ces revenus jusqu'à ce qu'un octroi de 4,700 louis soit accordé à cette fin. Il faudra promettre d'accorder cet octroi pendant au moins dix ans. [Downing St.,] le 27 septembre.

1838 La question des douanes a été soumise aux commissaires. [On a biffé la dernière partie du plan.] p. 599

[Downing St.,] le 27 septembre. Lettre sans signature à Campbell [distincte]. L'auteur le renvoie à la dépêche N° 179, du même jour, et il discute de nouveaux points que suscite le problème financier auquel l'adresse de l'Assemblée fait allusion. Impossibilité de permettre un vote annuel. Échange de la liste civile contre certaines sommes; traitements pris à même la liste civile; pourquoi on ne peut y inclure certains autres traitements. Cette liste entrera en vigueur le 1er janvier 1839, même si l'Assemblée ne vote pas le projet de loi. Si le projet de loi est voté, les autres fonctionnaires, dont les traitements ont été payés à même les revenus de la Couronne, devront désormais s'adresser à la Législature pour obtenir leur rémunération. p. 619

[Downing St.,] le 28 septembre. Lettre sans signature à Campbell, N° 180. La Trésorerie croit que d'après les renseignements transmis dans la dépêche de Glenelg, en date du 27 novembre, on a réglé la question des redevances des houillères. L'auteur lui transmet l'extrait d'une lettre de la Trésorerie qui refuse de permettre le remboursement, aux fonctionnaires, des pertes [subies par suite de la dépréciation de la monnaie]. [L'annexe manque. Voir A. 189, p. 481.] p. 643

[Downing St.,] le 29 septembre. Lettre sans signature à Campbell, N° 181. Le congé de C. R. Fairbanks est prolongé jusqu'au 26 janvier 1839. p. 647

[Downing St.,] le 1er octobre. Lettre sans signature à Campbell, N° 182. L'auteur lui accuse réception des dépêches N^os^ 29 et 31, des 1er et 4 mai. Il ne peut permettre d'accorder des traitements fixes au commissaire des Terres de la Couronne et à l'inspecteur général. Ces fonctionnaires peuvent continuer de recueillir, en vertu de leurs mandats, les bonis sur les ventes. On consentirait à ce que ces bonis fussent échangés contre un traitement fixe, pourvu que cette mesure fût à l'avantage tant des individus que de l'Administration. p. 651

[Downing St.,] le 4 octobre. Lettre sans signature à Campbell, N° 183. L'auteur lui transmet copie d'une autre lettre de la Trésorerie à propos du canal Shubenacadie. Le rapport de l'Artillerie et l'aide supplémentaire. Ne pourrait-on pas se procurer des fonds par la vente des terres de la Couronne? [L'annexe manque. Voir A. 189, p. 433.] p. 659

[Downing St.,] le 10 octobre. Lettre sans signature à Campbell, N° 184. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 25, du 23 avril, et il lui demande de consulter la Législature sur l'abrogation possible des droits sur le lard salé, le blé et la farine. La Trésorerie a décidé de ne rien faire aussi longtemps qu'elle n'aurait pas obtenu ce renseignement. p. 663

[Downing St.,] le 16 octobre. Lettre sans signature à Campbell, N° 185. L'auteur lui transmet copie de la correspondance échangée au sujet de la loi concernant l'Administration des Postes de la Nouvelle-Écosse. Cette loi ne saurait être sanctionnée puisque lord Durham soumettra probablement un projet pour règlementer les communications postales de toutes les provinces. [L'annexe manque. Voir A. 189, p. 543.] *Note:* on a envoyé cette lettre à Durham avec la dépêche N° 119, du 20 octobre. p. 667

1838

Lettre sans signature à Campbell [personnelle]. L'auteur lui donne des instructions au sujet du voyage de retour de lord Durham en Angleterre. p. 671 [Downing St.,] le 26 octobre.

Lettre sans signature à Campbell, N° 186. En raison des explications renfermées dans la dépêche N° 40, du 20 juillet, la Trésorerie ne demandera pas à Campbell de rendre compte des sommes qu'il a tirées ou qu'il tirera pour parachever le canal, pourvu qu'on vérifie soigneusement les comptes quand les travaux seront terminés. p. 675 [Downing St.,] le 30 octobre.

Lettre sans signature à Campbell, N° 187. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 16, du 26 mars. Des vaisseaux armés protégeront les pêcheries et le ministre de Sa Majesté à Washington a reçu l'ordre d'obtenir la collaboration du gouvernement des États-Unis. L'Amirauté enverra un petit vaisseau lors de l'ouverture de la navigation; mais les officiers de ces vaisseaux devront agir conformément au traité. On devra les seconder en l'occurrence. p. 679 [Downing St.,] le 5 novembre.

Lettre sans signature à Campbell [confidentielle]. L'auteur lui transmet copie d'une lettre du ministère des Affaires étrangères. Rapports des légistes sur les pêcheries ainsi que copie des instructions qui ont été remises au ministre de Sa Majesté à Washington. [L'annexe manque. Voir A. 189, p. 193.] p. 683 [Downing St.,] le 5 novembre.

Lettre sans signature à Campbell, N° 188. La Trésorerie approuve le payement fait au lieutenant-colonel J. J. Snodgrass, administrateur de la Nouvelle-Écosse. p. 687 [Downing St.,] le 10 novembre.

Lettre sans signature à Campbell, N° 190. S'oppose-t-on à accorder un exequatur à G. Creighton, vice-consul d'Espagne à Halifax? p. 691 [Downing St.,] le 24 novembre.

Lettre sans signature à Campbell, N° 191. L'auteur lui accuse réception de la dépêche du 16 octobre. Mesures prises pour envoyer les renforts désirés. *Note:* urgent. p. 695 [Downing St.,] le 6 décembre.

Lettre sans signature à Campbell [distincte]. Un autre régiment pourrait venir de la Jamaïque. p. 701 [Downing St.,] le 6 décembre.

Lettre sans signature à Campbell, N° 192. L'auteur lui transmet une lettre de la Trésorerie autorisant le payement de la dette contractée par certains officiers, pour équiper la milice de Halifax. On donne également la permission de dépenser une faible somme pour les besoins de la milice provinciale, en cas d'urgence. p. 705 [Downing St.,] le 6 décembre.

Lettre sans signature à Campbell, N° 193. L'auteur approuve les mesures militaires qui furent prises pour prêter main-forte à sir John Colborne. La dépêche N° 191, du 6 décembre, a fourni les renseignement sur les renforts. p. 709 [Downing St.,] le 18 décembre.

Lettre sans signature à Campbell, N° 194. Le congé de L. M. Wilkins est prolongé de trois mois. Il faudra consulter le juge en chef sur la possibilité de nommer le fils de Wilkins conseiller de la Reine et sur l'opportunité de conférer cette distinction à d'autres personnes. p. 713 [Downing St.,] le 21 décembre.

1838

[Downing St.,] le 31 décembre.

Lettre sans signature à Campbell, N° 195. L'auteur lui transmet un décret du Conseil maintenant certaines lois en vigueur dans la Nouvelle-Écosse. [L'annexe manque. Voir dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1838, vol. 76, p. 597.] p. 717

*Nouvelle-Écosse, A. 192*

1839

## LE MAJOR GÉNÉRAL SIR COLIN CAMPBELL, 1839

Hôtel du Gouvernement, le 4 janvier.

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 184 à 192, du 10 octobre au 6 décembre, de la dépêche confidentielle du 5 novembre, de deux circulaires des 30 novembre et 1er décembre, et de la dépêche distincte du 6 décembre. p. 5

Halifax, le 6 janvier.

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception de la dépêche N° 191 et de la dépêche distincte du 5 décembre. Les mesures militaires qu'on a prises afin de prêter main-forte à sir John Colborne: son besoin de renforts. *Note:* par Stephen. Celui qui rédigera la réponse devra accuser réception de cette dépêche et l'approuver. Pourquoi il ne faudra pas tenir compte de la demande de renforts. p. 9

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 204, en date du 7 février 1838 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche et il approuve la conduite suivie en l'occurrence. p. 13

Halifax, le 9 janvier.

Campbell au secrétaire d'État. Il lui accuse réception de la circulaire du 30 novembre et il lui transmet une lettre au sujet des marins et des soldats de l'infanterie de marine qui sont entrés à l'hôpital depuis 1830 jusqu'à 1836. *Note:* copie à l'Amirauté, le 14 février 1839. p. 17

Annexe:—

J. Elliott (chirurgien des troupes) au lieutenant A. W. Campbell (secrétaire militaire), Halifax, le 12 janvier 1839. Une pareille liste ne se trouve que dans les registres des divers hôpitaux des régiments. Ces régiments ne sont pas présentement dans la colonie. Au cours des deux dernières années, environ douze hommes sont entrés dans ces hôpitaux. Les rapports qu'on enverra au ministère de la Guerre renfermeront les noms de ces patients. p. 19

Halifax, le 10 janvier.

Campbell à Glenelg, N° 1. Il lui transmet une requête de S. W. Deblois, qui demande que soit maintenu son droit de nommer des adjoints. Sa nouvelle commission ne mentionne rien là-dessus. *Note:* par G. Wilder, le 11 février. Dans tous les mandats qu'elle émet sauf celui de vice-amiral, l'Amirauté omet d'accorder ce pouvoir; toutefois, elle ne veut pas gêner son droit de nommer des adjoints. p. 25

Annexe:—

La requête, Halifax, le 2 janvier 1839. p. 37

Sous-annexe:—

H. B. Swabey (adjoint du greffier de l'Amirauté) à Deblois, Collège de droit civil, le 21 juillet 1839. Deblois doit payer les honoraires que comporte sa nouvelle commission. p. 45

Annexes:— 1839

(1) Lettre sans signature à sir John Barrow (deuxième secrétaire, Amirauté), (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche susmentionnée et il demande comment y répondre. Il faudra étudier avec bienveillance la requête de Campbell qui désire que S. G. W. Archibald soit confirmé dans son poste de conseiller de la Reine et de procureur de la Vice-Amirauté, à Halifax. p. 27

(2) Lettre sans signature à Campbell, N° 5, le 9 mars 1839. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de l'Amirauté au sujet de Deblois qui désire avoir le droit de nommer des adjoints. (L'annexe manque. Voir A. 194, p. 11.) p. 33

Campbell à Glenelg, N° 2. Il demande que l'Amirauté confirme la nomination de S. G. W. Archibald au poste d'avocat général de la Vice-Amirauté et de procureur de la Reine. Cette nomination fut faite le 1er octobre 1831 et elle vient d'être renouvelée. Nul traitement n'est attaché à ces charges. *Note:* du 8 février; à soumettre à l'Amirauté. p. 52 Halifax, le 11 janvier.

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, le 25 avril 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de l'Amirauté qui ratifie cette nomination. (L'annexe manque. Voir A. 194, p. 19.) p. 53

Campbell à Glenelg, N° 3. Il lui transmet copie de la harangue et des adresses prononcées à l'ouverture de la session ainsi que d'un message envoyé à l'Assemblée avec la dépêche de Glenelg, N° 179, sur la composition des Conseils, etc. (L'extrait de la harangue manque.) p. 57 Halifax, le 18 janvier.

Annexes:—

(1) L'adresse au Conseil législatif. p. 71

(2) L'adresse à l'Assemblée. p. 79

(3) Le message, le 17 janvier 1839. p. 83

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 205, le 7 février 1839 [brouillon]. L'auteur accuse réception de la dépêche susmentionnée. p. 61

Campbell à Glenelg, N° 4. Il recommande de nommer W. Sims adjoint du percepteur à Pictou; ce poste est devenu vacant depuis la mort de —— Howard. J. G. Bagg, troisième commis suppléant du bureau de la Douane, remplace Sims au poste de douanier et d'inspecteur de la marée. Campbell demande de confirmer ces nominations. *Note:* du 8 février; à soumettre à la Trésorerie. p. 91 Halifax, le 19 janvier.

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 2 [brouillon]. L'auteur lui transmet une lettre de la Trésorerie; Sims est nommé adjoint du percepteur à Digby et la nomination de Bagg, à Halifax, est ratifiée. (L'annexe manque. Voir A. 194, p. 253.) p. 95

1839

Halifax, le 19 janvier.

Campbell à Glenelg. Il lui présente S. Cunard. *Note:* par Glenelg. On devra remettre cette dépêche à son successeur. p. 97

Halifax, le 20 janvier.

Campbell à Glenelg, N° 5. Il lui transmet copie d'une lettre d'Amos Seaman qui a reçu ses lettres patentes au sujet des meulières à Minudie. p. 101

Annexe:—

Seaman à sir Rupert D. George (secrétaire), Minudie, le 14 décembre 1838. Il accuse réception des lettres patentes et il est heureux de constater qu'il reçoit un nouveau territoire. Le projet de le nommer magistrat lui plaît également. Seaman a l'intention de soumettre un projet sur la mise en valeur des carrières de la Couronne et il demande de transmettre cette lettre au secrétaire de la Colonie. p. 103

Halifax, le 4 février.

Campbell à Glenelg, N° 6. Il lui transmet copies de deux requêtes du Dr. Abraham Gesner qui désire avoir le droit d'exploiter certaines mines dans le comté de Cumberland. Le Conseil estime que ces requêtes sont trop vagues et qu'il n'y a pas lieu de communiquer avec la *General Mining Association. Note:* par J. Stephen, le 28 mars; à soumettre à la Trésorerie. p. 109

Annexes:—

(1) La requête, Saint-Jean, le 24 septembre 1838. p. 125

(2) La requête, Saint-Jean, le 22 décembre 1838. p. 129

Sous-annexe:—

Concession de mines dans le comté de Westfield, Nouveau-Brunswick, à Moses Perley, le 16 juillet 1838. p. 133

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à F. Baring (secrétaire, la Trésorerie), le 10 avril 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la dépêche susmentionnée et demande une décision de même que des renseignements sur la réponse à rédiger en l'occurrence. p. 113

(ii) Lettre sans signature à Campbell, N° 17, le 24 mai 1839 [brouillon]. La Trésorerie a demandé, sur le sujet, l'approbation des légistes. p. 173

(iii) Lettre sans signature à Campbell, N° 27, le 20 juin 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie qui fait connaître l'opinion des légistes. (L'annexe manque. Voir A. 194, p. 277.) p. 119

Halifax, le 5 février.

Campbell à Glenelg, N° 7. Pourquoi il a recommandé que la somme de 150 louis soit prise à même le revenu des houillères et qu'elle soit assignée à l'église de Sydney. *Note:* par Stephen, le 28 mars; à propos de cette question soumise à la Trésorerie et à H. Labouchere; Labouchere a approuvé le projet le 2 avril. p. 141

Annexe:— 1839

Requête du recteur, des marguilliers et du conseil de fabrique [sans date]. p. 153

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à Baring, le 10 avril 1839 [brouillon]. L'auteur demande d'accéder à la requête susmentionnée. p. 145

(ii) Lettre sans signature à Campbell, N° 14, le 4 mai 1839 [brouillon]. L'auteur autorise le payement de cette somme. p. 147

Campbell à Glenelg, N° 8. Il lui transmet un rapport sur le revenu casuel [extrait]. Comme il n'existe pas de liste civile, les payements seront faits en conformité de la dépêche distincte du 27 septembre. Le revenu provenant des mines. p. 157 Halifax, le 6 février.

Annexes:—

(1) Le rapport. p. 183

(2) Revenus provenant des mines. p. 169

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à Baring, le 11 avril 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la dépêche susmentionnée et il demande une opinion au sujet des droits sur le poussier. Il lui envoie aussi copie de la dépêche ayant trait à la disposition de l'excédent des revenus de la Couronne. (Voir ci-dessous.) p. 165

(ii) Lettre sans signature à Campbell, N° 9, le 7 avril 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la lettre susmentionnée. Les revenus lui causent un sentiment de satisfaction. La disposition de l'excédent du revenu et le rapport de Campbell sur la session. On a soumis à la Trésorerie la question des droits sur le poussier. p. 161

Campbell à Glenelg, N° 9. Il lui demande de ratifier la nomination de G. T. Solomon qui devient percepteur adjoint at Lunenburgh en remplacement de A. S. Bruce, mis à la retraite. p. 191 Halifax, le 25 février.

Annexe:—

T. N. Jeffery (percepteur) à sir Rupert D. George (secrétaire de la Colonie), bureau de la Douane, Halifax, le 21 janvier 1839. Il recommande Solomon. p. 193

Campbell à Glenelg, N° 10. Il lui accuse réception de la dépêche N° 194, du 21 décembre, et il lui transmet copie d'une lettre de B. Halliburton, juge en chef, qui s'oppose à la nomination de conseillers de la Reine dans la Nouvelle-Écosse. p. 199 Halifax, le 26 février.

Annexe:—

Halliburton à George, Halifax, le 25 février 1839. p. 209

1839 Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à Campbell, N° 8, le 4 avril 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et il partage les opinions qui y sont énoncées. L. Wilkins recevra les renseignements nécessaires. p. 203

(ii) Lettre sans signature à L. Wilkins, le 9 avril 1839 [brouillon]. L'auteur regrette que le fils de Wilkins ne puisse être nommé conseiller de la Reine. p. 207

Halifax, le 27 février. Campbell à Glenelg, N° 11. Il lui transmet copie des résolutions et de l'adresse de la Législature. Le loyalisme de la population; au cas ou un conflit viendrait à éclater, la population prêterait spontanément main-forte au Nouveau-Brunswick contre le Maine. p. 215

Annexe:—

Résolutions de l'Assemblée. (Les autres annexes manquent.) p. 225

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 7, le 2 avril 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et il est heureux de constater le loyalisme de la population. Il espère que ces gens ne seront pas obligés d'aller au secours du Nouveau-Brunswick. p. 217

Halifax, le 28 février. Campbell à Glenelg. Il lui transmet une lettre de S. G. W. Archibald, président de l'Assemblée, qui démontre que cette Chambre est maintenant animée de bons sentiments. Il croit qu'elle consentirait à retirer ses résolutions ainsi que les instructions qu'elle a données aux délégués. La milice sera sur un pied de guerre en prévision des difficultés qui pourraient surgir entre le Maine et le Nouveau-Brunswick. Préparatifs militaires. p. 231

Annexe:—

Archibald à Campbell, cabinet du président, Halifax, le 27 février 1839. *Note:* par Stephen, le 25 mars. Il faudra communiquer ce texte au ministère des Affaires étrangères. p. 244

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à J. Backhouse (secrétaire, ministère des Affaires étrangères), le 3 avril 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la lettre susmentionnée. p. 239

(ii) Lettre sans signature à Campbell [distincte], le 3 janvier 1839 [brouillon]. L'auteur déclare qu'un deuxième régiment ne pourrait partir de la Jamaïque. p. 235

Halifax, le 28 février. Campbell à Glenelg. L'arrivée du 69e régiment. Il a autorisé le major-général sir John Harvey à appeler les miliciens et des volontaires sous les drapeaux en cas de nécessité. Il espère que les hostilités n'éclateront pas, car les États-Unis pourraient appuyer la Législature du Maine. Nécessité de renforts. p. 247

Annexes:— 1839

(1) Harvey à Campbell, Fredericton, le 22 février [extrait]. Il demande de l'aide. p. 269

(2) Harvey à Campbell, Fredericton, le 27 février 1839 [extrait]. p. 271

Sous-annexe:—

Coupure de journal ayant trait au territoire en litige. p. 273

Sous-annexes:—

(a) Lettre sans signature à Campbell, N° 199, le 3 janvier 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche du 12 décembre. Commentaires sur les renforts; on peut réunir, pour trois mois, les miliciens et les volontaires. p. 255

(b) Lettre sans signature à Campbell, N° 10, le 9 avril 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche du 28 février et il approuve les mesures prises en l'occurrence. Il faudra faire les préparatifs nécessaires. Il est heureux de constater que le 69e régiment est arrivé et il espère que le 37e régiment est là aussi depuis. Ceux qui entrent dans le 36e régiment se rendront directement à St-Jean. p. 265

Glenelg au marquis de Normanby (secrétaire d'État). Il lui transmet une lettre personnelle de sir Colin Campbell. p. 189 Halifax, le 1er mars.

Annexe:—

Campbell à Glenelg [personnelle], Halifax, le 12 février 1839. Il est peu probable qu'on vote une liste civile; en conséquence, il suivra les instructions que renferme la dépêche du 27 septembre. Il a refusé de donner à l'Assemblée copie de ses dépêches sur les Conseils. On a nommé MM. Young et Huntingdon délégués de l'Assemblée; ils se rendront en Angleterre pour continuer la discussion sur le sujet. Il déplore les résolutions votées en l'occurrence ainsi que les instructions données à ces délégués. Il lui transmet ces textes avec des journaux. (Les annexes manquent.) p. 185

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 193 à 195; de deux circulaires des 14 au 31 décembre, N^os^ 196 à 199; et d'une dépêche distincte du 1er au 3 janvier 1839. p. 281 Halifax, le 2 mars.

Campbell à Glenelg, N° 12. Il lui transmet la requête de T. N. Jeffery, fils du percepteur des Douanes, qui désire être nommé greffier de la cour de la Vice-Amirauté. Il lui recommande d'étudier cette requête avec bienveillance. *Note:* par Stephen, le 28 mars: on devra soumettre ce texte à l'Amirauté. p. 285 Halifax, le 2 mars.

Annexe:—

La requête, Halifax, le 2 mars 1839. p. 297

Sous-annexe:—

Lettres de recommandation adressées à T. N. Jeffery, père, 1834. p. 301

1839 Sous-annexes:—

(a) Lettre sans signature à sir John Barrow (deuxième secrétaire, Amirauté), le 8 avril 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée et déclare que lord Normanby ignore la démission de —— Hood qui occupait autrefois ce poste. p. 289

(b) Lettre sans signature à Campbell, N° 11, le 15 avril 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et il lui transmet copie d'une lettre de l'Amirauté. (L'annexe manque. Voir A. 194, p. 15.) p. 291

Halifax, le 4 mars. Campbell à Glenelg, il lui transmet copie de renseignements reçus de sir John Harvey. (L'annexe manque.) *Note:* par Stephen, le 28 mars; on devra communiquer ce texte, immédiatement, au ministère des Affaires étrangères. p. 309

Halifax, le 27 mars. Campbell au secrétaire d'État. Il lui transmet copie d'une dépêche confidentielle de sir John Harvey et il lui dit pourquoi il a envoyé de l'aide au Nouveau-Brunswick. Les mesures prises par Harvey. *Note:* par Stephen, le 16 mai; comment aplanir le différend survenu entre Campbell et Harvey. p. 311

Annexe:—

Harvey à Campbell [confidentielle], Fredericton, le 16 mars 1839. Il lui envoie le double de sa dépêche au Gouvernement britannique, afin de permettre à Campbell de faire là-dessus certains commentaires; il a eu, avec le général W. Scott, une entrevue aimable. On enverra les deux nouvelles compagnies du 69e régiment à la frontière. Il est difficile de modérer les miliciens. Une dépêche, du ministre de Sa Majesté à Washington, n'est pas encore arrivée. (L'annexe manque.) p. 315

Halifax, le 5 avril. Campbell au secrétaire d'État. Il lui transmet copie d'une lettre de sir John Harvey qui fait connaître les événements survenus dans le Nouveau-Brunswick. Il lui envoie également copies de lettres adressées à lord Fitzroy Somerset et au commodore Douglas, qui commande la flotte de Sa Majesté aux Indes occidentales. *Note:* par Stephen, le 16 mai; ce qu'il faut faire en l'occurrence. p. 319

Annexes:—

(1) Campbell à lord Fitzroy Somerset (secrétaire, Grand Quartier-général), Halifax, le 27 mars 1839. Il lui transmet la documentation sur le territoire en litige et sur l'entente conclue entre Harvey et le général W. Scott. Les préparatifs; besoin de renforts. p. 323

(2) Harvey à Campbell, Fredericton, le 23 mars 1839. p. 327

(3) Campbell à Douglas, Halifax, le 20 mars 1839. Il demande une protection navale. p. 331

Halifax, le 5 avril. Campbell au marquis de Normanby (secrétaire d'État), N° 13. Il lui transmet copie de la résolution du Conseil législatif sur l'abrogation projetée des droits sur le lard salé et le blé. *Note:* par Stephen, le 16 mai; on devra communiquer ce texte à la Trésorerie. p. 335

1839

Annexe:—

La résolution, le 28 mars 1839. p. 337

Campbell à Normanby, N° 14. Il lui transmet l'adresse du Conseil législatif sur l'état de la province. *Note:* par Stephen, du 16 mai; impossibilité de répondre à cette adresse avant l'arrivée des délégués. Il suffira pour le moment d'en accuser réception. p. 343 Halifax, le 7 avril.

Annexes:—

(1) L'adresse, le 2 avril 1839. p. 347

(2) La résolution, le 2 avril 1839. p. 341

Campbell à Normanby, N° 15. Il lui transmet copie de son discours de prorogation. On transmettra les lois et les journaux le plus vite possible. p. 377 Halifax, le 8 avril.

Annexe:—

Le discours, le 4 avril 1839. p. 381

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 15 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée. p. 379

Campbell à Normanby, N° 16. Il lui transmet copie de l'adresse et des résolutions que l'Assemblée a confiées à ses délégués. Commentaires sur les griefs de l'Assemblée. *Note:* par Stephen, le 16 mai; impossibilité de répondre à cette dépêche avant l'arrivée des délégués. Il faudra recueillir ces dépêches et les transmettre à lord Normanby. p. 385 Halifax, le 8 avril.

Annexes:—

(1) L'adresse. p. 485

(2) Les résolutions. p. 491

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à Campbell, N° 34, Downing St., le 31 août 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception des dépêches N^os^ 14 et 15, des 7 et 8 avril, et il lui transmet copie de la correspondance échangée avec les délégués du Conseil législatif et de l'Assemblée. La liste civile et les décisions que renferme la dépêche du 27 septembre 1838. La composition des Conseils. Il refuse de modifier le Conseil législatif, mais il espère que Campbell trouvera moyen de faire entrer, dans le Conseil exécutif, quelques-uns des membres les plus importants de l'Assemblée. Les délégués ont communiqué avec d'autres départements au sujet de l'Administration des Postes, des compagnies d'Assurance et des primes. L'auteur transmet à Campbell la correspondance échangée au sujet des douanes. Les mesures prises pour protéger les pêcheries. Le projet de loi pour réglementer la vente des terres de la Couronne. On a de nouveau soumis aux légistes la formule des serments et le conseiller de la Reine étudie le cas des marins de la marine marchande. On traitera du bill sur les terres scolaires



Universitas BIBLIOTHECA

réservées dans une autre dépêche; il a déjà eu là-dessus quelques discussions, mais le bill n'est arrivé que le 5 août. Pour le même motif, il a été impossible d'en arriver à une décision au sujet du bill ayant trait à la propriété mobilière. (Les annexes manquent. Voir A. 195.) *Note:* (a) du 13 août; on devra communiquer ce bill au cabinet; (b) du 26 août: on a adopté ce bill. p. 409

(ii) Lettre sans signature à Campbell, septembre 1839 [brouillon]. Au sujet du payement des dépenses des délégués qui se rendent en Angleterre. (La marge du brouillon est remplie de notes au sujet des dangers et des difficultés que présente la situation; aussi, une note stipulant qu'on devra soumettre ce texte à la Trésorerie. Une autre note demande de publier de nouveau ce brouillon.) p. 443

(iii) Lettre sans signature à Campbell, N° 3, Downing St., le 11 septembre 1839 [brouillon]. (C'est le brouillon intégral de la dépêche susmentionnée.) *Note:* par Stephen, le 9 septembre; il n'est pas tout à fait juste de dire que les délégués n'étaient pas invités. Lord John Russell a approuvé cet note. p. 451

(iv) Lettre sans signature à Campbell, N° 5, le 24 septembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie au sujet de l'Administration des Postes: il lui demande de communiquer cette copie à la Trésorerie. On attire l'attention de C. P. Thomson sur le dernier paragraphe. (L'annexe manque. Voir A. 194, p. 343.) p. 463

(v) Lettre sans signature à Campbell, N° 6, le 25 septembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie au sujet de l'augmentation du nombre de ports libres. L'annexe manque. Voir A. 194, p. 355.) p. 463

(vi) Lettre sans signature à Campbell, N° 10, le 28 octobre 1839 [brouillon]. Il lui a fallu obtenir de nouveaux renseignements sur la Douane afin d'en venir à une décision au sujet de Pugwash, Wallace ou Tatmagouche qui deviendra un bureau d'entrée pour les vaisseaux américains ou ceux des colonies britanniques. p. 467

(vii) Lettre sans signature à Campbell, N° 7, le 29 septembre 1839 [brouillon]. Les légistes ne voient aucun motif de modifier la décision déjà prise au sujet de la formule du serment. p. 469

(viii) Lettre sans signature à Campbell, N° 19, le 27 novembre 1839 [brouillon]. L'auteur rejette la loi ayant trait aux marins de la Marine marchande puisque les légistes ont fait savoir qu'il n'est pas du ressort de la Législature de la Nouvelle-Écosse de modifier la juridiction de la Cour de la Vice-Amirauté qui est un tribunal impérial. Il lui transmet à cette fin des décrets du Conseil; aussi un autre décret du Conseil confirmant les lois qui assurent certains titres sur des terres au Cap-Breton et qui règlemente les élections. (Les annexes manquent. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 78, p. 331.) p. 473

(ix) Lettre sans signature à Campbell, N° 33, Downing St., le 9 février 1840 [brouillon]. L'auteur autorise la mise en vigueur de la loi qui constitue légalement la *Marine Insurance Co.* quoique les modifications n'aient pas une portée considérable. On sanctionnera la

loi se rapportant aux primes, mais on ne devra pas la remettre en vigueur sans la modifier. Une loi sur le chocolat fait avec du cacao étranger peut être adoptée pour deux ou trois ans seulement. p. 477 1839

Campbell à Normanby, N° 17. Il lui transmet un extrait du journal du Conseil législatif ayant trait au payement des dépenses des délégués qui se rendent en Angleterre. Les délibérations sur ce sujet. Il lui envoie copie d'un message à l'Assemblée où il regrette ne pouvoir accéder à la demande d'avancer des fonds de la Trésorerie. *Note:* par Stephen, le 16 mai; l'espérance du règlement de la question; il approuve la décision de Campbell. p. 511 Halifax, le 9 avril.

Annexes:—

(1) L'extrait, du 18 mai au 4 avril 1839. p. 519

(2) Le message de l'Assemblée, le 4 avril 1839. p. 531

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 16, le 23 mai 1839 [brouillon]. L'auteur répond à la dépêche susmentionnée en s'inspirant de la note sur le sujet. p. 515

Campbell au secrétaire d'État. Il lui accuse réception des dépêches et des circulaires, N^os^ 200 à 206 et N^os^ 1 à 6, en date du 8 janvier au 6 mars 1839. p. 535 Le 7 avril.

Campbell à Normanby, N° 18. De nouvelles raisons de s'opposer à l'abandon des revenus de la Couronne. *Note:* par Stephen, le 16 mai; de fait, on a réglé cette question; c'est une autre des dépêche auxquelles on ne saurait répondre avant l'arrivée des délégués. p. 546 Halifax, le 10 avril.

Campbell à Normanby, N° 19. Il lui accuse réception de la lettre lui faisant connaître la nomination de Normanby. Campbell le tiendra au courant des événements et il suivra les instructions de Normanby. p. 547 Halifax, le 11 avril.

Campbell à Normanby, N° 20. Il lui transmet une requête de la Société de la Nouvelle-Écosse qui s'est assigné la mission de favoriser l'essor du commerce. *Note:* par Stephen, le 16 mai; il faudra recommander à la Trésorerie d'étudier cette requête avec bienveillance. p. 552 Halifax, le 12 avril.

Annexe:—

Requête où les pétitionnaires demandent de protéger les pêcheries, de prévenir la contrebande et d'amender les lois 3 et 4 Guillaume IV, chap. 69. p. 559

Sous-annexes:—

(i) Rapport du sous-comité sur la protection des pêcheries et des revenus, Halifax, le 11 avril 1839. p. 563

(ii) Rapport du sous-comité sur les droits impériaux, Halifax, le 12 mars 1839. p. 567

1839 (iii) Extrait d'une dépêche de Normanby, N° 34, le 31 août 1839, au sujet de la protection des pêcheries. p. 571

(iv) Extrait d'une lettre des délégués de l'Assemblée à Normanby, le 11 juillet 1839, au sujet de la protection des pêcheries. p. 575

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à F. Baring, (secrétaire de la Trésorerie), le 2 juillet 1839. L'auteur lui transmet copie de la dépêche susmentionnée et il recommande d'y donner suite, si possible. p. 553

Halifax, le 14 avril. Campbell à Normanby, N° 21. Il lui transmet, avec des explications et sa recommandation, une requête de S. G. W. Archibald qui demande qu'on augmente son traitement. *Note:* de Stephen, le 16 mai; le règlement de cette question ne saurait se faire avant l'arrivée des délégués. p. 577

Annexe:—

Archibald à Campbell, Halifax, le 10 avril 1839. p. 585

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 31, le 8 août 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et il regrette de ne pouvoir venir en aide à Archibald. p. 579

Halifax, le 15 avril. Campbell au secrétaire d'État. Il lui transmet une lettre du major-général sir John Harvey au sujet de l'opinion de Harvey sur une question militaire. *Note:* par Stephen, le 16 mai: on devrait soumettre cette lettre au commandant en chef. p. 589

Annexe:—

Harvey à Campbell, Fredericton, le 7 avril 1839. p. 601

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à lord Fitzroy Somerset, (secrétaire, Grand Quartier-général), le 24 mai 1839 [brouillon]. Il lui transmet la dépêche susmentionnée et une autre documentation. Il demande un rapport du commandant en chef sur les futurs travaux de défense du Nouveau-Brunswick. La documentation manque. p. 597

Halifax, le 16 avril. Campbell à Normanby, N° 22. Il lui transmet une adresse et les résolutions du Conseil législatif. Il choisira, parmi les membres du Conseil législatif, deux délégués qui se rendront en Angleterre. *Note:* par Stephen, le 16 mai; il faudra approuver le projet et exprimer l'espoir que la Législature payra les dépenses des délégués. p. 609

Annexes:—

(1) Les résolutions, le 2 avril 1839. p. 617

(2) L'adresse, le 2 avril 1839. p. 621

(3) S. B. Robie (président) à sir Rupert D. George (secrétaire de la Colonie), le 16 avril 1839. Il lui transmet la résolution qu'on étudiait lorsque la session prit fin. p. 625

1839

Sous-annexe:—

La résolution. p. 627

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 18, le 24 mai 1839 [brouillon]. L'auteur répond à la dépêche susmentionnée en s'inspirant de la note sur le sujet. p. 613

Halifax, le 17 avril.

Campbell à Normanby, N° 23. Il lui transmet une requête de *T. and Piers*, cordier: au sujet du cordage étranger; ils demandent un droit déterminé au lieu d'un droit sur la valeur tel qu'imposé actuellement. Il lui envoie aussi copie de la dépêche qu'il a écrite sur le sujet, le 18 mai 1835. *Note:* par Stephen, le 16 mai; à propos de l'envoi de cette documentation au bureau du Commerce. p. 633

Annexes:—

(1) La requête, le 16 avril 1839. p. 649

(2) Campbell au secrétaire d'État, Halifax, le 18 mai 1835 [copie]. p. 643

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à D. Le Marchant (secrétaire, bureau du Commerce), le 30 mai 1839 [brouillon]. L'auteur le renvoie à la requête susmentionnée. p. 635

(ii) Lettre sans signature à D. Le Marchant, le 30 mai 1839 [brouillon]. C'est par erreur qu'on a estampillé la requête adressée au Bureau du Commerce. p. 636

(iii) Lettre sans signature à Campbell, N° 24, le 12 juin 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce en réponse à la requête. (L'annexe manque. Voir A. 194, p. 61.) p. 641

Halifax, le 17 avril.

Campbell à Normanby, N° 24. L'auteur lui transmet la demande de J. W. Johnston qui voudrait être nommé procureur de la Reine et conseiller et procureur de la Vice-Amirauté, si l'on ne nomme pas S. G. W. Archibald à ces postes. *Note:* par Stephen, le 16 mai; A propos de ces nominations. p. 653

Annexe:—

Johnston à Campbell, Halifax, le 16 avril 1839. p. 665

Sous-annexe:—

La recommandation. p. 667

Sous-annexes:—

(a) Lettre sans signature à sir John Barrow, (deuxième secrétaire, Amirauté), le 29 mai 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet la requête susmentionnée; puisqu'on a accordé le premier poste à Archibald, il recommande qu'on confie le deuxième à Johnston. p. 661

1839

(b) Lettre sans signature à Campbell, N° 23, le 7 juin 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et il lui transmet copie d'une lettre de l'Amirauté sur le sujet. (L'annexe manque. Voir A. 194, p. 23.) p. 657

Halifax, le 18 avril.

Campbell à Normanby. L'arrivée du 37e régiment; il faudrait 118 hommes pour que le régiment soit au complet. Sir Lionel Smith enverra le 8e régiment quand les vaisseaux seront disponibles. *Note:* du 16 mai; on devrait remettre cette lettre à l'Amirauté et au Grand Quartier-général. p. 669

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 20, le 6 juin 1839. Cent-vingt hommes sont prêts à s'embarquer et à remplir ainsi les cadres du 37e régiment. p. 671

Halifax, le 24 avril.

Campbell à Normanby, N° 25. Il lui accuse réception de la circulaire du 23 février ainsi que d'un mandat au sujet du nouveau sceau. Campbell renvoie l'ancien sceau. p. 677

*Nouvelle-Écosse, A. 193*

## LE MAJOR GÉNÉRAL SIR COLIN CAMPBELL, 1839

Halifax, le 3 mai.

Campbell à Normanby. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 5 à 8, des 9 et 22 mars et des 2 et 4 avril. p. 5

Halifax, le 4 mai.

Campbell à Normanby. Il lui transmet la requête du capitaine Thomas Crawley qui demande d'être dédommagé de la perte des honoraires qu'il recevait en sa qualité d'inspecteur général du Cape-Breton. Campbell donne là-dessus des explications et il recommande d'accéder à cette requête. p. 9

Annexe:—

La requête. p. 45

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à F. Baring [secrétaire-trésorier], le 14 août 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la dépêche susmentionnée et de la réponse projetée. [Voir dépêche N° 2]. p. 15

(ii) Lettre sans signature à Campbell, N° 33, le 31 août 1839 [brouillon]. L'auteur discute l'affaire et propose une solution. p. 17

(iii) Le mémoire, le 25 juin 1839. p. 25

(iv) Lettre sans signature à Campbell, N° 202, le 2 février 1839 [brouillon]. L'auteur a soumis à l'Amirauté la lettre de H. W. Crawley sur la navigation par le moyen de vaisseaux à vapeur. p. 33

(v) Lettre sans signature à sir John Barrow [deuxième secrétaire], Amirauté, février 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet la lettre de Crawley sur la navigation par le moyen de vaisseaux à vapeur. [L'annexe manque.] p. 33

(vi) Lettre sans signature à Campbell, N° 3, le 28 février 1839 [brouillon]. L'auteur regrette de ne pouvoir accéder à la requête de Crawley qui désire être indemnisé des pertes qu'il a subies. p. 37 **1839**

Campbell à Normanby, N° 27. Il lui transmet l'état des frais au sujet de la poursuite intentée contre Joseph Reid qui a empiété sur les carrières à Ragged Island. Campbell demande qu'on établisse des règles en ce qui a trait aux honoraires des légistes en de telles circonstances. *Note:* du 11 juin; l'Assemblée devrait s'occuper de cette affaire. Lord Normanby croit au bien-fondé de la pétition. p. 53 Halifax, le 10 mai.

Annexes:—

(1) S. G. W. Archibald [procureur général] à sir Rupert D. George [secrétaire de la Colonie], Halifax, le 6 mai 1839. A propos des frais. p. 65

(2) État des frais. p. 67

(3) J. W. Johnston [solliciteur général] à George, Halifax, le 10 mai 1839. A propos des honoraires pour services professionnels. p. 73

(4) Archibald à Campbell, Halifax, le 9 mai 1839. p. 77

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 26, le 15 juin 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée. Le principe dont devrait s'inspirer le règlement de la question; il lui recommande de soumettre l'affaire à la Législature. p. 59

Campbell à Normanby, N° 28. Il lui transmet une lettre de B. Halliburton, juge en chef, qui demande d'en venir à une décision sur le projet de lui accorder des appointements de 1,200 louis sa vie durant. *Note:* du 11 juin; les délégués étudient actuellement cette question. p. 81 Halifax, le 11 mai.

Annexe:—

Halliburton à Normanby, Halifax, le 11 mai 1839. p. 89

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 32, le 18 août 1839 [brouillon]. L'auteur regrette de ne pouvoir accéder à la demande de Campbell, mais il espère que l'Assemblée ne manquera pas de le faire. p. 85

Campbell à Normanby, N° 29. Il a nommé A. Stewart et L. Wilkins délégués du Conseil législatif: ils se rendront en Angleterre. p. 93 Halifax, le 12 mai.

Campbell à Normanby, N° 30. Il a tiré une somme de 1,000 louis pour les phares. Il aura besoin de 1,000 à 1,500 louis; il faudra pourvoir à ces sommes. Il lui transmet une lettre du capitaine T. Maynard sur ce sujet. *Note:* par Stephen le 24 juin; on devra communiquer cette documentation à la Trésorerie. p. 97 Halifax, le 18 mai.

1839 Annexe:—

Maynard à George, Halifax, le 30 mai 1839. p. 105

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à Campbell, N° 28, le 8 juillet 1839. [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie. La dépêche répond partiellement à ces questions. [L'annexe manque. Voir A. 194, p. 315.] p. 101

(ii) Lettre sans signature à G. J. Pennington [la Trésorerie], le 12 juillet 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la dépêche N° 30, du 18 mai: on enverra à Campbell la copie de la lettre de la Trésorerie, en date du 29 juin. p. 103

(iii) Lettre sans signature à Campbell, N° 196, le 1er janvier 1839 [brouillon]. La Trésorerie prétend qu'il est nécessaire d'envoyer les lanternes. p. 107

(iv) Lettre sans signature à Campbell, N° 201, le 11 janvier 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de l'Artillerie sur les lanternes. [L'annexe manque. Voir A. 194, p. 235.] p. 109

(v) Lettre sans signature à Campbell, N° 12, le 16 avril 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie faisant savoir qu'on a expédié les lanternes. [L'annexe manque. Voir A. 194, p. 257.] p. 111

Halifax, le 24 mai. Campbell à Normanby. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 9 à 13, des 7 et 25 avril et de deux circulaires des 20 et 29 avril. p. 113

Halifax, le 31 mai. Campbell à Normanby, N° 31. Il n'a pas reçu de réponse aux lettres qu'il a adressées aux membres du Conseil législatif qui vivent à la campagne et qui n'ont pas donné signe de vie au cours de la dernière session. *Note:* par Stephen, le 24 juin; lord Normanby devrait prendre connaissance de cette lettre avant de rencontrer les délégués. p. 117

Halifax, le 1er juillet. Campbell à Normanby, N° 52. Il lui demande de prendre, à même le revenu casuel, la somme qui défrayera le chauffage de la cour de la Vice-Amirauté et de la cour des rôles. L'Assemblée a refusé d'acquitter cette somme. *Note:* le 9 août; il ne peut donner une pareille autorisation avant de savoir pourquoi l'Assemblée refuse de payer cette somme. p. 121

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à Campbell, N° 163, le 22 juin 1838 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de C. R. Fairbanks et il lui demande d'exiger que l'Assemblée défraye le chauffage. [L'annexe manque. Voir A. 190, p. 171] p. 123

(2) Lettre sans signature, N° 1, le 6 septembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 32, du 1er juillet. Une pareille permission ne saurait être accordée avant de savoir pourquoi l'Assemblée refuse d'accéder à cette demande. p. 125

Campbell à Normanby, N° 53. Il lui transmet les rapports sur le revenu casuel. On a fait les payements en conformité de la dépêche de Glenelg, en date du 27 septembre 1838. Il reste 2,842 louis, 7 chelins et 7 deniers. p. 133 **1839** Halifax, le 1er juillet.

Annexe:—

Les rapports. p. 138

Campbell à Normanby, N° 34. Il lui transmet la copie authentique de 106 lois avec un précis du procureur général. Il attire l'attention sur quatre lois comportant des clauses de surséance. Le procureur général commente la loi se rapportant au cimetière de Halifax. On n'a pas sanctionné le bill relatif aux terres scolaires pour les motifs énumérés dans la dépêche N° 28, du 25 avril 1838, et aussi parce que ce bill ne comporte pas de clause de surséance. Campbell lui transmet une documentation qui explique la loi sur la Concession de Miré au Cap-Breton; cette loi renferme une clause qui pourrait rendre toute la loi inutile; mais on pourrait persuader le Conseil législatif de l'abroger. Campbell n'a plus de craintes au sujet de la loi sur les élections depuis qu'il connaît l'opinion du solliciteur général là-dessus. Pourquoi il n'a pas sanctionné la loi qui fixe les règles des appels en cour de la chancellerie: on pourra en venir à une décision là-dessus quand C. R. Fairbanks, garde des Archives, fera connaître ses remarques à ce sujet. p. 141 Halifax, le 12 juillet.

Annexes:—

(1) Le précis avec lettre confirmative, en date du 25 juin 1839. p. 193

(2) Commission à l'effet d'enquêter sur la concession de Miré, Halifax, le 6 décembre 1837. p. 253

(3) Rapport sur la concession de Miré, le 7 mars 1838. p. 261

(4) J. W. Johnston [solliciteur général] à sir Rupert D. George [secrétaire de la Colonie], Halifax, le 30 mars 1839. A son sentiment, il conviendrait d'approuver les élections. p. 279

(5) Loi qui règle les appels de la cour de la chancellerie. p. 283

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à Campbell, N° 4, le 23 septembre 1839 [brouillon]. L'auteur indique comment s'y prendre pour régler la question des terres scolaires. p. 161

(ii) Lettre sans signature au gouverneur de la Nouvelle-Écosse, N° 12, Downing St., le 11 novembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 34, du 12 juillet: il lui communique les décisions prises au sujet de ces lois. L'Artillerie approuve l'échange d'une terre contre le cimetière de Halifax. La dépêche N° 4, du 23 septembre [susmentionnée] traite de la question des terres scolaires. Il approuve les remarques faites sur la loi ayant trait aux concessions de terre. La loi sur les élections sera sanctionnée et les instructions au lieutenant-gouverneur seront modifiées. La loi ayant trait aux biens immeubles ne saurait être sanctionnée. On étudie

1839 encore les chapitres 3 à 6, 13, 37, 45 et 92 de certaines lois. Les autres lois sont maintenues en vigueur. Difficultés que suscitent les lois qui sont réservées en attendant avis du bon plaisir de Sa Majesté. La loi qui réglemente les appels en cour de la chancellerie sera considérée comme un brouillon de projet de loi: il faudra attendre afin de connaître les observations de C. R. Fairbanks là-dessus. p. 177

(iii) Notes de J. Stephen et de S. J. Blount: en quoi consiste exactement les lois qui sont réservées? p. 153

Halifax, le 15 juillet. Campbell au secrétaire d'État, N° 35, [département de la Milice], Halifax, le 15 juillet 1839. Il lui accuse réception de la dépêche N° 22, du 6 juin, et lui donne de nouvelles explications sur la difficulté qui a surgi entre le major-général sir John Harvey et lui-même au sujet des travaux de défense du Nouveau-Brunswick. *Note:* par Stephen, le 5 août; on devrait soumettre cette lettre à lord Hill mais elle ne semble pas exiger une réponse immédiate. p. 291

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à Campbell, N° 22, Downing St., le 6 juin 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception des dépêches du 27 mars, et des 3 et 15 avril: il lui transmet également copie des instructions envoyées à Harvey. [L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 77, p. 193.] p. 295

(2) Lettre sans signature à lord Fitzroy Somerset [secrétaire, Grand Quartier-général, le 14 août 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la dépêche de Campbell, N° 35, du 15 juillet. p. 299

Halifax, le 15 juillet. Campbell à Normanby. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 14 à 23, du 4 mai au 7 juin. p. 303

Halifax, le 1er août. Campbell au secrétaire d'Etat, N° 36. Il lui transmet le rapport du lieutenant J. W. Gordon sur le chemin de Métis et sur le coût que comportera le parachèvement de cette ligne de communication avec Québec. Ses commentaires. Les délibérations de l'Assemblée: ce corps aurait voté 28,000 louis pour les chemins de poste si la dépêche sur les moyens de communication par vaisseaux à vapeur avec la Grande-Bretagne était arrivée avant la fin de la session. Il lui transmet là-dessus un extrait des procès-verbaux du Conseil exécutif. Des soldats ont été assignés à cette tâche; il croit que la Législature approuvera cette mesure. *Note:* du 19 août; à soumettre à la Trésorerie. p. 307

Annexes:—

(1) Gordon à Campbell, Halifax, le 29 juillet 1839. p. 311

(2) Les estimations, le 29 juillet 1839. p. 315

(3) Dessins du chemin de Kempt. [Voir la Division des cartes géographiques.]

(4) Le rapport de Gordon, Halifax, le 29 juillet 1839. p. 319

(5) Communication au Conseil exécutif. p. 329

(6) Notes du Conseil, le 2 juillet 1839. p. 333 **1839**

Campbell à Normanby, N° 37. Il lui accuse réception de la dépêche N° 28, du 8 juillet et il lui transmet copie d'une lettre des commissaires au sujet des phares sur les îles Saint-Paul et Scatterie. Il espère que l'on autorisera le payement d'une somme supplémentaire de 2,000 louis. *Note:* du 16 septembre; à soumettre à la Trésorerie. p. 341 Halifax, le 25 août.

Annexe:—

Les commissaires à sir Rupert D. George [secrétaire de la Colonie], Halifax, le 24 août 1839. p. 347

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à G. J. Pennington [la Trésorerie], le 23 septembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la dépêche susmentionnée et il demande là-dessus une prompte réponse. p. 345

Campbell à Normanby. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 24 à 28, du 12 au 20 juin, et du 8 juillet ainsi que de trois circulaires du 25 mai et des 1er et 4 juillet. p. 353 Halifax, août.

Campbell à Normanby, N° 48. Il lui transmet une requête de B. W. Basden, de Matanzas, Cuba, qui voudrait être nommé consul de Grande-Bretagne en cet endroit ainsi que la requête des marchands, de Halifax, qui appuient cette demande. Il recommande d'accéder à cette requête. [On a retenu cette dépêche jusqu'au 25 novembre à la demande des pétitionnaires.] p. 541 Halifax, le 16 septembre.

Annexes:—

(1) Certificat au sujet de la requête, le 5 septembre 1839. p. 551

(2) Requête de B. W. Basden. p. 555

(3) Certificat au sujet de la requête des marchands, le 5 septembre 1839. p. 559

(4) Requête des marchands, Halifax, le 14 août 1839. p. 563

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à J. Backhouse [sous-secrétaire, ministère des Affaires étrangères], le 31 décembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet la requête susmentionnée. p. 545

(ii) Lettre sans signature à Campbell, N° 27, le 20 janvier 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie d'une lettre du ministère des Affaires étrangères; impossibilité d'accéder à la demande; il ne faudra pas donner les raisons de cette décision. [L'annexe manque. Voir A. 198, p. 109.] p. 547

Campbell à Normanby, N° 38. Il a visité les nouveaux phares et il lui transmet là-dessus le rapport du lieutenant J. W. Gordon. Sa satisfaction. Le débarquement des articles a dû comporter beaucoup de difficulté et de danger. *Note:* du 12 octobre; à soumettre à la Trésorerie. p. 368 Halifax, le 21 septembre.

1839 Annexe:—

Gordon à Campbell, Halifax, le 19 septembre 1839. p. 369

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à A. Y. Spearman [secrétaire-adjoint: la Trésorerie], le 21 octobre 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la dépêche susmentionnée. p. 359

(ii) Lettre sans signature à Campbell, N° 11, le 9 novembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception des dépêches Nos 37 et 38, des 25 août et 21 septembre. Il lui transmet également copie de la lettre de la Trésorerie où il est dit qu'on pourvoira à l'excédent des dépenses occasionnées par les phares. [L'annexe manque. Voir A. 194, p. 391.] p. 361

Halifax, le 23 septembre. Campbell à Normanby. Il lui accuse réception des dépêches Nos 29 et 30, des 12 et 21 juillet, de la dépêche du 8 août et de la circulaire du 4 juillet 1839. p. 379

Halifax, le 1er octobre. Campbell au secrétaire d'État, N° 39. Il a obtenu copie de la lettre de C. W. M. Dodd adressée au secrétaire d'État et datée du 3 mai. Il lui transmet également la requête de Dodd qui demande d'être en activité de service. Dodd fait aussi valoir ses droits au sujet d'une terre. Campbell ne connaît pas Dodd mais ce dernier aurait dû obtenir une terre s'il l'avait demandée. *Note:* par Stephen, le 9 novembre; il faudra faire savoir au pétitionnaire que lord John Russell ne saurait accéder à cette demande. p. 383

Annexe:—

La requête, Sydney, le 28 août 1839. p. 395

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à Campbell, N° 13, le 15 novembre 1839 [brouillon]. L'auteur répond à la dépêche en s'inspirant de la note sur le sujet. p. 389

(ii) Lettre sans signature à Campbell, N° 25, le 14 juin 1839 (brouillon]. Il faudra faire savoir à Mme S. H. Pooley que sa mère, Mme A. C. Dood, ne peut obtenir une pension. p. 387

Halifax, le 6 octobre. Campbell au secrétaire d'État. Il lui accuse réception des dépêches Nos 29 à 34, des 12 et 21 juillet, des 8 au 31 août, et de la circulaire du 31 août 1839. p. 399

Halifax, le 15 octobre. Campbell au secrétaire d'État. Il lui transmet une autre lettre du procureur général, S. G. W. Archibald, qui désire être payé à même les revenus de la Couronne. Il recommande cette requête. *Note:* au sujet de cette réclamation. p. 414

Annexe:—

Archibald à Campbell, Halifax, le 14 octobre 1839. p. 405

Sous-annexe:— 1839

Lettre sans signature à Campbell, N° 18, le 26 novembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée. Il autorise de rémunérer Archibald pour services rendus au cours des trois dernières années. En accédant ainsi au désir d'Archibald, le gouvernement ne s'engage à rien pour l'avenir. p. 407

Campbell à Glenelg, N° 41. La mort de J. Allison, membre des deux Conseils. Pourquoi il ne faut remplacer Allison, par l'un ou l'autre des chefs de l'Assemblée, J. Howe et W. Young. On avait nommé H. Huntingdon, mais ce candidat s'est retiré pour des motifs "démocratiques". Il nomme J. McNab membre du Conseil exécutif. Si A. Stewart était revenu il aurait pu être nommé membre surnuméraire du Conseil. Il n'est pas nécessaire de limiter à 12 le nombre des membres du Conseil exécutif. Il lui transmet les noms de 7 personnes qui pourraient entrer dans le Conseil législatif; ce corps comprendrait donc 21 membres et on remplirait ainsi toutes les vacances causées par les démissions. p. 415 Halifax, le 16 octobre.

Annexes:—

(1) Liste des candidats. p. 429

(2) Lettre de J. Howe sur le gouvernement responsable. [Sans transcription.]

Sous-annexes:—

(i) *Note* de lord John Russell, le 11 novembre. Pourquoi il faut remplir la vacance dans le Conseil exécutif par un membre de l'Assemblée qui se range habituellement du côté de la majorité. Il lui propose J. Morton. Il approuve la proposition relative à A. Stewart, ainsi que les nominations au Conseil législatif. p. 433

(ii) Lettre sans signature à Campbell, N° 21, du 9 décembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et il rédige une réponse en s'inspirant de la note susmentionnée. p. 435

Campbell au secrétaire d'État, N° 42. Il craint que la Législature ne refuse de permettre aux troupes de réparer les chemins reliant le Nouveau-Brunswick à Québec dans le dessein d'établir des communications par vaisseaux à vapeur. Il craint également que les difficultés survenues, au sujet des dépenses des délégués, n'entraînent le rejet du bill des subsides. Il propose de prendre ces sommes à même le revenu casuel. *Notes:* Glenelg approuve cette mesure si le revenu casuel peut acquitter ces frais. Sinon, le lieutenant-gouverneur devra demander de nouvelles instructions au sujet du déficit à combler. p. 495 Halifax, le 17 octobre.

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 17, le 23 novembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée. Il rédige une réponse en s'inspirant de la note susmentionnée. p. 503

**1839**

Halifax, le 18 octobre.

Campbell au secrétaire d'État, N° 43. Il lui transmet copie d'une lettre de E. Dodd qui donne des renseignements sur R. Birmingham. *Note:* par Stephen, le 9 novembre: il faudra porter la chose à la connaissance du pétitionnaire. p. 507.

Annexe:—

Dodd à sir Rupert D. George [secrétaire de la Colonie], Sydney, le 8 octobre 1839. p. 511

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 29, le 12 juillet 1839 [brouillon]. L'auteur demandes des renseignements sur Birmingham. p. 509

Halifax, le 19 octobre.

Campbell au secrétaire d'État, N° 44. Il lui rappelle qu'on a renvoyé, devant des arbitres de Londres, les poursuites intentées au sujet du recouvrement de la solde des marins. Campbell demande qu'on envoie sous peu le rapport là-dessus. p. 519

Annexe:—

Lettre sans signature à A. Y. Spearman [secrétaire-adjoint, la Trésorerie], le 20 novembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la dépêche susmentionnée et il demande de donner là-dessus des instructions nécessaires. p. 523

Halifax, le 16 novembre.

Campbell à Russell. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 1 à 7 et de deux circulaires du 3 au 27 septembre 1839. p. 567

Halifax, le 16 novembre.

Campbell à lord John Russell [secrétaire d'État], N° 45. Il lui accuse réception de la circulaire du 3 septembre. Russell devient secrétaire de la Colonie. p. 527

Halifax, le 18 novembre.

Campbell à Russell, N° 46. Il lui transmet le Livre Bleu pour 1838 avec un mémoire donnant les causes du retard. p. 531

Annexe:—

Le mémoire. [Le Livre Bleu manque.] p. 533

Halifax, le 20 novembre.

Campbell à Russell, N° 47. Constitution irrégulière du jury: on a convoqué la Législature afin de redresser la situation avant la tenue des assises de la Cour suprême. *Note:* par Stephen le 16 décembre; cela n'est peut-être pas important. Il suppose que nulle réponse est nécessaire. p. 537

Halifax, le 26 novembre.

Campbell à Russell, N° 49. Il lui transmet copie d'une lettre du capitaine T. Crawley qui refuse de démissionner. Campbell demande la permission de prendre à même le revenu casuel la somme qui lui est due. *Note:* sur ce cas. p. 571

Annexe:—

Crawley à sir Rupert D. George secrétaire de la Colonie, Sydney, le 29 octobre 1839. p. 579

Annexe:— 1839

Lettre sans signature à Campbell, N° 25, le 31 décembre 1839 [brouillon]. L'auteur regrette de ne pouvoir autoriser ce payement. Si Crawley le désire, l'affaire peut être soumise à l'Assemblée. p. 573

Relativement à la dépêche N° 48: voir la dépêche du 16 septembre. Le 25 novembre.

Campbell au secrétaire d'État. Il a payé 3,479 louis, 7 chelins et 9 deniers pour la milice incorporée du Nouveau-Brunswick. *Note:* il faudra le faire savoir à la Trésorerie. p. 583 Halifax, le 18 décembre.

Campbell à Russell, N° 50. Il lui transmet copie d'une lettre de C. R. Fairbanks, juge de la cour de la Vice-Amirauté, au secrétaire provincial, et il demande des instructions sur l'application des droits provenant de la vente des prises ennemis. *Note:* du 16 juillet; à soumettre à la Trésorerie. p. 587 Halifax, le 20 décembre.

Annexes:—

(1) Fairbanks à George, Halifax, le 19 décembre 1839. p. 595

(2) Extrait de Vic. I, chap. 2. p. 599

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à A. Y. Spearman [secrétaire-adjoint de la Trésorerie], le 22 juin 1840 [brouillon]. L'auteur le renvoie à la question susmentionnée et il lui transmet une autre dépêche avec la proposition de payer les appointements des juges à même ce fonds. p. 589

Campbell à Russell, N° 51. Il lui transmet copie d'une autre lettre de C. R. Fairbanks dans laquelle ce dernier propose que ses appointements soient pris à même les droits provenant de la vente des prises ennemis. p. 603 Halifax, le 21 décembre.

Annexe:—

Fairbanks au lieutenant-gouverneur, Halifax, le 20 décembre 1840. p. 611

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 40, Downing St., le 9 mars 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et il regrette de ne pouvoir accéder à la demande puisque ces droits font partie du revenu casuel qu'on se propose d'échanger contre une somme annuelle déterminée. p. 605

Campbell à Russell, N° 53. Il lui transmet le rapport des commissaires sur les phares des îles St-Paul et Scatterie et il demande la permission de tirer 2,491 louis, 13 chelins et 10 deniers pour défrayer ce service. *Note:* du 16 janvier 1840; à soumettre à la Trésorerie. p. 619 Halifax, le 24 décembre.

Annexe:—

Le rapport, Halifax, le 21 décembre 1839. p. 629

1839 Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à A. Y. Spearman [secrétaire-adjoint: la Trésorerie], le 25 janvier 1840 [brouillon]. Il lui soumet la question susmentionnée. p. 627

(ii) Lettre sans signature à Campbell, N° 37, le 25 février 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie qui déclare qu'on verra au payement de cette nouvelle dépense. [L'annexe manque. Voir A. 198, p. 361.] p. 623

Halifax, le 24 décembre. Campbell à Russell, N° 54. Il lui transmet la requête des principaux marchands de Halifax qui désirent qu'on diminue les droits sur les marchandises qui sont avariées dans les entrepôts de la Couronne [L'annexe manque.] *Note:* du 16 janvier 1840; à soumettre à la Trésorerie. p. 635

Annexe:—

Lettre sans signature à Spearman, le 21 janvier 1840 [brouillon]. L'auteur le renvoie à la requête susmentionnée. p. 637

Halifax, le 24 décembre. Campbell à Russell, N° 19. [Double]. Pourquoi il n'a pas été pourvu à aucune rémunération pour le président de la cour général de Session, de l'officier de paix et de Bridwell. Il lui transmet les recommandations du Conseil. *Note:* par Campbell, le 5 avril 1840; pourquoi on a retenu cette dépêche jusqu'à ce jour. p. 643

Annexe:—

*Note:* du Conseil, le 20 décembre 1839. p. 649

## BROUILLON DE DÉPÊCHES POUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Le 2 janvier. Lettre sans signature à Campbell, N° 197. L'auteur regrette que des appointements ne puissent être accordés au juge de la cour de la Vice-Amirauté à moins que cette somme ne soit votée par l'Assemblée ou que ce corps ne vote une adresse demandant d'acquitter cette somme à même les revenus de la Couronne. p. 661

Downing St., le 3 janvier. Lettre sans signature à Campbell, N° 198. L'auteur attire l'attention sur trois lois qui accordent des primes; on a sanctionné ces lois, mais à l'avenir on ne le fera plus. Puisque ces lois expirent bientôt on ne les remettra pas en vigueur. La loi qui constitue la *Nova Scotia Whaling Co.* doit être modifiée avant qu'on puisse la sanctionner. Existe-t-il une prohibition efficace contre l'émission de billets au-dessous de la livre sterling? Il faudra avoir de plus amples renseignements là-dessus avant d'en venir à une décision sur la loi de la banque de l'Amérique britannique du Nord. p. 665

Le 8 janvier. Lettre sans signature à Campbell, N° 200. L'auteur lui demande d'obtenir copie d'une lettre de J. Howe sur les colons noirs. Campbell n'a envoyé aucun rapport en réponse aux demandes de l'année précédente. Les difficultés que soulève l'affaire. Il donne la permission de transporter ces gens sur des terres plus fertiles si la Légis-

lature consent à défrayer l'entreprise. Il faudra prendre des mesures afin de protéger les droits de ces gens pendant la période où ils occuperont ces terres. *Note:* du 4 juin; les difficultés que soulève l'entreprise. p. 675 **1839**

Lettre sans signature à Campbell, N° 206. Il lui transmet un décret du Conseil sanctionnant la loi qui permet aux directeurs de la banque de l'Amérique britannique du Nord d'intenter des poursuites. Les noms des directeurs se trouvent dans Guillaume IV, chap. 24. [L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 77, p. 63]. p. 693 Downing St., le 8 février.

Lettre sans signature à Campbell, N° 8. L'auteur lui transmet la correspondance échangée avec l'évêque de la Nouvelle-Écosse sur les terres scolaires. [L'annexe manque. Voir A. 194, p. 733. Voir aussi les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 77, p. 195.] p. 697 Le 10 octobre.

## *Nouvelle-Écosse, A. 194*

## FONCTIONS PUBLIQUES

### Amirauté

Sir John Barrow [deuxième secrétaire] à James Stephen [sous-secrétaire: ministère des Colonies]. Il lui retourne la lettre de C. R. Fairbanks, en date du 15 novembre 1838. [L'annexe manque. Voir A. 190, p. 393.] p. 7 Amirauté, le 30 janvier.

Barrow à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 16 février. Pourquoi les lettres patentes de l'Amirauté ne mentionnent pas l'autorisation de nommer des adjoints. *Note:* du 1er mars; il faudra communiquer cette dépêche à l'intéressé ainsi qu'au lieutenant-gouverneur. p. 11 Amirauté, le 28 février.

Barrow à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 8 avril. Le poste de greffier de la cour de la Vice-Amirauté n'est pas vacant. Si J. P. Hood ne reprend pas l'exercice de ses fonctions lorsque son congé sera terminé, il perdra ce poste. *Note:* du 13 avril; il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 15 Amirauté, le 12 avril.

Barrow à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 16 février. S. G. W. Archibald a été nommé conseiller et procureur général de la cour de la Vice-Amirauté. *Note:* du 23 avril; il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 19 Amirauté, le 20 avril.

C. Wood [premier secrétaire] à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 29 mai. C'est la souveraine qui nomme le conseiller de la reine et le procureur de la cour de la Vice-Amirauté et non pas l'Amirauté. *Note:* du 4 juin; il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 23 Amirauté, le 1er juin.

Barrow à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 16 novembre. Les journaux de la Chambre des Communes qui sont envoyés au Conseil législatif, à Halifax, peuvent être transmis par le Amirauté, le 19 novembre.

1839 prochain paquebot. Il faudra acquitter les frais de port jusqu'à Falmouth. *Note:* du 20 novembre; il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 27

Amirauté, le 19 novembre. R. More O'Ferrall [premier secrétaire] à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre au sujet des voyages de sir Colin Campbell qui a fait l'examen des phares et des postes militaires. La somme nécessaire pour acquitter cette dépense sera-t-elle prise à même les fonds publics? *Note:* par Stephen, en date du 20 novembre; oui, ce sont les fonds publics qui pourvoient à cette dépense. p. 31

Annexes:—

(1) Le commandant J. N. Nott au vice-amiral sir Thomas Harvey [commandant en chef.] *H.M.S.V. Medea,* Halifax, le 19 septembre 1838. p. 41

(2) Ordres au commandant Nott, le 30 août 1838. p. 39

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à O'Ferrall, le 26 novembre 1839 [brouillon]. L'auteur déclare qu'on devra acquitter ce compte. p. 33

COMMANDANT EN CHEF

Grand Quartier-général, le 25 mai. Lord Fitzroy Somerset [secrétaire] à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 24 mai. Un détachement de 120 hommes, du 37e régiment, est prêt à s'embarquer. *Note:* du 28 mai; il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 49

BUREAU DU COMMERCE

Whitehall, le 7 juin. J. D. Hume [secrétaire] à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 30 mai. Pourquoi on ne saurait accéder à la requête des cordiers qui demandent qu'on impose des droits sur le cordage étranger. *Note:* du 8 juin; il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 61

Le 4 novembre. Note pour le bureau du Commerce: on devrait rejeter la loi se rapportant aux vaisseaux marchands; on sanctionnera la loi 1968 et on maintiendra en vigueur la loi 1970. [Le précis de ces lois manque.] p. 55

LES LÉGISTES

Le 10 août. Note de Stephen: sur la question des terrains scolaires. Il propose de soumettre l'affaire aux légistes. p. 505

Collège du droit civil, le 20 août. Le conseiller de la Reine à lord Normanby [secrétaire d'État]. Il lui retourne la lettre du 10 août. La loi se rapportant aux vaisseaux marchands soulève des points de droit constitutionnel. Il faudra obtenir l'opinion du procureur général et du solliciteur général là-dessus. *Note:* du 21 août; il faudra annuler la lettre susmentionnée et adresser une lettre à chacun des trois avocats du Gouvernement. p. 65

Annexes:—

(1) Normanby au conseiller de la Reine, Downing St., le 19 août 1839. Il demande une opinion sur cette loi. p. 67

(2) Lettre sans signature aux légistes, le 24 août 1839 [brouillon]. L'auteur demande une opinion sur cette loi. p. 73 **1839**

Note de Stephen à lord John Russell: à propos des terrains scolaires. p. 509 Le 12 septembre.

Les légistes à lord John Russell [secrétaire d'État]. Ils accusent réception de la lettre du 31 août ainsi que d'une requête où l'on demande de permettre à l'évêque de la Nouvelle-Écosse de fournir des explications supplémentaires. Ils persistent à croire que l'Église d'Angleterre n'a pas un droit exclusif sur ces terres. Pourquoi ils s'opposent à la loi. Les légistes ne veulent pas donner une opinion là-dessus. *Note:* par Stephen; on avait envoyé une documentation antérieure à lord John Russell. p. 77 Collège du droit civil, le 16 septembre.

Annexe:—

Lettre sans signature aux légistes, le 31 août 1839 [brouillon]. L'auteur résume l'affaire et demande leur opinion. p. 83

Note à propos des terrains scolaires. p. 511 Le 18 septembre.

Les légistes à Russell. Ils lui accusent réception de la lettre du 31 août: ils ne voient aucun motif de modifier l'opinion qu'ils ont déjà émise sur la formule du serment. *Note:* au sujet de ce qui reste à faire. p. 89 Temple, le 20 septembre.

Annexes:—

(1) Lettre sans signature au procureur et au solliciteur général, le 31 août 1839 [brouillon]. L'auteur leur soumet la question. p. 97

(2) W. Young et H. Huntingdon [délégués de l'Assemblée] au marquis de Normanby [secrétaire d'État], le 11 juillet 1839 [extrait]. Ils demandent d'étudier de nouveau la question. p. 101

(3) Les légistes à lord Glenelg [secrétaire d'État], Temple, le 12 juin 1838. p. 103

Les légistes à Russell. Ils lui accusent réception de la lettre du 24 août. La loi ayant trait aux vaisseaux marchands vient en conflit avec un arrêt de la cour impériale; elle n'est donc pas du ressort d'une législature coloniale. *Note:* à propos du rejet de cette loi. p. 109 Collège de droit civil, le 23 septembre.

Les légistes à Russell. Ils lui accusent réception de la lettre du 7 octobre. On devrait sanctionner la loi ayant trait aux titres des concessions de Miré et du Cape-Breton. *Note:* au sujet de la sanction. p. 113 Temple, le 17 octobre.

Annexes:—

(1) Lettre sans signature au procureur et au solliciteur général, Downing St., le 7 octobre 1839 [brouillon]. L'auteur lui soumet la loi susmentionnée. p. 115

(2) L'opinion de [S. G. W. Archibald] procureur général de la Nouvelle-Écosse. p. 121

1839

Temple, le 26 octobre.

Les légistes à [Russell]. Ils lui accusent réception de la lettre du 5 octobre. Les difficultés que soulève la loi se rapportant aux réclamations au sujet des propriétés immobilières. *Note:* par Stephen, le 31 octobre; ce qu'il faut faire au sujet de cette loi. p. 129

Annexe:—

Lettre sans signature au procureur général, Downing St., le 5 octobre 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet la loi susmentionnée. [*Note:* on a transmis une lettre semblable au solliciteur général.] p. 131

ARTILLERIE

Artillerie, le 11 février.

R. Byham [secrétaire] à Stephen. Il consent à échanger une terre contre un cimetière: il faudra donner des instructions pour empêcher que l'agrandissement de la ville de Halifax ne nuise aux travaux de défense. *Note:* du 16 février; on devra envoyer cette rédaction au lieutenant-gouverneur. p. 139

Artillerie, le 15 février.

Byham à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 12 février et il le renvoie à la lettre en date du 11 février au sujet du cimetière. p. 143

Annexe:—

Lettre sans signature à Byham, le 9 mars 1839 [brouillon]. L'auteur accuse réception des lettres des 11 et 15 février et il lui transmet copie d'une dépêche qui faisait connaître à Campbell la décision prise au sujet du cimetière. La ville empiète sur les travaux de défense; il attire son attention là-dessus. p. 147

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 4, du 3 mars 1839 [brouillon]. p. 151

Artillerie, le 9 avril.

Byham à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre des officiers de l'Artillerie à Halifax, ainsi qu'une réquisition au sujet des besoins de l'armée au cas où les hostilités éclateraient contre les États-Unis. Il s'ensuivrait des dépenses de 50,000 louis tout au moins; nécessité de ces effets seulement en cas de guerre. *Note:* par Stephen, le 10 avril; [immédiate] si la situation s'aggrave, lord Normanby consultera le cabinet là-dessus. p. 159

Annexe:—

Les officiers de l'Artillerie au secrétaire, bureau de l'Artillerie, Halifax, le 27 février 1839. p. 167

Sous-annexe:—

La demande. p. 171

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Byham, le 16 avril 1839 [brouillon]. L'auteur répond à la lettre du 9 avril, en s'inspirant de la note à cet effet. p. 163

Le lieutenant-colonel C. R. Fox à H. Labouchere [sous-secrétaire, ministère des Colonies]. Il lui transmet une lettre de C. R. Fairbanks qui demande que l'on prenne des mesures pour faire hydrographier le canal Shubenacadie. p. 185 **1839** Artillerie, le 9 mai.

Annexe:—

Fairbanks à [Fox], Halifax, le 17 avril 1839. A propos du canal Shubenacadie. Il faudra obtenir là-dessus des instructions de la Trésorerie et de l'Artillerie. p. 187

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à Fox, le 4 juin 1839 [brouillon]. L'auteur déclare que l'on a attiré l'attention de la Trésorerie sur le problème. p. 195

(ii) Lettre sans signature à F. Baring [secrétaire: la Trésorerie], le 5 juin 1839 [brouillon]. L'auteur le renvoie à une lettre antérieure sur le sujet et il demande une décision. p. 197

Fox à [J. Wright]. Il lui accuse réception de la lettre de C. R. Fairbanks et il le renvoie à Labouchere au sujet du canal Shubenacadie. *Note:* la Trésorerie n'a pas répondu là-dessus. p. 203 Artillerie, le 6 août.

Wright à [Labouchere]. Il lui transmet copie de la lettre susmentionnée, en date du 6 août, et il demande une entrevue. *Note:* "lundi après 3 heures". p. 211 Le 13 août.

Annexes:—

(1) Fairbanks à Fox, Halifax, le 18 juillet 1839. Il lui demande d'en venir aux actes au sujet du canal Shubenacadie. p. 213

(2) Fairbanks à Wright, Halifax, le 18 juillet 1839. Il lui demande d'en venir aux actes au sujet du canal Shubenacadie. p. 219

G. Butler [pour le secrétaire] à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 30 septembre. A propos de la loi sur les cimetières: on doit se soumettre là-dessus aux conditions que renfermait la lettre de l'Artillerie en date du 11 février. p. 233 Artillerie, le 17 octobre.

Annexe:—

Lettre sans signature à Byham, Downing St., le 30 septembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet la loi qui a trait aux cimetières. La session a pris fin avant qu'on sanctionne cette loi: il faudra la rétablir si l'Artillerie en approuve les conditions. p. 225

La Trésorerie

F. Baring, [secrétaire] à Stephen. Il lui transmet une lettre de l'Artillerie au sujet du transport des lanternes pour l'île St-Paul. *Note:* du 10 janvier; il faudra faire connaître la chose au lieutenant-gouverneur. p. 233 La Trésorerie, le 9 janvier.

Annexe:—

Byham à Baring, l'Artillerie, le 2 janvier 1839. p. 235

**1839**

La Trésorerie, le 17 janvier.

Baring à Stephen. Puisqu'une loi provinciale empêche les banques de la Nouvelle-Écosse d'émettre des billets de moins de 5 louis, on a sanctionné la loi se rapportant à la Banque de l'Amérique du Nord. *Note:* au sujet de la sanction de cette loi. p. 241

La Trésorerie, le 22 janvier.

E. J. Stanley [secrétaire] à Stephen. Il le renvoie à une correspondance échangée sur le sujet. On a demandé aux commissaires de la Douane d'ordonner à leurs subalternes de permettre aux vaisseaux étrangers de se rendre sur lest à Shelburne afin qu'ils y chargent du granit. p. 245

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 203, le 6 février 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la lettre susmentionnée. p. 249

La Trésorerie, le 19 février.

Stanley à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 4 février. Pourquoi il faudrait nommer W. Sims adjoint du percepteur à Digby. Il est d'avis, lui aussi, de nommer J. G. Baggs au poste de douanier et d'inspecteur de la marée à Halifax. *Note:* du 20 février; on enverra copie de cette lettre au lieutenant-gouverneur. p. 253

La Trésorerie, le 11 avril.

G. J. Pennington [pour le secrétaire]. La lanterne et l'appareil pour l'île Saint-Paul furent déposés à bord du *Prince George.* p. 257

La Trésorerie, le 23 avril.

Pennington à Stephen. Il l'autorise à prendre 150 louis à même les revenus de la Couronne pour défrayer les réparations de l'église à Sydney. *Note:* du 23 avril; il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 261

La Trésorerie, le 30 avril.

Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 10 avril. On demandera l'avis d'un juriste sur la requête du Dr. A. Gesner qui désire exploiter certaines mines. Il demande des renseignements sur les instructions en vertu desquelles le lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick a concédé une mine à Moses H. Perley. *Note:* du 2 mai; il faudra porter la teneur de cette lettre à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 265

La Trésorerie, le 2 mai.

Pennington à Stephen. Il renvoie à la lettre du 17 décembre. Il n'y a pas lieu de modifier l'opinion émise au sujet du juge en chef qui réclame un dédommagement des pertes subies par suite de la dépréciation de la monnaie locale. *Note:* du 23 mai; il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 269

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 21, le 6 juin 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 51, du 13 novembre. Il lui transmet la décision de la Trésorerie. p. 271

La Trésorerie, le 13 juin.

Pennington à Stephen. Pourquoi on ne saurait accéder à la demande du Dr. A. Gesner qui désire exploiter des mines. Il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. *Note:* copie pour le lieutenant-gouverneur, le 20 juin. p. 277

Baring à Stephen. Pourquoi il faut donner suite à la recommandation du Conseil au sujet des ports libres. On a donné des ordres au

sujet de Digby et d'Arichat. La Législature doit acquitter les dépenses que comporte la perception des droits provinciaux. *Note:* du 14 juin: il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 281 **1839** La Trésorerie, le 13 juin.

Pennington à Stephen. Faudra-t-il payer 15 louis au lieutenant-colonel A. M. Campbell pour service d'espionnage. p. 289 La Trésorerie, le 18 juin.

Annexe:—

Campbell au secrétaire de la Trésorerie, Halifax, le 9 mai 1839. Il a avancé cette somme. p. 295

Sous-annexe:—

Le major-général sir John Harvey à Campbell, Fredericton, le 20 avril 1839. Il le charge d'ordonner qu'on paye cette somme p. 297

Sous-annexes:—

*a*) Lettre sans signature à Pennington, le 26 juin 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la lettre du 18 juin. Le bureau des Colonies n'a obtenu là-dessus aucun renseignement mais il est certain que la dépense était nécessaire. p. 291

*b*) Lettre sans signature à Campbell, N° 2, le 7 septembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie au sujet de cette dépense. [L'annexe manque.] p. 293

G. W. Brandt à Stephen. F. Baring rencontrera les délégués de la Nouvelle-Écosse afin de discuter la question de l'Administration des Postes et de leur donner là-dessus les lettres nécessaires. p. 307 La Trésorerie, le 18 juin.

Mémoire: enquête au sujet des armes pour les miliciens du Nouveau-Brunswick. *Note:* par Stephen; il faudra donner les renseignements demandés. p. 311 Le 22 juin.

Pennington à Stephen. Il lui transmet une lettre de sir John Campbell au sujet des titres tirés à propos des phares des îles St-Paul et Scatterie. Ces sommes ne sont pas comprises dans les estimations. On acquittera ces dépenses, mais au préalable il faudra faire connaître pourquoi elles étaient omises des estimations; il faudra également faire connaître le montant du surplus qu'on désire. p. 315 La Trésorerie, le 29 juin.

Annexe:—

Campbell au secrétaire de la Trésorerie, Halifax, le 18 mai 1839. p. 319

Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 7 juin. La décision prise au sujet des questions soulevées par l'Assemblée et les délégués en ce qui a trait à la Douane. p. 323 La Trésorerie, le 8 juillet.

Annexe:—

Liste des traitements des douaniers. p. 331

Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 6 juillet. La décision au sujet des ports libres fut prise après avoir La Trésorerie, le 17 juillet.

1839 examiné une documentation soumise par le bureau des Colonies. Cette documentation ne renferme pas le rapport des douaniers. Inopportunité de soumettre un tel rapport aux délégués. *Note:* par Stephen, le 18 juillet; on devra porter la chose à la connaissance des délégués. Ils ne doivent pas recevoir la documentation du bureau des Colonies: communiquer des documents incomplets ne donnerait pas une juste idée de la situation. p. 335

La Trésorerie, le 24 juillet. Baring à Stephen. Il lui accuse réception du décret du Conseil, en date du 11 juillet, en vertu duquel Digby et Arichat deviennent des ports libres. On a soumis ce texte aux commissaires de la Douane, avec des instructions nécessaires. *Note:* il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 339

La Trésorerie, le 3 septembre. Pennington à Stephen. On a étudié les observations des délégués de l'Assemblée au sujet des Postes. Comment on pourra aplanir les difficultés. *Note:* par Stephen, le 4 septembre; ce qui reste à faire à ce sujet. p. 343

Annexe:—

Lettre sans signature à C. P. Thomson [gouverneur général], N° 12, le 24 septembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la lettre susmentionnée et il espère qu'on adoptera le projet. p. 351

La Trésorerie, le 3 septembre. Pennington à Stephen. Il a étudié les observations des délégués de l'Assemblée au sujet des ports libres. On a donné l'ordre de permettre l'accès de Windsor, de Parsborough, de Cumberland, de Shelburne et de Lunenburg aux vaisseaux étrangers. Il faudra porter la chose à la connaissance de la Législature et lui faire savoir qu'en vertu de cette entente, elle devrait acquitter toutes dépenses supplémentaires. *Note:* on enverra copie de cette lettre au lieutenant-gouverneur. p. 355

La Trésorerie, le 3 septembre. Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 14 août. La Trésorerie ne s'oppose pas à la dépêche que Normanby se propose de rédiger au sujet du capitaine T. Crawley. *Note:* par Stephen, du 4 septembre; il faudra rédiger cette dépêche. p. 359

La Trésorerie, le 4 septembre. Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la dépêche du 26 août: comment s'y prendre pour acquitter les dépenses des délégués du Conseil législatif et de l'Assemblée au cas où la Législature ne pourvoirait pas à ces sommes. *Notes:* du bureau des Colonies; les difficultés que soulève cette question et les mesures à prendre. p. 363

La Trésorerie, le 23 octobre. Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 31 juillet. Il faut obtenir de nouveaux renseignements afin de savoir si Pugwash, Tatmagouche ou Wallace deviendra un port d'attache. *Note:* du 24 octobre; il faudra faire connaître la chose à A. Stewart par l'intermédiaire du lieutenant-gouverneur. p. 371

La Trésorerie, le 28 octobre. Pennington à Stephen. B. Halliburton, juge en chef, et sa demande de recevoir un dédommagement pour la perte occasionnée par la dépréciation de la monnaie locale. Pennington autorise Stephen à porter les appointements du juge en chef à 1,062 louis et 10 chelins en monnaie courante. *Note:* bureau des Colonies; ce qu'il faut faire à ce sujet. p. 375

1839

Annexe:—

Lettre sans signature à A. Y. Spearman [secrétaire adjoint, la Trésorerie], le 13 novembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la lettre susmentionnée; ce qu'il faudra faire à ce sujet; à moins qu'on ne s'y oppose on suivra cette ligne de conduite. p. 383

Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la dépêche du 23 septembre et il espère que la construction des phares aux îles St-Paul et Scatterie ne comportera aucune dépense inutile. Il faudra rédiger un état du surplus des dépenses et Campbell les acquittera. *Note:* du 2 novembre; il faudra écrire là-dessus au lieutenant-gouverneur. p. 391 La Trésorerie, le 1er novembre.

Pennington à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre du président de la Chambre des Communes. Pennington a donné l'ordre de fournir, au Conseil législatif, les copies des journaux. Une demande semblabe faite à la Chambre des Lords n'a obtenu aucune réponse. *Note:* du 8 novembre; il faudra faire connaître la chose au lieutenant-gouverneur. p. 395 La Trésorerie, le 6 novembre.

Annexe:—

C. S. Lefevre à Pennington, Westfield, Hartfordbridge, le 30 octobre 1839. p. 399

Pennington à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre de J. W. Birch, au sujet des journaux de la Chambre des Lords. p. 401 La Trésorerie, le 22 novembre.

Annexe:—

Birch à Pennington, Holywell, Stamford, le 9 juin 1839. Il le renvoie à une correspondance antérieure. Si sa demande est restée sans réponse, on donnera là-dessus les ordres nécessaires. p. 403

[R. Gordon?] à Stephen. On a fait savoir au Conseil privé que la Trésorerie ne s'oppose pas aux lois N^os^ 1938, 1939 et 1941. Toutefois, nulle décision n'a été prise au sujet de la loi N° 1940 [sur les entrepôts]; on veut d'abord connaître le rapport de la Douane. [Les titres des lois manquent.] p. 409 La Trésorerie, le 23 novembre.

Annexe:—

Lettre sans signature à Spearman, Downing St., le 6 octobre 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet les lois susmentionnées dont copie lui sera envoyée. p. 413

Pennington à Stephen. Le bureau des Colonies pourra-t-il faire savoir pourquoi la Législature a voté la loi N° 1972 au sujet des billets de la Trésorerie? p. 417 La Trésorerie, le 23 novembre.

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à Spearman, Downing St., le 5 octobre 1839 [brouillon]. L'auteur soumet la loi susmentionnée. p. 419

(2) Lettre sans signature à Spearman, Downing St., le 30 novembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse récetpion de la lettre

1839 du 23 novembre. Le seul renseignement au sujet de cette loi émane du rapport du procureur général. Au sentiment de ce dernier, cette loi avait pour but d'éviter les pertes qu'occasionnerait le relèvement du taux du dollar. p. 421

La Trésorerie, le 27 novembre. Pennington à Stephen. Il lui transmet l'extrait du rapport des commissaires vérificateurs et il demande les noms de deux missionnaires qui semblent avoir renoncé à leur traitement. Cette rumeur est-elle fondée? p. 425

Annexe:—

Extrait du rapport en date du 18 novembre 1839. p. 429

La Trésorerie, le 27 novembre. Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 13 novembre et il approuve la décision prise au sujet du juge en chef qui réclame un dédommagement des pertes qu'il a subies par suite de la dévalorisation de la monnaie. Il en est de même pour d'autres fonctionnaires. La compensation ne doit pas être rétroactive. *Note:* par Stephen, le 23 novembre; on pourra transmettre cette dépêche, mais il faudra tenir compte des restrictions qui y sont mentionnées. p. 433

La Trésorerie, le 9 décembre. Spearman à Stephen. On a donné l'ordre de ne pas faire de Yarmouth, de Pictou et de Liverpool des ports d'attache. *Note:* du 10 décembre; il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 437

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 22, le 14 décembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la lettre susmentionnée. La mesure sera soumise à la Législature. p. 439

La Trésorerie, le 11 décembre. Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 30 novembre et il autorise le payement d'une pension à la veuve du révérend R. Viets. Il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur et apporter les modifications nécessaires aux estimations du Parlement. p. 445

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 23, le 17 décembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui fait part de la décision susmentionnée. p. 449

La Trésorerie, le 19 décembre. [R. Gordon?] à Stephen. La Trésorerie ne s'oppose pas à la loi N° 1940 qui amende la loi sur les entrepôts. p. 453

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Ministère de la Guerre, le 20 février. L. Sulivan [secrétaire adjoint] à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 14 février. On a déjà refusé d'accorder à Campbell les appointements de lieutenant-général. *Note:* du 21 février; il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 459

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 1, le 26 février 1839 [brouillon]. L'auteur lui fait part de cette décision. p. 461

LA SOCIÉTÉ D'ÉDUCATION DES BAPTISTES DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE 1839

Le comité des directeurs au secrétaire d'État. Il prie la Reine d'approuver le projet de donner au collège qui sera établi à Horton le nom de *Queen's College*. *Notes:* la dépêche du 8 février présume que Glenelg approuve le projet, tandis que celle du 21 février explique pourquoi il ne l'approuve pas pour le moment. p. 473 — Halifax, le 18 janvier.

Annexe:—

La requête du comité des directeurs, Halifax, le 14 janvier 1839. p. 477

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à Campbell, N° 6, le 22 mars 1839 [brouillon]. La Reine refuse, pour le moment, de donner une décision; elle ne veut pas blesser les sentiments des directeurs avec un refus ou les sentiments d'autres personnes avec un acquiescement. p. 469

(ii) Requête du Conseil exécutif [sans date]. Les difficultés qui s'ensuivront s'ils ne peuvent conserver le nom du collège. [Envoyée par Campbell, le 14 avril 1840.] p. 489

LA SOCIÉTÉ DES HIGHLANDERS DE LONDRES

J. Macdonald [secrétaire] à Normanby. Il demande un passage gratuit pour les instituteurs ainsi que des octrois annuels pour acheter des manuels. p. 517 — La Société des Highlanders de Londres, le 21 mars.

Macdonald à l'honorable H. Labouchère [sous-secrétaire]. Il lui demande de recevoir une députation. *Note:* accordée pour le 8 avril. p. 513 — 3 Albion Court, Bond St., le 21 mars.

GENERAL MINING ASSOCIATION

J. B. Fvord [secrétaire] à Normanby. Il attire l'attention sur un rapport du comité de l'Assemblée au sujet de la requête de A. Fraser et d'autres particuliers; cette requête ne fait aucune allusion aux mines de Sydney et de Bridgeport actuellement en exploitation. *Note:* par T. W. C. Murdock; pourquoi ce rapport approuve le travail de l'association. On devrait envoyer ce rapport à la Trésorerie. Stephen approuve la note susmentionnée, le 19 avril 1839. p. 525 — 52 Broad St., Londres, le 17 avril.

LES COMMISSAIRES DE L'ÉMIGRATION

T. F. Elliot, [commissaire] à Stephen. Commentaires sur la loi des impôts au sujet des émigrants. Il lui suggère une certaine amélioration. *Note:* ce qui reste à faire. p. 533 — 2 Middle Scotland Yard, le 16 octobre.

Annexe:—

Lettre sans signature à Elliot, Downing St., le 30 septembre 1839 [brouillon]. L'auteur demande une opinion sur cette loi et sur l'effet des représailles des États-Unis. p. 541

MM. HANSARD

MM. Hansard à Stephen. Ils demandent des instructions sur la façon de faire parvenir les journaux de la Chambre des Communes au Conseil législatif. *Note:* le 9 novembre; il faudra demander à l'Ami- — Londres, le 9 novembre.

1839 rauté de se charger du transport de cette documentation et de dire à MM. Hansard de communiquer avec elle. p. 543

SOCIÉTÉ POUR LA PROPAGATION DE L'ÉVANGILE

Trafalgar Sq., le 13 novembre. Le révérend A. M. Campbell [secrétaire] à R. Vernon Smith [sous-secrétaire, ministère des Colonies]. La mort du révérend Roger Viets, de Digby. Il demande une pension pour la veuve de ce ministre. p. 547

Annexe:—

Lettre sans signature à A. Y. Spearman [secrétaire adjoint, la Trésorerie], le 30 novembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la lettre susmentionnée et demande d'accorder une pension à la veuve. p. 551

Trafalgar Sq., le 9 décembre. Campbell à Smith. Les prévisions budgétaires du clergé n'ont subi aucune modification sauf celle qui résulte de la mort du révérend Roger Viets. p. 555

A

Halifax, le 5 janvier. S. G. W. Archibald à Glenelg. Il exerce de nouveau les fonctions de président de l'Assemblée. Il écrira bientôt au sujet des fonctions de procureur général. *Note:* du 29 janvier; il faudra rédiger un brouillon de la réponse que Glenelg devra signer. p. 561

Annexe:—

Glenelg à Archibald, le 2 février 1839 [brouillon] signé. Il lui accuse réception de la lettre susmentionnée et il est heureux de constater qu'il a pu reprendre l'exercice de ses fonctions. On étudiera la demande d'Archibald au sujet des fonctions de procureur général. p. 563

3 York Terrace, Regents Park, le 13 juin. C. D. Archibald au secrétaire d'État. S. G. W. Archibald veut être dédommagé de la perte qu'il a subie par suite de l'entente conclue en 1837 et qui a eu pour résultat de lui enlever annuellement 100 louis. *Notes:* il explique le cas et il persiste dans sa décision. p. 569

C

Exeter, le 2 août. Mlle C. Cox à R. Hay, [autrefois sous-secrétaire]. A-t-on reçu sa pension? Le retard l'ennuie considérablement. p. 585

Le 20 août. Mlle C. Cox au sous-secrétaire. Elle demande d'envoyer le reçu de sa pension à sir Rupert D. George. p. 587

Le 31 décembre. Mlle C. Cox à ——. Elle demeure à Great Malvern. p. 591

D

Edimbourg, le 2 avril. A. Denchar [agissant pour les héritiers Stirling] à Normanby. Il lui transmet une liste des réclamations des membres de la famille Stirling et il espère qu'on étudiera cette documentation avec soin.

*Note:* par Stephen, le 15 avril; pourquoi il n'a pas répondu à cette lettre. p. 595 **1839**

Annexe:—

*Consise View of the Present State of the Succession... in the case of the heirs of the Line of William, First Earl of Stirling...* par un généalogiste. (Edimbourg: 1839). Imprimé. p. 599

S. W. M. Dodd à Normanby. Il lui transmet une requête où il se plaint de n'avoir pas obtenu la terre à laquelle il avait droit; il veut un poste dans le ministère de la Guerre. *Note:* du 24 juin; il faudra envoyer, en réponse, des lettres lithographiées. p. 621 Sydney, le 3 mai.

Annexe:—

La requête, Sydney, le 3 mai 1839. p. 623

## F

R. C. Ferguson à Normanby. Il lui recommande l'honorable L. M. Wilkins et son fils. *Note:* on a répondu à cette lettre en envoyant copie de la dépêche de Campbell où il est dit que cette nomination serait inopportune. p. 631 5 Barton Row, le 25 mai.

Annexe:—

L'adresse du Barreau de la Nouvelle-Écosse à Wilkins, le 14 juin 1838. p. 635

P. S., par Wilkins: il permet l'usage de cette documentation pour appuyer sa demande au bureau des Colonies. p. 638

## G

J. Glazier et T. Woodward à Glenelg. Ils lui transmettent une demande de pardon puisqu'ils ont été trouvés coupables de désertion et qu'ils sont condamnés à la déportation. p. 641 Halifax, le 20 novembre.

Annexe:—

La requête. p. 643

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à lord Fitzroy Somerset [secrétaire, Grand Quartier-général], le 14 janvier 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet la lettre susmentionnée et il demande de la soumettre au commandant en chef. p. 645

## H

J. Howe à Glenelg. Il lui transmet le rapport d'un journal qui atteste le mécontentement que suscite le rejet des demandes de la Nouvelle-Écosse. La population n'accepte pas la solution actuelle. p. 655 Halifax, le 19 janvier.

1839

Annexe:—

*The Nova Scotian*, Halifax, le 19 janvier 1839 [imprimé]. [La première page.] p. 655

202 Piccadilly, le 6 février.

T. C. Haliburton à Glenelg. Il désire échanger son poste de juge dans la Nouvelle-Écosse contre le poste devenu vacant, en Angleterre, par le départ de D. W. Harvey. *Note:* le 14 février; Glenelg s'en est remis, là-dessus, à la décision de son successeur; il espère qu'on accédera aux désirs de Haliburton. p. 659

Annexe:—

Lettre sans signature à Haliburton, le 18 février 1839 [brouillon]. L'auteur répond à la lettre en s'inspirant de la note susmentionnée. *Note:* par sir George Grey; ce poste est muni d'un titulaire depuis quelque temps déjà. p. 661

St-Jean, N.-B., le 6 novembre.

R. L. Hazen à Russell. Il demande le pardon de Patrick Healy, condamné à mort. *Note:* par Stephen, le 18 décembre; à mettre de côté; le lieutenant-gouverneur a rédigé là-dessus un rapport complet. p. 667

## K

4 Regent St., le 1er mai.

Karslake et Crealock à Normanby. Ils demandent qu'on étudie la requête de lady Rodney et de son fils avant de sanctionner la loi ayant trait aux propriétés immobilières. *Note:* du 12 juin; on n'a pas encore reçu la loi. p. 673

4 Regent St., le 17 août.

Karslake et Crealock à Normanby. Ils lui transmettent la requête de lady Rodney et de son fils qui protestent contre la loi ayant trait aux propriétés immobilières. *Note:* du 17 août; on soumettra la loi aux légistes auxquels on demandera de recevoir les pétitionnaires. p. 685

Annexe:—

La requête. p. 677

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à Karslake et Crealock, Downing St., le 12 septembre 1839 [brouillon]. L'auteur répond à la lettre en s'inspirant de la note susmentionnée. p. 687

(ii) Lettre sans signature à Karslake at Crealock, Downing St., le 11 décembre 1839 [brouillon]. On rappellera la loi. *Note:* le 4 novembre: on enverra ce texte après la transmission de la dépêche au lieutenant-gouverneur. p. 693

## M

Albermarle St., le 21 mai.

R. C. Macdonald au lieutenant-colonel C. Yorke [secrétaire particulier]. Il lui transmet les adresses des loyaux habitants du Cape-Breton et il demande d'envoyer la réponse à monsieur l'abbé A. MacDonell, au soin de monseigneur W. Fraser [évêque catholique romain]. p. 699

1839

Annexes:—

(1) L'adresse, le 1er décembre 1838. p. 703

(2) L'adresse, le 28 juin 1838. p. 705

(3) L'adresse, le 8 juin 1838. p. 707

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 19, le 25 mai 1839 [brouillon]. L'auteur lui demande d'accuser réception des adresses en écrivant à M. l'abbé A. MacDonell. p. 701

Requête de T. Mulhall qui demande que l'on donne des instructions lui permettant d'entrer en possession de la propriété que lui a laissée T. Mulhall, décédé dans la Nouvelle-Écosse. *Note:* par Stephen, le 9 septembre; Russell le regrette mais ne peut donner là-dessus des renseignements. p. 709 Porterlington, Irlande, le 6 septembre.

N

Requête de Charlotte Anne Newton qui demande une pension pour son père, John Newton. Note: par Stephen, le 9 novembre; il regrette de ne pouvoir accéder à cette demande. p. 715 [Guysborough], le 4 septembre.

Annexes:—

(1) Le duc de Kent recommande H. S. Newton [sans date]. p. 719

(2) J. A. Vesey [secrétaire particulier du duc de Kent], à J. Newton, Kensington Palace, le 2 septembre 1809. Il lui accuse réception de la lettre du 23 septembre 1808. Pourquoi le duc ne saurait intervenir dans cette affaire. p. 721

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 14, le 15 novembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui demande de faire savoir à Charlotte Anne Newton que l'on ne peut accéder à sa requête. p. 717

L'évêque de la Nouvelle-Écosse

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Glenelg. Il lui accuse réception de la lettre du 1er janvier et il le remercie d'avoir gardé la dépêche au sujet des terrains scolaires. Il lui promet d'exposer la situation de la Société pour la propagation de l'Évangile le plus vite possible. Nulle société n'a de meilleur titre dans cette affaire. p. 729 Brighton, le 4 janvier.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Glenelg. Au sujet des terrains scolaires. L'Église d'Angleterre et la Société s'attendent à obtenir la protection du Gouvernement. *Note:* par Stephen, le 30 janvier; il faudra soumettre, sans plus tarder, ce texte à Glenelg. *Note:* Glenelg a reçu une députation de la société le 31 janvier. p. 733 30 Pall Mall, le 29 janvier.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Glenelg. En est-on venu à une décision sur la requête de la Société au sujet des terrains scolaires? La prochaine réunion aura lieu bientôt. *Note:* du 15 février; brouillon d'une lettre que Glenelg signera; la question sera tranchée par le successeur de Glenelg au bureau des Colonies. p. 737 109 Piccadilly, le 13 février.

**1839**

109 Piccadilly, le 13 mars.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Normanby. Il lui transmet copie de l'opinion d'un juriste sur les terrains scolaires. On a obtenu cette opinion à la demande de Glenelg. Les réclamations de la Société. Un comité pourra fournir là-dessus de nouveaux renseignements au jour indiqué. p. 741

Annexes:—

(1) La question est soumise à R. Spankie, Temple, le 5 mars 1839. p. 745

(2) L'opinion de Spankie, Sarjeant's Inn, le 8 mars 1839. p. 747

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à l'évêque de la Nouvelle-Écosse, le 27 septembre 1839 [brouillon]. La décision de Russell sur les terrains scolaires. La réclamation de la Société est en accord avec les principes de l'équité: elle gardera le libre usage des terrains amendés. L'auteur espère qu'on s'avisera d'un bon expédient afin de permettre à la Société d'occuper une partie des terrains libres. On a rejeté la loi ayant trait aux commissaires d'école. Il regrette qu'il fut nécessaire d'être en désaccord avec l'évêque. p. 757

109 Piccadilly, le 17 avril.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à H. Labouchere [sous-secrétaire]. Il demande copie de deux lettres: la première fut rédigée par Grenville et adressée à son père, le très révérend C. Inglis, le 16 décembre 1789; la deuxième, par son père à Grenville, le 20 mai 1790. *Note:* le 17 avril; on devrait soumettre cette documentation à l'évêque de la Nouvelle-Écosse. p. 765

109 Piccadilly, le 3 juillet.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Normanby. Il lui demande de prolonger son congé. *Note:* par Stephen, le 5 juillet; cette question est soumise à l'archevêque de Canterbury. p. 769

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à l'évêque, le 10 juillet 1839 [brouillon]. L'auteur répond à la lettre en s'inspirant de la note précédente. p. 775

(2) Lettre sans signature à F. Baring [secrétaire, la Trésorerie], le 13 juillet 1839 [brouillon]. Le congé de l'évêque a été prolongé. Mesures à prendre pour payer les appointements de l'évêque. p. 777

109 Piccadilly, le 19 août.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Normanby. Il le remercie de la copie de la loi ayant trait aux commissaires d'école. Pourquoi il s'oppose à la sanction de cette loi. L'évêque demande de la soumettre aux légistes; si la chose est impossible, on devrait déférer la question au Conseil privé. *Note:* du 21 août; cette façon d'agir et les difficultés qu'elle soulève. *Note:* du 9 septembre; il faudra obtenir là-dessus l'opinion de Russell. p. 785

109 Piccadilly, [le vendredi] 6 septembre.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Russell. Il lui demande une entrevue qui lui permettra d'aplanir les difficultés. *Note:* on accordera une entrevue mardi à 3 h. 30. p. 791

1839

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Russell. Il est heureux de constater qu'on ne sanctionnera pas de loi ayant trait à la nomination des commissaires d'école. La division des terrains scolaires et les difficultés qui en résultent: la réclamation de la Société et les principes de l'équité. p. 795 — 109 Piccadilly, le 19 septembre.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Russell. Il lui demande copie de l'opinion des légistes; Russell lui a lu ce texte. Pourrait-il lui fournir de nouveaux renseignements? *Note:* par Stephen, le 27 septembre. De pareilles opinions ne sont communiquées à personne; on n'a pas besoin de nouveaux renseignements de l'évêque. p. 799 — Le 24 septembre.

Annexe:—

Lettre sans signature à l'évêque, le 2 octobre 1839 [brouillon]. L'auteur répond à la lettre en s'inspirant de la note précédente. p. 801

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Russell. Il demande que le lieutenant-gouverneur reçoive l'ordre de prendre des mesures nécessaires pour exploiter les terres réservées au doyen et chapitre jusqu'à ce qu'on ait constitué une corporation. *Note:* par Stephen, le 27 septembre: le lieutenant-gouverneur ne pourrait pas mettre ces ordres à exécution. p. 807 — 109 Piccadilly, le 26 septembre.

Annexe:—

Lettre sans signature à l'évêque, bureau des Colonies, le 4 octobre 1839 [brouillon]. L'auteur répond à la lettre en s'inspirant de la note précédente. p. 811

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Stephen. Il a envoyé une lettre à Russell au sujet des terres réservées au doyen et chapitre. Commentaires sur ces terres et les terrains scolaires. p. 815 — 109 Piccadilly, le 26 septembre.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse au révérend Vernon Smith [sous-secrétaire]. Il lui accuse réception de la lettre du 27 septembre. L'évêque est heureux de constater qu'on a rejeté la loi ayant trait aux commissaires d'école. Il est également heureux qu'on ait établi une réclamation en accord avec les principes de l'équité au sujet d'une partie des terres. Il espère qu'on sauvegardera le régime foncier. On n'épargnera rien pour continuer l'exploitation des terres. *Note:* par Stephen, le 2 octobre; on devrait transmettre la correspondance, ou du moins cette lettre, au lieutenant-gouverneur. p. 819 — 109 Piccadilly, le 1er octobre.

Annexe:—

Lettre sans signature à l'évêque, Downing St., le 10 octobre 1839 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la lettre. La division des terres dépendra du résultat de l'enquête que le lieutenant-gouverneur a reçu l'ordre d'ouvrir à ce sujet. p. 823

L'évêque de la Nouvelle-Écosse au révérend Vernon Smith [personnelle]. En d'autres circonstances, il a obtenu l'opinion des légistes sur la question. Il veut envoyer des instructions précises à l'archidiacre et au clergé. *Notes:* on s'en tient à la décision déjà donnée. p. 827 — 109 Piccadilly, le 1er octobre.

1839

## O

Roscommon, le 5 juillet.

T. [Orr] à Labouchere. Il demande que l'on fasse des recherches pour savoir si R. Birmingham vit encore. p. 833

## P

Sydney, le 19 avril.

Susan H. Pooley à Normanby. Elle demande de l'aide pour sa mère, veuve de feu A. C. Dodd, juge en chef du Cape-Breton. *Note:* par Stephen, le 11 juin; impossibilité d'accéder à cette demande. p. 839

## V

13 Crescent, Weymouth, le 12 août.

Anne Van Courtland à Normanby [personnelle]. Les états de service de son mari, feu le capitaine Van Courtland. Elle demande qu'on supprime les restrictions auxquelles sa terre, en Nouvelle-Écosse, est assujettie. Ces restrictions ont trait à l'exploitation des mines et à l'abatage du sapin blanc. *Note:* par Stephen, le 15 août; faire tenir la réponse habituelle. p. 847

Annexe:—

Lettre sans signature à Mme Van Courtland, le 27 août 1839 [brouillon]. L'auteur déclare que le gouvernement ne peut lui permettre d'exploiter les mines qui se trouvent sur sa propriété. p. 849

## W

Maitland, le 1er août.

J. Watters et J. Kay au [secrétaire d'État]. Ils demandent qu'on rétablisse leur pension militaire. *Note:* par Stephen, le 11 novembre. On devrait envoyer cette lettre au lieutenant-gouverneur. p. 857

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 16, le 19 novembre 1839. [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la requête et demande un rapport. p. 861

*Nouvelle-Écosse, A. 195*

## DÉLÉGUÉS, 1839

APPENDICE N° 1. [IMPRIMÉ]

1840

Dépêches du secrétaire des Colonies et le Rapport des délégués de l'Assemblée (Halifax: 1840). Imprimé par ordre de l'Assemblée: p. 7

1839

(1) Normanby à Campbell, N° 34, Downing St., le 31 août 1839. Il commente les entrevues ainsi que la correspondance échangée avec les délégués et il donne les décisions rendues sur les questions discutées: la liste civile, la composition des Conseils; l'Administration des Postes; les compagnies d'assurance; les Douanes; la protection des pêcheries; les terres de la Couronne; la formule des serments; la Cour de la Vice-Amirauté; les terrains scolaires et les réclamations au sujet des propriétés immobilières. p. 9

1839

(2) W. M. Young et H. Huntingdon à Normanby, le 16 Prince's St., Hanover Square, le 29 mai 1839. Les dépenses du département de la Douane et la possibilité de percevoir simultanément les droits de douane, les droits impériaux et les droits provinciaux. p. 12

(3) H. Labouchere [sous-secrétaire] à Young et Huntingdon, Downing St., le 25 juin 1839. Il leur accuse réception de la lettre du 29 mai et il leur transmet copie de la lettre de la Trésorerie sur les ports libres ainsi que sur la perception des droits provinciaux par les douaniers britanniques. [L'annexe manque.] p. 15

(4) Young et Huntingdon à Normanby, 16 Prince's St., Hanover Square, le 30 mai 1839. Ils lui transmettent la lettre sur la douane. Ils ne croient pas que les délégués du Conseil arrivent; ils demandent une deuxième entrevue. [L'annexe manque.] [N° 2.] p. 15

(5) Labouchere à Young et Huntingdon, Downing St., le 8 juin 1839. Il leur accuse réception de la lettre susmentionnée. Impossibilité d'accorder une entrevue avant l'arrivée des délégués du Conseil ou avant que l'on sache que ces derniers ne viendront pas. p. 16

(6) Young et Huntingdon à Labouchere, 16 Prince's St. Hanover Sq., le 7 juin 1839. Ils le remercient d'avoir demandé une entrevue à la Trésorerie. Ils aimeraient communiquer avec les autorités postales. Ils demandent une entrevue au sujet de la liste civile et de la composition des Conseils. [N° 3.] p. 16

(7) Young et Huntingdon à Labouchere, 16 Prince's St., Hanover Sq., le 10 juin 1839. Ils critiquent Campbell qui ne leur a pas fait part de son intention de nommer des délégués au Conseil. Ils croient que ces derniers viennent pour s'opposer à l'union fédérale. Ils demandent qu'on se mette au travail si ces derniers n'arrivent pas par le vaisseau de Halifax. [N° 4.] p. 16

(8) Labouchere à Young et Huntingdon, Downing St., le 15 juin 1839. Normanby croit savoir que les délégués du Conseil sont arrivés en Angleterre. Labouchere regrette les remarques qu'on a faites au sujet de Campbell. p. 17

(9) Young et Huntingdon à Labouchere, 16 Prince's St., Hanover Sq., le 18 juin 1839. Ils regrettent de s'être trompés au sujet des délégués du Conseil et ils s'excusent des expressions dont ils se sont servis à l'égard de Campbell. Ils espèrent qu'on accordera des entrevues bientôt. Ils n'ont pas encore communiqué avec la Trésorerie et l'Administration des Postes. [N° 5.] p. 17

(10) Labouchere à Young et Huntingdon, Downing St., le 19 juin 1839. F. Baring, secrétaire de la Trésorerie, discutera avec eux les questions postales et il les présentera aux autorités. p. 18

(11) Young et Huntingdon à Normanby, 16 Prince's St., Hanover Sq., le 11 juillet 1839. A propos des questions qu'ils désirent discuter pendant l'entrevue de samedi. [Voir ci-dessus N° 1.] [N° 6.] p. 18

1839 (12) Huntingdon à Labouchere, 8 Maddox St., Hanover Sq., le 17 juillet 1839. Il corrige une déclaration faite pendant l'entrevue au sujet des nominations des commissaires d'école. Nulle ingérence n'est nécessaire puisque la loi au sujet des écoles expirera au cours de la prochaine session. [N° 7.] p. 21

(13) Young et Huntingdon à Labouchere, 16 Prince's St., Hanover Sq., le 24 juillet 1839. Ils lui transmettent un brouillon du bill qui recommande la disposition des terres de la Couronne. [N° 8.] p. 22

Annexe:—

Le bill. p. 22

(14) Young à Labouchere, Londres, le 24 août 1839. Ils proposent de diminuer le traitement des commissaires des Terres de la Couronne à Halifax et à Sydney. Young demande de sanctionner la loi sur la chancellerie. Il demande d'envoyer les journaux du Parlement la semaine prochaine. [N° 9.] p. 23

(15) Alex. Stewart, [délégué du Conseil] à Normanby, 202 Piccadilly, juin 1839. Il défend le Conseil législatif et il explique les divergences d'avec les opinions de l'Assemblée. [N° 10.]

(16) L. M. Wilkins [délégué du Conseil] à Normanby, Londres, le 28 juin 1839. Il défend le Conseil législatif et il explique les divergences d'avec les opinions de l'Assemblée. [N° 11.] p. 26

(17) Stewart à Normanby, 202 Piccadilly, le 24 juillet 1839. On transmettra une réponse aux délégués de l'Assemblée quand ceux-ci auront fait connaître leurs vues sur la liste civile. Ils ont hâte d'obtenir une réponse aux résolutions du Conseil. [N° 12.] p. 29

(18) F. Baring [secrétaire, la Trésorerie] à J. Stephen sous-secrétaire, ministère des Colonies; bureau du Trésor, le 27 juillet 1839. On a envoyé aux commissaires de la Douane le décret du Conseil en vertu duquel Digby et Arichat deviennent des ports libres d'entreposage. [N° 13.] p. 29

(19) Baring à Stephen, bureau du Trésor, le 13 juin 1839. Il le renvoie à une correspondance antérieure et il déclare que l'on a donné l'ordre de faire de Digby et d'Arichat des ports libres d'entreposage. La Législature devra pourvoir aux dépenses supplémentaires qu'occasionnera la perception des droits provinciaux par les douaniers britanniques. [N° 14.] p. 29

(20) G. J. Pennington [pour le secrétaire de la Trésorerie] à Stephen, bureau du Trésor, le 8 juillet 1839.

Nécessité de réserver, afin d'attendre avis du bon plaisir de Sa Majesté, toutes les lois en vertu desquelles les officiers britanniques de la Douane auraient pleins pouvoirs de percevoir les impôts de la province. Les traitements des nouveaux douaniers baisseront de 8 louis, 142 deniers et 9 chelins à 6 louis, 192 deniers et 9 chelins annuellement et diminueront d'autant les dépenses du département de la Douane. Cette mesure ne grève pas le budget de la Colonie, puisqu'on puisera la balance dans d'autres sources. C'est la seule réduction qu'on se propose de faire pour le moment. p. 30

Annexe:— 1839

Echelle des salaires des douaniers. p. 32

APPENDICE N° 2. [IMPRIMÉ.]

Normanby à Campbell. Lettre circulaire. Il lui transmet une documentation se rapportant aux communications avec l'Amérique britannique du Nord par le moyen de vaisseaux à vapeur. Quel est le meilleur moyen de transporter le courrier de Halifax à Québec? p. 32 Downing St., le 4 mai.

Annexes:—

(1) Extrait d'une lettre de la Trésorerie, le 29 avril 1839. Les mesures prises; la réduction du tarif postal. Il espère qu'on améliorera les chemins. p. 33

(2) T. A. Stayner [adjoint du directeur général de l'Administration des Postes] au lieutenant-colonel W. Maberly [secrétaire: Administration des Postes], Québec, le 30 novembre 1838 [extrait]. Les différents chemins pour le courrier; le chemin de Métis; il ne peut promettre un chemin plus court que celui qui comporte, pour le courrier, un voyage de sept jours. p. 33

(3) J. Barrow [deuxième secrétaire, Amirauté] à Campbell; Amirauté, le 12 avril 1839. L'entente conclue avec S. Cunard au sujet du courrier. p. 34

APPENDICE N° 3. [IMPRIMÉ.]

Normanby à Campbell, N° 16. Il lui accuse réception de la dépêche N° 17, le 23 mai. Il déplore le différend qui a surgi entre l'Assemblée et le Conseil législatif au sujet du payement des délégués et il approuve Campbell qui a refusé d'avancer la somme que l'Assemblée demandait puisque le Conseil n'appuyait pas cette requête. p. 34 Downing St., le 23 mai.

APPENDICE N° 4. [IMPRIMÉ.]

Normanby à Campbell, N° 18. Il lui accuse réception de la dépêche N° 22, du 16 avril. Il étudiera les représentations des délégués du Conseil législatif. Il espère que la Législature acquittera les dépenses. p. 35 Downing St., le 24 mai.

APPENDICE N° 5. [IMPRIMÉ.]

Lord John Russell [secrétaire d'État] à Campbell, N° 4. Sa décision au sujet des terres scolaires et de la loi ayant trait à la nomination des commissaires d'école. p. 35 Downing St., le 23 septembre.

APPENDICE N° 6. [IMPRIMÉ.]

Russell à Campbell, N° 5. Il lui transmet la lettre de la Trésorerie sur l'entrevue avec les délégués de l'Assemblée au sujet des questions postales. L'adoption de la solution proposée: on attirera l'attention de C. P. Thomson là-dessus. p. 37 Downing St., le 24 septembre.

Annexe:—

Pennington à ——, bureau du Trésor, le 3 septembre 1839. p. 37

1839 APPENDICE N° 7. [IMPRIMÉ.]

Downing St., le 25 septembre. Russell à Campbell, N° 6. Il lui transmet une autre lettre de la Trésorerie sur l'augmentation du nombre de ports libres. Il espère que la Législature pourvoira aux dépenses supplémentaires. p. 30

Annexe:—

Pennington à Stephen, bureau du Trésor, le 3 septembre 1839. Windsor, Parrsborough Cumberland, Shelburne et Lunenburg deviennent des ports libres. La Législature devra pourvoir à la dépense occasionnée par la nomination de nouveaux fonctionnaires. p. 38

APPENDICE N° 8. [IMPRIMÉ.]

Downing St., le 29 septembre. Russell à Campbell, N° 7. On a soumis de nouveau la question du serment aux légistes qui partagent toujours l'opinion que seul le Parlement peut en modifier la formule. p. 39

APEPNDICE N° 9. [IMPRIMÉ.]

Downing St., le 28 octobre. Russell à Campbell, N° 10. On veut obtenir de nouveaux renseignements avant de donner l'ordre d'émettre des permis d'entrée et de sortie aux vaisseaux qui se rendent à Pugwash , à Wallace ou à Tatmagouche. p. 39

APPENDICE N° 10. [IMPRIMÉ.]

Downing St., le 16 octobre. Russell à Campbell, N° 9. A propos de la durée du mandat des fonctionnaires. Il faudra indemniser les personnes qui croyaient venir en Nouvelle-Écosse pour y occuper un poste en permanence. p. 39

APPENDICE N° 11. [IMPRIMÉ.]

Rapport des délégués de l'Assemblée. [Cela est le rapport circonstancié de leurs délibérations.] Voici la liste des documents qui n'ont pas encore été inventoriés:

(1) Young et Huntingdon à Normanby, 2 Hay Market, le 20 mai 1839. Ils sont les délégués de l'Assemblée et ils demandent une entrevue. p. 58

(2) C. Yorke [secrétaire particulier] à Young et Huntingdon, ministère des Colonies, le 20 mai 1839. Normanby les recevra le 24 mai. p. 58

(3) Labouchere à Young et Huntingdon, Downing St., le 6 juin 1838. On a transmis à la Trésorerie leur rapport sur la Douane avec prière de leur accorder une entrevue. p. 58

(4) Young et Huntingdon à F. Baring [secrétaire, la Trésorerie], 16 Prince's St., Hanover Sq., le 21 juin 1839. Les vues de l'Assemblée au sujet de l'Administration des Postes. p. 59

(5) Young et Huntingdon, à Labouchere, 16 Prince's St., Hanover Sq., le 27 juin 1839. Ils demandent la documentation se rapportant à l'établissement des ports libres. p. 62

1839

(6) Labouchere à Young et Huntingdon, Downing St., le 5 juillet 1839. Il accuse réception de la lettre susmentionnée. La Trésorerie a refusé de leur accorder la documentation se rapportant aux ports libres. p. 62

(7) Note du Conseil exécutif de la Nouvelle-Écosse, le 11 mai 1838, sur les ports libres et la perception des droits provinciaux par les douaniers britanniques. p. 62

(8) Young et Huntingdon à la Trésorerie, Londres, le 8 juillet 1839. La nécessité d'augmenter le nombre de ports libres dans la Nouvelle-Écosse. p. 63

(9) Young et Huntingdon à la Trésorerie, 16 Prince's St., Hanover Sq., le 8 juillet 1839. Ils sont heureux de constater qu'on accédera à leur désir au sujet de la perception des droits provinciaux. La Législature devra pourvoir aux dépenses occasionnées par l'emploi d'un nouveau commis. Autres propositions au sujet du personnel. p. 65

(10) Young et Huntingdon à la Trésorerie, 16 Prince's St., Hanover Sq., le 8 juillet 1839. Ils demandent de faire disparaître le droit impérial sur l'importation de la farine. p. 66

(11) Normanby à Young et Huntingdon, ministère des Colonies, le 8 juillet 1839. Il les verra le 13 juillet. p. 66

(12) A. Y. Spearman [secrétaire adjoint, la Trésorerie] à Young et Huntingdon, le 9 juillet 1839. Il leur accuse réception de la lettre du 8 juillet: on tiendra compte de cette lettre. p. 66

(13) W. Huskisson [secrétaire d'État] au lieutenant-colonel J. Ready, [lieutenant-gouverneur de l'Île du Prince-Édouard], Downing St., le 30 octobre 1827. Il déplore la difficulté qui a surgi entre le Conseil législatif et l'Assemblée ainsi que la façon avec laquelle le Conseil a ranimé un droit éteint. Il faudrait recommander à l'Assemblée la nécessité de relations cordiales et de la conciliation. p. 67

(14) Young et Huntingdon à la Trésorerie, 16 Prince's St., Hanover Sq., le 19 juillet 1839. Ils demandent de percevoir les droits de douane en doublons au taux de 64 chelins sterling et en dollars au taux de 4 chelins et 2 deniers. p. 67

(15) Pennington à Stephen, bureau du Trésor, le 17 juillet 1839. On en est venu à une décision au sujet des ports libres après avoir examiné une documentation du bureau des Colonies, compte non tenu de certains rapports fournis par les douaniers. On ne devrait pas communiquer ces rapports aux délégués. p. 68

(16) Labouchere à Young et Huntingdon, Downing St., le 24 juillet 1839. La documentation fournie à la Trésorerie au sujet des ports libres comporte l'adresse de l'Assemblée de 1838, le mémoire d'Annapolis et de Digby et le rapport du Conseil exécutif. p. 68

(17) Spearman à Young et Huntingdon, bureau du Trésor, le 25 juillet 1839. Il leur accuse réception de la lettre du 19 juillet: on tiendra compte de cette lettre. On fournira là-dessus tous les autres renseignements nécessaires. p. 68

**1839** A. Stewart et L. M. Wilkins [délégués du Conseil législatif].

Powick, le 18 mai. Wilkins à Normanby. Ce à quoi il a droit; on devrait nommer son fils conseiller de la Reine. p. 71

202 Piccadilly, le 17 juin. Stewart à Normanby. Il demande copie de la lettre qu'il adressa l'année dernière à Glenelg au sujet des modifications à apporter à la constitution de la Nouvelle-Écosse. *Note:* du 17 juin, on lui enverra copie de la lettre. p. 75

202 Piccadilly, le 27 juin. Stewart à Normanby. Il demande une entrevue au cours de laquelle il pourra exposer la situation de B. Halliburton, juge en chef, qui voudrait obtenir l'arriéré de ses appointements. p. 79

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 20, le 7 décembre 1839. L'auteur déclare que Halliburton et d'autres fonctionnaires ont le droit d'obtenir le relèvement de leurs appointements jusqu'à concurrence du chiffre mentionné dans la dépêche de Ripon, en date du 25 septembre 1832. Ces demandes n'auront pas d'effet rétroactif mais on devrait les soumettre à l'Assemblée. p. 83

Londres, le 28 juin. Wilkins à Normanby. [Voir ci-dessus, Appendice 1, N° 16.] p. 99

202 Piccadilly, juin. Stewart à Normanby. [Voir ci-dessus, Appendice 1, N° 15.] p. 87

202 Piccadilly, le 5 juillet. Stewart à Normanby. Il lui transmet un mémoire sur les appointements du juge en chef; on a promis à Stewart de communiquer avec la Trésorerie au sujet des pertes qu'il a subies par suite du payement de ses appointements en monnaie courante. p. 111

Annexe:—

La requête. p. 113

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à F. Baring [secrétaire, la Trésorerie], le 13 juillet 1839 [brouillon]. L'auteur demande une entrevue pour Stewart. p. 115

(ii) Lettre sans signature à Stewart, le 13 juillet 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la lettre susmentionnée portant l'adresse de Baring. p. 117

Le 17 juillet. Stewart à Normanby. Il le renvoie à la correspondance échangée, en 1834, au sujet de l'ouverture des ports de la Nouvelle-Écosse. Il espère qu'on n'oubliera pas Cumberland. Besoin d'un fonctionnaire près de Wallace, Pugwash ou Tatmagouche. Wallace pourrait être l'endroit désirable. *Note:* du 19 juillet; on devrait envoyer copie de cette lettre au bureau du Commerce avec prière d'examiner les déclarations de Stewart. Si une pareille mesure est prise, il faudra porter la chose à la connaissance de Stewart. p. 123

Annexes:— 1839

(1) Lettre sans signature à F. Baring [secrétaire, la Trésorerie], le 31 juillet 1839 [brouillon]. L'auteur lui envoie la lettre susmentionnée et il demande qu'on interroge Stewart. p. 135

(2) Lettre sans signature à Stewart, le 31 juillet 1839 [brouillon]. L'auteur lui dit quelle suite on a donné à la lettre du 17 juillet. p. 136

(3) Lettre sans signature à Stewart, le 31 octobre 1839 [brouillon]. L'auteur déclare que l'on a donné l'ordre d'ouvrir le port de Cumberland. La décision au sujet de Pugwash, Wallace et Tatmagouche dépendra du rapport des douaniers de la Nouvelle-Écosse. p. 139

Stewart et Wilkins à Normanby. Ils lui donnent leurs adresses pendant les prochaines semaines. Ils reviendront si leur présence est nécessaire. Ils espèrent qu'on les tiendra au courant des développement de l'affaire. p. 143 202 Piccadilly, le 18 juillet.

Stewart et Wilkins à Normanby. Ils lui transmettent copie d'une lettre adressée à sir George Ross et à J. H. Ley dans laquelle on demande que le Conseil législatif reçoive des exemplaires des journaux du Parlement. p. 147 202 Piccadilly, le 19 juillet.

Annexe:—

Stewart à [Ross et Ley], Halifax, le 10 janvier 1839. p. 149

*Notes:* ce qui a été fait à ce sujet. p. 154

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à A. Y. Spearman [secrétaire adjoint: la Trésorerie], le 24 septembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la lettre susmentionnée et demande l'opinion de la Trésorerie. p. 155

(ii) Lettre sans signature à Stewart et Wilkins, sans date [brouillon]. L'auteur déclare qu'on a soumis leur demande à la Trésorerie. *Note:* on enverra cette lettre sur réception de la réponse de la Trésorerie. p. 156

Stewart à Normanby. Les difficultés qui ont surgi à propos du payement des délégués; il demande de prendre la somme à même le revenu casuel. *Note:* du 26 juillet, par Stephen à T. W. C. Murdock. Il devra obtenir là-dessus des instructions de H. Labouchere puisqu'il ignore le résultat des discussions avec les délégués. p. 159 202 Piccadilly, le 23 juillet.

Stewart à Normanby. [Voir appendice 1, N° 17.] p. 171 202 Piccadilly, le 24 juillet.

Stewart à lord John Russell [secrétaire d'Etat]. Il demande une entrevue au sujet de la requête qu'il a présentée à Normanby de la part de B. Halliburton, juge en chef. *Note:* du 16 septembre. L'entrevue aura lieu jeudi prochain. *Note:* commentaires sur l'affaire. p. 175 5 Foley Place, Langham Place, le 7 septembre.

**1839**

5 Foley Place, Langham Place, le 18 septembre.

Stewart et Wilkins à Russell. A-t-on communiqué avec les délégués? *Note:* approuvée par Stephen, le 20 septembre 1839. Dans la réponse il faudra dire qu'on a échangé une correspondance avec le lieutenant-gouverneur seulement. p. 179

Annexe:—

Lettre sans signature à Stewart et Wilkins, le 27 septembre 1839 [brouillon]. L'auteur répond en s'inspirant de la note précédente. p. 183

5 Foley Place, Langham Place, le 24 septembre.

Stewart à E. Harrison [ministère des Colonies]. Il lui transmet une note de Wilkins qui demande copie de sa lettre à lord Normanby. p. 187

Annexe:—

Wilkins à Stewart, Londres, le 23 septembre 1839. p. 189

202 Piccadilly, le 23 juillet.

Wilkins à Russell. Il voudrait le voir avant de rentrer dans l'Amérique du Nord. *Note:* au sujet du moment où il pourra le recevoir. p. 191

5 Foley Place, Londres, le 15 novembre.

Stewart à Russell. Il a recours aux bons offices de Russell pour obtenir copie des journaux parlementaires qui seront à la disposition des membres du Conseil législatif de la Nouvelle-Écosse. Pendant son séjour en Angleterre, il lui fournira volontiers des renseignements sur les colonies. *Note:* par Stephen, le 21 novembre. Pourquoi Russell ne saurait s'immiscer dans cette affaire. p. 195

Annexes:—

(1) J. H. Ley, [greffier de la Chambre des Communes], Exeter, le 13 novembre 1839. p. 201

(2) Copie d'une lettre adressée à sir George Ross et à J. H. Ley, Halifax, le 10 janvier 1839. p. 207

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à Stewart, le 30 novembre 1839 [brouillon]. Une collection des journaux de la Chambre des Communes est prête et sera mise à bord d'un vaisseau à Falmouth. Il lui demande toutefois de payer les frais de port, de Londres jusqu'à Falmouth. Les mesures prises au sujet des journaux de la Chambre des Lords. Il lui demande une liste des documents parlementaires afin de la soumettre à la Trésorerie. p. 215

(ii) Lettre sans signature à Campbell, N° 15, le 15 novembre 1839 [brouillon]. On a donné l'ordre de fournir au Conseil législatif les journaux de la Chambre des Communes. p. 219

(iii) Lettre sans signature à Campbell, N° 32, le 5 février 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet l'extrait d'une lettre du lieutenant David Welch, du *Swift*, qui fait savoir que les journaux ont subi quelque avarie au cours du voyage. Il demande un rapport du président du Conseil législatif. p. 221

Sous-annexe:— 1839

Le rapport. p. 222

Stewart à R. Vernon Smith [sous secrétaire]. Il s'est arrangé avec MM. Hansard pour payer les frais de port des journaux. Ces messieurs enverront un recueil des actes du Parlement que Stewart a acheté. C'est grâce à Russell si on a obtenu les journaux. On lui en est reconnaissant. Stewart enverra une liste des documents parlementaires. p. 225 — 2 Duke St., Portland Place, le 3 décembre.

Stewart à Vernon Smith. Il lui transmet une liste des documents parlementaires que le Conseil législatif demande. Il prétend que Russell devrait recommander que l'on adopte, en Nouvelle-Écosse, les modifications que sir Samuel Romilly à apportées dans le code d'instruction criminelle en Angleterre. *Note:* par Stephen, le 11 décembre. Il faudrait accéder à la demande au sujet des documents parlementaires. p. 233 — 2 Duke St., Portland Place, le 7 décembre.

Annexe:—

La liste, le 7 décembre 1839. p. 237

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à A. Y. Spearman [secrétaire adjoint, la Trésorerie], le 3 janvier 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet la liste susmentionnée et demande qu'on la distribue, à titre gracieux, aux membres du Conseil législatif. *Note:* par Stephen, le 13 décembre. On devrait envoyer copie de cette correspondance au lieutenant-gouverneur. p. 241

Lettre sans signature à Stewart [brouillon]. L'auteur déclare que Stewart sera nommé membre du Conseil exécutif si c'est là son désir. p. 249 — Le 11 décembre.

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 24, le 18 décembre 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet la correspondance échangée avec Campbell au sujet de sa nomination au Conseil exécutif. [La réponse de Stewart manque.] p. 251

W. Young et H. Huntingdon [délégués de l'Assemblée].

L'adresse de l'Assemblée à la Reine au sujet des griefs de l'Assemblée. p. 491 — Le 22 mars.

Documentation fournie par l'Assemblée au lieutenant-gouverneur. — Le 25 mars.

(1) A propos du revenu casuel. p. 519

(2) Honoraires du greffier, de 1833 à 1837. p. 521

(3) Droits perçus sous l'empire des lois britanniques, de 1834 à 1838. p. 527

(4) Ventes des Terres de la Couronne, de 1827 à 1838. p. 529

(5) Ventes des terres au Cape-Breton, de 1832 à 1838. p. 533

**1839**

Le 13 avril. Résolutions de l'Assemblée au sujet de l'adresse que les délégués présenteront à la Reine. p. 487

16 Princes St., le 29 mai. Young et Huntingdon à Normanby. [Voir appendice I, N° 2.] *Note:* par Stephen; ce qui doit être fait à ce sujet. p. 255

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à F. Baring [secrétaire, la Trésorerie], le 7 juin 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la lettre susmentionnée; il prétend que l'on maintiendra ces exigences. Si l'on ne peut accéder à ces demandes, il faudra fournir là-dessus des raisons qui contenteront tous ceux qui sont impartiaux et sans préjugés. Il faudrait avoir des entrevues avec les délégués. p. 267

(2) Lettre sans signature à Young et Huntingdon, le 25 juin 1839 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie sur le sujet. [L'annexe manque.] p. 273

16 Princes St., le 30 mai. Young et Huntingdon à Normanby. [Voir appendice I, N° 4.] *Note:* au sujet de la réponse. p. 279

Annexe:—

[Labouchere] à Young et Huntingdon, le 8 juin 1839 [brouillon]. [Voir appendice I, N° 5.] p. 283

16 Princes St., le 7 juin. Young et Huntingdon à Labouchere. [Voir appendice 1, N° 6.] *Note:* du 8 juin. Il faudra faire connaître à la Trésorerie que les délégués désirent rencontrer les autorités postales. p. 287

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à Young et Huntingdon, sans date [brouillon—*annulé*]. L'auteur leur accuse réception de la lettre susmentionnée et déclare que la Trésorerie a reçu l'ordre de leur ménager une entrevue avec les autorités postales. Normanby les recevra. [On a laissé la date en blanc.] *Note:* on a annulé cette décision au moment où fut connue l'arrivée des délégués du Conseil. p. 291

(2) Lettre sans signature à F. Baring [secrétaire de la Trésorerie], le 17 juin 1839 [brouillon]. L'auteur demande que les délégués obtiennent une entrevue et qu'ils puissent communiquer avec les autorités postales. p. 293

16 Princes St., le 10 juin. Young et Huntingdon à Labouchere. [Voir azpendice 1, N° 7.] *Note:* du 13 juin; il faudra leur faire savoir que les délégués du Conseil ont quitté la Nouvelle-Écosse. p. 299

Annexe:—

Lettre sans signature à Young et Huntingdon, le 15 juin 1839 [brouillon]. [Voir appendice 1, n° 8.] p. 305

16 Princes St., le 18 juin. Young et Huntingdon. [Voir appendice 1, N° 9.] *Note:* du 19 juin. A propos de la réponse. p. 311

Annexe:— 1839

Labouchere à Young et Huntingdon, le 19 juin 1839 [brouillon]. [Voir appendice 1, N° 10.] p. 315

Young et Huntingdon à Labouchere. [Voir appendice 11, N° 5.] p. 319 16 Princes St., le 27 juin.

Annexes:—

(1) [Labouchere] à Young et Huntingdon, le 5 juillet 1839 [brouillon]. [Voir appendice 11, N° 6.] p. 321

(2) Lettre sans signature à Baring, le 6 juillet 1839 [brouillon]. L'auteur déclare que les délégués ont demandé d'examiner la documentation au sujet des ports libres. On leur a fait savoir que cette documentation est entre les mains de la Trésorerie. p. 323

Young et Huntingdon à Normanby. [Voir appendice 1, N° 11.] p. 331 16 Princes St., le 11 juillet.

Huntingdon à Labouchere. [Voir appendice 1, N° 12.] p. 453 8 Maddox St., le 17 juillet.

Young et Huntingdon à Labouchere. [Voir appendice 1, N° 13.] Cette lettre est munie de la signature de Young. *Note:* à propos du compte au sujet des terres de la Couronne. p. 457 16 Princes St., le 24 juillet.

Annexe:—

Le compte. p. 471

Young à Labouchere. On devrait diminuer le traitement des commissaires des Terres de la Couronne à Halifax et à Sydney. Il demande de sanctionner la loi ayant trait à la cour de la Chancellerie. *Note:* ce qu'il faudra faire à ce sujet. p. 605 Londres, le 24 août.

Young à Stephen. Il désirerait voir Stephen avant de partir. p. 609 Tavistock Hotel, le 5 septembre.

Liste des commissaires d'école en 1838. Les noms de ceux qui sont membres de l'Eglise d'Angleterre sont suivis d'un astérisque. p. 597 Sans date.

Liste des membres du Conseil législatif en 1838 et 1839 avec indications sur la confession de chacun d'entre eux. p. 601 Sans date.

Liste semblable des membres du Conseil exécutif. p. 603 Sans date.

*Nouvelle-Écosse, A. 196*

## LE MAJOR GÉNÉRAL SIR COLIN CAMPBELL, 1840

1840

Campbell à Russell. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 11 à 19, en date du 9 au 27 novembre 1839. p. 5 Halifax, le 28 janvier.

Campbell à Russell, N° 1. Il lui transmet copie du discours et des adresses prononcés lors de l'ouverture de la session. [Le discours manque.] *Note:* du 19 février. Il faudra accuser réception. p. 9 Halifax, le 3 janvier.

1840

Annexes:—

(1) L'adresse du Conseil législatif, sans date. p. 19

(2) L'adresse de l'Assemblée, sans date. p. 31

(3) Résolution de l'Assemblée au sujet de l'adresse, le 2 janvier 1840. p. 35

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 34, le 20 février 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée. p. 11

Halifax, le 27 janvier.

Campbell à Russell, N° 2. Il lui accuse réception de la dépêche N° 53, du 23 décembre, et il lui transmet le rapport des commissaires au sujet de l'établissement des phares sur les îles Saint-Paul et Scatterie. [L'annexe manque.] *Note:* par Stephen: le 19 février; si cela est un état de compte au sujet des phares, il faudra transmettre ce texte à la Trésorerie. *Note:* on a envoyé ce texte à la Trésorerie le 26 février. p. 39

Halifax, le 28 janvier.

Campbell à Russell, N° 3. Il lui transmet une documentation au sujet du procès de S. D. Clarke, condamné à mort. Il recommande Clarke à la clémence du tribunal. *Note:* par Stephen, le 19 février. On a été indulgent envers Clarke; à propos de la commutation de peine. p. 43

Annexes:—

(1) Témoignages et jugement. p. 97

(2) Requête du jury qui recommande l'accusé à la clémence du tribunal. p. 99

(3) Les juges sont du même avis, le 28 janvier 1840. p. 103

(4) Requête des habitants de Halifax, 1840. p. 107

(5) Affidavit de T. Bannister et de T. Smith, le 27 janvier 1840: on a empêché le prisonnier de produire plusieurs témoins. p. 133

(6) Certificat semblable de J. W. Nutting, greffier de la Couronne, le 28 janvier 1840. p. 139

(7) Coupure de journal ayant trait au procès. p. 143

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 36, le 24 février 1840 [brouillon]. L'auteur répond à la dépêche susmentionnée en s'inspirant de la note du 19 février. p. 49

Halifax, le 29 janvier.

Campbell à Russell, N° 4. Il lui accuse réception de la dépêche N° 12, du 11 novembre, et il lui transmet une lettre de C. R. Fairbanks, garde des Archives: pourquoi Fairbanks a retardé de rédiger un rapport sur le brouillon du projet de loi qui modifie la procédure de la Cour

de la Chancellerie. Nulle décision n'est requise là-dessus puisqu'on soumettra, à la Législature, une nouvelle mesure qui ne soulèvera pas d'objections. *Note:* par S. J. Blount, le 20 février. On n'a pas enregistré ce bill parce qu'il est réservé afin d'attendre avis du bon plaisir de Sa Majesté. Cette manière de procéder est officieuse. p. 153 **1840**

Annexe:—

Fairbanks à sir Rupert D. George [secrétaire de la Colonie, Halifax], le 28 janvier 1840. p. 155

Campbell à Russell, N° 5. Il lui transmet des rapports sur le revenu casuel et territorial ainsi qu'un rapport sur le charbon recueilli, vendu et exporté jusqu'au 31 décembre 1839. p. 161 Halifax, le 1er mars.

Annexes:—

(1) Rapports sur le revenu casuel. p. 165

(2) Rapport sur les houillères. p. 169

Campbell à Russell, N° 6. La dépêche du 16 octobre sur la durée des Assemblées fut soumise à l'Assemblée qui considère que ce texte semble sanctionner sa demande d'un gouvernement responsable. Il lui transmet les résolutions et certains papiers de l'Assemblée qui attestent son manque de confiance dans le Conseil exécutif. Pourquoi il n'a pas acquiescé à la demande; J. Howe a l'intention de demander le rappel de Campbell. p. 173 Halifax, le 1er mars.

Annexes:—

L'adresse de l'Assemblée avec ses résolutions, sans date. p. 185

Sous-annexe:—

(i) Les résolutions, le 5 février 1840. p. 187

(ii) Réponse du lieutenant-gouverneur, sans date. p. 191

(iii) Adresse de l'Assemblée, le 12 février 1840. p. 195

(iv) Réponse du lieutenant-gouverneur, sans date. p. 201

Campbell à Russell, N° 7. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 22 à 32, des 7 au 31 décembre 1839, du 1er janvier au 5 février 1840, des circulaires de décembre 1839 et des 8 et 22 février 1840. p. 205 Halifax, le 25 mars.

Campbell à Russell, N° 8. Il lui transmet l'adresse de l'Assemblée sur le mariage de la Reine. *Note:* du 22 avril. Au sujet de la réponse. p. 209 Halifax, le 26 mars.

Annexe:—

L'adresse, le 26 mars 1840. p. 217

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 43, le 27 avril 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de l'adresse. p. 211

1840

Halifax, le 27 mars.

Campbell à Russell, N° 9. Il lui accuse réception de la dépêche N° 21, du 9 décembre. Pourquoi il a offert un fauteuil à J. Morton dans l'un ou l'autre Conseil. Il lui transmet copie de la lettre de Morton qui choisit un fauteuil dans le Conseil législatif de même qu'une lettre de M. G. Black qui décline l'invitation. J. L. Starr et M. Tobin sont entrés dans le Conseil législatif et ont prêté le serment professionnel. Il ne sait pas si J. Bond, P. de Cartaret et D. McFarlane entreront au Conseil. Il demande une autre fois de nommer J. McNabb membre du Conseil exécutif. La démission de J. B. Uniacke. *Note:* par Stephen, le 29 avril. Il faudra prendre là-dessus les mesures nécessaires. p. 221

Annexe:—

(1) Morton à Campbell, Halifax, le 23 mars 1840. p. 233

(2) Black à sir Rupert D. George [secrétaire], Halifax, le 23 mars 1840. p. 237

(3) Uniacke à Campbell, Halifax, le 8 février 1840. p. 241

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature au président du Conseil, Downing St., le 30 avril 1840 [brouillon]. L'auteur lui demande de nommer Morton membre du Conseil législatif et McNab membre du Conseil exécutif. p. 227

(ii) Lettre sans signature à Campbell, le 4 mai 1840 [brouillon]. L'auteur approuve les nominations de Morton et de McNab sans laisser entendre ce qu'il pense de nouvelles nominations. p. 229

Halifax, le 27 mars.

Campbell à Russell, N° 10. Il lui transmet l'adresse de la Législature qui demande d'abroger la loi britannique qui interdit de charger du bois sur le pont d'un navire. p. 245

Annexe:—

L'adresse, le 21 mars 1840. p. 253

Sous-annexe:—

Lettre sans signature, à Campbell, N° 56½, le 18 juin 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée au sujet de la modification de cette loi qu'on se propose de présenter au Parlement. p. 247

Halifax, le 28 mars.

Campbell à Russell, N° 11. Il commente l'adresse où l'on demande son rappel. En dépit de cette demande, pendant cette session on a accompli plus de travail qu'au cours des autres sessions. Il lui transmet des adresses qui font l'éloge de l'administration. *Note:* ce qu'il faudra faire à ce sujet. p. 267

Annexes:—

(1) Le discours de prorogation. p. 287

(2) Adresse des habitants de Halifax. p. 289

(3) Réponse de Campbell. p. 297 **1840**

(4) Réponse à l'adresse du Conseil législatif. p. 299

(5) Adresse des habitants de Pictou. p. 301

(6) Autre adresse des habitants de Pictou. p. 305

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 46, le 30 avril 1840 [brouillon]. L'auteur déclare qu'il ne peut présenter à la Reine l'adresse de l'Assemblée et il discute les modifications qu'il faudra apporter à la composition du Conseil exécutif. On a prié le gouverneur-général de se rendre à Halifax à ce sujet. p. 275

Campbell à Russell, N° 12. Il lui accuse réception de la dépêche N° 26, du 1er janvier avec la commission qui nomme A. Stewart membre du Conseil exécutif. Pourquoi il a choisi certains candidats. Il lui transmet un mémoire de J. Howe sur le sujet et il fait remarquer que ce texte comporte la recommandation de Stewart. *Note:* par R. V. Smith, le 23 avril. Il connaît si peu les personnes en cause qu'il ne peut dire si l'exposé des faits est complet. *Note:* par [Russell], le 25 avril. Il y a des choses qu'on passe sous silence; les membres libéraux constituent une minorité. p. 309 Halifax, le 28 mars.

Annexe:—

Texte de Howe. p. 319

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 26, le 1er janvier 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet la commission qui nomme A. Stewart membre du Conseil exécutif. p. 315

Campbell à Russell [personnelle]. Il répond à l'accusation portée contre lui par l'Assemblée dans l'adresse où elle demande le rappel de Campbell. *Note:* du 24 avril. Rien ne saurait être fait sans examen; il n'approuve pas le lieutenant-gouverneur qui a traité de démagogues les deux-tiers de l'Assemblée. Il demande les dépêches. p. 323 Halifax, le 28 mars.

Campbell à Russell, N° 13. Il lui transmet les résolutions du Conseil législatif ainsi qu'une adresse de la Reine sur les terrains scolaires. *Note:* au sujet de l'enquête demandée. p. 335 Halifax, le 30 mars.

Annexe:—

L'adresse. p. 361

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 45, le 29 avril 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée. L'importance de l'enquête. p. 339

Campbell à Russell, N° 14. Il lui transmet les rapports que demande la Chambre des Communes. p. 373 Halifax, le 30 mars.

1840

Annexes:—

(1) Rapport sur le revenu et les dépenses depuis 1824 jusqu'à 1838. p. 377

(2) Les exportations, les importations et le tonnage depuis 1827 jusqu'à 1838. p. 381

(3) Concessions et ventes des terres de la Couronne depuis 1832 jusqu'à 1839. p. 407

(4) Rapport semblable sur les Terres de la Couronne au Cap-Breton. p. 411

Halifax, le 1er avril.

Campbell à Russell, N° 15. Il lui transmet les résolutions du Conseil législatif qui est heureux d'avoir reçu le journaux de la Chambre des Communes. [Sans transcription.] *Note:* du 24 avril. Il faudrait en accuser réception. p. 413

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 44, le 28 avril 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la résolution. p. 415

Halifax, le 2 avril.

Campbell à Russell, N° 16. Il lui transmet la résolution de l'Assemblée et l'adresse du Conseil législatif au sujet du rejet des lois ayant trait à la liste civile et à l'enregistrement des actes. Campbell écrira au sujet de cette première loi ainsi que sur le remboursement des dépenses des délégués qui se sont rendus en Angleterre. p. 427

*Note:* ce qu'il faudra faire à ce sujet. p. 427

Annexe:—

Adresse du Conseil législatif, le 27 mars 1840. [La résolution de l'Assemblée n'est pas transcrite.] p. 441

Halifax, le 3 avril.

Campbell à Russell, N° 17. Il lui transmet des exemplaires imprimés des rapports que les délégués ont soumis aux Chambres. [Les annexes manquent.] *Note:* par Russell, le 29 avril. Il étudiera les rapports. *Note:* par R. V. Smith, le 24 avril. Il ne semble pas y avoir aucun différend. p. 497

Halifax, le 4 avril.

Campbell à Russell, N° 18. Il lui transmet copie d'une lettre de S. G. W. Archibald sur les adresses de l'Assemblée qui n'a pas confiance dans le Conseil exécutif. Le même homme ne saurait cumuler les fonctions de procureur général et de président de l'Assemblée. *Note:* ce qu'il faudrait faire à ce sujet. *Note:* de Russell du 28 avril. Inutilité d'effectuer des modifications. p. 501

Annexe:—

Archibald à Campbell, Halifax, le 3 avril 1840. p. 503

Halifax, le 5 avril.

Campbell à Russell, N° 19. A propos de la force civile. Il recommande d'accorder une indemnité à W. Q. Sawers pour services rendus dans ce département. [Cette dépêche fut écrite le 24 décembre 1839 mais on ne l'a transmise qu'en avril 1840: il voulait savoir si on

pouvait imputer cette dépense sur le revenu casuel.] *Note:* ce qu'il faudrait faire à ce sujet. p. 511 **1840**

Annexe:—

Notes du Conseil, le 20 décembre 1839. p. 531

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Falkland, N° 6, le 3 octobre 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée. Pourquoi il ne saurait accéder à la demande. p. 519

Campbell à Russell. Plusieurs membres de l'Assemblée n'approuvent pas l'adresse où on demande son rappel. Il propose de dissoudre l'Assemblée. p. 539 Halifax, le 5 avril.

Campbell à Russell, N° 20. Il lui transmet copie des délibérations des deux Chambres sur le payement des dépenses des délégués en Angleterre. Pour régler cette question, il faudrait prendre la somme à même le revenu casuel. [Les annexes ne sont pas transcrites.] *Note:* ce qu'il faudrait faire à ce sujet. p. 543 Halifax, le 7 avril.

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 52, le 26 mai 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et il permet de prendre la somme à même le revenu casuel. p. 547

Campbell à Russell, N° 21. Il lui transmet certains écrits se rapportant à certaines réunions publiques tenues récemment [au sujet du rappel de Campbell.] [Les annexes manquent.] *Note:* par Russell, le 11 mai. Mr Bell semble être un homme bien équilibré. Les hautes capacités du solliciteur général. Il faudrait accuser réception de cette dépêche. p. 575 Halifax, le 10 avril.

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 40, le 14 mai 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée. p. 577

Campbell à Russell, N° 22. Il lui transmet des comptes ainsi qu'un rapport sur certains frais judiciaires qu'on a acquittés en puisant à même les revenus de la Couronne, conformément à la dépêche de Russell, N° 18, du 26 novembre 1839. p. 581 Halifax, le 10 avril.

Annexe:—

Les comptes. p. 589

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à C. E. Trevelyan [secrétaire adjoint, la Trésorerie], le 19 mai 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet les comptes. p. 583

Campbell à Russell, N° 23. Il lui transmet une documentation ayant trait au rejet de la liste civile. Ses commentaires; il espère que la question ne sera plus soumise à la Législature. *Note:* ce qu'il faudrait faire à ce sujet; Russell a décidé d'attendre le rapport de C. P. Thomson. p. 597 Halifax, le 10 avril.

1840

Annexe:—

S. B. Robie à Campbell, Halifax, le 9 avril 1840 [brouillon]. [Les délibérations de la Législature ne sont pas transcrites.] p. 639

Halifax, le 11 avril.

Campbell à Russell, N° 24. Il lui transmet l'adresse de l'Assemblée qui se plaint des empiétements des pêcheurs américains: l'Assemblée demande protection. *Note:* par Stephen, le 9 mai. On devrait envoyer ce texte au ministère des Affaires étrangères. p. 649

Annexe:—

L'adresse, le 27 mars 1840. Statuts et règlements pour empêcher le commerce illicite dans les colonies américaines de Sa Majesté. p. 665

Halifax, le 4 avril.

Campbell à Russell, N° 25, il lui transmet une lettre de C. R. Fairbanks qui demande de prendre à même le revenu casuel une somme permettant de payer le traitement du huissier et de défrayer le chauffage des cours de la Vice-Amirauté et de la Chancellerie. *Note:* ce qu'il faudra faire à ce sujet. p. 693

Annexe:—

Fairbanks à Campbell, Halifax, le 10 avril 1840. p. 699

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 53, le 27 mai 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la lettre susmentionnée et il lui donne l'autorisation nécessaire. p. 695

Halifax, le 13 avril.

Campbell à Russell, N° 26. Il lui transmet les honoraires que comporte la commission de J. Bond et de D. McFarlane ainsi qu'une lettre de D. de Cartaret qui refuse un fauteuil dans le Conseil législatif. Inopportunité de remplir ces vacances. p. 707

Annexe:—

D. de Cartaret à sir Rupert D. George [secrétaire], Arichat, le 3 avril 1840. p. 717

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à [Campbell], N° 31, Downing St., le 29 janvier 1840 [brouillon]. L'auteur lui envoie les commissions des membres du Conseil législatif. [Les annexes manquent.] p. 709

(ii) Lettre sans signature à Falkland, N° 2, le 31 août 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie d'une lettre d'A. Stewart qui propose que les membres du Conseil législatif soient nommés à vie et que la Couronne nomme le président de ce Conseil. L'auteur demande un rapport à ce sujet. [L'annexe manque. Voir A. 198, p. 727.] p. 713

Halifax, le 14 avril.

Campbell à Russell, N° 27. Il lui transmet la loi constituant légalement le collège Queen's, à Horton, ainsi qu'une requête de la Société d'Éducation baptiste, de la Nouvelle-Écosse, qui demande de sanctionner cette loi. Le troisième chapitre de la loi abroge

le dixième article de la loi antérieure sur les concessions de Miré et du Cap-Breton. Il lui envoie aussi la loi qui limite la durée des Assemblées. L'adresse conjointe ayant trait à la loi qui accorde des primes sur le froment étranger explique pourquoi on a promulgué cette loi. L'adresse demande également d'accorder, à la Nouvelle-Écosse, les mêmes privilèges dont jouissent le Canada et le Nouveau-Brunswick au sujet de la perception des droits sur le sucre et les spiritueux étrangers; elle demande aussi d'exonérer toutes les variétés de graines de barille et des arbres qui produisent du liège. Campbell envoie également la loi, qui constitue le nouveau Conseil d'Administration du Collège Dalhousie. *Notes:* dont une de Russell, en date du 12 mai, au sujet du rapport. Il faudra accuser réception de la dépêche. p. 721 **1840**

Annexes:—

(1) Requête du Conseil d'Administration de la Société baptiste, sans date. p. 737

(2) L'adresse de la Législature, le 26 mars 1840. [Les lois manquent.] p. 753

Sous annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 55½ Downing St., le 16 juin 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée. On sanctionnera la loi qui constitue légalement le collège à Horton si la Législature en modifie le nom conformément aux objections déjà formulées. Il faudra modifier la loi sur la concession de Miré puisque c'est le neuvième article, et non pas le dixième, que l'on veut rejeter. Il lui transmet un décret du Conseil qui sanctionne la loi se rapportant à la durée des Assemblées. On ne peut sanctionner la loi sur les primes avant d'avoir reçu la loi que mentionne le premier article. On s'oppose à la loi qui constitue les directeurs du collège Dalhousie et on demandera à l'Assemblée de rejeter l'article en vertu duquel la Législature peut nommer les directeurs du collège. p. 729

Campbell à Russell, N° 28. Il lui transmet copie d'une lettre de S. W. Archibald, procureur général, et de J. W. Johnston, solliciteur général, et il demande des instructions au sujet de S. D. Clarke dont on a commué la sentence en déportement. p. 767 Halifax, le 14 avril.

Annexe:—

Archibald et Johnston à sir Rupert D. George [secrétaire], Halifax, le 14 avril 1840. p. 775

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 48, le 13 mai 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée. Les lois de la Nouvelle-Écosse ne reconnaissent pas la peine de déportation. En conséquence, il faudra substituer à la déportation, infligée à Clarke, une peine que le prisonnier purgera dans la colonie, ou il faudra le condamner à l'exil. p. 771

Campbell à Russell [personnelle]. Il s'est rendu compte que J. McNab ne réclame pas le gouvernement responsable. Il demande Halifax, le 15 avril.

1840 de nommer Campbell membre du Conseil exécutif. *Notes:* du 12 et du 13 mai. Approuvé. p. 779

Le 15 août. *Note:* par Stephen pour Russell. Le vicomte Falkland aimerait s'embarquer le 4 septembre. p. 429

Annexe:—

*Note:* par Russell: il pourra s'embarquer ce jour-là. p. 430

Le 18 août. Lettre sans signature au vicomte Falkland [lieutenant-gouverneur] N° 1 [brouillon]. L'auteur donne des instructions au sujet de l'administration de la Nouvelle-Écosse. p. 431

*Nouvelle-Écosse, A. 197*

## LE MAJOR GÉNÉRAL SIR COLIN CAMPBELL ET LE VICOMTE FALKLAND, 1840

Halifax, le 2 mai. Campbell à Russell, N° 29. Le mariage de la Reine a suscité des fêtes dans toutes les parties de la Colonie et notamment au sein des sociétés de charité. Il lui transmet les adresses. *Note:* du 30 mai: il faudra accuser réception de ces adresses. p. 5

Annexes:—

(1) Adresse de la *St. George's Society*, Halifax, le 23 avril 1840. p. 13

(2) Adresse de la *Charitable Irish Society*, Halifax, le 20 avril 1840. p. 17

(3) Adresse de la *North British Society*, Halifax, le 21 avril 1840. p. 21

(4) Adresse de la *Highland Society*, Halifax, le 21 avril 1840. p. 23

(5) Adresse de la *Nova Scotia Philantropic Society*, à la Reine, Halifax, le 1er mai 1840. p. 29

(6) Adresse de la *Nova Scotia Philanthropic Society*, au Prince Albert, Halifax, le 1er mai 1840. p. 33

(7) Adresse de la *Carpenters Society*, Halifax, le 1er mai 1840. p. 37

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 55, le 2 juin 1840 [brouillon]. Comment accuser réception de ces adresses. p. 7

Halifax, le 2 mai. Campbell à Russell, N° 30. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 39 et 40, des 6 et 9 mars, ainsi que de deux circulaires, l'une datée de mars et l'autre du 10 mars 1840. p. 41

Halifax, le 4 mai. Campbell à Russell, N° 30. Il lui transmet les adresses émanant de différentes parties de la Colonie et dans lesquelles on désapprouve

la conduite de l'Assemblée [qui demande son rappel]. *Note:* par Stephen, le 30 mai. Il faudra répondre à cette dépêche en disant que ces témoignages plaisent à Campbell. p. 45 1840

Annexes:—

(1) Adresse des habitants de Windsor, le 6 avril 1840. p. 51

(2) Adresse des habitants de Pictou. p. 55

(3) Adresse des habitants de Liverpool, Queen's Co., le 9 avril 1840. p. 59

(4) Adresse de la *St. George's Society*, Halifax, le jour de la St-George, [le 23 avril] 1840. p. 65

(5) Adresse des habitants de Lunenburg. p. 71

(6) Adresse des habitants de Yarmouth, le 20 avril 1840. p. 77

(7) Adresse des habitants de Upper Granville. p. 83

(8) Adresse des habitants de Pugwash et de Wallace, le 17 avril 1840. p. 91

(9) Adresse des habitants de Weymouth. p. 99

(10) Adresse des habitants de Middle Musquodoboit et de Meagher Grant. p. 107

(11) Adresse des habitants de Colchester, Truro, le 27 avril 1840. p. 119

(12) Adresse des habitants de Chester. p. 127

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 56, le 3 juin 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée. p. 47

Notes du bureau des Colonies: nécessité d'une caserne à Woodstock afin de contenir l'armée américaine à Koulton. Plan, etc., annexé. [L'annexe manque.] p. 135 Le 9 mai.

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, distincte, le 1er juillet 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche du 9 mai et il approuve le plan de la caserne. Il est trop tard pour inscrire cette somme dans les estimations budgétaires de la présente année; on devra reporter ce projet à plus tard. p. 137

Campbell à Russell, N° 31. Il lui accuse réception de la dépêche N° 16, du 19 novembre, et il recommande J. Walter et J. Ray à la bienveillance de Russell; il lui transmet des lettres de recommandation et des affidavit. p. 141 Halifax, le 20 mai.

1840 Annexes:—

(1) Affidavit de Walters, le 13 mai 1840. p. 145

(2) Lettre de recommandation rédigée par le colonel P. Doherty, Bath, le 27 avril 1831. p. 149

(3) Lettre de recommandation rédigée par R. Smith, Maitland, le 14 octobre 1839. p. 151

Halifax, le 15 juin. Campbell à Russell, N° 32. La copie authentique des lois est envoyée sous pli séparé. Il lui transmet le résumé du procureur général. On a annexé à la dépêche N° 27, du 14 avril, cinq lois comportant des clauses de surséance. Il lui transmet un exemplaire du journal de l'Assemblée. [Le journal manque.] *Note:* pour accuser réception de cette lettre. p. 153

Annexe:—

Le résumé du procureur général. p. 179

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature au lieutenant-gouverneur, Downing St., N° 12, le 30 octobre 1840 [brouillon]. L'auteur s'oppose à la loi ayant trait aux immeubles et il lui demande de transmettre ses objections à la Législature: pourquoi a-t-on adopté ces dispositions? p. 157

(ii) Lettre sans signature à Falkland, N° 25, Downing St., le 26 décembre 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet le décret du Conseil maintenant en vigueur huit lois: la loi N° 2053 ayant trait à la disposition des terres de la Couronne; la loi N° 2055 se rapportant aux salaisons; la loi N° 2076 qui constitue légalement le canal St-Paul; la loi N° 2077 qui constitue légalement la Compagnie de *Margaretville Pier;* la loi N° 2084 qui constitue légalement la compagnie de navigation à vapeur de la baie de Fundy; la loi N° 2086 qui accorde une compensation aux directeurs et aux vérificateurs de la *Nova Scotia and Halifax Marine Insurance Co.;* la loi N° 2087 qui amende la loi règlementant la navigation dans le port de Pictou et la loi N° 2088 qui amende la loi se rapportant aux cimetières de Halifax. [L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 79, p. 464.] p. 165

(iii) Lettre sans signature à Falkland, N° 36, le 23 février 1841 [brouillon]. La loi N° 2099 [qui règlemente l'importation des marchandises] est maintenue en vigueur en vertu d'un décret du Conseil du 25 février. p. 173

(iv) Lettre sans signature à Falkland, Downing St., le 29 avril 1841 [brouillon]. Le Parlement étudie la péréquation des droits sur les articles importés dans les Indes occidentales et dans l'Amérique britannique du Nord. La loi N° 2045 qui accorde un droit sur la farine ne sera sanctionnée que lorsque cette question sera réglée. p. 175

Halifax, le 16 juin. Campbell à Russell, N° 33. Il lui transmet une brochure renfermant l'adresse de l'Assemblée [au sujet de son rappel], ainsi que les adresses qu'il reçut de toutes les régions de la Colonie. p. 263

Annexe:— 1840

La brochure et les *adresses*, Halifax, 1840 [imprimé]. p. 267

Campbell à Russell, N° 34. Il lui accuse réception de la dépêche N° 46, du 30 avril, et il est heureux de constater que l'on approuve sa conduite au sujet de l'adresse de l'Assemblée. Il lui transmet copie d'une lettre qu'il a écrite à C. P. Thomson gouverneur-général. On devrait dissoudre la Législature avant l'arrivée de Thomson. *Note:* au sujet de la réponse. p. 317 Halifax, le 16 juin.

Annexe:—

Campbell à Thomson, Halifax, le 1er juin 1840. p. 325

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à Campbell, N° 59, Downing St., le 16 juillet 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 34, du 16 juin, et il demande de ne pas dissoudre l'Assemblée. Lorsqu'on aura voté le bill du Canada, il lui écrira au sujet de la Nouvelle-Écosse. *Note:* Russell approuve-t-il les mots qu'on a ajoutés à la fin de la dépêche? p. 321

(ii) Un autre brouillon de cette dépêche. p. 323

Campbell à Russell. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 41 à 49, du 20 mars et du 26 avril au 14 mai. p. 333 Halifax, juin.

Campbell à Russell, N° 34B. Il lui transmet la requête du *Halifax Turf Club* qui demande que les courses dans la Nouvelle-Écosse, comme celles dans les Canada, aient lieu sous le patronage de la Reine. *Note:* ainsi qu'une note du 19 août. La même ligne de conduite peut être suivie en l'occurrence. p. 341 Halifax, le 1er juillet.

Annexe:—

La requête. p. 345

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 61, le 26 août 1840 [brouillon]. L'auteur répond à la dépêche en s'inspirant de la note précédente. p. 343

Campbell à Russell. Il lui accuse réception des circulaires du 10 mars, du 20 avril, du 4 mai, des 5 et 15 juin, de la dépêche distincte du 1er juillet et des dépêches N^os^ 50 à 56, du 15 mai au 3 juillet. p. 337 Halifax, le 17 juillet.

Campbell à Russell, N° 35. Il lui transmet copie des journaux de l'Assemblée pour la dernière session. [L'annexe manque.] p. 353 Halifax, le 24 juillet.

Campbell à Russell, N° 36. Il lui transmet un rapport du 30 juin sur le revenu casuel. Le solde est maintenant de 1,386 louis, 11 deniers et 4 chelins après avoir défrayé le voyage des délégués qui se sont rendus en Angleterre. p. 357 Halifax, le 25 juillet.

Annexe:—

Le rapport. p. 362

1840

Halifax, le 28 juillet.

Campbell à Russell. Il lui transmet des extraits de rapports sur les casernes qui seraient nécessaires à Fredericton. Il lui demande de sanctionner le projet. L'Artillerie a les plans et les devis. *Note:* l'Artillerie n'a fait, là-dessus, aucun rapport. p. 365

Annexes:—

(1) Un extrait du rapport et des estimations pour 1840 et 1841. p. 371

(2) Extrait des rapports de l'inspecteur général des Fortifications et du comité d'Artillerie, 1840. p 373

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à R. Byham, secrétaire: Artillerie, le 29 janvier 1841 [brouillon]. L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée et demande là-dessus un rapport. p. 369

Halifax, le 29 juillet.

Campbell à Russell, N° 37. Il lui transmet la correspondance échangée avec C. P. Thomson, gouverneur-général, afin de démontrer que les abus dont Thomson fait allusion, dans sa réponse à l'adresse des habitants de Halifax, n'avaient pas pour objet de blâmer l'administration de Campbell. *Note:* par A. Blackwood, le 21 août. On a approuvé la réponse de Thomson à l'adresse des habitants de Halifax; en conséquence, il ne faut tenir pas compte de cette fausse interprétation. p. 375

Annexes:—

(1) La réponse du gouverneur-général à l'adresse des habitants de Halifax [imprimé]. p. 381

(2) Campbell à Thomson, Halifax, le 16 juillet 1840. p. 383

(3) Thomson à Campbell, Halifax, le 16 juillet 1840. p. 385

Halifax, le 1er août.

Campbell à Russell, N° 38. Serait-il opportun d'apporter les modifications que recommande Thomson? Campbell est mortifié: il aurait aimé dissiper lui-même ce malentendu. Ainsi, on a encouragé le parti des mécontents. Il avait d'abord eu l'idée de constituer le Conseil exécutif en s'inspirant des directives de Thomson; mais Glenelg n'approuvait pas ce projet. Il s'oppose à la nomination de Howe. Les membres qui entreront dans le Conseil devraient faire la promesse indiquée dans la dépêche de Russell, en date du 30 avril. *Note:* par Russell, le 17 mai. On nommera bientôt un lieutenant-gouverneur; Campbell recevra un autre poste important. p. 391

Annexe:—

Thomson à Campbell, Halifax, le 27 juillet 1840. p. 411

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 62, le 27 août 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et il lui répond en s'inspirant de la note de Russell. p. 407

Halifax, le3 septembre.

Campbell à Russell. Il lui présente G. Smith, membre du Conseil législatif. p. 427

1840

Campbell à Russell. Il demande encore une fois une somme qui payerait le traitement d'un troisième commis dans le bureau du secrétaire. *Note:* on doit transmettre cette lettre à la Trésorerie. p. 429 — Halifax, le 12 septembre.

Annexes:—

(1) R. Vernon Smith [sous-secrétaire], à C. E. Trevelyan [secrétaire adjoint, la Trésorerie], le 6 novembre 1840 [brouillon]. Il lui transmet la dépêche susmentionnée. p. 435

(2) Lettre sans signature à Falkland, N° 29, le 15 juillet 1841 [brouillon]. L'auteur lui transmet la correspondance échangée avec la Trésorerie qui demande là-dessus des renseignements supplémentaires. [Les annexes manquent. Voir A. 198, p. 435.] p. 437

Campbell à Russell. Pourquoi le Livre Bleu est arrivé en retard. p. 445 — Halifax, septembre.

Campbell à Russell. Il lui accuse réception de la dépêche du 30 novembre et il ne peut fournir aucun autre renseignement sur un nouveau commis pour le bureau du secrétaire. Il n'aurait pas recommandé cette nomination si elle ne s'était pas imposée. Il ne croit pas que ces commis reçoivent un autre traitement. p. 449 — Londres, le 4 décembre.

Annexe:—

Lettre sans signature à Trevelyan, le 14 décembre 1840 [brouillon]. Il lui transmet la lettre susmentionnée et il recommande de faire la nomination. p. 451

Le vicomte Falkland

Falkland à Russell, N° 1. Son arrivée; pourquoi il a retardé a prêté serment; ce qu'il a fait au sujet de la composition des Conseils. *Note:* le 17 octobre. A propos de Russell. p. 457 — Halifax, le 2 octobre.

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à Falkland, N° 11, le 19 octobre 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et il approuve la conduite tenue en l'occurrence. Les noms de J. Howe, de J. B. Uniacke et de S. G. W. Archibald et le Conseil exécutif. p. 463

(2) Lettre sans signature au président du Conseil, le 29 octobre 1840 [brouillon]. L'auteur lui soumet ces noms. [*Note*: au sujet de la préséance.] p. 465

Falkland à Russell, N° 2. Il lui accuse réception de la dépêche N° 2, du 31 août. Il veut réfléchir avant de faire savoir s'il croit qu'on doive nommer à vie les membres du Conseil législatif et si c'est la Couronne qui doit nommer le président du Conseil législatif. p. 469 — Halifax, le 2 octobre.

Falkland à Russell, N° 3. Il lui accuse réception de la dépêche N° 3, du 5 septembre. Il est heureux de constater que ses appointements s'élèveront à 3,500 louis. Il préfère que le traitement de son aide de camp soit pris à même le revenu de la province. *Note:* ces appointements et le coût de la vie. p. 473 — Halifax, le 18 octobre.

1840

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à Falkland, Downing St., le 5 septembre 1840 [brouillon]. L'auteur lui accorde 3,500 louis; son secrétaire ou un aide de camp pourra recevoir un traitement qui sera payé à même le revenu casuel. p. 475

(2) Lettre sans signature à Falkland, N° 15, le 11 novembre 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et donne l'autorisation de payer, à l'aide de camp, un traitement pris à même le revenu casuel. p. 477

Halifax, le 18 octobre.

Falkland à Russell, N° 4. La seule terre concédée dans l'Ile du Prince-Édouard à quelqu'un qui porte le nom de Saunders, est celle qui fut accordée à sir Charles Saunders. Il lui transmet copie du document. [L'annexe manque.] p. 481

Annexe:—

Lettre sans signature à Falkland, N° 4, le 12 septembre 1840 [brouillon]. L'auteur demande que l'on fasse des recherches sur une terre accordée, dans l'Ile du Prince-Édouard, vers 1763, au docteur Saunders. p. 483

Halifax, le 18 octobre.

Falkland à Russell. Il lui accuse réception des dépêches en date du 24 août au 3 octobre. p. 489

Halifax, le 18 octobre.

Falkland à Russell. Il lui transmet une adresse de la *Irish Charitable Society* qui félicite la Reine d'avoir échappé à une tentative d'assassinat. *Note:* par Stephen, le 2 novembre. Comment répondre à cette dépêche. p. 493

Annexes:—

(1) Résolution de la *Irish Charitable Society*, le 17 août 1840. p. 499

(2) L'adresse, le 17 août 1840. p. 501

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Falkland, N° 13, le 3 novembre 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée. p. 495

Halifax, le 19 octobre.

Falkland à Russell, N° 5. Il lui transmet une documentation au sujet des réformes à apporter au droit criminel. Il espère que des spécialistes anglais étudieront ces bills et qu'il recevra là-dessus de nouvelles propositions avant la convocation de la Législature. *Note:* ce qu'il faut faire à ce sujet. p. 505

Annexes:—

(1) J. W. Johnston, solliciteur général, à sir Rupert D. George, secrétaire de la Colonie, Halifax, le 17 octobre 1840. p. 525

(2) Rapport du comité du Conseil sur le droit criminel, le 27 mars 1840 [imprimé]. p. 533

Sous-annexes:— 1840

(i) Lettre sans signature à Campbell, N° 35, le 21 février 1840 [brouillon]. On enverra, pour l'usage du Conseil législatif, la documentation que demande Stewart. L'auteur demande de modifier le droit criminel de la Nouvelle-Écosse et il promet là-dessus le concours du gouvernement britannique. p. 509

(ii) Lettre sans signature à Campbell, N° 42, le 26 avril 1840 [brouillon]. On lui enverra la documentation parlementaire sous peu. p. 517

(iii) Lettre sans signature à S. M. Phillipps [secrétaire, ministère de l'Intérieur], le 16 novembre 1840 [brouillon]. L'auteur lui envoie copie de la dépêche N° 5, de Falkland, en date du 19 octobre; les commissaires nommés pour la revision du droit criminel devraient examiner ces bills et faire là-dessus les propositions opportunes. p. 519

(iv) Lettre sans signature à Falkland, N° 24, le 24 décembre 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 5, du 19 octobre, et lui transmet le rapport des commissaires nommés pour la révision du droit criminel. [L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 79, p. 432.] p. 521

Falkland à Russell, N° 5A. Pourquoi on a dissous l'Assemblée. Il lui transmet copie de l'adresse des habitants de Halifax et de sa réponse. *Note:* par Russell, le 19 novembre. Cela est très satisfaisant. p. 585 Halifax, le 3 octobre.

Annexe:—

L'adresse et la réponse [imprimé]. p. 591

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Falkland, N° 19, le 22 novembre 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et il approuve la réponse. p. 589

Falkland à Russell, N° 6. Pourquoi on ne doit pas nommer à vie les membres du Conseil législatif et pourquoi le président du Conseil ne doit pas être choisi par la Couronne. *Note:* sur les idées de Falkland; ce qu'il faudra faire à ce sujet. p. 597 Halifax, le 21 novembre.

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à Falkland, N° 20, le 25 novembre 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et il approuve les opinions exprimées. On lui enverra de nouvelles instructions; il pourra ainsi nommer le président du Conseil législatif. p. 609

(2) Lettre sans signature au président du Conseil, le 30 novembre 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet le brouillon des instructions et il demande de les faire approuver. [L'annexe manque.] p. 611

(3) Notes sur une dépêche de Falkland, N° 21, du 27 novembre 1840, transmettant les commissions en vertu desquelles J. B. Uniacke, S. G. W. Archibald et J. Howe sont nommés membres du Conseil exécutif. Les honoraires leurs seront remis. p. 612

1840

(4) Lettre sans signature à Falkland, N° 23, le 15 décembre 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet les nouvelles instructions. [L'annexe manque.] p. 613

Halifax, le 3 novembre.

Falkland à Russell, N° 7. Il lui transmet une requête de MM. McKinley sur le commerce. L'authenticité des faits énoncés. [L'annexe manque.] p. 617

Annexe:—

Lettre sans signature à C. E. Trevelyan [secrétaire adjoint: la Trésorerie], le 24 novembre 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée. p. 619

Halifax, le 30 novembre.

Falkland à Russell. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 7 à 11, et d'une circulaire du 7 octobre. Il a suivi les directives. p. 625

Halifax, le 2 décembre.

Falkland à Russell, N° 9. Il lui accuse réception de la dépêche N° 12, du 30 octobre. On demandera à la Législature d'apporter les modifications nécessaires à la loi relative aux immeubles. Il lui transmet copie d'une lettre du procureur général et du solliciteur général qui expliquent pourquoi on a inséré les articles qui soulèvent des objections. p. 629

Annexe:—

Archibald Johnston à George, Halifax, le 30 novembre 1840. p. 645

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature au procureur général de Grande-Bretagne, Downing St., le 30 décembre 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée. Y a-t-il lieu de modifier l'opinion déjà donnée. [Lettre semblable adressée au solliciteur général.] p. 631

(ii) Lettre sans signature à Falkland, N° 32, Downing St., le 30 janvier 1841 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée, et il lui transmet l'opinion des légistes. Il faudrait que l'on demandât à la Législature de modifier le texte; mais si cette chambre désire toujours le maintien des articles, on sanctionnera la loi. *Note:* il se peut que Russell ne veuille pas porter ce fait à la connaissance du lieutenant-gouverneur. [L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 80, p. 27.] p. 637

Halifax, le 2 décembre.

Falkland à Russell, N° 10. Il lui accuse réception de la dépêche N° 13, du 3 novembre. Il a accusé réception de l'adresse de la *Irish Charitable Society* qui félicite la Reine d'avoir échappé à une tentative d'assassinat. p. 653

Halifax, le 3 décembre.

Falkland à Russell, N° 11. Il lui transmet copie d'une lettre du commissaire des Terres de la Couronne au sujet des frais occasionnés par la poursuite que le solliciteur général a intentée au nom de la Couronne. Il le renvoie à une correspondance échangée antérieurement sur le sujet et il demande si on devrait prendre la somme à même le revenu casuel. *Note* sur le sujet. p. 657

Annexes:— 1840

(1) J. S. Morris [commissaire], à George, Halifax, le 23 novembre 1840. p. 673

(2) J. W. Johnston, solliciteur général, à Morris, Halifax, le 17 novembre 1840. p. 677

(3) Frais occasionnés par le procès que la Couronne a intenté contre Peter Langille. p. 678

(4) Rapport du solliciteur général là-dessus, Halifax, le 30 novembre 1840. p. 685

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Falkland, N° 28, le 6 janvier 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et il discute la question de la rémunération. Il faudra soumettre la chose au Conseil exécutif et faire savoir s'il est possible de prendre cette somme à même le revenu casuel. p. 669

Falkland à Russell, N° 12. Il lui transmet la requête de J. S. Tremain qui désire être nommé adjoint du sous-percepteur à Port Hood, Cap-Breton; aussi la recommandation et un certificat du trésorier. *Note:* par Stephen, le 16 décembre. Il faudra soumettre ce texte à la Trésorerie. p. 689 Halifax, le 3 décembre.

Annexes:—

(1) La requête, Port Hood, le 22 octobre 1840. p. 693

(2) Certificat de C. W. Wallace, trésorier, Halifax, le 2 décembre 1840. p. 697

(3) T. N. Jeffery, percepteur des Douanes, le 16 novembre 1840. p. 697

Falkland à Russell, N° 13. Il recommande de relever le traitement du solliciteur général et de lui accorder 200 louis. *Note:* il faudra que le Conseil exécutif soumette là-dessus un rapport. p. 705 Halifax, le 20 décembre.

Annexe:—

Lettre sans signature à Falkland, N° 30, le 22 janvier 1841 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 13, du 20 décembre 1840, et il lui demande de consulter le Conseil exécutif sur ce sujet. p. 709

Falkland à Russell, N° 14. Il lui accuse réception de la dépêche N° 14, du 8 novembre. Il communiquera avec sir John Harvey au sujet du commerce caboteur entre la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. p. 713 Halifax, le 21 décembre.

Annexe:—

Lettre sans signature à Falkland, N° 14, le 8 novembre 1840 [brouillon]. p. 715

**1840**

Halifax, le 22 décembre. Falkland à Russell, N° 15. Il lui accuse réception de la dépêche N° 15, du 11 décembre, autorisant de rémunérer l'aide de camp à même le revenu casuel. p. 721

Halifax, le 23 décembre. Falkland à Russell, N° 16. Il lui accuse réception de la dépêche N° 16, du 17 novembre. Il demandera à la Législature ce qu'elle se propose de faire pour l'établissement d'un service postal entre Halifax et Pictou, conformément au projet de Cunard. p. 725

Halifax, le 24 décembre. Falkland à Russell, N° 17. Il lui accuse réception de la dépêche N° 17, du 18 novembre. Il rédigera un rapport sur la requête de G. Smith. p. 729

Annexe:—

Lettre sans signature à Falkland, N° 17, le 18 novembre 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la requête de Smith qui désire recevoir une compensation pour les pertes qu'il a subies en cédant son bail dans les mines de Pictou. Il faudra rédiger là-dessus un rapport. [L'annexe manque. Voir A. 198, p. 745.] p. 731

Le 27 décembre. Falkland à Russell, N° 18. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 18 à 20, des 19, 22 et 25 novembre. On a pris des mesures pour obtenir l'extrait mortuaire de Pierre Frain, d'Arichat. p. 737

Annexe:—

Lettre sans signature à Falkland, N° 18, le 19 novembre 1840 [brouillon]. L'auteur demande d'obtenir l'extrait mortuaire de P. Frain. p. 739

Halifax, le 28 décembre. Falkland à Russell N° 19. Il lui accuse réception de la dépêche N° 21, du 27 novembre et il déclare qu'on fera tenir les honoraires sur les mandats de S. G. W. Archibald, de J. B. Uniacke et de J. Howe. p. 745

Halifax, le 29 décembre. Falkland à Russell, N° 20. Il lui accuse réception de la circulaire du 12 novembre. On a demandé un rapport sur les octrois accordés aux membres du clergé des différentes confessions. p. 749

Halifax, le 30 décembre. Falkland à Russell, N° 21. Il lui transmet copie d'une lettre de G. R. Young, représentant du receveur général; les droits provenant de la vente des prises ennemies; différence entre ces droits en temps de paix et en temps de guerre; ces profits ainsi acquis en temps de guerre doivent-ils être abandonnés comme le revenu casuel? *Note:* on donne l'ordre, le 21 janvier, de soumettre ce texte à la Trésorerie. p. 753

Annexe:—

G. R. Young à Falkland, Halifax, le 12 décembre 1840. p. 767

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à C. E. Trevelyan, [secrétarie adjoint, la Trésorerie], le 28 janvier 1841 [brouillon]. L'auteur le renvoie à cette dépêche. p. 755

(ii) Lettre sans signature à Falkland, N° 19, le 1er janvier 1842 [brouillon]. La question du revenu casuel et des droits provenant de

la vente des prises ennemies; seul un acte du Parlement peut trancher cette question; inopportunité d'adopter une telle mesure. En temps de guerre, ces droits servent à rémunérer les auteurs de ces prises. p. 757 **1840**

Falkland à Russell, N° 22. Il lui accuse réception de la circulaire du 23 novembre annonçant la naissance d'une princesse. p. 771 Halifax. le 31 décembre.

*Nouvelle-Écosse, A. 198*

## FONCTIONS PUBLIQUES ET DIVERS, 1840

AMIRAUTÉ

Sir John Barrow, deuxième secrétaire, à J. Stephen, sous-secrétaire, ministère des Colonies. Il lui transmet l'extrait d'une lettre du lieutenant D. Welch qui fait savoir que les journaux parlementaires ont subi quelque avarie lors de leur transport à Halifax. *Note:* par Stephen, le 31 janvier. Qui a mal emballé ces journaux? p. 7 Amirauté, le 29 janvier.

Annexe:—

L'extrait, le 26 janvier 1840. p. 9

Barrow à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre du capitaine J. H. Plumridge au sujet des journaux qui ont subi quelque avarie lors de leur transport à Halifax. p. 17 Amirauté, le 2 mars.

Annexe:—

Plumridge à R. More O'Ferrall, secrétaire, Amirauté, *H. M. S. Astrea,* Falmouth, le 26 février 1840. p. 19

Lord Melgund à lord Edward Russell. Il lui transmet l'opinion du conseiller juridique de l'Amirauté: il faudra faire savoir à J. P. Hood qu'on lui nommera un successeur à moins que Hood n'exerce les fonctions de greffier de l'Amirauté, à Halifax. p. 15 Amirauté, le 4 mars.

Annexe:—

L'opinion du conseiller juridique, Lancaster Place, le 2 mars 1840. p. 25

Barrow à Stephen. On a donné l'ordre de transmettre les documents parlementaires adressés à J. Stewart. p. 29 Amirauté, le 21 avril.

Barrow à Stephen. S. Cunard offre de transporter les dépêches sur l'*Unicorn,* vaisseau à vapeur, qui partira le 16 mai. *Note:* du 12 mai. Il faudra profiter de cette offre. p. 33 Amirauté, le 11 mai.

O'Ferrall à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 3 août. On s'en est référé au juge de la cour de la Vice-Amirauté au sujet des accusations portées contre le greffier, R. Scott Tremain. Russell devrait obtenir de nouveaux renseignements. *Note:* du 7 août. Il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 37 Amirauté, le 5 août.

1840 COMMANDANT EN CHEF

Grand quartier-général, le 21 janvier.

Lord Fitzroy Somerset, secrétaire, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 14 janvier. Il regrette de constater qu'on ne peut être plus indulgent envers John Glazier et T. Woodward. *Note:* du 4 février. Le lieutenant-gouverneur devra porter la chose à la connaissance des pétitionnaires. p. 43

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, distincte, le 8 février 1840 [brouillon]. p. 45

Le 28 août.

Lettre sans signature au commandant en chef [brouillon]. Puisque le vicomte Falkland remplacera Campbell au poste de lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse, on devrait confier le commandement des troupes au major-général sir John Harvey; le colonel W. Smelt, doyen des officiers à Halifax, devra recevoir la solde et le rang d'officier d'état-major; on devra aussi lui adjoindre un aide de camp. *Note:* du 1er septembre. Ce brouillon est une revision du mémoire de Russell. p. 49

Annexe:—

Brouillon d'une lettre semblable [annulé]. p. 51

Grand quartier-général, le 26 octobre.

Fitzroy Somerset à Stephen. Il lui transmet les extraits de deux dépêches de Harvey. Inopportunité de transférer les quartiers-généraux dans le Nouveau-Brunswick: dépenses qui en résulteraient. *Note:* du 30 octobre. Inopportunité de cette mesure: toutefois, l'adjudant et l'intendant général devraient se rendre à Fredericton au printemps. p. 57

Annexes:—

(1) Extrait de la dépêche de Harvey, Fredericton, le 21 septembre 1840. p. 61

(2) Extrait de la dépêche de Harvey, Fredericton, le 29 septembre 1840. p. 69

(3) Mémoire sur les mesures à prendre pour établir les quartiers-généraux à Fredericton, le 20 septembre 1840. p. 73

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Fitzroy Somerset, le 4 novembre 1840 [brouillon]. L'auteur donne des instructions en s'inspirant de la note que renferme la lettre de Fitzroy Somerset, en date du 26 octobre. p. 59

BUREAU DU CONSEIL

Le 3 janvier.

Décret du Conseil nommant James Bond, M.G. Black et D. McFarlane, J. L. Starr et M. Tobin, fils, membres du Conseil législatif. p. 77

Whitehall, le 21 janvier.

D. Le Marchant, secrétaire, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 25 juillet. On ne saurait sanctionner le statut I Vic., chap. 9, accordant une prime sur les articles de pêches; on accordera

une prime sur le chocolat fait avec du cacao étranger mais cette mesure sera en vigueur pendant deux ou trois ans seulement. La loi qui constitue légalement la *Marine Insurance Co.* ne suscite plus d'objections. *Note:* ce qu'il faut faire au sujet de ces lois. p. 83 1840

*Note:* la loi qui accorde des primes ne suscite plus d'objections. p. 87 Whitehall, le 25 janvier.

Le Marchant à Stephen. Ce qu'il pense de la décision des autorités de la Couronne au sujet des droits sur les phares: à propos de la désertion des marins américains; le gouvernement des États-Unis étudie cette question. p. 91 Whitehall, le 4 août.

Annexe:—

Lettre sans signature à Le Marchant, le 15 juillet 1840 (brouillon). Comment l'auteur répondra là-dessus au ministre des États-Unis. *Note:* le bureau du Commerce pourra peut-être étudier une modification de la loi: cette mesure donnerait satisfaction à tous les intéressés. p. 97

*Note:* les objections que soulève la loi se rapportant à la compagnie du canal St-Pierre. Ces objections ne mettront pas obstacle à la sanction de cette loi. On ne s'oppose nullement aux lois N^os^ 2055, 2077, 2084, 2086 et 2087. p. 103 Bureau du Commerce, le 23 novembre.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

J. Backhouse, secrétaire, à Stephen. Pourquoi il s'oppose à la requête des marchands de Halifax qui désirent qu'on nomme un consul britannique à Cuba. Tous les marchands de cet endroit finissent par prendre un intérêt plus ou moins grand au commerce des esclaves. *Note:* du 18 janvier. Il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 109 Ministère des Affaires étrangères, le 17 janvier.

Lord Leveson, secrétaire, à Stephen. Il lui transmet copie d'une note de A. Stevenson, ministre des États-Unis, qui se plaint de la façon dont des autorités de la Colonie réglementent le commerce avec les États-Unis; lord Leveson se plaint également de l'absence de surveillance des équipages des vaisseaux qui jettent l'ancre dans un port britannique. Quelles sont ses remarques là-dessus? Il n'existe aucun traité en vertu duquel les vaisseaux américains sont exemptés des droits sur les phares à Canso. *Note:* sur ces questions. p. 113 Ministère des Affaires étrangères, le 2 juillet.

Annexe:—

Stevenson à Palmerston, 32 Upper Grosvenor St., juin 1840. p. 131

Sous-annexes:—

(i) J. Primrose, consul des États-Unis à Pictou, au secrétaire d'État des États-Unis, le 11 mars 1839 [extrait]. Les désertions des marins américains. p. 145

(ii) Primrose à l'honorable J. Forsyth, Pictou, le 10 octobre 1839. Il lui transmet, avec des affidavit, une correspondance échangée au sujet des difficultés auxquelles se heurtent les citoyens américains qui font la pêche et le commerce dans la Nouvelle-Écosse. p. 151

1840 Annexes aux sous-annexes:—

(a) Primrose à sir Rupert D. George, secrétaire provincial, Pictou, le 15 juillet 1839. Il se plaint au sujet de la perception des droits sur les phares; cette question relève-t-elle de la Législature provinciale? p. 155

(b) Affidavit de E. G. Adams, capitaine du *Orleans*, Pictou, le 6 juillet 1839. p. 159

(c) Affidavit de N. Briggs, capitaine de l'*Alatemaha*, Pictou, le 6 juillet 1839. p. 161

(d) George à Primrose, Halifax, le 21 août 1839. Le Conseil n'a pas encore commenté sa lettre au sujet des droits sur les phares. p. 164

(e) Primrose à George, Pictou, le 26 août 1839. A propos de la capture de l'*Amazon*. p. 165

(f) Affidavit du capitaine et des membres de l'équipage de l'*Amazon*, Pictou, le 26 août 1839. p. 167

(g) Autre affidavit de G. W. Taylor, capitaine de l'*Amazon*, Pictou, le 26 août 1839. p. 171

(h) George à Primrose, Halifax, le 3 septembre 1839. Le procureur général fera une enquête au sujet de la capture de l'*Amazon*. p. 183

(i) Primrose à George, Pictou, le 26 septembre 1839. Il se plaint des droits imposés à l'*Emerald*. p. 185

(j) Affidavit de R. McKenzie, capitaine de l'*Emerald*. p. 187

(k) George à Primrose, Halifax, le 30 septembre 1839. Le procureur général enquêtera là-dessus. p. 191

(l) Primrose à Forsyth, Pictou, le 18 novembre 1839. A propos de la perception des droits sur les phares à Canso. p. 195

(m) George à Primrose, Halifax, le 9 novembre 1839. Il donne une décision au sujet des droits sur les phares. Le cas de l'*Amazon*. p. 197

(n) Primrose au secrétaire d'Etat des États-Unis, Pictou, le 24 mars 1840. Les désertions. Il n'a reçu aucune réponse au sujet de la capture de l'*Amazon*. p. 203

Annexe:—

Lettre sans signature à Leveson, le 8 septembre 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la lettre du 2 juillet. L'opinion de Russell sur la plainte de Stevenson. p. 125

Leveson à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre de l'ambassadeur de France au sujet de la médaille que le roi de France accorde au capitaine J. Darby, surintendant au Cape de Sable, pour les services rendus à l'équipage du *Maria*. *Note:* du 20 juillet. Il faudra dire, dans la réponse, qu'on enverra la médaille. p. 207 **1840** Ministère des Affaires étrangères, le 16 juillet.

Annexes:—

(1) Guizot au vicomte Palmerston, secrétaire, ministère des Affaires étrangères, Londres, le 13 juin 1840. (En français.) p. 215

(2) Extrait d'un rapport au roi de France, Paris, le 11 mai 1840. (En français.) p. 219

Annexe:—

Lettre sans signature à Leveson, le 22 juillet 1840 [brouillon]. L'auteur répond à une lettre en date du 16 juillet en s'inspirant de la note rédigée sur le sujet. p. 209

Backhouse à Stephen. Il lui transmet le brouillon d'une réponse aux doléances de Stevenson: qu'en pense Russell? *Note:* par Stephen. Russell approuve le brouillon. p. 223 Ministère des Affaires étrangères, le 2 novembre.

Annexe:—

Lettre sans signature à Stevenson, ministère des Affaires étrangères, octobre 1840 [brouillon]. p. 231

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Backhouse, le 9 novembre 1840 [brouillon]. L'auteur approuve le brouillon. p. 225

Backhouse à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre munie de la signature "An Old Inhabitant". L'auteur s'oppose au projet d'unir la Nouvelle-Écosse au Nouveau-Brunswick et de faire de Saint-Jean la capitale de cette province. *Note:* par Stephen, le 20 novembre. Russell n'a pas entendu parler d'une pareille union. p. 247 Ministère des Affaires étrangères, le 18 novembre.

Annexe:—

"An Old Inhabitant" à Palmerston, Halifax, le 31 octobre 1840. p. 255

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Backhouse, le 26 novembre 1840 [brouillon]. L'auteur répond à la lettre du 18 novembre en s'inspirant de la note de Stephen. p. 249

Backhouse à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre du baron de Bourqueney et il demande que la médaille d'or, offerte par le Gouvernement français, soit envoyée au capitaine J. Darby. p. 263 Ministère des Affaires étrangères, le 3 décembre.

Annexe:—

Bourqueney à Palmerston, Londres, le 25 novembre 1840. (En français.) p. 267

1840 Annexe:— .

Lettre sans signature au vicomte Falkland, lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse, le 9 décembre 1840 [brouillon]. Il lui transmet la correspondance susmentionnée et il donne l'ordre de remettre la médaille à Darby. p. 265

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Whitehall, le 22 décembre. J. M. Phillipps, sous-secrétaire, à R. Vernon Smith, sous-secrétaire, ministère des Colonies. Il lui transmet copie du rapport des Commissaires qui enquêtent sur le droit criminel et sur quatre lois qui modifient le droit criminel de la Colonie; c'est un comité du Conseil législatif qui a présenté ces lois. Phillipps lui retourne la dépêche et les lois. *Note:* du 23 décembre. Il faudra porter la chose à la connaissance du vicomte Falkland. p. 271

Annexes:—

(1) Le rapport, 52 Lincoln's Inn Fields, le 18 décembre 1840. p. 275

(2) Falkland à Russell, N° 5, Halifax, le 19 octobre 1840. Il lui transmet une lettre du solliciteur général ainsi que le brouillon de quatre projets de loi qui amendent le droit criminel. Il lui demande de soumettre ces brouillons à des spécialistes en Angleterre et de les lui retourner aussitôt, afin qu'on puisse les adopter au cours de la prochaine session. p. 295

Sous-annexe:—

J. W. Johnston à sir Rupert D. George, secrétaire, Halifax, le 17 octobre 1840. (Les projets de loi manquent.) p. 299

LES LÉGISTES

Temple, le 12 octobre. Les légistes à Russell. Pourquoi la loi sur les immeubles devrait être rejetée. *Note:* sur ce qu'il faudra faire là-dessus. p. 309

L'ARTILLERIE

L'Artillerie, le 22 avril. R. Byham, secrétaire, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 2 avril. On ne pourrait hydrographier le canal Shubenacadie sans entraver les travaux de l'Artillerie en Nouvelle-Écosse. On ne s'oppose pas à ce que le commandant des Ingénieurs royaux donne sa collaboration personnelle; en conséquence, on n'a pas cru bon de donner des instructions, avant d'avoir reçu une réponse de la Trésorerie. p. 315

L'Artillerie, le 7 octobre. Byham à Stephen. L'Artillerie ne s'oppose nullement à la loi ayant trait aux cimetières pour les militaires. *Note:* à propos de cette loi. p. 319

BUREAUX DE LA TRÉSORERIE

Bureaux de la Trésorerie, le 23 janvier. R. Gordon, secrétaire, à Stephen. Avant de percevoir les impôts au taux requis par les délégués de l'Assemblée, il faudra modifier certaines lois britanniques. Il lui demande de transmettre ces renseignements à la Nouvelle-Écosse. p. 325

1840

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 30, le 28 janvier 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet ces renseignements. p. 329

Gordon à Stephen. On nommera un adjoint au percepteur Wallace; il recevra un traitement de 100 louis, qu'on prendra à même les anciens droits de la Couronne. p. 331 — Bureaux de la Trésorerie, le 23 janvier.

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 29, le 27 janvier 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet ces renseignements. p. 333

C. E. Trevelyan, secrétaire adjoint, à Stephen. Il faudra des renseignements plus précis sur la documentation parlementaire que demande A. Stewart, de la part du Conseil législatif. *Note:* par Stephen, le 29 janvier Il faudra écrire à Stewart. p. 337 — Bureaux de la Trésorerie, le 28 janvier.

Annexe:—

Lettre sans signature à Stewart, le 5 février 1840 [brouillon]. L'auteur demande les renseignements. p. 339

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception des lettres du 5 octobre et du 30 novembre. La Trésorerie ne s'oppose pas à la loi ayant trait aux billets de la Trésorerie. *Note:* par Stephen, le 1er février. Il faudra sanctionner cette loi. p. 345 — Bureaux de la Trésorerie, le 31 janvier.

Trevelyan à Stephen. Il lui transmet copie d'un rapport du lieutenant J. W. Jordan, commandant des Ingénieurs royaux, sur les phares aux îles St-Paul et Scatterie. p. 349 — Bureaux de la Trésorerie, le 6 février.

Annexe:—

Le rapport, Halifax, le 19 septembre 1839. p. 353

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 25 janvier. La Trésorerie approuvera le payement d'une somme supplémentaire qui servira au parachèvement des phares. *Note:* du 18 février. Il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 361 — Bureaux de la Trésorerie, le 17 février.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 22 janvier. Les droits provenant de la vente des prises ennemies font partie du revenu de la Couronne; ils ne peuvent donc pourvoir aux appointements du juge de la cour de la Vice-Amirauté puisqu'on offre ces droits à la Législature. On étudie, en ce moment, la question des appointements et des honoraires de ce juge. *Note:* du 7 mars. Il faudra porter ces renseignements à la connaissance du lieutenant-gouverneur qui les transmettra à C. R. Fairbanks. p. 365 — Bureaux de la Trésorerie, le 6 mars.

Gordon à Stephen. On a donné l'ordre de renouveler la commission de J. S. Morris, inspecteur général de la Nouvelle-Écosse. *Note:* du 16 mars. Il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 369 — Bureaux de la Trésorerie, le 14 mars.

Trevelyan à Stephen. On a envoyé la liste des documents parlementaires au président de la Chambre des Communes avec prière de les transmettre à la Nouvelle-Écosse si personne ne s'y oppose. *Note:* du 20 mars. Il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 371 — Bureaux de la Ttésorerie, le 19 mars.

1840

Bureaux de la Trésorerie, le 4 mai.

Trevelyan à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre de l'Artillerie: pourquoi on n'a pas envoyé des instructions à Halifax au sujet de l'hydrographie et des estimations du canal Shubenacadie. *Note:* du 6 mai. A propos des instructions de la Trésorerie. p. 375

Annexe:—

Byham à Stephen, l'Artillerie, le 22 avril 1840. p. 375

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à Trevelyan, le 11 mai 1840 [brouillon]. L'auteur répond à la lettre du 4 mai en s'inspirant de la note rédigée sur le sujet. p. 379

(ii) Lettre sans signature à J. Wright, le 11 mai 1840 [brouillon]. On a demandé à la Trésorerie de prendre là-dessus des mesures nécessaires. p. 381

Bureaux de la Trésorerie, le 16 mai.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 11 mai. On a donné l'ordre à l'Artillerie de donner les instructions nécessaires pour hydrographier le canal, si le lieutenant-gouverneur le recommande et si la compagnie du canal Shubenacadie consent à en payer les frais. *Note:* du 18 mai. Il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 383

Annexe:—

Lettre sans signature à Falkland, N° 5, le 19 septembre 1840 [brouillon]. On a envoyé les instructions. p. 385

Le 30 mai.

Lettre sans signature à Campbell, N° 54 [brouillon]. La Trésorerie a donné l'ordre de rembourser, à la Trésorerie du Nouveau-Brunswick, la somme de 396 louis, 2 chelins et 4 deniers pour défrayer la construction de casernes, d'un dépôt et de vaisseaux au Grand Jetté de la Dégelée. p. 389

Bureaux de la Trésorerie, le 24 juin.

Trevelyan à Stephen. L'impossibilité de faire quoi que ce soit au sujet de la loi qui accorde des primes sur la farine et le blé étrangers, avant d'avoir reçu avis du bon plaisir de Sa Majesté là-dessus. Quelle mesure a-t-on prise à ce sujet? *Note:* par S. J. Blount, le 27 juin 1840. La dernière loi n'a pas été reçue. p. 391

Bureaux de la Trésorerie, le 29 juin.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 21 janvier. On ne saurait accéder à la requête des marchands de Halifax, puisque la loi des douanes se rapportant à la perte et à la détérioration des marchandises ne s'applique pas aux colonies. *Note:* du 1er juillet. Il faudra porter ces renseignements à la connaissance du lieutenant-gouverneur qui les transmettra aux pétitionnaires. p. 395

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 57, le 3 juillet 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet les renseignements. p. 397

Bureaux de la Trésorerie, le 15 juillet.

Gordon à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 2 avril. Le commandant des Ingénieurs royaux a reçu l'ordre d'hydrographier le canal Shubenacadie, conformément à la demande de sir

Colin Campbell. *Note:* du 16 juillet. Il faudra porter la chose à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 403 **1840**

T. Crafer, pour le secrétaire, à Stephen. La somme de 300 louis sera remise au vicomte Falkland afin de défrayer son voyage dans la Nouvelle-Écosse. p. 405 Bureaux de la Trésorerie, le 25 août.

Gordon à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 28 août et il approuve l'entente conclue au sujet des appointements du vicomte Falkland, lieutenant-gouverneur. Le traitement d'un aide de camp peut être pris seulement à même les fonds de la Nouvelle-Écosse. p. 407 Bureaux de la Trésorerie, le 31 août.

Annexes:—

(1) Lord John Russell à Falkland, Drumlanrig Castle, le 24 août 1840. Il lui demande de dire à J. Stephen que Falkland a droit d'avoir un aide de camp. p. 411

(2) Notes par Russell et Stephen sur les appointements de Falkland. p. 413

(3) Lettre sans signature à Trevelyan, le 28 août 1840 [brouillon]. L'auteur demande d'imputer un traitement pour l'aide de camp de Falkland sur le budget de l'année suivante. *Notes:* par R. Vernon Smith et Stephen sur le sujet. p. 417

(4) [A. Blackwood] à Falkland, ministère des Colonies, le 1er septembre 1840 [personnelle] [brouillon]. Il lui envoie copie de la lettre de la Trésorerie en date du 31 août. p. 421

Trevelyan à Stephen. Il lui transmet copie d'un rapport sur l'offre de S. Cunard pour le transport du courrier par le moyen de vaisseaux à vapeur. Il demande des renseignements au sujet de l'octroi sur la taxe postale: a-t-on l'intention de suspendre cet octroi? p. 425 Bureaux de la Trésorerie, le 7 novembre.

Annexe:—

Rapport du comte de Litchfield, administrateur général des Postes, le 31 octobre 1840. p. 427

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Trevelyan, le 18 novembre 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la lettre susmentionnée. On enverra le rapport au gouverneur-général et au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse en leur demandant certains renseignements. p. 429

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 6 novembre et il lui demande d'élucider certains points. Ensuite, on prendra une décision au sujet de la nomination d'un troisième commis dans le personnel du secrétaire de la Colonie. *Note:* par Stephen. Sur le motif probable de cette lettre. p. 435 Bureaux de la Trésorerie, le 19 novembre.

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, le 30 novembre 1840 [brouillon]. L'auteur demande des explications. p. 439

**1840**

Bureaux de la Trésorerie, le 12 décembre.

Trevelyan à Stephen. La Trésorerie ne s'oppose pas à la loi autorisant des droits afin d'augmenter le revenu du gouvernement ainsi qu'à la loi qui recommande les importations. p. 443

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Ministère de la Guerre, le 11 novembre.

E. Marshall à G. L. Wilder [premier secrétaire, ministère des Colonies]. Il lui accuse réception de la lettre du 28 octobre. Il n'existe pas de fonds permettant de venir au secours de J. Walters et de J. Page, militaires retraités. La Trésorerie pourrait peut-être faire quelque chose pour eux. p. 449

SOCIÉTÉ POUR LA PROPAGATION DE L'ÉVANGILE

Trafalgar Sq., le 4 mars.

Requête de la Société pour la Propagation de l'Évangile en terres étrangères: elle désire que l'on donne, au lieutenant-gouverneur, l'ordre d'obtenir pour la Société tous les octrois accordés jusqu'ici pour le soutien des écoles. p. 455

Annexe:—

Lettre sans signature au révérend A. M. Campbell, secrétaire de la Société pour la Propagation de l'Évangile, le 23 mars 1840 (brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la requête. On ne peut rien faire là-dessus jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur ait commenté les instructions déjà données. p. 459

79 Pall Mall, le 7 décembre

Campbell à R. Vernon Smith, sous-secrétaire. Nul changement dans le personnel des missionnaires. Les missionnaires à Terre-Neuve ne reçoivent aucune indemnité à même l'octroi du Parlement. *Note:* du 9 décembre. La préparation des estimations budgétaires est terminée. p. 491

GENERAL MINING ASSOCIATION

52 Broad St., Londres, le 24 avril.

Requête au sujet de la protection accordée aux biens de la Société en cas de guerre avec les États-Unis. *Note:* sur la réponse. p. 463

Annexe:—

Lettre sans signature à E. Blount, président, le 4 mai 1840 [brouillon]. L'auteur accuse réception de la requête et il déclare que la Société doit compter sur la protection accordée à tous les sujets. p. 467

52 Old Broad St., Londres, le 27 novembre.

Requête au sujet du loyer et des redevances, eu égard à l'exonération de l'impôt sur le charbon britannique. *Note:* sur ce qu'il faut faire là-dessus. p. 469

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à Falkland, N° 27, le 3 janvier 1841 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de cette requête et demande là-dessus un rapport. p. 477

(2) Lettre sans signature à la *General Mining Association*, le 6 janvier 1841 [brouillon]. On a demandé au lieutenant-gouverneur de commenter la requête. p. 478

(3) Lettre sans signature à Trevelyan, le 6 janvier 1841 [brouillon]. On a demandé au lieutenant-gouverneur de commenter la requête. p. 479 **1840**

BUREAU DE L'ÉMIGRATION ET DES TERRES COLONIALES

T. F. Elliot et R. Torrens, commissaires, à Stephens. Pourquoi il faut sanctionner la loi se rapportant à la vente des terres de la Couronne. Le prix de départ ne doit pas être au-dessous de 2 chelins, 6 deniers. *Note:* ce qu'il faut faire là-dessus. p. 485 6 Park St., Westminster, le 10 octobre.

Annexe:—

Lettre sans signature à Falkland, N° 9, le 16 octobre 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet le rapport susmentionné et il faudra donner l'ordre nécessaire au sujet du prix de départ. p. 489

A

S. G. W. Archibald, président de l'Assemblée, à Russell. Il lui transmet l'adresse de l'Assemblée [qui demande le rappel de sir Colin Campbell]. [L'annexe manque.] *Note:* sur les accusations portées contre Campbell. p. 827 Halifax, le 27 mars.

C

S. Cunard à Russell. Il demande de renouveler la commission de J. S. Morris, inspecteur général de la Nouvelle-Écosse. *Note:* ce qu'il faut faire là-dessus. p. 497 201 Piccadilly, le 28 janvier.

Caroline Cox au sous-secrétaire. Elle voudrait recevoir sa pension. p. 501 Malvern, le 12 février.

Caroline Cox au secrétaire d'État. Elle lui transmet le reçu de sa pension. (L'annexe manque.) p. 507 Malvern, le 24 février.

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 38, le 28 février 1840 [brouillon]. L'auteur déclare que, par erreur, on a envoyé le reçu de M^lle^ Cox à l'Administration générale des Postes. p. 505

Cunard à Russell. Il lui transmet copie d'un journal de Halifax qui consigne les résolutions et les délibérations de l'Assemblée. *Note:* du 18 mars. Il faudra en accuser réception. p. 511 201 Piccadilly, le 18 mars.

Annexe:—

*Acadian Recorder*, le 8 février 1840. p. 513

Cunard à Vernon Smith. Il lui accuse réception de la lettre du 19 mars. Il s'adressera à la Trésorerie pour obtenir la commission de J. S. Morris. p. 515 201 Piccadilly, le 21 mars.

Caroline Cox au secrétaire d'État. Elle demande sa pension. p. 517 Malvern, le 27 juillet.

Caroline Cox au secrétaire d'État. Elle lui transmet le reçu de sa pension. (L'annexe manque.) p. 523 Malvern, le 19 août.

1840

## D

Lincoln, le 9 juillet.

S. W. Deblois, de la cour de la Vice-Amirauté de la Nouvelle-Écosse, à J. P. Hood. Il était présent lorsque Hood a prêté serment en novembre; il sait que Hood a exercé ces fonctions jusqu'au mois d'avril. p. 529

## G

Halifax, le 16 juin.

Sir Rupert D. George, secrétaire de la Colonie, à G. L. Wilder, premier commis, ministère des Colonies. Il lui transmet les honoraires sur le mandat d'A. Stewart qui est devenu membre du Conseil exécutif. p. 519

## H

Winchester, le 30 mai.

G. Hollis à Russell. Il lui transmet l'extrait d'une lettre de N. P. Olding, de Merigomish, dont les opinions, sur la situation dans la Nouvelle-Écosse, méritent d'être étudiées. *Note:* du 1er juin. Il faudra en accuser réception. p. 535

Annexe:—

Extrait d'une lettre du 10 avril 1840. Le manque de confiance du lieutenant-gouverneur. p. 539

66 Regent St., le 17 juillet.

J. P. Hood à lord E. Howard, secrétaire de lord John Russell. Il lui transmet une lettre au sujet de sa destitution du poste de greffier de la Vice-Amirauté. p. 543

Annexes:—

(1) Hood à Russell, 66 Regent St., le 17 juillet 1840. Il a été destitué sur la recommandation de Russell. Il n'a pas quitté son poste comme on l'en a accusé. *Note:* du 20 juillet. Ce qu'il faudrait faire là-dessus. p. 549

(2) Barrow à Hood, Amirauté, le 13 mars 1840. Hood sera destitué à moins qu'il n'exerce lui-même ses fonctions. p. 553

Annexe:—

Lettre sans signature à Hood, Downing St., le 20 juillet 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la lettre du 17 juillet. Russell ne saurait s'immiscer dans cette affaire. p. 545

66 Regent St., le 29 juillet.

Hood à Howard. Il lui transmet copie d'une lettre adressée à l'Amirauté et dans laquelle il lance des accusations contre S. Tremain qui l'a remplacé au poste de greffier de la Vice-Amirauté. p. 555

Annexe:—

Hood à l'Amirauté, Londres, le 29 juillet 1840. p. 557

Annexe:—

(1) Lettre sans signature à Barrow, le 3 août 1840 [brouillon]. l'Amirauté désire-t-elle que Russell étudie les accusations portées contre Tremain? p. 561

(2) Lettre sans signature à Campbell, le 10 août 1840 [brouillon]. Il lui transmet la lettre de Hood et il demande d'examiner les accusations. p. 563 **1840**

## M

Sir Colin Mackenzie à Russell. Il demande de donner un poste au révérend Williamson, de l'Église d'Écosse, qui s'établit à Pictou avec de pauvres émigrants. p. 571 Balmaduthy House, by Munlochy, le 9 janvier.

Annexes:—

Lettre sans signature à Mackenzie, le 20 janvier 1840 [brouillon]. L'auteur regrette de ne pouvoir accorder le secours demandé. *Note:* par R. Vernon Smith. Il pourrait peut-être s'adresser à la *Highland Society* ou à une autre société de bienfaisance. p. 575

## N

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Russell. L'octroi accordé au doyen et aux membres du chapitre devrait être utilisé pour le maintien des évêques jusqu'à la création d'un chapitre. Il faudra envoyer là-dessus des instructions au lieutenant-gouverneur. *Note:* par lord John Russell, le 21 janvier. Les revenus provenant de ces terres peuvent être employés à cette fin. p. 581 109 Piccadilly, le 14 janvier.

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à sir Colin Campbell, N° 28, le 25 janvier 1840 [brouillon]. L'auteur commente la correspondance échangée sur le sujet et il autorise l'usage des fonds pour le soutien de l'évêque. Il fera savoir si d'autres instructions sont nécessaires. p. 585

(2) Lettre sans signature à l'évêque, le 30 janvier 1840 [brouillon]. Les directives données au lieutenant-gouverneur. p. 591

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Vernon Smith. Il lui accuse réception de la lettre du 30 janvier et il voudrait avoir copie des instructions données au lieutenant-gouverneur avant de pouvoir demander de l'aide pour la Société de la Propagation de l'Évangile. p. 595 109 Piccadilly, le 12 février.

Lettre sans signature à l'évêque, le 22 février 1840 [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la lettre susmentionnée et il déclare que cette demande viole les usages officiels. La dépêche est semblable à la lettre du 30 juin. p. 597

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Russell. Il lui accuse réception de la lettre du 28 février. L'auteur demande ce qu'il pense du projet de sir John Harvey qui désire établir un évêché distinct dans le Nouveau-Brunswick. Il favorise la nomination d'un évêque. *Note:* sur ce qu'il faut faire là-dessus. *Note:* par Russell, le 10 mars. Nul traitement ne sera attaché à ces fonctions. p. 603 35 Conduit St., le 7 mars.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Russell. Il lui transmet des extraits sur la question des terres scolaires afin de mettre en lumière la réclamation de la Société pour la Propagation de l'Évangile. La nature de cette réclamation. p. 615 35 Conduit St., le 8 mars.

1840

Annexe:—

Les extraits. p. 623

Sous annexes:—

(i) Lettre sans signature à Campbell, N° 41, le 20 mars 1840 [brouillon]. L'auteur lui envoie copie de la lettre susmentionnée. L'annexe manque puisque la documentation se trouve dans la Nouvelle-Écosse. p. 619

(ii) Lettre sans signature à l'évêque de la Nouvelle-Écosse, le 23 mars 1840 [brouillon]. On a envoyé la lettre de l'évêque au lieutenant-gouverneur. p. 621

35 Conduit St., le 12 mars.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Vernon Smith. Les trois requêtes: Russell les soumettra au Parlement. p. 611

35 Conduit St., le 7 avril.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Russell. Il partira en juin. Il déplore la nécessité où il se trouve de quitter son diocèse. *Note:* du 8 avril. On doit insérer le mot "juin" dans le rapport. p. 687

Annexe:—

Lettre sans signature à l'évêque, le 6 avril 1840 [brouillon]. L'auteur demande la date du départ de l'évêque pour la Nouvelle-Écosse puisque la Législature doit rédiger un rapport annuel sur les personnes qui obtiennent des congés. p. 691

35 Conduit St., le 2 juin.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Russell [personnelle]. Il s'oppose à la commission qui enquêtera sur les terres scolaires. Il faudrait assurer le titre des propriétés que la Société occupe: il faudrait également octroyer le même nombre de concessions de terre aux écoles qui ne dépendent pas de la Société. *Note:* sur la question. p. 693

Annexe:—

Lettre sans signature à l'évêque, le 13 juin 1840 [brouillon]. Russell a donné, au lieutenant gouverneur, les instructions qui paraissaient nécessaires. p. 701

## P

Halifax, le 3 octobre.

James S. Pope à Russell. Il demande une terre. *Note:* impossibilité d'accéder à cette demande. p. 707

Annexe:—

Lettre sans signature à Falkland, N° 10, le 17 octobre 1840 [brouillon]. L'auteur lui transmet copie de la lettre susmentionnée: on ne saurait accéder à cette demande. p. 711

## S

Londres, le 22 février.

A. Stewart à Vernon Smith. Il lui envoie la liste des documents parlementaires [pour le Conseil législatif]. (La liste manque.) *Note:* du 26 février. Il faudra envoyer ce texte à la Trésorerie. p. 717

Annexe:— 1840

Lettre sans signature à C. E. Trevelyan, secrétaire adjoint: la Trésorerie, le 4 mars 1840 [brouillon]. L'auteur lui envoie la liste des documents. p. 721

Stewart à Vernon Smith. Il s'embarque sur l'*Unicorn* et offre ses services. *Note:* sur le courrier. Inopportunité de confier le courrier à un particulier. p. 723 Le 12 mai.

Stewart à Russell. A propos des nominations au Conseil législatif. La Couronne devrait nommer le président du Conseil législatif. *Note:* ce qu'il faut faire à ce sujet. p. 727 Halifax, le 8 août.

Le révérend William Sutherland à Russell. Pendant trente ans, il a été missionnaire de l'Église d'Écosse: il demande une pension. *Note:* du 29 décembre. Russell ne saurait accéder à cette demande. p. 735 Earlton, près de Pictou, le 20 octobre.

Annexe:—

Lettre sans signature à Falkland, N° 26, le 31 décembre 1840 [brouillon]. L'auteur lui demande de faire savoir à Sutherland qu'on ne saurait lui accorder une pension. p. 735

G. Smith à Russell. Il lui transmet une lettre d'introduction de sir Colin Campbell ainsi que sa propre requête; il demande une entrevue. *Note:* du 17 novembre. Impossibilité d'accéder à cette demande à cause de la poussée des affaires publiques. p. 742 London Coffee House, le 11 novembre.

Annexe:—

Requête de G. Smith qui demande une compensation pour les pertes qu'il a subies en cédant son bail dans les houillères. p. 745

Sous-annexes:—

(i) Déclaration d'Adam Carr, Pictou, le 19 août 1840. p. 757

(ii) État des pertes subies par Smith. p. 761

Annexe:—

Russell à Falkland, N° 17, Downing St., le 18 novembre 1840 [brouillon signé]. Il lui transmet copie de la requête susmentionnée et il lui demande d'enquêter là-dessus. p. 755

## T

S. Tremain à Russell. Il remercie Russell qui l'a nommé greffier de la Vice-Amirauté, à Halifax. *Note:* le lieutenant-gouverneur devrait faire savoir à Tremain que Russell n'est pas responsable de cette nomination. p. 765 Halifax, le 31 juillet.

Tremain à Russell. Il lui transmet une correspondance échangée au sujet du juge de la cour de la Vice-Amirauté qui a refusé d'accepter la candidature de Tremain au poste de greffier. *Note:* ne prendre là-dessus aucune décision avant d'avoir reçu le rapport du lieutenant-gouverneur. p. 769 Halifax, le 31 août.

1840 Annexes:—

(1) Tremain à l'avocat général, Halifax, le 31 août 1840. p. 773

(2) Les comptes de Tremain. p. 779

## U

Le 13 octobre. Mémoire par lord Edward Howard, secrétaire particulier Russell désire qu'on adresse une lettre au vicomte Falkland recommandant Crofton Uniacke à un poste quelconque qui serait vacant et qui conviendrait au candidat. p. 789

Annexe:—

Lettre sans signature à Falkland, le 17 octobre 1840 [brouillon]. L'auteur recommande Uniacke. p. 791

## W

6 Henrietta St., le 17 mars. J. Wright à Russell. Il demande une entrevue au sujet du canal Shubenacadie. *Note:* Russell est actuellement trop occupé pour accorder l'entrevue. p. 797

6 Henrietta St., le 20 mars. Wright à Russell. Il lui accuse réception de la lettre du 19 mars et il demande que le sous-secrétaire, ou un autre fonctionnaire, lui accorde une entrevue ainsi qu'à certains particuliers; tous s'intéressent au canal. *Note:* par Vernon Smith, le 27 mars. Il a recommandé d'accorder une entrevue à la députation et il s'occupera de cette affaire en écrivant immédiatement à l'Artillerie et à la Trésorerie. p. 801

Annexes:—

(1) Mémoire par A. Blackwood, le 25 mars 1840: ce qui a été fait jusqu'ici à propos du canal. p. 805

(2) Lettre sans signature à C. E. Trevelyan, secrétaire adjoint: la Trésorerie, le 2 avril 1840 [brouillon]. A-t-on essayé d'obtenir le rapport d'un ingénieur sur le canal? p. 817

(3) Lettre sans signature à R. Byham, secrétaire: Artillerie, le 2 avril 1840 [brouillon]. A-t-on essayé d'obtenir le rapport d'un ingénieur? p. 821

*Série du Ministère des Colonies, C.O. 218*

*C.O. 218, vol. 17-28*

## DÉPÊCHES DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT, 1768-1811

1768

Londres, le 19 février. Lord William Campbell, gouverneur, au secrétaire d'État, N° 1. Il lui transmet la requête que les distillateurs ont adressée au bureau du Commerce et où ils demandent de rappeler la loi qui accorde une diminution des droits sur les spiritueux importés parce que cette loi nuit à leur quasi-monopole. Au nom des habitants de la Nouvelle-

Écosse, Campbell lui adresse une requête où il demande de maintenir la loi en vigueur. p. 41 **1768**

Annexes:—

(1) Requête de John Butler au nom des distillateurs. p. 43

(2) La requête de Campbell. p. 54

Campbell au secrétaire d'État, N° 2. Il lui transmet une requête où l'on demande d'aider la colonisation notamment à Louisbourg. p. 76 Londres, le 19 février.

Annexe:—

Requête de Campbell qui demande qu'on lui permette de concéder aux colons, les terres sur lesquelles ils sont établis et qu'ils ont mises en valeur. Les habitants du Cap-Breton devront quitter ce territoire à moins qu'on ne révoque l'ordre en vertu duquel il est interdit de concéder des terres dans cette région. p. 77

Requête de lord William Campbell: les conditions d'établissement ont découragé les colons; demande de modifier les règlements ayant trait à l'établissement des colons. p. 82 Le 19 février.

Campbell au secrétaire d'État. Il lui transmet une requête où il demande qu'on lui donne le pouvoir de concéder aux colons les terres qu'ils occupent et qu'ils mettent en valeur; Campbell demande aussi le pouvoir de concéder des terres au Cap-Breton où se trouve bon nombre de colons qui ne peuvent obtenir de concessions par suite de certains règlements qui prohibent ces octrois de terres. p. 76 Londres, le 19 février.

Campbell au secrétaire d'État, N° 5. Il lui transmet une requête où l'on demande l'autorisation de construire des routes. (L'annexe manque. Voir A. 81, p. 148.) p. 94 Londres, le 5 mars.

Campbell au secrétaire d'État, N° 6. Il lui transmet une requête où l'on demande de contraindre les propriétaires de l'Ile Saint-Jean de formuler leur demande, en ce qui a trait aux consessions de terre, dans un délai prescrit; afin de ne pas retarder la colonisation en cet endroit. p. 103 Londres, le 6 avril.

Annexe:—

La requête. p. 103

J. Duport, juge en chef de l'île Saint-Jean, au secrétaire d'État. Ses vues sur l'île Saint-Jean. Pourquoi il est rentré dans la Nouvelle-Écosse. Ses appointements. p. 249 **1771** Halifax, le 23 avril.

## VOLUME 18

F. Legge, gouverneur, au secrétaire d'État. Conformément aux instructions reçues, il a étudié la question des redevances. Quoique cinq millions d'acres aient été concédées, les recettes se sont élevées seulement à 450 louis, en plus de 10 p. 100 accordé au percepteur. Il lui transmet le rapport du Conseil sur les revenus et les dépenses. Ses commentaires là-dessus ainsi que sur la question des redevances. Il lui transmet une adresse et une requête à ce sujet. Les nouvelles mesures prises au sujet d'un phare. (Les annexes manquent.) p. 53 **1774** Le 23 mars.

1783

## VOLUME 25

Whitehall, le 1er avril.

Le vicomte Sydney, secrétaire d'État à J. Parr, gouverneur. Il lui présente le révérend J. Wiswall qui a été nommé missionnaire de la Société pour la Propagation de l'Évangile au lieu du révérend J. Bennet. Wiswall recevra son traitement à même l'octroi que le Parlement accorde aux missionnaires. p. 391

## VOLUME 28

1802

Le 1er mai.

J. Sullivan, sous-secrétaire, à sir John Wentworth, lieutenant-gouverneur. Il lui transmet les prévisions budgétaires pour l'année 1802. p. 17

Annexe:—

Les prévisions budgétaires. p. 19

Downing Street, le 4 novembre.

Lord Hobart, secrétaire d'État, à Wentworth N° 8. Il lui accuse réception de la dépêche N° 106, du 10 septembre; on a fait tenir à la Trésorerie les suggestions sur le commerce et la navigation. Il approuve les mesures prises au sujet du projet de l'abbé E. Burke qui désire construire une église catholique romaine à Halifax. Wentworth tiendra Hobart au courant des développements de l'affaire afin que les instructions nécessaires soient envoyées s'il y a lieu. Hobart demande un rapport circonstancié sur les houillères. p. 23

Downing St., le 20 novembre.

Hobart à Wentworth. Il lui présente R. Milnes et il lui demande d'aider cet homme. Milnes doit étudier la question du bois d'œuvre qui servirait à la construction de vaisseaux marchands: quel approvisionnement la Marine a-t-elle? p. 25

1803

Downing St., le 7 juillet.

Hobart à Wentworth. Il lui transmet les estimations: on alloue la somme de 500 louis pour porter à 15,000 louis l'octroi du collège King. p. 49

Annexes:—

Les estimations. p. 49

1804

Downing St., le 2 août.

E. Cooke, sous-secrétaire à Wentworth. Il lui demande de voir à ce que G. H. Monk paye les honoraires de sa commission de juge adjoint. p. 54

Downing St., le 20 mars.

Cooke à Wentworth. Il lui transmet les prévisions budgétaires pour l'année 1805. p. 63

Annexe:—

Les prévisions budgétaires. p. 64

Le 10 juillet.

*Note:* le vicomte Castlereagh, remplace le comte de Camden, secrétaire d'État. p. 72

1806

Le 5 février.

*Note:* le très honorable William Windham remplace le vicomte Castlereagh, secrétaire d'État. p. 74

Le 28 février.

*Note:* à propos d'une circulaire annonçant la capture du cap de Bonne-Espérance. p. 74

*Note:* à propos d'une circulaire avec lettre et papiers du bureau de la Santé. p. 74 **1806** Le 5 mars.

*Note:* à propos d'une circulaire faisant part d'une victoire remportée sur la flotte française. p. 74 Le 24 mars.

Sir George Shee, sous-secrétaire, à Wentworth. Il lui transmet les prévisions budgétaires pour l'année 1806. p. 74 Downing St., le 31 mars.

Annexe:—

Les prévisions budgétaires. p. 75

*Note:* à propos d'une circulaire ayant trait aux Indes occidentales et aux pêcheries de Terre-Neuve. p. 74 Le 2 avril.

*Note:* à propos d'une circulaire sur les navires prussiens qu'on empêche de partir. p. 74 Le 6 avril.

*Note:* à propos d'une circulaire ayant trait à l'épidémie. p. 74 Le 18 avril.

*Note:* à propos d'une circulaire et d'un décret du Conseil qui complètent les instructions du 5 avril. p. 74 Le 4 mai.

*Note:* le vicomte Castlereagh remplace le très honorable W. Windham, secrétaire d'État. p. 85 Le 25 mars.

Castlereagh à Wentworth. L'évêque de la Nouvelle-Écosse ne peut plus faire la visite régulière de son diocèse. En conséquence, on accordera une indemnité annuelle de 150 louis à son commissaire pour défrayer ses voyages. p. 122 Downing St., le 4 juillet.

Castlereagh à Wentworth, N° 3. Il lui transmet un décret du Conseil, du 16 juillet, l'autorisant d'accorder, aux vaisseaux britanniques, la permission de faire le commerce avec les ports de Saint-Domingue qui n'appartiennent pas à la France ou à l'Espagne. (L'annexe manque.) p. 124 Downing St., le 11 août.

Lettre sans signature à Wentworth [brouillon]. L'auteur lui transmet les prévisions budgétaires pour l'année 1807. p. 257 Downing St., le 6 octobre.

Annexe:—

Les prévisions budgétaires. p. 258

Castlereagh à sir George Prevost, lieutenant-gouverneur. On a transmis au Roi les dépêches de Wentworth, N^os^ 182 à 186, du 24 au 29 mars. On a transmis à la Trésorerie les comptes se rapportant au vaisseau provincial et à la milice du Nouveau-Brunswick. Il déplore le différend qui a surgi entre le Conseil et l'Assemblée au sujet de l'octroi d'une prime aux pêcheurs. Il espère que l'Assemblée approuvera cette mesure. On étudie la question de nommer Prevost successeur de B. Wentworth, secrétaire de la colonie. Il n'enverra là-dessus les instructions qu'après avoir reçu le rapport sur la colonie. p. 275 **1808** Le 7 mars.

**1808**
Downing St., le 1er juin.

Castlereagh au major-général M. Hunter. Il approuve le payement de la somme de 180 louis et 18 chelins pour défrayer le service confidentiel. A son retour Hunter devra prêter serment, en présence d'un des barons de la cour de l'Echiquier, à l'effet que c'est là le seul montant qu'on a déboursé pour le service confidentiel. p. 282

Downing St., le 7 juillet.

Castlereagh à Prevost [distincte et confidentielle]. Il demande de faire les préparatifs nécessaires pour embarquer son régiment à destination de l'étranger. Si l'on agit ainsi, Craig pourra ensuite détacher le régiment le plus considérable actuellement à Québec pour l'envoyer en Nouvelle-Écosse. Il approuve la solde de vingt-huit jours pour la milice. p. 282

Downing St., le 7 juillet.

L'honorable C. Stewart, sous-secrétaire à Prevost. Il lui accuse réception de la lettre du 14 mai. Puisque Craig commande les troupes, Prevost ne peut recevoir que le traitement d'un lieutenant-général avec indemnité. p. 283

Downing St., le 29 juillet.

E. Cooke, sous-secrétaire à Prevost. Le porteur de cette lettre est John Munster, cordonnier d'Allemagne, qui a la permission de se rendre à Halifax avec sa femme. p. 284

Downing St., le 6 août.

Castlereagh à Prevost, N° 9. Il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce ayant trait aux vaisseaux de la Marine qui se trouvent aux Bermudes et à Halifax. (L'annexe manque.) p. 284

Downing St., le 8 septembre.

Castlereagh à Prevost [secrète]. Il lui demande de coopérer avec le commandant en chef des îles Sous le Vent s'il est nécessaire d'attaquer la Martinique et la Guadeloupe, à moins que l'attitude hostile des États-Unis n'exige que les troupes restent dans la Nouvelle-Écosse pour la défense de cette province. Castlereagh se tiendra là-dessus en communication avec sir James Craig. p. 287

**1809**
Downing St., le 7 août.

Castlereagh à Prevost, N° 21. Il lui demande d'envoyer en Angleterre tous les transports qui seront à Halifax après le départ du 101e régiment pour la Jamaïque. p. 298

Downing St., le 8 septembre.

Castlereagh à Prevost, N° 22. Les lois votées en décembre 1807 ne soulèvent aucune objection. p. 298

Downing St., le 11 octobre.

*Note:* le comte de Liverpool remplace Castlereagh, secrétaire d'État. p. 304

**1809**
Downing St., le 10 novembre.

Liverpool à Prevost, N° 1. Il lui accuse réception des dépêches Nos 37 à 48. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie et il demande de concéder les octrois accordés à James Milnes, à sir Robert Laurie, au capitaine —— Mackellar et à la famille de feu le colonel —— Moody. Liverpool approuve les mesures prises au sujet du vaisseau du gouvernement; on inscrira la somme de 2,400 louis dans les estimations. Il transmet à Prevost copie d'une lettre du bureau du Commerce au sujet de la requête des marchands de Halifax; cette requête fut annexée aux dépêches Nos 38 et 43. (Les annexes manquent.) p. 304

**1810**
Downing St., le 12 juin.

R. Peel, sous-secrétaire à l'administrateur. Il lui transmet les prévisions budgétaires pour l'année 1810. p. 309

Annexe:— **1810**

Les prévisions budgétaires. p. 310

Liverpool à Prevost, N° 5. Il lui envoie copie de nouvelles instructions qui corrigent une erreur dans les instructions de Craig. Il s'agit d'une question de préséance au Conseil. (L'annexe manque.) p. 313 — Downing St., le 3 juillet.

Liverpool à Prevost [distincte]. Le *Diadem* et le *Regulus*, vaisseaux de Sa Majesté, partiront bientôt avec le 2e bataillon du 8e régiment. Le 1er bataillon du 23e régiment montera à bord des mêmes vaisseaux à destination de Lisbonne. p. 314 — Downing St., le 26 juillet.

Liverpool à Prevost, N° 6. Il lui accuse réception de la dépêche N° 2, du 13 mars, et il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie qui explique pourquoi l'agent a refusé d'accepter certains comptes. Ces comptes sont maintenant payés. (L'annexe manque.) p. 314 — Downing St., le 27 juillet.

Liverpool à Prevost, N° 7. Il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce et il lui demande d'étudier les suggestions ayant trait à l'amélioration des communications. Il annexe une requête des marchands britanniques au sujet du commerce et des pêcheries. (Les annexes manquent.) p. 315 — Downing St., le 30 juillet.

Liverpool à Prevost, N° 8. Il lui transmet copie d'une documentation se rapportant à la propriété de feu le major John Skinner, en Nouvelle-Écosse: on demande de ne pas procéder immédiatement à confiscation. Liverpool charge Prevost d'enquêter là-dessus et de donner des instructions selon l'exigence du cas. Il lui transmet également une requête au sujet d'une concession faite au major James Grant du 40e régiment. (Les annexes manquent.) p. 315 — Downing St., le 31 août.

Liverpool à Prevost, N° 9. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie à propos des sommes fournies à la milice pour l'équipement et les armes; la Trésorerie permet d'employer ces deniers pour réparer et pour parachever les églises dans les établissements allemands et afin de favoriser l'essor de la province. (L'annexe manque.) p. 316 — Downing St., le 11 septembre.

Liverpool à Prevost, N° 10. Il lui accuse réception des dépêches Nos 1 à 9. Vu les circonstances, les estimations pourvoiront à une augmentation annuelle de 1,000 louis pour le relèvement du traitement du lieutenant-gouverneur. Cette augmentation datera du 1er janvier 1809. p. 318 — Downing St., le 12 septembre.

Liverpool à Prevost [distincte]. Il lui transmet une documentation et il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour mettre en vigueur le statut que mentionne le bureau du Commerce afin de protéger le commerce britannique: l'introduction, en Nouvelle-Écosse par voie des États-Unis, de denrées importées des Indes orientales et de l'étranger nuit considérablement au commerce britannique. p. 319 — **1811** Downing St., le 6 avril.

R. Peel, sous-secrétaire à Prevost. Il lui transmet les prévisions budgétaires pour l'année 1811. p. 320 — Downing St., le 20 mai.

Annexe:—

Les prévisions budgétaires. p. 321

**1811**

Downing St., le 31 mai. Liverpool à Prevost, N° 11. Il lui demande de se rendre à Québec pour y prendre les rênes de l'administration civile et militaire, au cas où Craig mourrait ou démissionnerait. Il transmet à Prevost copie de nouvelles instructions de Craig: le doyen des officiers militaires devra remplacer Craig jusqu'à l'arrivée de Prevost. (L'annexe manque.) p. 322

Downing St., le 12 juillet. Liverpool à Prevost [personnelle]. Il félicite H. Ryland, secrétaire du gouverneur du Bas-Canada, qui a fourni de précieux renseignements pendant son séjour en Angleterre. Liverpool espère que Prevost ne le maintiendra pas à ce poste. p. 324

*C.O. 218, vol. 29*

## DÉPÊCHES DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT, 1811-1823

Le 25 novembre. Liverpool à Sherbrooke, N° 5. Voir A. 146, p. 130.

Le 31 décembre. Liverpool à Sherbrooke, N° 7. Voir A. 146, p. 139.

**1812**

Le 25 janvier. Liverpool à Sherbrooke, N° 7. Voir A. 147, p. 17.

Le 25 février. Liverpool à Sherbrooke, N° 8. Voir A. 147, p. 12.

Downing St., le 28 janvier. Peel à N. F. [sic: ces initiales devraient être R. J.] Uniacke, procureur général. Il lui accuse réception de la lettre du 14 janvier: la Trésorerie décidera de l'emploi qu'elle fera des amendes imposées aux vaisseaux américains qui ont violé la loi. Vices dans la loi qui réglemente le transport des passagers sur les vaisseaux étrangers. p. 5

Le 1er février. Peel à Sherbrooke. Voir A. 147, p. 18.

Downing St., le 12 mars. Peel à Sherbrooke [personnelle]. Il lui accuse réception de la lettre du 13 janvier et il renouvelle l'offre d'entretenir une correspondance personnelle avec lui. A propos des houillères. On enverra une lettre à propos des honoraires du lieutenant-gouverneur. La nomination de Wallace est annulée et la nomination du capitaine T. F. Addison, au poste de secrétaire militaire, a paru dans la Gazette. p. 6

Downing St., le 4 mars. Liverpool à Sherbrooke, N° 9. Il lui accuse réception de la lettre du 16 janvier. L'administrateur recevra la moitié des appointements et autres émoluments du lieutenant gouverneur, pendant l'exercice de ses fonctions. p. 7

Le 31 mars. Liverpool à Peel, N° 10. Voir A. 147, p. 51.

Downing St., le 31 mars. Peel à Sherbrooke. Il lui transmet les prévisions budgétaires pour l'année 1812. p. 10

Annexe:—

Les prévisions budgétaires. p. 10

Le 2 avril. Liverpool à Sherbrooke, N° 11. Voir A. 147, p. 55.

**1812**

Liverpool à Sherbrooke, N° 12. Voir A. 147, p. 73. Le 24 avril.

Liverpool à Sherbrooke, N° 13. Voir A. 147, p. 75. Le 25 avril.

Liverpool à Sherbrooke, N° 14. Voir A. 147, p. 89. Le 23 mai.

Liverpool à Sherbrooke, N° 15. Voir A. 147, p. 90. Le 23 mai.

Peel à Sherbrooke. On prolonge le congé de S. H. George, secrétaire de la Colonie. p. 18 Downing St., le 5 juin.

*Note:* le comte de Bathurst remplace le comte de Liverpool, secrétaire d'État. p. 18 Downing St., le 11 juin.

Bathurst à Sherbrooke, N° 1. Voir A. 147, p. 54. Le 4 juillet.

Peel à Sherbrooke. Voir A. 147, p. 14. Le 4 juillet.

Bathurst à Sherbrooke, N° 2. Il lui transmet copie d'un avis d'avancement accordé à un membre du Commissariat de la Nouvelle-Écosse. p. 19 Downing St., le 25 juillet.

Annexe:—

Avis, le 29 juin 1812: J. Beckwith est nommé adjoint intérimaire du commissaire général, le 29 avril 1812. p. 20

Bathurst à Sherbrooke, N° 3. Voir A. 147, p. 159. Le 31 juillet.

Bathurst à Sherbrooke, N° 4. Voir A. 147, p. 113. Le 10 août.

Bathurst à Sherbrooke, N° 5. Voir A. 147, p. 194. Le 10 août.

Bathurst à Sherbrooke, N° 6. Voir A. 147, p. 206. Le 26 août.

Bathurst à Sherbrooke, N° 7. Voir A. 147, p. 201. Le 30 septembre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 8. Voir A. 147, p. 212. Le 1er octobre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 9. Voir A. 148, p. 32. Le 19 octobre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 10. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie et il lui demande de concéder 5,000 acres de terre au lieutenant-colonel S. Fraser. (L'annexe manque. Voir A. 148, p. 238.) p. 31 Le 12 novembre.

Bathurst à Sherbrooke, personnelle. Il lui demande de mettre les réquisitions sous pli distinct et de spécifier les sommes requises. p. 34 Downing St., le 12 novembre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 11. Voir A. 148, p. 101. Le 13 novembre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 12. Voir A. 147, p. 189. Le 13 novembre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 13. Voir A. 148, p. 30. Le 16 novembre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 14. Voir A. 148, p. 11. Le 18 novembre.

**1812**
Le 9 décembre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 15. Voir A. 148, p. 35.

Downing St., le 7 janvier.

Bathurst à Sherbrooke, N° 16. Le commandant en chef le mettra au courant des mesures prises pour la milice. A propos des 13e, 64e, 89e et 98e régiments. Il faudra déplacer promptement les troupes. p. 39

Downing St., le 16 janvier.

H. E. Bunbury, sous-secrétaire, à Sherbrooke. Il lui envoie la dépêche N° 16, adressée à sir George Prevost; il faudra lui transmettre cette lettre avec diligence. p. 40

Downing St., le 31 janvier.

Bathurst à Sherbrooke, N° 17. Il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce sur certaines questions mentionnées dans les dépêches adressées à Sherbrooke, les 6 et 18 novembre 1812. (L'annexe manque. Voir A. 150, p. 81.) p. 40.

Downing St., le 12 février.

Bathurst à Sherbrooke, N° 18. Il lui transmet copie d'une lettre adressée au lieutenant-général sir George Backwith concernant une certaine modification aux mesures militaires mentionnées dans la dépêche du 7 janvier. (L'annexe manque.) p. 41

Downing St., le 10 mars.

Bathurst à Sherbrooke, N° 19. Il lui transmet un avis du Commissariat: C.A. Clarke devient commissaire dans le bureau du chef. p. 41

Annexe:—

L'avis. p. 41

Le 11 mars.

Bathurst à Sherbrooke, N° 20. Il lui accuse réception des dépêches Nos 69 à 77, sauf la dépêche N° 72. Il approuve la décision de secourir les sauvages ainsi que celle d'apporter des renforts conformément à la demande de Prevost. On envoie les renforts; Prevost fera savoir si on peut envoyer quelques-unes de ces troupes dans la Nouvelle-Écosse. Bathurst déplore la perte du *Diligence;* on remplacera ce qui fut perdu; Bathurst approuve la nomination de F. Hutchison et de J. Black au Conseil. On a soumis la dépêche N° 72 aux légistes. p. 42

Le 12 mars.

H. Goulburn, sous-secrétaire à Sherbrooke. Il lui transmet les prévisions budgétaires pour l'année 1813. p. 44

Annexe:—

Les prévisions budgétaires. p. 45

Downing St., le 31 mars.

Bathurst à Sherbrooke, N° 21. Il le blâme d'avoir retiré les troupes des Bermudes sans avoir consulté le gouvernement britannique. A l'avenir, les Bermudes ne seront plus sous le commandement de la Nouvelle-Écosse. p. 47

Downing St., le 14 avril.

Goulburn à Sherbrooke. Il lui transmet copie d'une dépêche adressée à Prevost, en date du 10 novembre 1809. (L'annexe manque.) p. 49

Downing St., le 20 avril.

Goulburn à Sherbrooke. Il lui transmet copie d'une requête de certains Allemands qui désirent s'établir dans la Nouvelle-Écosse; quelle aide pourrait-on leur accorder? (L'annexe manque. Voir A. 150, p. 94.) p. 49

1812

Bathurst à Sherbrooke, N° 22. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie qui approuve la concession d'une terre de 4,000 acres à J. Butler. Il faudra compléter ce contrat. (L'annexe manque. Voir A. 150, p. 109.) p. 50 — Downing St., le 1er mai.

Bathurst à Sherbrooke, N° 23. Il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce. On demandera à la Trésorerie de donner des instructions aux douaniers au sujet des difficultés qui résultent de l'application trop sévère des lois du revenu au sujet du commerce avec les États-Unis. (L'annexe manque. Voir A. 150, p. 102.) p. 51 — Downing St., le 4 mai.

Bathurst à Sherbrooke, N° 24. Au sentiment de la Trésorerie, si les faits consignés au sujet de la capture du *Sally Ann*, goélette américaine, sont authentiques, on doit abandonner tous les dus auxquels on avait droit en vertu de la saisie. Bathurst devra faire connaître la chose aux officiers de la Vice-Amirauté. p. 51 — Downing St., le 20 mai.

Bathurst à Sherbrooke, N° 25. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 80 à 86. Il est satisfait des explications fournies sur le départ du 98e régiment des Bermudes. Ce régiment peut rester dans la Nouvelle-Écosse. On a déjà donné l'ordre d'expédier des vêtements à 500 miliciens. p. 52 — Downing St., le 8 juin.

Bathurst à Sherbrooke, N° 26. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 88 à 98. Il approuve les mesures prises pour venir en aide à Prevost et pour renforcer le convoi qui se rend à Québec. Bathurst est heureux de constater que les 13e et 64e régiments sont arrivés. p. 54 — Downing St., le 10 juillet.

Bathurst à Sherbrooke, N° 27. Il lui demande d'envoyer des rapports mensuels sur le commerce qui se fait avec les États-Unis en vertu de permis. p. 55 — Downing St., le 11 juillet.

Bathurst à Sherbrooke, N° 28. Il lui transmet copie d'une lettre du ministère des Affaires étrangères et il lui demande de restituer aux citoyens espagnols leurs biens qui se trouvaient à bord du *Seraphina*. (L'annexe manque. Voir A. 150, p. 119.) p. 55 — Downing St., le 4 août.

Bathurst à Sherbrooke, N° 29. Il lui transmet copie d'une lettre du Conseil privé et il lui demande d'émettre des permis autorisant l'exportation du plâtre de Paris aux États-Unis. (L'annexe manque. Voir A. 150, p. 127.) p. 56 — Downing St., le 5 août.

Bathurst à Sherbrooke, N° 30. Il lui transmet des extraits de dépêches se rapportant à certaines dispositions au sujet de la milice; Sherbrooke devra mettre à exécution les dispositions qui relèvent de son département. (Les annexes manquent.) p. 57 — Downing St., le 13 août.

Bathurst à Sherbrooke, N° 31. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 99 à 111. Les sergents de milice recevront des fusils. L'envoi des compagnies indépendantes de milice. Impossibilité de remplacer S. H. George, secrétaire de la colonie, par J. Beckwith. On a demandé au prince Régent d'user de son droit de grâce envers R. Hart. p. 57 — Downing St., le 8 septembre.

**1812**

Downing St., le 23 septembre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 32. On a soumis la dépêche N° 103 à l'Amirauté. Il lui transmet copie d'une lettre de l'Amirauté sur la protection qu'on devrait accorder aux pêcheries; commentaires sur l'agriculture et sur l'enrôlement forcé des matelots. (L'annexe manque. Voir A. 150, p. 146.) p. 58

Downing St., le 30 septembre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 33. Il lui transmet copie d'une lettre de C. M. Wentworth dont les terres ne devraient pas être confisquées à moins que l'étendue ou d'autres circonstances ne rendent inopportune la confiscation de cet octroi. (L'annexe manque. Voir A. 150, p. 132.) p. 59

Downing St., le 4 octobre.

H. Goulburn, sous-secrétaire, à Sherbrooke. Il lui transmet le pardon accordé à R. Hart, condamné à mort pour meurtre. (L'annexe manque. Voir A. 150, p. 149.) p. 60

Downing St., le 29 octobre.

Goulburn à Sherbrooke [personnelle]. Il lui demande de ne négligiger aucune occasion de transmettre des renseignements sur le Canada. p. 60

Downing St., le 29 octobre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 35. Il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce. On adoptera un décret du Conseil afin d'augmenter le pouvoir du lieutenant-gouverneur en ce qui a trait aux biens ennemis qui sont saisis et exportés aux Etats-Unis. On pourra émettre des licences à cet effet, à moins qu'on ne soupçonne qu'il y ait fraude ou collusion. On envoie une brigade de pièces de six. On a donné l'ordre de transporter, en Angleterre, les prisonniers de guerre américains. (L'annexe manque. Voir A. 150, p. 153.) p. 61

Downing St., le 30 octobre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 36. Il lui accuse réception de la dépêche N° 127. Il approuve l'envoie de renforts à sir George Prevost ainsi que le rapatriement des cinq compagnies indépendantes. Bathurst espère que la compagnie d'Artillerie est arrivée. Il ne croit pas qu'on puisse envoyer d'autres effectifs. Bathurst accède à la demande manifestée dans la dépêche N° 115: on accorde une diminution de cinq chelins, par cinquante acres, sur les concessions du collège King, sur celles du doyen et chapitre ainsi que sur celles des terrains réservés aux écoles. On n'a pas prélevé cet impôt dans le but de fournir des honoraires au receveur général des redevances; quand Sherbrooke aura envoyé un rapport là-dessus, on enverra des instructions sur l'usage qu'on devra faire, à l'avenir, de cet argent. p. 63

Downing St., le 4 novembre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 38. Il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce faisant savoir qu'il n'est pas opportun de permettre l'importation de salaisons des États-Unis. (L'annexe manque. Voir A. 150, p. 157.) p. 67.

Downing St., le 20 décembre.

Goulburn à Sherbrooke. Il lui transmet les prévisions budgétaires pour l'année 1814. p. 67

Annexe:—

Les prévisions budgétaires. p. 68

**1814**

Le 1er janvier.

Bathurst à Cumberland. Il lui transmet un décret du Conseil autorisant l'exportation, aux États-Unis, des biens capturés en vertu de permis. (L'annexe manque. Voir A. 150, p. 161.) p. 69

1814

Bathurst à Sherbrooke, N° 40. Il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce où il est dit qu'on devrait importer le bœuf et le porc pour la garnison seulement. (L'annexe manque. Voir A. 150, p. 173.) p. 70 — Downing St., le 15 janvier.

H. Goulburn, sous-secrétaire, à Sherbrooke. Amy Pomps, convaincu de meurtre, a obtenu son pardon en raison de preuves insuffisantes. (L'annexe manque. Voir A. 153, p. 17). p. 70 — Downing St., le 21 janvier.

Bathurst à Sherbrooke, N° 41. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie. On devra envoyer à Cadix les survivants du *Seraphina,* ainsi que les biens des matelots qui ont péri. (L'annexe manque, Voir A. 153, p. 3.) p. 71 — Downing St., le 22 janvier.

Bathurst à Sherbrooke, N° 42. Il lui accuse réception des dépêches jusqu'au N° 140. Bathurst approuve les mesures prises pour la défense du Nouveau-Brunswick. Il regrette de constater que les habitants ne semblent pas se rendre compte que leur sécurité dépend, à certains égards, des mesures prises pour protéger le Canada. Bathurst approuve ce qu'on a fait au sujet des nègres libres qui sont arrivés dans la province et il permet à Sherbrooke de leur donner de petites terres ainsi que des vivres et des vêtements. Ils pourront devenir soldats s'ils le désirent, à moins que les habitants de la Nouvelle-Écosse ne s'y opposent. On a envoyé copie de la dépêche N° 140 à C. D. Smith, lieutenant-gouverneur de l'Île du Prince-Edouard: inopportunité de cet excès d'autorité. p. 72 — Downing St., le 23 janvier.

Bathurst à Sherbrooke, N° 43. Il lui transmet copie d'une lettre du ministère des Affaires étrangères et il demande des renseignements sur l'arrêt de vaisseaux suédois. (L'annexe manque. Voir A. 153, p. 18.) p. 74 — Downing St., le 24 janvier.

Bathurst à Sherbrooke, N° 44. Il lui transmet copie d'une lettre de l'Amirauté et il lui demande de transporter, à Louisbourg, tous les prisonniers américains qui sont maintenant sur parole à Halifax. On enverra les autres en Angleterre. Mitchell, agent américain des prisonniers de guerre, sera soumis aux mêmes restrictions qu'on impose au colonel —— Barclay. (L'annexe manque.) p. 75 — Downing St., le 29 janvier.

Bathurst à Sherbrooke, N° 45. Il lui demande de transmettre les dépêches adressées à sir George Prevost. p. 76 — Downing St., le 29 janvier.

Goulburn à Sherbrooke [personnelle]. Il le remercie des renseignements reçus au cours des deux derniers mois. Parmi ces pièces, se trouve copie de l'embargo; c'est la première copie que le ministère des Colonies ait reçue. p. 79 — Downing St., le 4 mars.

Bathurst à Sherbrooke, N° 46. Il lui accuse réception de la dépêche N° 152. La tentative de vendre la bande de terre qui fait partie de la concession de C. M. Wentworth était très repréhensible. Bathurst approuve la décision d'en prendre possession au nom de la Couronne afin de la diviser ensuite en lopins, qui conviendraient mieux aux colons actuels; on peut concéder 2,000 acres de terre à Wentworth. Bathurst n'approuve pas qu'on concède de vastes étendues de terre; ainsi il ne peut autoriser la concession de 4,000 acres de terre, à R. J. Uniacke, qui seraient ajoutées à ce qu'il possède déjà. p. 76 — Downing St., le 5 mars.

**1814**

Downing St., le 5 mars.

Bathurst à Sherbrooke, N° 47. Il lui accuse réception des dépêches jusqu'au N° 154. Il approuve Sherbrooke qui a exécuté l'ordre de Prevost. Bathurst ne croit pas que le 98e régiment soit retiré avant l'arrivée du 90e régiment. Le 7e bataillon du 60e régiment se prépare à partir. p. 78

Downing St., le 11 avril.

Bathurst à Sherbrooke. R. Uniacke est nommé procureur général au Cap-Breton. p. 80

Downing St., le 12 avril.

Bathurst à Sherbrooke, N° 49. Il lui accuse réception de la dépêche N° 155, et il l'autorise à accorder des permis pour l'importation du numéraire des États-Unis. p. 80

Downing St., le 14 avril.

Bathurst à Sherbrooke, N° 50. Il lui accuse réception des dépêches jusqu'au N° 158. Le loyalisme des habitants de la Nouvelle-Écosse. On étudiera la demande qu'ils ont faite par l'intermédiaire de leur représentant à la Législature. On enverra les manteaux requis par la milice. p. 81

Downing St., le 28 avril.

Bathurst à Sherbrooke [secrète]. Il lui apprend le départ du 102e régiment; nécessité d'occuper les îles dans la baie de Passamaquoddy. p. 82

Downing St., le 6 juin.

Bathurst à Sherbrooke, N° 51. Il lui accuse réception des dépêches jusqu'au N° 163. Il approuve les décisions de la Législature. Bathurst regrette que le 90e régiment ne soit pas encore arrivé. L'envoie de renforts. Il faudra occuper la partie de terre du Maine qui intercepte les communications avec Québec. p. 83

Downing St., le 15 juillet.

Bathurst à Sherbrooke, N° 52. Le lieutenant-gouverneur C. D. Smith pourra utiliser la partie non occupée des casernes à Charlottetown, à moins qu'on ne s'y oppose. p. 84

Downing St., le 15 juillet.

Bathurst à Sherbrooke, N° 53. Il lui accuse réception des dépêches jusqu'au N° 173 et il est heureux de constater l'arrivée du 7e bataillon du 60e régiment. Bathurst lui accuse réception de la requête des marchands de Halifax mais il n'est pas possible de rendre moins sévère le blocus des ports américains. Il laisse à Sherbrooke le soin de décider s'il convient d'occuper le Maine ou quelque autre endroit. p. 85

Downing St., le 15 juillet.

Goulburn à Sherbrooke [personnelle]. Il le remercie des lettres et des journaux qui l'ont mis au courant de la situation au Canada et aux États-Unis. p. 87

Downing St., le 26 août.

Bathurst à Sherbrooke, N° 54. Il ne faudra pas permettre à qui que ce soit de se rendre aux États-Unis sans permission. p. 88

Downing St., le 6 septembre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 55. Il lui accuse réception des dépêches N$^{os}$ 174 à 181. Il approuve les mesures prises afin d'occuper les îles dans la baie de Passamaquoddy. L'île Moore et les travaux de protection contre les attaques soudaines. On a transmis les dépêches N$^{os}$ 176, 178 et 179 au bureau du Commerce. p. 89

Downing St., le 5 octobre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 56. Il lui transmet copie des lettres du bureau du Commerce en réponse aux dépêches N$^{os}$ 176, 178 et 179. Elles se rapportent à l'envoi de tabac et de vinaigre pour les

prisonniers de guerre ainsi qu'à la vente d'une partie de la cargaison des vaisseaux étrangers qui se réfugient à Halifax par suite du blocus. (Voir les annexes, A. 153, pp. 79 et 82.) p. 90 **1814**

Bathurst à Sherbrooke, N° 57. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 182 à 188. Il approuve les mesures prises au sujet des récentes incursions aux États-Unis et de l'occupation du territoire américain. Sherbrooke pourra faire de nouvelles attaques s'il les juge opportunes. p. 90 Downing St., le 6 octobre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 58. Il lui accuse réception de la dépêche N° 189, du 10 septembre, et il le félicite du succès de l'attaque contre Passamaquoddy. Il faudra transmettre ces félicitations aux officiers qui relèvent de Sherbrooke. p. 92 Downing St., le 25 octobre.

Bathurst à Sherbrooke, N° 59. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 190 à 194, ainsi que de la lettre confidentielle du 10 septembre. Bathurst approuve ce qui a été fait dans le Maine. Il faudra défendre Castine et la partie est de Penobscot. De nouveaux renforts viendront des Bermudes. On enverra des vêtements aux nègres. On devra confier ces gens aux soins du percepteur des douanes qui a déjà charge des Africains condamnés parce qu'ils sont confisqués par la Couronne ou qu'ils sont considérés comme butin de guerre. p. 93 Downing St., le 26 octobre.

Bathurst à Sherbrooke [secrète]. Il lui donne les instructions nécessaires pour signer un armistice distinct avec les États qui en ont manifesté le désir, à moins que le président ne ratifie le traité de Gand. p. 123 Downing St., le 13 décembre.

Bathurst à Sherbrooke [distincte et secrète]. Il lui donne l'ordre de voir, sans plus tarder, à ce que l'on soit moins sévère à l'égard des États qui ont manifesté le désir de signer un armistice distinct. p. 126 Downing St., le 13 décembre.

Bathurst à Sherbrooke [secrète]. Au cas où adviendrait la crise dont Sherbrooke fait mention dans sa dépêche du 20 novembre, on approuvera sa ligne de conduite s'il vient en aide aux États avoisinants. Il pourra donner cette aide avant de recevoir la réponse à d'autres demandes faites au ministère des Colonies. Mais si, dans cet intervalle, le traité est signé et ratifié, on devra l'observer rigoureusement et cesser de fournir de l'aide à un État quelconque. p. 127 Downing St., le 13 décembre.

Bathurst à Sherbrooke [secrète]. Lorsque l'on reçoit des émissaires des États-Unis qui viennent traiter de paix, on entamera les négociations seulement avec ceux qui produiront leurs titres; sinon, les négociations pourront se faire de vive voix et les émissaires pourront prendre des notes qu'on devra ensuite examiner afin d'éviter tout quiproquo là-dessus. p. 129 Downing St., le 13 décembre.

Bathurst à Sherbrooke. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie ainsi que la feuille d'expédition au sujet des vêtements envoyés pour les noires. (L'annexe manque. Voir A. 153, p. 109.) p. 96 Downing St., le 26 décembre. **1815**

H. E. Bundary, sous-secrétaire, à Sherbrooke. Il lui demande de transmettre la commission de sir Gordon Drummond. p. 97 Downing St., le 11 janvier.

1815

Downing St., le 28 janvier.

Bathurst à Sherbrooke, N° 60. Il lui demande de permettre à tous les vaisseaux britanniques de se rendre immédiatement aux États-Unis sans décharger leurs cargaisons aussitôt que la paix sera ratifiée. Il s'agit de trouver aux États-Unis, un débouché pour les produits manufacturés en Grande-Bretagne. p. 98

Downing St., le 13 février.

Bathurst à Sherbrooke, N° 61. Il lui accuse réception de la dépêche N° 197 et il lui demande de fournir des renseignements sur les houillères de la Nouvelle-Écosse. On a déjà demandé ces renseignements mais sans succès. Nécessité d'obtenir ces renseignements avant de prendre une décision sur l'ouverture et l'exploitation de ces houillères. p. 99

Downing St., le 19 mars.

Bathurst à Sherbrooke, N° 62. Il lui demande de faire les préparatifs nécessaires afin de rapatrier les 29e, 62e et 98e régiments. On envoie des transports à cet effet. Le commandant en chef donnera les instructions circonstanciées. p. 100

Downing St., le 20 mars.

Bathurst à Sherbrooke, N° 63. Il lui demande d'utiliser les transports disponibles, à Halifax ou dans les environs, pour les régiments mentionnés dans la dépêche du 19 mars. p. 100

Downing St., le 20 mars.

Goulburn à Sherbrooke. Il n'a reçu que les copies imprimées des lois de 1812 à 1814. A l'avenir, il faudra envoyer la copie manuscrite de ces lois, conformément aux instructions. p. 101

Downing St., le 31 mars.

Goulburn à R. J. Uniacke, procureur général. Il lui accuse réception de la lettre du 21 février. Quand le poste de juge en chef du Cap-Breton deviendra vacant, on étudiera la candidature du fils d'Uniacke. p. 102

Downing St., le 5 avril.

Bathurst à Sherbrooke, N° 64. Il lui transmet un mandat au sujet du territoire américain. Il faudra prendre là-dessus les mesures nécessaires. (L'annexe manque.) p. 102

Downing St., le 5 avril.

Bathurst à Sherbrooke, N° 65. Quand on retournera certains territoires aux États-Unis, on devra les retourner avec les améliorations qu'on y aura apportées: ceci n'inclut pas les améliorations que les troupes britanniques auront effectuées. p. 103

Downing St., le 8 mai.

Goulburn à Sherbrooke. Il lui transmet les prévisions budgétaires pour l'année 1815. (L'annexe manque mais une note indique que les prévisions budgétaires sont les mêmes que celles de 1814.) p. 104

Downing St., le 10 mai.

Bathurst à Sherbrooke, N° 66. Il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce. La Trésorerie approuve les importations des États-Unis autorisées par la Proclamation du 4 mars 1815. (L'annexe manque. Voir A. 155, p. 48.) p. 105

Downing St., le 10 mai.

Bathurst à Sherbrooke, N° 67. Il lui accuse réception de la dépêche N° 209. La Trésorerie a décidé qu'on devrait remettre à MM. Forsyth et Black, les biens qu'on leur a confisqués. p. 105

Downing St., le 10 mai.

Bathurst à Sherbrooke. Il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Conseil au sujet de l'approbation des dépêches N$^{os}$ 204 et 209, reçues de Sherbrooke. (L'annexe manque. Voir A. 155, p. 49.) p. 106

1815

Bathurst à Sherbrooke, N° 69. Il lui permet d'accepter le cadeau que l'Assemblée désire lui offrir. p. 106 Downing St., le 10 mai.

Bathurst à Sherbrooke, N° 70. Il lui accuse réception des dépêches jusqu'au N° 225. La crainte d'une autre guerre en Europe empêche d'accéder à la demande de concéder des terres aux militaires qui désirent devenir colons. On peut concéder des terres aux nègres qui se sont placés sous la protection britannique. Il approuve les mesures prises pour venir à leur aide. Puisque la guerre est terminée, il ne sera plus nécessaire d'introduire ces gens dans la colonie. L'ouverture des houillères et la main-d'œuvre. La réglementation des houillères. p. 107 Downing St., le 10 mai.

Goulburn à Sherbrooke. Il lui présente John F. Clarke. p. 109 Downing St., le 17 mai.

Bathurst à l'administrateur. Jusqu'à ce qu'il reçoive des instructions contraires de C. Bagot, ministre de Sa Majesté à Washington, l'administrateur suivra les instructions données à sir Richard Keats, le 17 juin 1815, en ce qui a trait aux pêcheries et aux citoyens américains. p. 163 Downing St., le 31 mai.

Bathurst à Sherbrooke, N° 71. Il lui accuse réception de la dépêche N° 227, et il approuve l'évacuation de Castine et de certains autres territoires américains. p. 110 Downing St., le 13 juin.

Bathurst à Sherbrooke, N° 72. Il lui transmet copie de la requête du lieutenant A. B. Howe. La valeur des terres correspond-elle aux indications données dans la requête? La colonie pourrait-elle venir en aide aux concessionnaires? (L'annexe manque. Voir A. 155, p. 22.) p. 110 Downing St., le 13 juin.

Bathurst à Sherbrooke, N° 72. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie au sujet de la literie et autres fournitures pour les troupes. (L'annexe manque. Voir A. 155, p. 53.) p. 111 Downing St., le 13 juin.

Bathurst à Sherbrooke, N° 74. Il lui accuse réception des dépêches jusqu'au N° 235. Il approuve la manière dont on a exécuté les instructions. Bathurst aimerait que l'on concédât de petites terres aux nègres qui sont déjà cultivateurs. p. 111 Downing St., le 13 juin.

Goulburn à Sherbrooke. Il lui accuse réception de la lettre du 4 mai. On se sera conformé aux instructions si l'on envoie les doubles des lois de la Nouvelle-Écosse munies du grand sceau; ces lois sont envoyées au ministère des Colonies après que le Conseil privé en a pris connaissance. p. 112 Downing St., le 13 juin.

Bathurst à Sherbrooke, N° 75. Il lui demande de concéder 1,000 acres de terre au lieutenant-colonel sir Colin Campbell et à sa famille. Il ne faudra pas concéder, à qui que ce soit, des terres d'une étendue plus considérable. p. 113 Downing St., le 6 juillet.

Bathurst à Sherbrooke, N° 76. Il lui transmet copie d'une lettre du révérend S. Fraser. Les habitants de Pictou désirent-ils un ministre de l'Église d'Écosse? (L'annexe manque. Voir A. 155, p. 56.) p. 113 Downing St., le 6 juillet.

**1815**

Downing St., le 26 juillet. Bathurst à Sherbrooke, N° 77. Il lui transmet le mémoire du vice-amiral sir Alexander Cochrane au sujet de la confiscation probable de ses terres. Bathurst demande de laisser les choses dans le statu quo pendant quatre ans. Passé cette date, il ne faudra plus faire exception de qui que ce soit. (L'annexe manque. Voir A. 155, p. 71.) p. 115

Downing St., le 28 juillet. Bathurst à Sherbrooke, N° 78. Il lui transmet copie d'un rapport des légistes sur le mémoire des juges de la cour de la Vice-Amirauté ainsi que sur la réclamation du Dr A. Croke qui désire conserver ses honoraires. (L'annexe manque. Voir A. 155, p. 66.) p. 116

Downing St., le 1er septembre. Bathurst à Sherbrooke, N° 79. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie: projet en vertu duquel on transporterait les approvisionnements militaires du Commissariat au magasinier général. On devra donner suite à ces instructions. (L'annexe manque.) p. 116

Downing St., le 2 septembre. Bathurst à Sherbrooke, N° 80. Il lui transmet un mémoire ainsi qu'une brochure sur la culture du fiorin. On devrait porter ces pages à la connaissance du public. (L'annexe manque. Voir A. 155, p. 69.) p. 117

Downing St., le 10 octobre. Bathurst à Sherbrooke, N° 81. Il lui accuse réception des dépêches jusqu'au N° 25. A propos des droits perçus à Castine quand les troupes britanniques occupèrent cette ville: on emploiera ces sommes pour effectuer tous changements utiles dans la province; Bathurst désire vivement recevoir des suggestions là-dessus. Rémunération accordée au secrétaire du major-général G. Gosselin: Bathurst approuve cette mesure. On accordera des émoluments à Gosselin quand la Trésorerie fera connaître quelle rémunération comporte ses services. Le colonel J. Fitzherbert recevra la même rémunération que reçut le général H. Swayne quand ce dernier administra le Cap-Breton. Au sujet des cadeaux pour les Indiens. p. 118

Downing St., le 4 novembre. Bathurst à Sherbrooke, N° 82. R. D. George, secrétaire de la Colonie a obtenu un congé. p. 120

Downing St., le 10 novembre. Bathurst à Sherbrooke, N° 83. Il lui accuse réception des dépêches N$^{os}$ 255 et 256. Il est heureux de constater que les vêtements d'hiver sont arrivés. On a envoyé des nègres du Sud à Halifax; telles n'étaient pas les instructions du Gouvernement; en conséquence, on les transportera à Trinidad. Combien sont-ils? Les traites tirées à ce sujet. Bathurst approuve les mesures prises en l'occurrence. p. 120

Downing St., le 14 novembre. Bathurst à Sherbrooke, N° 84. Il lui transmet copie d'une lettre du Conseil qui donne son opinion sur la demande de F. Rotch qui désire faire la pêche à la baleine. (L'annexe manque. Voir A. 155, p. 103.) p. 121

Downing St., le 25 novembre. Bathurst à Sherbrooke, N° 85. Il lui accuse réception de la dépêche N° 257 et il approuve le congé accordé à T. N. Jeffery, membre du Conseil. p. 122

**1816**

Le 23 janvier. Mandat qui nomme S. B. Robie solliciteur général. p. 142

Mandat qui nomme J. Stewart juge adjoint. p. 143 **1816** Le 23 janvier.

Goulburn à Sherbrooke. Il lui transmet copie d'une lettre du Dr. Owen et il lui demande un rapport sur certaines îles. (L'annexe manque.) p. 131 Le 31 janvier.

Bathurst à Sherbrooke, N° 86. Il lui accuse réception de la dépêche N° 262, du 9 décembre 1815. On émettra des mandats qui nomment J. Stewart juge adjoint et S. B. Robie solliciteur général. p. 131 Downing St., le 31 janvier.

Bathurst à Sherbrooke, N° 87. Il lui accuse réception de la dépêche N° 260, du 20 novembre, et il approuve les décisions prises au sujet des nègres refugiés. Il faudra donner suite aux recommandations du Conseil. L'inspecteur général ne devrait pas recueillir d'honoraires en ce qui a trait aux concessions accordées aux nègres. p. 132 Downing St., le 5 février.

Bathurst à Sherbrooke, N° 89. Il lui accuse réception de la dépêche N° 265, du 3 février. Afin de subvenir aux besoins des maisons mises en séquestre sur l'Ile Moose, la personne qu'il nommera à cet effet pourra prendre charge des argents provenant du loyer de ces propriétés. p. 134 Downing St., le 6 avril.

Bathurst à Sherbrooke, N° 88. Il lui accuse réception de la dépêche N° 261, du 2 décembre. On émettra un mandat pour la nomination de P. Wodehouse au Conseil. p. 133 Downing St., le 9 avril.

Mandat qui nomme P. Wodehouse membre du Conseil. p. 145 Le 1er mai.

Bathurst à Sherbrooke, N° 90. Il lui transmet copie d'une lettre de L. Hartshorne et il lui demande de suspendre les poursuites au sujet de la confiscation de certaines terres. Sherbrooke devra rédiger un rapport là-dessus. (L'annexe manque. Voir A. 156, p. 162.) p. 135 Downing St., le 4 mai.

Bathurst à Sherbrooke, N° 91. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 266 et 267 et il approuve le payement fait au successeur de feu l'évêque de la Nouvelle-Écosse. Le révérend R. Stanser devient évêque de la Nouvelle-Écosse. p. 135 Downing St., le 6 mai.

Bathurst à Sherbrooke. Il lui accuse réception de la dépêche N° 263. Il serait inopportun d'accéder à la demande de Mme J. Milne qui désire obtenir une terre. p. 137 Downing St., le 10 mai.

Bathurst à Sherbrooke. Il lui transmet un affidavit typique qui démontre qu'on a vendu comme esclaves les nègres qui se sont placés sous la protection britannique, au cours de la guerre. Il faudra faire là-dessus une enquête et aussi recueillir la liste des noms de ceux qui se sont placés sous la protection britannique. Il faudra envoyer des instructions analogues au gouverneur du Nouveau-Brunswick. (L'annexe manque.) p. 137 Downing St., le 10 mai.

Bathurst à Sherbrooke. Le révérend J. Inglis est nommé recteur de l'église St-Paul, à Halifax; il remplace le révérend R. Stanser. p. 140 Downing St., le 10 mai.

**1816**

Downing St., le 10 mai. Bathurst à Sherbrooke [personnelle]. Il lui transmet copie d'un rapport des légistes sur le droit de la Couronne de nommer un titulaire à la paroisse St-Paul. Comment répondre aux questions qu'on demande là-dessus; manière d'agir en l'occurrence. (L'annexe manque. Voir A. 156, p. 189.) p. 141

Le 24 mai. Ordre de distribuer les parts de prise au sujet de l'*Annaconda* et de l'*Atlas*. p. 146

Sans date. Brouillon d'un ordre semblable au sujet de la distribution des sommes prises à bord des vaisseaux capturés dans la baie de Chesapeake en 1814. p. 153

Downing St., le 8 juin. Bathurst à l'administrateur. La loi qui encourage le commerce du plâtre de Paris ne soulève aucune objection. p. 157

Downing St., le 18 juin. Bathurst à Sherbrooke. Il lui transmet copie d'une lettre de l'Amirauté au sujet de la juridiction de l'Amirauté à Halifax. (L'annexe manque. Voir A. 156, p. 199.) p. 157

Downing St., le 21 juin. Bathurst à Sherbrooke. Il demande de prendre les mesures nécessaires afin de rapatrier les conducteurs de l'Artillerie royale. p. 158

Le 1er juillet. *Note:* deux lettres du même jour sur les houillères sont consignées dans le registre du Bas-Canada. p. 158

Downing St., le 4 juillet. Bathurst à Sherbrooke. Si le duc de Manchester le demande, un régiment devra faire voile vers la Jamaïque. p. 159

Downing St., le 6 juillet. Goulburn à R. J. Uniacke, procureur général. Il lui accuse réception de la lettre du 4 mai. On n'avait nullement l'intention de le discréditer lorsqu'on a pris certaines mesures au sujet de la cour de la Vice-Amirauté. Le droit de nommer un juge est assigné à l'Amirauté et on s'en est référé à ce département au sujet de C. Uniacke. p. 160

Downing St., le 8 juillet. Bathurst à l'administrateur. Le traitement du commissaire ecclésiastique peut être relevé de 150 louis tout au plus, par suite du nombre croissant de missions et d'écoles. Il faudra exiger là-dessus le reçu de l'évêque. p. 161

Le 24 juillet. Mandat qui nomme le comte de Dalhousie lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse. p. 165

Downing St., le 12 août. Bathurst au major-général G. S. Smyth, administrateur. G. Danerum devient adjoint du commissaire général, à Halifax, et remplace R. Manby. p. 163

Downing St., le 14 août. Bathurst au comte de Dalhousie, lieutenant-gouverneur. Il lui transmet copie d'une lettre de l'Amirauté qui demande pour Bathurst un billet de passage à Halifax. Il regrette de constater que nul transport n'est disponible pour ses chevaux. (L'annexe manque.) p. 164

Downing St., le 9 septembre. Goulburn à Smyth. Il lui accuse réception d'une lettre du 20 juillet et il approuve la décision à propos des miliciens en demi-solde du Nouveau-Brunswick: au sujet des concessions de terre, il faudra

mettre ces gens sur un pied d'égalité avec les troupes qu'on a licenciées en Nouvelle-Ecosse. p. 167 **1816**

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie. Si ceux qui font du bois en Nouvelle-Écosse en abusent, il faudra y mettre fin. (L'annexe manque.) p. 167 Downing St., le 26 septembre.

Bathurst à Dalhousie. Il demande de prendre des mesures pour aplanir certaines difficultés auxquelles doivent faire face les colons qui se rendent dans la Nouvelle-Écosse. Nécessité d'accroître la population de cette colonie. p. 168 Downing St., le 4 octobre.

Bathurst à Dalhousie. Il l'autorise de payer au major-général G. Gosselin une indemnité annuelle de 1,200 louis qui seront prélevés sur les droits de Castine, pour le rémunérer de ses services comme commandant à Penobscot, à partir du 1er septembre 1814 au 28 avril 1815. p. 169 Downing St., le 7 novembre.

Bathurst à Smyth. Il regrette de ne pouvoir accéder à la demande de Smyth qui désire recevoir le plein traitement de lieutenant-gouverneur depuis le moment du départ de Sherbrooke jusqu'à la nomination de Dalhousie. Le règlement prescrit que l'administrateur doit recevoir la moitié du traitement et des émoluments du lieutenant-gouverneur. p. 170 Downing St., le 30 novembre.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 2 novembre et il déclare que Sherbrooke a le droit de recevoir la moitié du traitement et des émoluments du lieutenant-gouverneur pendant l'exercice de ses fonctions. En outre, Dalhousie a aussi le droit de recevoir la moitié de son traitement à partir de la date de sa nomination jusqu'à son arrivée à Halifax, alors qu'il recevra plein traitement. p. 172 **1817** Le 2 janvier.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 2 décembre et il demande de diminuer bientôt les dépenses que comporte l'aide accordée aux nègres réfugiés. Les frais supplémentaires sont approuvés seulement à cause de la disette. On recommandera à la Trésorerie d'approuver cette dépense. p. 172 Downing St., le 17 janvier.

Bathurst à Dalhousie. La réduction des effectifs. Il faudra organiser la milice de telle façon qu'elle puisse faire face à toutes éventualités. p. 173 Downing St., le 5 février.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie. Bathurst approuve les mesures prises au sujet de la farine destinée aux Bermudes; il espère qu'elle est arrivée à destination. (L'annexe manque. Voir A. 158, p. 58.) p. 174 Downing St., le 24 février.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet un décret du Conseil qui ratifie la loi ayant pour objet d'encourager le commerce du plâtre de Paris. Bathurst espère que les instructions envoyées au colonel W. W. Hailes ont eu pour résultat de faire disparaître les craintes de la population du Nouveau-Brunswick. Il espère aussi que la loi est maintenant en vigueur. (L'annexe manque.) p. 176 Downing St., le 12 mars.

Bathurst à Dalhousie. Au sujet de la nomination de plusieurs officiers d'Etat-major, comme Dalhousie l'annonçait dans sa dépêche Downing St., le 12 mars.

1817 du 31 octobre, pour lesquels il n'existe pas de fonds qui défrayeraient leurs services: Bathurst a fait savoir à la Trésorerie qu'on pouvait se passer des services de ces officiers. Dalhousie devra demander à la Législature de pourvoir aux traitements des quatre adjudants de la milice. p. 177

Downing St., le 12 mars. Bathurst à Dalhousie. Il lui demande de transmettre les instruments envoyés aux commissaires nommés pour délimiter la frontière. p. 178

Downing St., le 12 mars. Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception des dépêches jusqu'au N° 7. Peu d'espoir de rendre les nègres utiles. Approbation des mesures prises jusqu'ici, mais nécessité d'alléger les charges budgétaires. Ceux qui désirent retourner chez leurs anciens maîtres peuvent le faire. Il faudra pourvoir aux besoins immédiats des autres en leur donnant du blé et des instruments aratoires. L'aide qui pourrait être accordée à d'autres colons; la remise des honoraires que comportent certaines concessions de terre. p. 178

Downing St., le 13 mai. Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet copie des instructions de l'Amirauté au sujet des vaisseaux de pêches américains. (L'annexe manque.) p. 184

Downing St., le 31 mai. Bathurst à Dalhousie. Si les anciens administrateurs du Cap-Breton ont reçu les honoraires que comporte le permis d'exploiter des houillères sur la côte, le même privilège sera accordé au colonel J. Fitzherbert. A l'avenir, ces revenus seront versés dans la caisse des houillères. p. 184

Downing St., le 31 mai. Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet un décret du Conseil qui annule la loi sur le mariage. (L'annexe manque. Voir A. 158, p. 34.) p. 186

Downing St., le 7 juin. Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 19 avril. Les hommes du 60e régiment auront les privilèges d'un régiment licencié s'ils désirent s'établir dans la Nouvelle-Écosse. p. 185

Downing St., le 14 juin. Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche N° 19, du 16 mai, et il approuve les mesures prises au sujet des nègres. On pourra les transporter à Trinidad si les dépenses qui en résultent ne sont pas trop considérables. Bathurst approuve l'Assemblée qui désire venir en aide à la colonisation; il regrette de ne pouvoir favoriser efficacement l'essor de cette entreprise. Bathurst approuve également la confiscation des terres laissées en friche; il ne saurait autoriser le rationnement. Dalhousie pourra disposer, comme bon lui semblera, des sommes provenant des droits perçus à Castine et Bathurst n'insistera pas, comme il le proposait dans sa lettre du 12 mars, pour qu'on affecte ces fonds au soulagement des émigrants. p. 187

Downing St., le 14 juin. Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 12 mai ainsi que de l'adresse de félicitations de la Législature au sujet des mariages royaux. p. 189

Downing St., le 7 juillet. Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce au sujet de la loi américaine qui recommande le commerce du plâtre de Paris. (L'annexe manque. Voir A. 158, p. 35.) p. 190

1817

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet copie d'une lettre de l'Artillerie: le pavillon royal sera accordé à la Nouvelle-Écosse. (L'annexe manque. Voir A. 158, p. 53.) p. 190 — Downing St., le 28 juillet.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce: on présentera une loi afin d'ajouter le blé de semence et les fruits à la liste des articles importés des États-Unis. (L'annexe manque. Voir A. 158, p. 38.) p. 191 — Downing St., le 29 août.

Bathurst à Dalhousie. Il lui demande de transmettre la tente à la commission nommée pour délimiter les frontières. p. 191 — Downing St., le 13 août.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 24 mars et il l'autorise à payer à H. H. Cogswell le traitement auquel ce dernier a droit, depuis le 10 juin jusqu'au 15 octobre 1813, alors qu'il assumait la charge de secrétaire de la Colonie. p. 192 — Downing St., le 31 août.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet copie d'une lettre au sujet du commerce du plâtre de Paris. (L'annexe manque.) p. 193 — Downing St., le 15 septembre.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche N° 28. Les hommes de l'Artillerie et les troupes de ligne pourront jouir des mêmes avantages que les hommes licenciés du 60e régiment et de la milice sédentaire. p. 194 — Downing St., le 16 septembre.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 16 janvier. Le capitaine du vaisseau du gouvernement recevra l'autorisation de faire des captures. Il faudra faire connaître le nom du capitaine puisque ce nom doit être inscrit sur le permis. p. 194 — Downing St., le 30 septembre.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 1er août et il lui transmet le pardon de J. Schimpt convaincu de meurtre. (L'annexe manque. Voir A. 158, p. 51.) p. 195 — Downing St., le 30 octobre.

Bathurst à Dalhousie. Le congé de J. Beckwick est prolongé. p. 196 — Downing St., le 30 octobre.

Bathurst à Dalhousie. La Trésorerie approuve la décision de donner des vivres aux nègres pendant l'hiver. Cette distribution de vivres cessera au printemps. p. 196 — Downing St., le 30 octobre.

Bathurst à Dalhousie. Il autorise Dalhousie a remettre les honoraires que comporte la concession de terre aux Acadiens du comté de Clare, conformément à la demande que renferme la dépêche du 12 mai. p. 197 — Downing St., le 30 octobre.

H. Goulburn à Dalhousie [personnelle]. Serait-il possible d'induire l'Assemblée à pourvoir aux inspecteurs de la Milice. Il n'existe aucune source de revenu permettant de défrayer cette somme. Le montant requis est la différence entre la demi-solde et le traitement. p. 198 — Downing St., le 6 décembre.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet un décret du Conseil ratifiant la loi qui constitue légalement l'Académie de Pictou p. 200 — Downing St., le 10 décembre.

1818

Ordre de préparer un nouveau sceau pour la Nouvelle-Écosse. p. 205 — Le 26 janvier.

1818

Downing St., le 6 février.

Bathurst à Dalhousie. Il approuve la décision prise au sujet de C. Uniacke qui réclame une place dans le Conseil en sa qualité de juge de la cour de la Vice-Amirauté. Le droit de préséance accordé à sir Alexander Croke ne se rapporte pas à l'affaire. p. 200

Downing St., le 6 février.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 14 décembre et il l'autorise à employer les fonds de Castine pour établir une université ainsi qu'une bibliothèque pour la garnison. p. 201

Downing St., le 10 février.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet un ordre en vertu duquel on restitue, aux États-Unis, les îles Moose, Dudley et Frederick conformément aux termes du traité de Gand. p. 202

Annexe:—

L'ordre, le 26 janvier 1818. p. 203

Downing St., le 4 mars.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet copie d'une lettre qui démontre que nulle modification ne sera apportée dans la ligne de conduite adoptée au sujet du bois. (L'annexe manque.) p. 206

Downing St., le 4 mars.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 6 juillet et il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie au sujet des mesures prises par suite de certaines doléances des émigrés. (L'annexe manque. Voir A. 159, p. 250.) p. 207

Downing St., le 4 mars.

Bathurst à Dalhousie. Il lui donne l'autorisation de s'approprier, pour fins de colonisation, les terres réservées à la Marine; mais il faudra réserver le bois pour la Marine. p. 207

Downing St., le 13 mars.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 16 mars. Si la milice est réorganisée, on étudiera les réclamations du lieutenant-colonel C. Campbell et de certains autres officiers. p. 208

Downing St., le 13 mai.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 17 mars et il lui donne la permission de concéder 4,000 acres de terre à R. J. Uniacke. p. 209

Downing St., le 13 mai.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 31 janvier. Il ne saurait discuter la question des candidatures au poste de protonotaire et de greffier de la Couronne puisque ce poste n'est pas vacant. Le nouveau titulaire devra résider à l'endroit où il exerce ces fonctions. W. Thomson, titulaire actuel du poste, y fut nommé avant l'adoption de la loi qui annulait les sinécures. p. 210

Downing St., le 20 mai.

Bathurst à Dalhousie. On a prolongé de quelques semaines le congé de R. D. George. p. 211

Downing St., le 31 mai.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet copie d'une lettre de l'Artillerie. Il se plaint qu'on ait concédé à C. Gallagher un lopin de terre contigu aux entrepôts, à Annapolis. (L'annexe manque. Voir A. 159, p. 234.) p. 212

Downing St., le 5 juin.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 11 décembre et il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce au sujet de J. Mitchell qui désire faire la pêche à la baleine. (L'annexe manque. Voir A. 159, p. 213.) p. 213

1818

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet un décret du Conseil qui autorise le commerce entre la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et les États-Unis. La loi britannique ayant trait à l'exportation du plâtre de Paris n'est pas en harmonie avec une loi semblable de la Nouvelle-Écosse; en conséquence, il faudra demander à la Législature d'annuler cette loi. (L'annexe manque.) p. 213 — Downing St., le 10 juin.

Goulburn à Dalhousie [personnelle]. Il lui présente J. Hyde et il espère qu'on pourra confier un poste à cet homme. p. 215 — Downing St., le 2 juillet.

Lettre sans signature à Dalhousie [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 48, du 19 juin et il approuve la décision de maintenir une petite garnison à Grand-Manan. p. 216 — Downing St., le 28 juillet.

Lettre sans signature à Dalhousie [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 49. Il se demande si la Trésorerie approuvera la nomination de deux surintendants de la distribution des vivres. Il lui demande de ne plus fournir des vivres sauf aux colons militaires. Dalhousie étudiera l'opportunité de nommer ces deux surintendants. p. 216 — Downing St., le 29 juillet.

Lettre sans signature à Dalhousie [brouillon]. L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 44, du 20 mai, et il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce au sujet des plaintes que suscitent des lois américaines. (L'annexe manque. Voir A. 159, p. 215.) p. 219 — Downing St., le 30 juillet.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche N° 48, du 19 juin. Au sentiment de l'Amirauté, Grand-Manan ne deviendra pas une station navale. p. 219 — Downing St., le 6 août.

Mandat qui nomme James Fraser membre du Conseil. p. 231 — Le 30 août

Goulburn à Dalhousie. Il lui transmet copie d'une lettre de l'administration des Postes et il lui demande de prendre les mesures pour l'arrestation de T. Pinnock, accusé de divers crimes. (L'annexe manque. Voir New-Brunswick A. 27, p. 158.) p. 220 — Downing St., le 5 septembre.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche N° 543, du 10 octobre. On n'a pas reçu les estimations pour les casernes et l'entrepôt que l'on projette de construire à Grand-Manan. Il se demande si la Trésorerie approuvera le projet sans avoir reçu les estimations. p. 222 — Downing St., le 30 novembre.

1819

Goulburn à Dalhousie. Il lui demande de concéder une terre au capitaine G. W. Blaney, officier de milice en retraite. p. 223 — Downing St., le 27 janvier.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 18 juillet et il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie sur le refus du commissaire général d'accepter la monnaie de papier de la Nouvelle-Écosse. (L'annexe manque. Voir A. 159, p. 261.) p. 223 — Downing St., le 8 février.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet copie d'une lettre du lieutenant-colonel S. Fraser qui voudrait avoir une terre autre que celle qui lui était destinée avant la dernière guerre. Cette demande suscite-t-elle quelque objection? (L'annexe manque. Voir A. 159, p. 258.) p. 224 — Downing St., le 8 février.

**1819**

Downing St., le 8 février.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie qui demande les plans et les estimations des casernes et de l'entrepôt que l'on projette de construire à Grand-Manan. Il faudra donner là-dessus les directives nécessaires. (L'annexe manque.) p. 225

Downing St., le 8 février.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet copie d'une lettre de l'Artillerie au sujet de la terre concédée à C. Gallagher, à Annapolis. A l'avenir, on concédera les terres qui environnent des places fortifiées ou les postes militaires à condition que le concessionnaire n'y érige pas de bâtiments et que la Couronne puisse reprendre possession de ces terres pour fins militaires. (L'annexe manque. Voir A. 159, p. 235.) p. 226

Downing St., le 13 février.

Bathurst à Dalhousie. Le licenciement du *Royal York Rangers;* les concessions de terres à ceux parmi eux qui désirent devenir colons. p. 227

Downing St., le 5 mars.

Bathurst à Dalhousie [personnelle]. Il lui accuse réception de la lettre du 19 décembre et il lui donne la permission de visiter le Canada. Aimerait-il devenir gouverneur à Ceylan et remplacer sir Robert Brownrigg? p. 229

Downing St., le 7 avril.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la lettre du 2 février. Il ne croit pas que le colonel H. C. Darling soit nommé lieutenant-gouverneur du Cap-Breton si ce poste devenait vacant. p. 231

Downing St., le 7 avril.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet l'entente conclue avec les États-Unis au sujet des pêcheries et il lui donne là-dessus certaines instructions. (L'annexe manque.) p. 231

Downing St., le 13 avril.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet un décret du Conseil qui annule la loi relative à la monnaie. (L'annexe manque.) p. 234

Downing St., le 13 avril.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet un extrait du rapport du bureau du Commerce qui explique pourquoi on a annulé la loi relative à la monnaie. (L'annexe manque.) p. 234

Downing St., le 27 avril.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 15 février et de l'adresse du lieutenant-gouverneur, du Conseil et de l'Assemblée au sujet de la mort de la Reine. p. 235

Downing St., le 3 mai.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet un mandat pour l'usage du nouveau sceau. Il lui demande de retourner le vieux sceau. p. 236

Annexe:—

Le mandat, le 1er mai 1819. p. 237

Downing St., le 8 mai

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet copies des circulaires envoyées aux officiers en demi-solde ainsi qu'aux colons ordinaires. On s'efforcera de leur concéder les terres qui leur furent promises. (L'annexe manque.) p. 238

Downing St., le 8 mai.

Bathurst à Dalhousie. On a prolongé le congé de J. Beckwith, officier de Marine à Halifax. p. 238

**1819**

Goulburn à Dalhousie. Il lui présente le lieutenant Radcliffe, officier de Marine à la retraite. p. 239 Downing St., le 10 mai.

Goulburn à Dalhousie. Il lui transmet les estimations pour l'année 1819. (L'annexe manque.) p. 240 Le 11 mai.

Bathurst à Dalhousie. On a soumis la requête des marchands de Halifax aux légistes; conformément à l'opinion des légistes, on fera savoir aux douaniers qu'il n'est pas nécessaire que les sujets britanniques qui importent des marchandises sous l'empire de la 28e Geo. III, chap. 6, en soient propriétaires. p. 240 Downing St., le 24 mai.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche N° 29, du 22 mars, et il lui demande de préparer les plans et les estimations des travaux militaires à Grand-Manan. p. 241 Downing St., le 26 mai.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 24 janvier. Pourquoi il ne peut approuver la nomination du juge en chef au poste de garde des Archives. p. 242 Downing St., le 8 juin.

Bathurst à Dalhousie. Pourquoi il n'a pas permis à J. Mitchell de faire la pêche à la baleine sur les côtes de la Nouvelle-Écosse. p. 244 Downing St., le 12 juin.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception des dépêches du 24 mai. Pourquoi on a annulé la loi ayant trait au mariage. A quelles conditions on pourrait sanctionner une pareille loi. p. 246 Downing St., le 10 juillet.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la lettre du 10 juin et il approuve la division des comtés de Halifax et d'Annapolis. On pourrait annexer le Cap-Breton à la province et avoir droit à deux représentants. Les comtés ne seront divisés que lorsqu'on aura une décision au sujet du Cap-Breton. p. 254 Downing St., le 10 juillet.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la lettre du 10 juin. On a demandé à la Trésorerie de sanctionner la distribution des vivres aux nègres. p. 253 Downing St., le 10 juillet.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 12 juin et il approuve l'entente conclue avec MM. Mortimer et McCully pour l'exploitation des houillères de la baie de Cumberland et de Pictou. La disposition des fonds. Le rapport annuel. p. 254 Downing St., le 10 juillet.

Ordre pour la distribution du butin capturé à Penobscot. p. 255 Le 27 juillet.

Goulburn à Dalhousie. On concédera une terre au lieutenant R. Aitken, de la Marine royale. Cette terre devra être contiguë à celle du révérend Roger Aitken. p. 264 Downing St., le 29 juillet.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la lettre du 24 mai. Pourquoi Dalhousie refuse-t-il de concéder une terre de 5,000 acres au colonel S. Fraser. p. 265 Downing St., le 31 juillet.

Bathurst à Dalhousie. Les 26 lois votées par la Législature, en 1817, ne soulèvent aucune objection. p. 267 Downing St., le 31 août.

**1819**

Downing St., le 31 août.

Bathurst à Dalhousie. Les difficultés que suscite l'adoption d'une loi générale qui remet en vigueur des lois sur le point d'expirer; nulles mesures ne sauraient être rejetée sans porter atteinte à d'autres mesures. Il faudra attirer là-dessus l'attention de la Législature. Pourquoi avoir recours à une loterie permettant de recueillir des fonds pour construire un pont sur l'Avon? Si la loi est annulée, ces fonds pourraient-ils être recueillis d'une autre façon? p. 273

Downing St., le 31 août.

Bathurst à Dalhousie. Pourquoi les marchands ont-ils rejeté un mémoire dans lequel on demande que ne soit pas sanctionnée la loi qui augmente les droits sur les produits manufacturés en Grande-Bretagne. p. 275

Downing St., le 13 octobre.

Bathurst à Dalhousie. Il a été nommé gouverneur-général. Mandat temporaire pour l'administration du Bas-Canada. S'il est retardé dans la Nouvelle-Écosse, il transmettra le mandat au major-général sir Peregrine Maitland avec les directives nécessaires. p. 280

Annexe:—

Le mandat, le 13 octobre 1819. p. 277

Le 1er novembre,

Mandat qui nomme sir James Kempt lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse. p. 302

Downing St., le 29 novembre.

Bathurst à l'administrateur. Certaines lois votées au cours de la récente session ne soulèvent aucune objection. Ce sont les chapitres 1-9, 11, 13-15, 17-23, 25-30. p. 283

Le 31 décembre.

Mandat qui nomme H. N. Binney membre du Conseil. p. 296

**1820**

Downing St., le 8 janvier.

Bathurst à Dalhousie. Il lui accuse réception de la dépêche du 23 novembre et il approuve les mesures prises au sujet de l'administration de la province de Québec. Il craint que le fait d'avoir accordé à Maitland des pouvoirs qui ne sont que temporaires ne mette un frein aux ambitions des personnes riches et influentes qui voulaient poser leur candidature pour les élections. Bathurst espère que Dalhousie arrivera avant la dissolution de la présente Assemblée. Puisque le nouveau mandat du gouverneur n'a pas encore été préparé, Bathurst ne peut donner des instructions au sujet de l'annexion du Cap-Breton. p. 289

Downing St., le 8 janvier.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet copie d'une lettre de N. Atcheson, agent de la Colonie; il soumettra, au prince Régent, le projet d'une nouvelle charte pour le collège de Halifax. La liste des directeurs proposés dans la lettre de Dalhousie, en date du 14 décembre 1817. Il estime que la nomination des directeus du collège devrait relever de la Couronne et non pas du gouverneur et de la majorité du Conseil. p. 292

Downing St., le 8 janvier.

Bathurst à Dalhousie [personnelle]. Il lui accuse réception de la lettre du 3 décembre 1818. Il n'avait pas l'intention d'obliger Dalhousie à trouver un poste pour J. Hyde; il n'y a pas de favoritisme, cela va de soi. p. 294

Downing St., le 29 février.

Bathurst à Dalhousie. La Trésorerie comprend pourquoi il ne faut pas accorder une terre de 5,000 acres au lieutenant-colonel

S. Fraser. Il faudra donc ne tenir nul compte des instructions antérieures à ce sujet. p. 297 **1820**

Goulburn à Dalhousie. Il lui accuse réception de la lettre du 6 novembre. Bathurst approuve les vues exprimées au sujet du projet de concéder une terre au lieutenant R. Aitken. p. 298 Downing St., le 4 mars.

Bathurst à Dalhousie. Il lui transmet copie d'une lettre du ministère de l'Intérieur. Pourquoi a-t-il recommandé de commuer les sentences de J. Farrell et de F. Hunt, tous deux traîtres. L'annexe manque. (Voir A. 161, p. 173.) p. 299 Downing St., le 13 mars.

Goulburn à J. Carrington. Il lui accuse réception de la lettre du 13 janvier. Les instructions de Dalhousie l'ont empêché d'accéder à la demande de Carrington qui veut obtenir une terre. Bathurst ne saurait acquiescer à cette demande puisque Carrington n'a pas les moyens de cultiver cette terre. p. 300 Downing St., le 29 mars.

Goulburn à M. Wallace, adjoint de l'inspecteur des Forêts. Le comté de Charlotte, dans le Nouveau-Brunswick, a-t-il suffisamment de bois de pin pour justifier la conservation forestière? p. 304 Downing St., le 30 mai.

Goulburn à J. Hyde. Il lui accuse réception de la lettre du 22 avril. Bathurst ne saurait s'immiscer dans une affaire qui relève de la Trésorerie. p. 304 Downing St., le 14 juin.

*Note:* une dépêche sur l'importation du blé des États-Unis est consignée dans le registre du Bas-Canada. (Voir G. 11, p. 50.) p. 305 Downing St., le 14 juin.

Bathurst au lieutenant-général sir James Kempt, lieutenant-gouverneur. Il lui accuse réception de la dépêche du 16 janvier. Legs de charité qui auraient été faits à certains collèges lorsque les États-Unis étaient une colonie britannique; ces legs qui pourraient secourir le collège King n'existent pas. Il espère qu'on recueillera les fonds nécessaires dans la Nouvelle-Écosse. L'affaire sera soumise à la Trésorerie. p. 305 Downing St., le 14 juin.

Mandat nommant Samuel Blackwell officier de Marine. (Ailleurs cet officier s'appelle James Blackwell.) p. 307 Le 29 mai.

Bathurst à Kempt. Il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce qui démontre que les privilèges dont jouit Terre-Neuve sous l'empire de la 59e Geo. III, chap. 52 furent accordés en raison de circonstances spéciales provenant d'une entente avec les États-Unis; mais ces privilèges ne s'appliquent pas à la Nouvelle-Écosse. (L'annexe manque. Voir A. 161, p. 171.) p. 309 Downing St., le 10 juillet.

Goulburn à Kempt. Le poste d'inspecteur des Bois et Forêts a été aboli. p. 311 Downing St., le 5 août.

Bathurst à Kempt. Une indemnité annuelle de 80 louis peut être accordée à Mme M. Tonge à partir de la date du dernier payement fait à J. Beckwith. p. 311 Downing St., le 5 août.

Goulburn à C. Campbell. Il lui accuse réception de sa demande du 20 juillet. On a nommé un officier de la Marine. p. 312 Downing St., le 12 août.

**1820**

Downing St., le 15 août. Bathurst à Kempt. Instructions au sujet de l'annexion du Cap-Breton à la Nouvelle-Écosse. p. 313

Downing St., le 15 août. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la lettre du 18 juillet et il approuve les mesures prises au sujet de l'administration du Cap-Breton. p. 317

Downing St., Le 11 septembre Bathurst à Kempt. Le Bureau du Commerce a fait savoir que la 28e Geo. III, chap. 38 prohibe l'exportation du mouton britannique. En conséquence, on ne saurait accéder à la requête de Dalhousie. p. 318

Downing St., le 30 septembre. Bathurst à Kempt. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie et un rapport des Douanes: on fera respecter la loi qui prohibe l'exportation, de Halifax aux colonies britanniques avoisinantes, des marchandises provenant des Indes orientales jusqu'à ce que le procureur et le solliciteur général aient fait connaître leur opinion là-dessus. (L'annexe manque. Voir A. 161, p. 220.) p. 319

Downing St., le 4 novembre. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 16 mai. Afin d'éviter des frais judiciaires, la Législature de la Nouvelle-Ecosse pourrait adopter un projet de loi au sujet de la charte du collège Dalhousie. On enverra un brouillon de la charte. p. 321

Downing St., le 4 décembre. Bathurst à Kempt [personnelle]. Il lui accuse réception de la lettre personnelle du 6 octobre. S. Blackwell et lui-même regrettent que la nomination d'un officier de Marine ait dérangé certains projets; mais il faut comprendre que la métropole doit satisfaire à certaines demandes. p. 322

Downing St., le 7 décembre. Goulburn à J. Hyde. Il lui accuse réception de la lettre du 20 septembre. On devrait adresser au gouverneur toutes demandes pour des concessions de terres. p. 323

Downing St., le 6 décembre. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception des dépêches ayant trait à l'annexion du Cap-Breton. A propos d'un commandant à Sydney et de la nomination des membres du Conseil de la Nouvelle-Écosse. Le juge en chef continuera à recevoir ses émoluments jusqu'à sa mort. Les autres fonctionnaires recevront la moitié de leurs présents traitements. La rémunération du secrétaire: on enverra une décision là-dessus quand on aura reçu un rapport sur les profits provenant des honoraires. Le procureur général ne recevra pas une telle rémunération. Les officiers en question recevront un relèvement de traitement tel que prévu dans les prévisions budgétaires de 1820. p. 325

Downing St., le 9 décembre. Goulburn à Kempt. Il lui transmet copie d'une requête de D. Campbell et il demande un rapport sur la réclamation de cet individu qui prétend avoir été dépossédé de deux lopins de terre, au Cap-Breton, pour lesquels il a payé les honoraires d'un mandat d'arpentage. (L'annexe manque.) p. 324

**1821**

Downing St., le 8 février. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 24 novembre. La Législature devrait pourvoir au traitement des ministres presbytériens. p. 328

Le 20 mars. Ordre de répartir le butin capturé à la rivière St. Mary. p. 329

1821

Bathurst à Kempt. Il l'autorise à payer 250 louis au ministre et aux marguilliers, à Sydney, pour défrayer les réparations de l'Église. p. 339 — Downing St., le 3 mai.

Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 1er décembre 1820. Il autorise de continuer le traitement au capitaine D. Stewart, administrateur du Cap-Breton, jusqu'à la fin de l'année. p. 339 — Downing St., le 3 mai.

Bathurst à J. Hyde. Il lui accuse réception de la dépêche du 20 mars. Bathurst ne saurait lui accorder une indemnité plus considérable que 50 louis par année. p. 340 — Downing St., le 3 mai.

Goulburn à Hyde. Il lui accuse réception de la lettre du 18 avril. Il regrette de ne pouvoir lui promettre un meilleur poste. p. 341 — Downing St., le 12 mai.

Goulburn à Kempt. On concédera une terre au capitaine John MacKay, officier en demi-solde. p. 342 — Downing St., le 20 juin.

Bathurst à Kempt. Les lois de la Nouvelle-Écosse de 1818, chap. 1 à 12 et 14 à 35, ne soulèvent aucune objection. p. 342 — Downing St., le 30 juin.

Bathurst à Kempt. Il lui transmet un décret du Conseil, du 9 juin, annulant la loi qui a trait aux améliorations du terrain communal de Halifax, ainsi qu'à la loi relative au mariage et à la loi concernant la nomination de greffiers des tribunaux. Il envoie aussi des extraits des rapports rédigés sur le sujet. (Les annexes manquent. Voir A. 162, pp. 133, 135.) p. 351 — Downing St., le 23 juillet.

Bathurst à Kempt. Le capitaine H. S. Dawson et le major George Raitt sont nommés officiers de la Milice; ils sont tous deux lieutenants-colonels brevetés et ils recevront la solde entière de leur présent grade régimentaire. p. 353 — Downing St., le 8 août.

Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche N° 30, du 18 juin. Il ne peut permettre que les revenus provenant des houillères défraient les procès intentés afin de confisquer certaines terres. Si la Législature ne veut pas prendre ces frais à sa charge, on devra vendre une partie de ces terres. p. 354 — Downing St., le 15 août.

Goulburn à Kempt [personnelle]. Existe-t-il une loi qui empêche les catholiques romains de siéger dans la Législature? Y a-t-il quelques catholiques romains qui sont actuellement membres de la Législature? p. 356 — Downing St., le 21 août.

Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la lettre du 4 juin. Il ne saurait faire droit à la réclamation de A. W. Des Barres qui demande une compensation pour la perte de son poste de procureur général au Cap-Breton. p. 357 — Downing St., le 24 août.

Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 18 juillet. On ne pourrait accorder mille louis au collège Dalhousie parce qu'un pareil don empêcherait l'octroi d'une certaine somme au collège King, en plus de l'octroi habituel pour défrayer les réparations du collège King. p. 357 — Downing St., le 26 août.

**1821**

Downing St., le 30 août. Bathurst à Kempt. Il lui transmet copie d'une lettre de la Société pour la Propagation de l'Evangile. Il faudra réserver certaines terres pour l'église et l'école à Dartmouth. (L'annexe manque. Voir A. 162, p. 183.) p. 359

Downing St., le 20 septembre. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 17 août. E. Dodd, procureur général du Cap-Breton, n'a droit à aucune compensation. p. 360

Downing St., le 30 octobre. Goulburn à Kempt. Il lui transmet copie d'une documentation et il lui demande d'obtenir copie du testament de Heinrich Schuply qui, semble-t-il, est mort en 1774. (L'annexe manque. Voir A. 162, p. 139.) p. 361

Downing St., le 31 octobre. Goulburn à J. Hyde. Il lui accuse réception de la requête du 4 octobre; on a soumis à l'Amirauté sa demande d'une indemnité à titre de grand prévot militaire au Cap-Breton. p. 362

Downing St., le 3 novembre. Goulburn à Kempt. Il lui demande de payer 773 louis, 12 chelins et 5 deniers au major-général G. R. Ainslie si cette somme provenant du revenu des houillères lui est due. p. 362

Downing St., le 10 novembre. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 12 avril et il partage les vues de Kempt au sujet des houillères. Bathurst autorise Kempt à conclure une entente pour une période n'excédant pas quatorze ans, conformément aux conditions mentionnées. p. 363

Downing St., le 12 novembre. Goulburn à Kempt [personnelle]. Il lui accuse réception de la dépêche du 12 avril. R. D. George ne croit pas que le traitement de 100 louis soit assez élevé pour l'induire à accepter les fonctions additionnelles de secrétaire et de trésorier du ministère des Mines. Si l'on décide de faire une nomination, Goulburn suggère que C. Campbell soit nommé à ce poste; Campbell fut déçu lorsque on nomma J. Blackwell officier de Marine. p. 365

**1822**

Le 11 janvier. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 10 mars et il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie sur le projet de réglementer les honoraires de la Douane. (L'annexe manque. Voir A. 162, p. 146.) p. 366

Downing St., le 12 janvier. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la lettre du 20 octobre et il l'autorise à faire droit aux réclamations de M. McGowan et de J. Wilson au sujet du revenu des houillères du Cap-Breton. p. 367

Downing St., le 12 janvier. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 24 novembre. On a soumis à la Société pour la Propagation de l'Évangile le rapport sur les terres pour l'église et l'école à Dartmouth. p. 369

Downing St., le 12 janvier. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la lettre du 10 décembre. Une pension ne peut être accordée à Mme W. McKinnon dont le mari était autrefois secrétaire du Cap-Breton. p. 370

Downing St., le 12 janvier. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la lettre du 6 décembre. Il ne peut être question d'octroyer une somme pour fonder une chaire de théologie à l'Académie de Pictou. p. 371

1822

R. Wilmot, sous-secrétaire, à Kempt. Est-il nécessaire d'envoyer, dans la Nouvelle-Écosse, une brigade de pièces de six? p. 372 — Downing St., le 8 mars.

Bathurst à Kempt [annulé]. Il l'autorise à payer le traitement d'un secrétaire particulier. p. 372 — Downing St., le 8 mars.

Bathurst à Kempt. Il lui accorde un relèvement de traitement de 500 louis par année ainsi qu'une indemnité pour un secrétaire particulier, depuis la date de l'annexion au Cap-Breton. p. 378 — Downing St., le 8 mars.

Wilmot à Kempt. Le congé de l'évêque de la Nouvelle-Écosse est prolongé. p. 373 — Downing St., le 30 mars.

Bathurst à Kempt. Il n'existe pas de fonds permettant d'accorder une compensation à la veuve du colonel T. Pearson. p. 374 — Downing St., le 31 mars.

Bathurst à Kempt. Il le charge de résilier le présent contrat du vaisseau du gouvernement. Si l'on ne peut se passer de ce vaisseau, le taux du loyer doit en être réduit. p. 375 — Downing St., le 10 avril.

Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la lettre du 20 mars. Il faudra permettre à L. Kavanagh, membre catholique romain de l'Assemblée, de prendre son fauteuil après avoir prêté le serment de sa charge. Il ne sera pas nécessaire que Kavanagh prête le serment contre la transsubstantiation. p. 376 — Downing St., le 8 mai.

Bathurst à Kempt. Il lui transmet un décret du Conseil du 18 mai sanctionnant la loi qui établit le collège Dalhousie. (L'annexe manque.) p. 377 — Downing St., le 20 mai.

Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la lettre du 10 avril. Le solliciteur général et les Douanes. p. 380 — Downing St., le 30 juin.

Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 27 mai. Le major-général G. R. Ainslie doit payer la prime sur la traite au sujet du solde du revenu des houillères. p. 379 — Downing St., le 4 juillet.

Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 23 mars et de la requête où l'on demande que les ports de la Nouvelle-Écosse jouissent des mêmes privilèges que ceux des Bermudes et des Indes occidentales en ce qui a trait à l'importation du rhum au Canada. La meilleure solution consisterait à frapper d'un droit de 6 deniers chaque gallon de rhum importé au Canada. p. 381 — Downing St., le 4 juillet.

Bathurst à Kempt. Il lui demande d'étudier le projet de B. Tucker qui voudrait avoir la permission d'aller à la recherche de minéraux. p. 382 — Downing St., le 6 juillet.

Bathurst à Kempt. Il permet à R. D. George de cumuler les fonctions de secrétaire et de trésorier des Mines et de secrétaire de la Province. Bathurst approuve l'indemnité accordée à C. Campbell. p. 383 — Downing St., le 30 juillet.

Bathurst à Kempt. Il lui transmet copie d'une documentation sur les terres réservées aux écoles. Bathurst lui demande de réserver ces terres. Si l'on a besoin là-dessus d'instructions, il faudra le laisser savoir à Kempt. (L'annexe manque. Voir A. 163, p. 100.) p. 384 — Downing St., le 31 août.

**1822**

Downing St., le 21 novembre. Bathurst à Kempt. Il lui transmet copie d'une lettre du major-général G. S. Smyth et il lui demande son opinion sur le projet du canal à la Baie de Fundy. Il ne faudra accorder aucune concession de terre le long de cette ligne de communication. (L'annexe manque. Voir Nouveau-Brunswick, A. 31, p. 82.) p. 386

Downing St., le 30 novembre. Wilmot à Kempt. J. Kirkland, fils, est nommé agent de la Couronne. p. 387

Downing St., le 30 novembre. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la lettre du 20 octobre et il approuve la nomination d'Enos Collins, maintenant membre du Conseil. p. 388

Downing St., le 28 novembre Bathurst à Kempt. Il lui transmet un extrait d'une lettre du bureau du Commerce au sujet de 24 lois votées en 1820. Il faudra ne pas oublier ce fait si l'on remet en vigueur l'une quelconque de ces lois. (L'annexe manque. Voir A. 163, p. 79.) p. 389

Downing St., le 31 décembre. Wilmot à Kempt. Le congé de R. D. George est prolongé. p. 396

Downing St., le 31 décembre. Bathurst à Kempt. Il lui transmet copie d'une lettre de l'Amirauté. A moins qu'un vaisseau de la marine ne soit assigné au service de la Province, il nolisera le *Chebucto* qui deviendra le vaisseau provincial. (L'annexe manque. Voir A. 163, p. 69.) p. 397

**1823**

Downing St., le 13 janvier. Bathurst à Kempt. Il lui transmet copie d'une lettre de W. Chipman et il lui demande de porter tout acte d'hostilité des États-Unis à la connaissance du ministre de Sa Majesté à Washington et au ministère des Colonies. (L'annexe manque.) p. 398

Le 20 janvier. Ordre de graver le nouveau sceau pour la Nouvelle-Écosse. (*Note:* ordres semblables pour le Nouveau-Brunswick et l'Île du Prince-Edouard. Aussi un ordre semblable pour le Cap-Breton.) p. 399

Le 20 mars Mandat qui nomme Enos Collins membre du Conseil. p. 400

Downing St., le 9 mai. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 20 mars et il lui donne l'autorisation d'octroyer 1,000 louis au collège Dalhousie et 1,000 louis au collège King pourvu que la Législature vote un octroi de 1,000 louis à chaque collège. p. 401

Downing St., le 30 mai. Wilmot Horton à Kempt. Le congé de J. Blackwell est prolongé. (Membre du Conseil et officier de Marine.) p. 402

Downing St., le 11 juin. Wilmot Horton à Kempt. Le congé de sir Rupert D. George est prolongé. (Secrétaire de la Colonie.) p. 403

Ministère des Colonies, le 31 juillet. Wilmot Horton à Kempt. Il lui transmet copie d'une lettre du 30 avril, au sujet des nègres américains, réfugiés à Halifax, qu'on a induits à s'établir à Trinidad. Il faudrait y envoyer des gens plus laborieux. (L'annexe manque.) p. 403

Downing St., le 30 août. Bathurst à Kempt. Congé accordé. p. 404

Downing St., le 30 août. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la lettre du 1er juillet et il l'autorise à accepter un montant déterminé au lieu des honoraires dus au lieutenant-gouverneur. p. 404

Bathurst à Kempt. Il approuve la nomination de C. W. Marshall qui devient juge en chef de la cour des plaids-communs au Cap-Breton. p. 405 **1823** Downing St., le 30 août.

*C.O. 218, vol. 30.*

## DÉPÊCHES DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT, 1823-1832

Bathurst à Kempt. Il lui transmet copie d'une requête du lieutenant David Campbell; on pourra payer la pension de C. Campbell à sa veuve et à ses enfants; toutefois, cette pension cessera à la mort de Mme Campbell. (L'annexe manque. Voir A. 164, p. 138.) p. 1 Downing St., le 30 septembre.

Bathurst à Kempt. Trente-neuf lois votées en 1821 sont maintenues en vigueur. Ce sont les chapitres 1 à 38 et 40. Commentaires sur quelques-unes de ces lois. Certaines d'entre elles maintiennent en vigueur des lois dont il n'existe aucune copie de l'original. Une loi semblable à celle ayant trait à l'augmentation des droits sur les importations a suscité quelques difficultés en 1819. Cette loi est expirée, mais il importe de ne pas oublier ce fait si l'on se propose d'adopter une loi semblable. Lorsqu'on présentera de nouveau un projet de la loi sur les procès sommaires, il faudra excepter les procès ayant trait aux concessions de terre. La loi sur la vente du bois ne limite pas suffisamment la législation sur les arrêtés municipaux: cette loi ne règlemente pas non plus les amendes et les condamnations. La loi qui règlemente l'exportation du poisson comporte des termes trop techniques; mais il semble qu'on l'ait rédigée avec soin. La loi au sujet des aubains ne mentionne pas la protection qui leur est accordée sous l'empire du statut 13, Geo. II, chap. 7. L'emprisonnement des apprentis réfractaires, des serviteurs ou des enfants n'améliorera pas, semble-t-il, la vie de famille; en conséquence, il faudra biffer cet article lorsqu'on remettra cette loi en vigueur. Lois ayant trait aux officiers civils qui dirigent les travaux des pompiers dans les incendies: ces lois ne précisent pas suffisamment en quoi consiste les additions et les modifications apportées. A propos des billets à ordre. p. 1 Downing St., le 6 octobre.

Goderich à Maitland [personnelle]. Il lui accuse réception de la dépêche du 24 novembre et il espère pouvoir recommander S. G. W. Archibald au poste de procureur général et C. R. Fairbanks au poste de solliciteur général. p. 298 **1830** Downing St., le 26 décembre.

Hay à Maitland. Il lui demande un rapport sur le Collège King ainsi que sur les édifices du collège Dalhousie. Ce rapport est nécessaire pour donner suite aux propositions que renferme la dépêche de sir George Murray, en date du 31 août 1829. p. 299 Downing St., le 28 décembre.

Goderich à Maitland, N° 3. Il lui accuse réception de la dépêche du 27 novembre et il lui transmet copie d'une lettre du ministère de l'Intérieur ainsi que le pardon conditionnel accordé à John Kelly. (L'annexe manque. Voir A. 175, p. 63.) p. 300 **1831** Downing St., le 2 janvier.

Hay à Maitland. Il lui transmet un mandat nommant S. Cunard membre du Conseil. (L'annexe manque. Voir A. 173, p. 4.) p. 305 Downing St., le 4 janvier.

**1831**
Downing St., le 25 janvier.

Goderich à Maitland, N° 4. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie qui lui demande des renseignements sur les établissements bancaires. Il faudra rédiger là-dessus un rapport. (L'annexe manque.) p. 301

Downing St., le 30 janvier.

Goderich à Maitland [confidentielle]. Il demande un rapport circonstancié sur la milice. Il pose certaines questions auxquelles il faudra répondre. p. 302

Downing St., le 7 février.

Goderich à Maitland, N° 5. Il lui transmet copie d'un rapport de John Richard qui a enquêté sur les Terres de la Couronne, le revenu territorial de l'Amérique britannique du Nord et l'émigration. Il demande un rapport sur les propositions de Richard en ce qui a trait à l'émigration. Quelles mesures faudra-t-il prendre immédiatement au cas où on adopterait un programme d'émigration? (L'annexe manque.) p. 305

Downing St., le 25 février.

Hay à Maitland. Il lui transmet copie d'une requête de T. Forrester qui se plaint de la conduite de W. Young, son avocat, ainsi que de celle des membres du jury. Il faudra faire savoir à cet individu que le secrétaire d'État ne peut s'immiscer dans cette affaire. (L'annexe manque. Voir A. 173, p. 68.) p. 307

**1823**
Downing St., le 9 octobre.

Bathurst à Kempt. Trente-six lois de 1822 sont maintenues en vigueur. Ce sont les chapitres 1 à 36. Commentaires au sujet de certaines lois. La loi relative aux terres établit une disposition contraire aux lois britanniques, quand elle empêche un créditeur d'accepter un jugement en nantissement. Quelques-unes de ces lois maintiennent en vigueur des lois dont il n'existe, dans ce bureau, aucune copie manuscrite. D'autres comportent des lacunes analogues à celles qui sont mentionnées dans la dépêche du 6 octobre. Les pouvoirs des juges de paix ne sont pas suffisamment limités en ce qui a trait aux jugements sommaires. p. 17

Downing St., le 23 novembre.

R. Wilmot Horton, sous-secrétaire, à Kempt. Il demande un rapport sur les amendes et les confiscations: quel en est le montant et à quoi est-il affecté? p. 27

**1824**
Downing St., le 1er janvier.

Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 13 novembre et il approuve la conduite tenue au sujet des affaires de l'Île du Prince-Edouard. Bathurst lui demande d'envoyer une personne compétente pour enquêter sur les accusations portées contre le lieutenant-gouverneur, C. D. Smith. p. 27

Downing St., le 8 mars.

Bathurst à Kempt. Il recevra 1,000 louis par année en remplacement de ses honoraires. On recueillera ces honoraires et on les déposera avec le revenu casuel. p. 30

Downing St., le 29 mai.

Wilmot Horton à Kempt. Il lui transmet une requête de P. et F. Janvrin et Cie et il lui demande un rapport sur les plaintes que ces messieurs formulent en ce qui a trait aux vaisseaux, enregistrés à Jersey, qui n'ont pas droit à la prime au sujet de la pêche. (L'annexe manque. Voir A. 165, p. 210.) p. 31

Downing St., le 8 juin.

Wilmot Horton à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 29 avril. La pension de Mlle G. E. Cottman ne saurait être accordée à ses nièces. p. 32

Mandat qui nomme S. B. Robie membre du Conseil. p. 35 **1824** Le 2 juillet.

A. Gordon, commis, à Kempt. On enverra le mandat en vertu duquel S. B. Robie devient membre du Conseil, sur réception des honoraires habituels. p. 33 Downing St., le 17 juillet.

Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 6 juillet. Il faudra remercier le juge J. B. Halliburton de son rapport où l'on examine les accusations portées contre le lieutenant-gouverneur, C. D. Smith. On devrait accorder une rémunération à Halliburton et à —— Dickson. p. 33 Downing St., le 20 juillet.

Bathurst à Kempt. Combien de temps S. G. W. Archibald pourrait-il passer à l'Île du Prince-Edouard si on le nommait juge en chef de cette colonie? p. 34 Downing St., le 20 juillet.

Bathurst à Kempt. Il lui transmet un ordre au sujet de l'usage du nouveau sceau dans la Nouvelle-Écosse. p. 38 Downing St., le 4 octobre.

Annexe:—

L'ordre, le 28 août 1824. p. 37

Sous-annexe:—

*Note:* on a donné un ordre semblable pour le Cap-Breton. p. 38

Bathurst à l'administrateur. Le révérend R. Willis est nommé recteur de l'église St-Paul, à Halifax. Il faudra établir et installer cet ecclésiastique. p. 38 Downing St., le 8 octobre.

Wilmot Horton à M. Wallace, administrateur. Il lui transmet copie d'une lettre du baron Sequier, consul général de France, à propos de P. Civêt qui, dit-on, demeure à Halifax; si Civêt est mort, Wallace enverra un acte de décès. (L'annexe manque. Voir A. 165, p. 251.) p. 39 Downing St., le 25 octobre.

Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la lettre du 28 juin. L'opposition de l'archevêque de Canterbury empêche l'union des collèges King et Dalhousie. p. 40 Downing St., le 26 octobre.

Bathurst à l'administrateur. On prendra, à même le revenu casuel, deux cents louis par année afin de payer la pension du très révérend R. Stanser qui a démissionné du poste d'évêque de la Nouvelle-Écosse. p. 41 Downing St., le 6 novembre.

Wilmot Horton à Kempt. W. Shipman, du Nouveau-Brunswick, sera nommé troisième arbitre au sujet de la répartition des droits entre le Haut et le Bas-Canada, à moins que Kempt ne désire nommer une autre personne. p. 42 Downing St., le 13 décembre.

Bathurst à Kempt. S'oppose-t-on à ce que l'abbé W. Fraser soit nommé évêque catholique romain de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick? p 44 Cirencester, le 20 décembre.

Bathurst à Kempt. Il lui transmet une requête de la famille de feu le colonel J. F. W. Des Barres. Que pense-t-il de cette requête? (L'annexe manque.) p. 44 **1825** Downing St., le 18 février.

**1825**

Le 5 mars. Mandat qui nomme le révérend J. Inglis évêque de la Nouvelle-Écosse. p. 48

Le 12 mars. Bathurst à Kempt. Il lui demande de donner des instructions au sujet de l'embarquement de 200 hommes de la garnison de Halifax envoyés aux Bermudes. p. 45

Downing St., le 15 mars. Bathurst à l'administrateur. Il lui accuse réception de la dépêche du 20 décembre. Quand le titulaire devient évêque, Bathurst réclame le droit de le remplacer. Il espère que lorsque les membres de l'église St-Paul, à Halifax, reconnaîtront l'existence de ce droit, ils ne s'opposeront plus au révérend Dr. E. Willis. S'ils continuent à s'y opposer, il faudra avoir recours aux tribunaux. p. 46

Downing St., le 18 mars. Bathurst à Kempt. L'évêque de Canterbury n'a rien trouvé dans la lettre conjointe de Kempt et de Dalhousie qui l'induise à changer d'avis au sujet de l'union des collèges King et Dalhousie. p. 57

Downing St., le 25 mars. Wilmot Horton à Kempt. Il lui transmet une lettre du bureau du Commerce au sujet de l'imposition de certains droits dont se plaignent les marchands qui ne demeurent pas à Halifax. (L'annexe manque.) p. 57

Downing St., le 26 avril. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 18 avril et il approuve la nomination de S. B. Robie qui devient garde des Archives. Il faudra demander à la Législature de pourvoir au traitement de ce fonctionnaire. p. 58

Downing St., le 30 avril. Wilmot Horton à Kempt. Il lui transmet une correspondance échangée au sujet du transport des parents de certains nègres réfugiés qui se sont rendus à Trinidad. Il lui demande là-dessus son opinion. (L'annexe manque.) p. 59

Downing St., le 6 mai. Wilmot Horton à Kempt. Il lui transmet copie d'une lettre du secrétaire du commandant en chef. Quelle est son opinion sur l'autorité des officiers généraux qui commandent dans la Nouvelle-Écosse et aux Bermudes? (L'annexe manque. Voir A. 167, p. 19.) p. 60

Downing St., le 26 mai. Wilmot Horton à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 4 mai. Puisque les nègres s'inquiètent du sort qui les attend à Trinidad, il conviendrait peut-être que quelques-uns des plus intelligents fussent choisis pour visiter Trinidad. Leurs commentaires induiraient peut-être les autres nègres à s'y rendre. p. 60

Downing St., le 26 mai. Bathurst à Kempt. Il lui transmet copie d'une lettre de l'Artillerie sur la construction d'un poste sémaphorique sur le fort Howe Hill. Il faudra d'abord soumettre le projet au ministère des Colonies. (L'annexe manque.) p. 61

Le 26 mai. Commissions de certains archidiacres. p. 64

Downing St., le 30 mai. Wilmot Horton à Kempt. Conviendrait-il d'accorder, au clergé de la Nouvelle-Écosse, la même quantité de terrain qu'on accorde aux Canadas sous l'empire de la loi constitutionnelle, 31e Geo. III, chap. 31? p. 62

1825

Wilmot Horton à Kempt. Il lui transmet copies de certaines lettres du ministère des Affaires étrangères et il lui demande d'enquêter sur Conrad Woolenhaupt. (L'annexe manque.) p. 63 — Downing St., le 1er juin.

Wilmot Horton à Kempt. Il lui transmet copie d'une lettre de sir Rupert D. George. Est-il vrai que ses émoluments sont insuffisants? (L'annexe manque. Voir A. 167, p. 110.) p. 64 — Downing St., le 6 juin.

Mandat en vertu duquel l'évêque de la Nouvelle-Écosse devient membre du Conseil. p. 72 — Le 6 juillet.

Bathurst à Kempt. On portera, de 300 louis à 350 louis, la somme prise à même le revenu casuel de la Nouvelle-Écosse pour payer la pension du très révérend R. Stanser. p. 73 — Downing St., le 14 juillet.

Bathurst à Kempt. Le secrétaire de la Colonie recevra annuellement 1,000 louis en remplacement de ses honoraires. On recueillera ces honoraires et on les versera dans le revenu casuel. p. 73 — Downing St., le 16 juillet.

Bathurst à Kempt. Il lui transmet une certaine documentation et il lui demande de prendre les mesures nécessaires en ce qui a trait à la concession des houillères au duc d'York. On emploiera pour le bien de la colonie les profits réservés. (Les annexes manquent. Voir A. 167, pp. 44, 59 et 66.) p. 74 — Downing St., le 16 juillet.

Bathurst à Kempt. Pourquoi on a posé certaines conditions afin d'assurer l'exploitation des houillères. p. 76 — Downing St., le 16 juillet.

Bathurst à Kempt. Il lui transmet copie d'une lettre des légistes dans laquelle il s'en tient à l'opinion déjà énoncée au sujet du droit de présentation. (L'annexe manque. Voir A. 167, p. 47.) p. 78 — Downing St., le 30 juillet.

Bathurst à M. Wallace, administrateur. Il lui accuse réception des dépêches du 16 mai et du 16 juillet. En raison de la pénurie de renseignements, il est nécessaire de recommander le rejet de la loi qui permet la constitution légale d'une compagnie qui projetait d'établir une fonderie de fer dans le comté d'Annapolis. p. 80 — Downing St., le 9 septembre.

Wilmot Horton à Kempt. Il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce. Les craintes que suscite, chez les marchands, la loi ayant trait à l'importation de produits manufacturés sont sans fondement. (L'annexe manque. Voir A. 167, p. 40.) p. 79 — Downing St., le 6 août.

Wilmot Horton à Kempt. Il lui transmet copie d'une lettre de l'évêque de la Nouvelle-Écosse, qui demande de voyager sur les vaisseaux de l'Amirauté quand il lui faut visiter les régions éloignées de son diocèse. (L'annexe manque.) p. 82 — Downing St., le 8 octobre.

Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la lettre du 20 août et il approuve la manière dont S. G. W. Archibald explique certaines mesures d'ordre juridique adoptées dans l'Île du Prince-Edouard. p. 83 — Downing St., le 30 septembre.

Bathurst à Kempt. Comment demander à la Législature de pourvoir à certaines dépenses annuelles que le Parlement a acquittées jusqu'ici? p. 84 — Downing St., le 8 octobre.

**1825**

Downing St., le 12 octobre. Bathurst à Kempt. Il approuve la nomination de C. R. Prescott qui devient membre du Conseil. p. 91

Downing St., le 12 octobre. Wilmot Horton à Kempt. Il faudra accorder un congé à J. Blackwell, officier de Marine. p. 92

Downing St., le 7 décembre. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la lettre du 18 octobre et il approuve la nomination de l'abbé W. Fraser qui devient évêque catholique romain de la Nouvelle-Écosse et du Cap-Breton. p. 92

Downing St., le 17 décembre. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 10 novembre. Lui aussi est d'avis qu'il convient de ne pas demander tout de suite à la Législature de pourvoir au traitement des fonctionnaires de la Nouvelle-Écosse. p. 98

**1826**

Downing St., le 31 mars. Bathurst à Kempt. Les renseignements qu'il faudra obtenir avant l'octroi d'une charte à la compagnie des mines d'Annapolis. p. 95

Downing St., le 15 avril. Bathurst à Kempt. On maintiendra certaines lois en vigueur. Ce sont 1823, chap. 1 à 38 et 1824, chap. 1 à 21 et 24 à 38. Pourquoi sanctionner la loi sur les élections sans la soumettre au ministère des Colonies? La loi sur les aubains est expirée; si l'on projette d'en voter une autre, il ne faudra pas oublier que la première violait la 13e Geo. III, chap. 7 et la 13e Geo. III, chap. 25. La loi qui assure une administration équitable de la justice aurait dû comporter une clause de surséance comme toutes les lois qui se rapportent aux élections ou à la composition de l'Assemblée et du Conseil. p. 96

Downing St., le 1er mai. Wilmot Horton à Kempt. A propos de la concession de terre à George et à Henry Greene. p. 117

Downing St., le 6 mai. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 23 décembre et il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie qui l'autorise à affecter annuellement 400 louis pour l'établissement du Cap de Sable. (L'annexe manque. Voir A. 168, p. 204.) p. 118

Downing St., le 26 mai. Bathurst à Kempt. Le congé de R. J. Uniacke est prolongé. p. 119

Downing St., le 31 mai. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 16 avril et de l'adresse de l'Assemblée au sujet du payement du traitement des douaniers à même le revenu provenant des deniers versés sous l'empire de la 6e Geo. IV, chap. 73 et 114. Nonobstant les vues des légistes, la Trésorerie a modifié les premières instructions en conformité de son communiqué du 25 avril qui fut transmis à Kempt le 28 avril. p. 119

Downing St., le 5 juin. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la lettre du 14 avril et il l'autorise à payer la somme de 63 louis, 18 chelins et 4 deniers afin de défrayer les procédures judiciaires occasionnées par les objections au sujet de la nomination du révérend Robert Willis à la paroisse Saint-Paul à Halifax. p. 121

Downing St., le 31 mai. Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 10 avril et il approuve la nomination de S. G. W. Archibald au poste de solliciteur général. p. 122

Bathurst à Kempt. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie au sujet d'un autre envoi de numéraire. (L'annexe manque.) p. 123 — **1826** Downing St., le 3 juillet.

Mandement qui nomme S. G. W. Archibald procureur général. p. 126 — Le 1er août.

Wilmot Horton à Kempt. Il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce sur l'opportunité d'établir un port libre au Cap-Breton. Il demande un rapport sur les droits dont pourrait être frappé le charbon exporté dans les possessions britanniques. (L'annexe manque. Voir A. 168, p. 172.) p. 124 — Downing St., le 9 août.

Bathurst à Kempt. Il lui demande de renforcer, d'une compagnie au moins, la garnison de l'Île du Prince-Édouard. p. 125 — Downing St., le 9 août.

Bathurst à Kempt. Il y a certaines fautes et certaines omissions dans le brouillon de la charte qui constitue légalement une compagnie minière. Lorsqu'on aura corrigé les erreurs et suppléé aux omissions, on accordera la charte. p. 137 — Downing St., le 24 octobre.

Bathurst à Kempt. Il lui transmet un décret du Conseil sanctionnant certaines lois de la Nouvelle-Écosse. Les autres lois sont toujours à l'étude. p. 141 — **1827** Downing St., le 27 février.

Annexe:—

Décret du Conseil, le 5 juillet 1827. Ce sont les chap. 4, 7, 18, 26, de 1820; les chap. 1 à 9, 11 à 16 et 19 à 25. p. 143

Bathurst à Kempt. Il lui transmet copies de certaines chartes commerciales octroyées dans les Indes occidentales et sur les terres de Van Dieman. (Les annexes manquent.) p. 158 — Downing St., le 8 mars.

Bathurst à Kempt. Il lui transmet copie de la commission de l'inspecteur général des Forêts du Bas-Canada ainsi que certains extraits de ses instructions. Il faudra mettre à exécution ces instructions dans la Nouvelle-Écosse; on nommera à cette fin une personne compétente qui sera commissaire des Terres de la Couronne et inspecteur général des Forêts. (L'annexe manque.) p. 158 — Downing St., le 1er mars.

Bathurst à Kempt. Il lui transmet un mémoire imprimé sur la disposition des terres de la Couronne. Il faudra se conformer aux instructions. On percevra les redevances à partir du 1er janvier 1827. (L'annexe manque.) p. 160 — Downing St., le 1er mars.

Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 19 octobre. Pourquoi il n'est pas possible de diminuer le quorum du Conseil. Pour remédier à la difficulté, on pourra ajouter des membres au Conseil. p. 160 — Downing St., le 10 mars.

Bathurst à Kempt. Il lui transmet copie d'une lettre de sir Alexander Cochrane. Bathurst lui demande un rapport sur la réclamation de Cochrane qui demande de ne pas procéder, avant sept ans, à confiscation sur ses terres qui en sont passibles, puisque le débordement de la rivière Shubenacadie lui a fait subir certaines pertes. (L'annexe manque. Voir A. 169, p. 193.) p. 162 — Downing St., le 30 mars.

**1827**
Downing St., le 31 mars.

Bathurst à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 18 février ainsi que de l'adresse de la Législature. La loi de la Jamaïque sur le tonnage est une mesure temporaire qui est encore à l'étude. p. 163

Downing St., le 30 avril.

*Note:* le vicomte Goderich remplace Bathurst et devient secrétaire d'État. p. 164

Downing St., le 4 juin.

Goderich à Kempt, N° 1. Il lui accuse réception de la dépêche du 6 avril ainsi que de l'adresse sur la mort du duc d'York et d'Albany. p. 165

Downing St., le 30 juin.

Goderich à Kempt, N° 2. Il lui transmet copie d'une dépêche du comte de Dalhousie et d'une lettre du bureau du Commerce sur les pêcheries. (L'annexe manque. Voir Q. 179, p. 6; Q. 180, p. 35.) p. 165

Downing St., le 20 juillet.

Goderich à Kempt, N° 3. Il lui accuse réception de la dépêche du 21 février et il l'autorise à payer 100 louis à Mme B. Green. p. 166

Downing St., le 1er août.

Goderich à Kempt, N° 4. Il lui accuse réception de la lettre du 18 mai. Le poste de percepteur des redevances est aboli parce que la perception des redevances relèvera désormais du commissaire des Terres de la Couronne. p. 167

Le 3 septembre.

*Note:* le très honorable W. Huskisson remplace Goderich et devient secrétaire d'État. p. 168

**1827**
Downing St., le 29 septembre.

Huskisson à Kempt. Il lui accuse réception de la dépêche du 30 juin. Les mesures prises au sujet de la transportation de James Nixon. On enverra aux Bermudes les pièces accordant le pardon conditionnel. p. 169

Downing St., le 30 septembre.

Huskisson à Kempt, N° 2. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie. La farine qui fait partie de l'approvisionnement de la marine est exonérée dans la province. (L'annexe manque. Voir A. 169, p. 161.) p. 170

Downing St., le 5 novembre.

Wilmot Horton à Kempt. Il lui transmet copie de lettres de la Trésorerie au sujet du courrier postal. (Les annexes manquent.) p. 171

Le 30 octobre.

Huskisson à Kempt, N° 3. Il lui accuse réception de la dépêche du 12 juillet et il lui transmet copie d'une lettre du ministère des Affaires étrangères au sujet de la nomination d'un consul des États-Unis à Halifax. (L'annexe manque. Voir A. 169, p. 152.) p. 172

Downing St., le 30 octobre.

Huskisson à Kempt, N° 4. Il lui accuse réception de la dépêche du 6 septembre et il lui demande d'accéder à la requête de sir Alexander Cochrane qui demande de ne pas confisquer, avant sept ans, ses terres qui sont passibles de confiscation. p. 172

Downing St., le 8 décembre.

Huskisson à Kempt, N° 5. Il lui accuse réception de la dépêche du 22 octobre et il lui transmet copie d'un bail au sujet des houillères concédées au feu le duc d'York et d'Albany. (L'annexe manque. Voir A. 169, p. 166.) p. 173

**1827**

Huskisson à Kempt, N° 6. Il lui accuse réception de la dépêche du 25 novembre. On étudie son rapport sur les effets découlant de l'abrogation de la loi sur les passagers. p. 174 — Downing St., le 20 décembre.

Huskisson à Kempt. Il lui transmet un décret du Conseil qui maintient en vigueur 28 lois de 1826. (L'annexe manque.) p. 175 — Downing St., le 30 décembre.

**1828**

Huskisson à Kempt [confidentielle]. Instructions pour la gouverne de Kempt qui est président de la commission qui doit enquêter sur les dépenses occasionnées par la construction du canal Rideau. p. 176 — Le 5 janvier.

Huskisson à Kempt, N° 8. Nul Livre Bleu n'a été envoyé de 1823 à 1826. Il faudra préparer le Livre Bleu pour 1827. p. 180 — Downing St., le 25 janvier.

Huskisson à Kempt, N° 9. Convient-il de consentir un bail au sujet des houillères de Sydney et de Pictou à la *General Mining Association?* Les légistes prétendent que ces mines n'appartiennent pas à la succession du duc d'York. p. 181 — Downing St., le 5 février.

Huskisson à Kempt, N° 10. Pourquoi les légistes sont d'avis que la *General Mining Association* n'a pas le droit d'exploiter les mines du Cap-Breton. p. 184 — Downing St., le 6 février.

Huskisson à Kempt, N° 11. Il lui transmet un décret du Conseil en vertu duquel Pictou et Sydney deviennent des ports francs. (L'annexe manque. Voir A. 170, p. 90.) p. 187 — Downing St., le 25 février.

Huskisson à Kempt, N° 12. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie. Pourquoi on refuse à MM. Smith et Liddell de les libérer de leur contrat au sujet de l'exploitation des houillères à Pictou. (L'annexe manque. Voir A. 170, p. 102.) p. 188 — Downing St., le 28 février.

R. W. Hay, sous-secrétaire à Kempt. On concédera une terre au capitaine H. Gladwin, autrefois du 19e Lancier. p. 187 — Downing St., le 1er mars.

Huskisson à Kempt, N° 13. Les autres membres de la commission qui enquêtera sur le canal Rideau partiront bientôt. Kempt devra quitter Halifax sous peu. Il lui transmet copie d'un rapport du comité des ingénieurs. (L'annexe manque.) p. 189 — Downing St., le 6 mars.

Huskisson à Kempt, N° 14. Il se rendra à Montréal et il transmettra copie de la correspondance échangée avec l'Artillerie au sujet de l'enquête sur le canal Rideau. (L'annexe manque.) p. 190 — Downing St., le 28 mars.

Huskisson à Kempt [personnelle]. Il deviendra gouverneur en chef et commandant des troupes. Pourquoi il faut nommer un comité du Parlement qui enquêtera sur l'administration du Bas-Canada. Huskisson espère commenter le rapport du comité avant l'entrée en fonctions de Kempt. p. 192 — Ministère des Colonies, le 8 mai.

Huskisson à Kempt, N° 15. Il remplace Dalhousie. Il devra partir pour Québec, en août, à bord d'un vaisseau de la Marine. p. 198 — Downing St., le 9 mai.

*Note:* sir George Murray remplace Huskisson au poste de secrétaire d'État. p. 200 — Le 30 mai.

**1828**

Downing St., le 9 juin. Murray à Kempt, N° 1. Pictou ne peut devenir un port franc d'entreposage. p. 201

Downing St., le 22 juillet. Hay à Kempt. Il devra accorder une terre à J. Gillies. p. 201

Downing St., le 25 juillet. Murray à Kempt, N° 2. Il lui accuse réception de la dépêche du 13 mai et il l'autorise à annuler le bail au sujet des houillères concédées à MM. Smith et Liddell. Ils n'ont pas droit à une compensation. p. 202

Downing St., le 24 août. Murray à Maitland. Il lui transmet la commission du lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse. p. 214

Annexe:—

La commission, le 23 août 1828. p. 215

Downing St., le 25 août. Murray à sir Peregrine Maitland, lieutenant-gouverneur. Il lui demande de lui envoyer les rapports de la milice; on envoie des armements pour 5,000 soldats; si cela est insuffisant, on en enverra d'autres. La Législature devra les tenir en bon état et les mettre en lieu sûr. p. 206

Downing St., le 25 septembre. Murray à Maitland, N° 1. Il lui accuse réception de la dépêche du 25 mars et il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie au sujet du taux du dollar et du doublon en ce qui a trait aux droits de douanes. (L'annexe manque. Voir A. 170, p. 102.) p. 207

Downing St., le 28 octobre. Murray à l'administrateur, N° 2. Il lui accuse réception de la lettre du 12 août et il l'autorise à défrayer les voyages que Kempt fit quand il était président de la commission nommée pour enquêter sur le canal Rideau; il faudra aussi payer le traitement de M. Wallace lorsqu'il exerça les fonctions d'administrateur. p. 210

Downing St., le 25 novembre. Murray à Maitland, N° 3. Il lui transmet copie d'une lettre du ministre des États-Unis qui demande copies de certaines lois mentionnées dans la lettre. Il faudra faire tenir ces copies au ministre. (L'annexe manque.) p. 211

Downing St., le 1er décembre. Murray à Maitland, N° 4. Il lui accuse réception de la dépêche du 2 mai. Il faudra faire savoir à l'Assemblée que les redevances ne sauraient être abandonnées, mais qu'elles pourraient être échangées contre la liste civile ou contre les dépenses du gouvernement de la Province. p. 212

Downing St., le 2 décembre. Murray à Maitland, N° 5. Il lui transmet un mémoire: à certaines conditions, la Trésorerie a consenti les concessions des mines de Pictou à MM. Rundell et Cie. (*General Mining Association.*) (L'annexe manque. Voir A. 170, p. 173.) p. 214

Downing St., le 4 décembre. Murray à Maitland [secrète]. Il lui transmet copie d'un communiqué de la Trésorerie au sujet du payement des douaniers à même les droits de la Douane. Il espère que cette décision sera suffisante. Maitland ne devra pas sanctionner toute loi qui pourvoirait temporairement au traitement des douaniers. (L'annexe manque.) p. 217

**1829**

Murray à Maitland, N° 6. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie et il lui demande un rapport sur les fonctions exercées par G. Sherlock. (L'annexe manque. Voir A. 171, p. 146.) p. 232 — Downing St., le 10 janvier.

Hay à Maitland. Il lui transmet copie d'une requête de Jesse Gray et il l'autorise à concéder une terre à cet individu. (L'annexe manque.) p. 232 — Downing St., le 20 février.

Murray à Maitland. Il lui transmet copie d'un décret du Conseil qui approuve la destitution de J. W. Willis, juge du Haut-Canada. (L'annexe manque.) p. 233 — Downing St., le 4 mars.

Hay à Maitland. Il lui accuse réception de la dépêche du 16 février. Il faudra se conformer à la coutume et accorder à M. Wallace la moitié du traitement et des émoluments du lieutenant-gouverneur pendant la période où il a exercé ces fonctions. Maitland recevra la moitié des appointements du lieutenant-gouverneur à partir de la date de l'émission de son mandat jusqu'à la date où il prêta serment. p. 235 — Downing St., le 20 mars.

Murray à Maitland, N° 7. Il lui transmet un décret du Conseil en vertu duquel Pictou devient un port d'entreposage franc. (L'annexe manque. Voir A. 171, p. 137.) p. 237 — Downing St., le 2 avril.

Lettres patentes pour une nouvelle commission au sujet des procès pour crimes perpétrés en haute mer. p. 219 — Le 11 avril.

Murray à Maitland, N° 8. Il lui transmet un décret du Conseil qui sanctionne toutes les lois sauf trois lois de 1827 et de 1828. Afin d'en venir à une décision là-dessus, on veut connaître les difficultés que ces lois suscitent. Elles comprennent la loi concernant les écoles, la loi ayant trait aux communautés religieuses ainsi que celle qui frappe de droits les vins, l'eau-de-vie, le genièvre, le rhum, etc. (L'annexe manque.) p. 237 — Downing St., le 7 mai.

Murray à Maitland, N° 9. Il lui transmet la commission au sujet des procès pour crimes perpétrés en haute mer. (L'annexe manque.) p. 243 — Downing St., le 7 mai.

Murray à Maitland, N° 10. Il lui accuse réception de la dépêche du 9 mai. Il ne peut nommer C. W. Wentworth, trésorier de la Nouvelle-Écosse en remplacement de son père. p. 243 — Downing St., le 20 juin.

Hay à Maitland, N° 11. Il lui transmet copie d'une lettre de J. Ritchie et il lui demande d'enquêter sur une propriété laissée par feu le capitaine J. Ure. (L'annexe manque. Voir A. 171, p. 250.) p. 245 — Downing St., le 22 juin.

Murray à Maitland, N° 12. Il lui transmet copie d'un ordre général ayant trait aux terres concédées aux officiers retraités. (L'annexe manque.) p. 245 — Downing St., le 27 juillet.

Murray à Maitland, N° 13. Il lui accuse réception de la dépêche du 25 juin. Les mesures prises au sujet de la déportation de deux forçats. La loi concernant les déportations ne mentionne que les Bermudes. p. 246 — Downing St., le 31 juillet.

**1829**
Downing St., le 31 août. Murray à Maitland. Au sujet de l'union des collèges King et Dalhousie. p. 247

Downing St., le 1er septembre Murray à Maitland, N° 15. Il lui accuse réception de la dépêche du 28 mai. Il ne peut sanctionner un octroi de 3,000 louis puisqu'on concédera probablement un prêt à la *Shubenacadie Canal Co.* p. 252

Downing St., le 2 septembre. Murray à Maitland, N° 16. Il lui transmet copie d'une lettre du Bureau du Trésor sur la requête de la Chambre du Commerce qui désirerait ne plus payer des droits sur la matière première. (L'annexe manque. Voir A. 171, p. 38.) p. 253

Downing St., le 29 septembre. Murray à Maitland, N° 17. Il lui accuse réception de la dépêche du 3 septembre et il lui accorde le congé demandé. p. 254

Downing St., le 30 septembre. Hay à Maitland. Il lui transmet copie d'une requête d'Edward Kelly. Il faudrait obtenir de cet individu une pièce attestant qu'il a servi dans le *Nova Scotia Fencibles.* (L'annexe manque. Voir A. 171, p. 271.) p. 255

Downing St., le 1er novembre. Murray à Maitland, N° 18. Il lui accuse réception de la lettre du 14 mai et il déclare que la Couronne acceptera une somme annuelle de 2,000 louis en échange des redevances. Il espère que la Législature acceptera cette offre. p. 256

Downing St., le 25 novembre. Hay à M. Wallace, administrateur. On a prolongé le congé de sir Rupert D. George. p. 258

Downing St., le 25 novembre. Murray à Maitland, N° 19. Les conditions de la concession du bail des houillères du Cap-Breton à la *General Mining Association.* p. 258

Downing St., le 26 novembre. Murray à Maitland, N° 20. Il lui accuse réception de la dépêche du 14 octobre. On étudiera la demande de J. W. Nutting quand le poste de greffier de la Couronne et de protonotaire deviendra vacant. p. 259

Downing St., le 27 novembre. Murray à Maitland, N° 21. Il faudra faire savoir à B. Halliburton et à R. J. Uniacke qu'on étudiera leurs demandes lorsque le poste de juge de la Nouvelle-Écosse deviendra vacant. p. 260

**1830**
Downing St., le 25 février. Murray à Wallace. Il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce. Yarmouth deviendra un port d'entreposage franc, si les habitants consentent à en payer les frais. (L'annexe manque. Voir A. 172, p. 57.) p. 261

Downing St., le 25 mars. Murray à l'administrateur. Il lui transmet copie d'une requête de C. Morris qui demande la permission de résigner ses fonctions d'inspecteur général en faveur de J. S. Morris, commissaire des Terres de la Couronne. Que faut-il penser de cette demande? (L'annexe manque. Voir A. 173, p. 151.) p. 263

Downing St., le 7 avril. Murray à Wallace. John Richards enquêtera sur les Terres de la Couronne et le revenu territorial. Il faudra collaborer avec lui. p. 263

Downing St., le 8 avril. Hay à Wallace. Il lui transmet une liste de documents qu'on ne peut obtenir du Nouveau-Brunswick et qu'on doit examiner avant

d'en venir à une décision sur la question des frontières. On devra envoyer ces textes sans retard. (L'annexe manque. Voir C.O. 6, vol. 8, p. 58.) p. 265 **1830**

Murray à Wallace, N° 22. Il lui accuse réception de la dépêche du 16 avril et il approuve la nomination de John Bainbridge au poste d'agent de la Colonie. p. 266 Downing St., le 25 mai.

Murray à Wallace, N° 23. Il lui accuse réception de la dépêche du 14 avril et il approuve la nomination de R. Uniacke, fils, au poste de juge de la Cour suprême. p. 267 Downing St., le 1er juin.

Murray à Wallace, N° 24. Il lui accuse réception de la dépêche du 21 avril ainsi que de l'adresse de l'Assemblée sur les redevances. p. 268 Downing St., le 2 juin.

Murray à Wallace, N° 25. Il lui accuse réception de la dépêche du 8 mai et il l'autorise à fournir, à l'Assemblée, le rapport sur le revenu des houillères si l'Assemblée de nouveau demande ces renseignements. p. 268 Downing St., le 3 juin.

Murray à l'administrateur. Il lui accuse réception de la dépêche du 10 mai. Il a aussi reçu les explications de S. G. W. Archibald sur les motifs qui ont porté l'Assemblée a rejeter le projet de crédits. Commentaires sur les décisions prises par l'un et l'autre partis. Il espère que le Conseil et l'Assemblée finiront par adopter une attitude conciliatrice. p. 270 Downing St., le 5 juin.

Hay à Maitland. Il lui transmet une liste des noms de quarante-huit familles qui ont émigré au Cap-Breton et il lui demande de concéder 300 acres au chef du groupe et 100 acres à chaque famille. Ces concessions seront libres de toutes charges sauf les honoraires habituels. (L'annexe manque.) p. 276 Downing St., le 14 juillet.

Hay à Wallace. A-t-on concédé une terre à Francis, marquis de Hastings, vers 1760? p. 277 Downing St., le 20 juin.

Hay à Wallace. On a prolongé, jusqu'en octobre, le congé de sir Rupert D. George, secrétaire de la Colonie. p. 278 Downing St., le 21 juin.

Hay à Maitland. Il lui transmet copie d'une requête de S. Plaunt, ancien directeur et agent maritime des Mines de Sa Majesté au Cap-Breton. Il l'autorise à payer 150 louis à Plaunt qui toutefois n'a pas droit à une pension. (L'annexe manque.) p. 279 Downing St., le 1er juillet.

Hay à Wallace. Il lui accuse réception de la lettre du 15 juin ainsi que d'un journal. On a attiré l'attention de sir George Murray sur la conduite de S. G. W. Archibald qui n'a pas soumis à Wallace le rapport au sujet de l'échec du projet sur les crédits supplémentaires. Murray espère que ce différend disparaîtra. p. 278 Downing St., le 26 juillet.

Murray à Maitland, N° 27. Il approuve la nomination de S. Cunard qui devient membre du Conseil. p. 280 Downing St., le 1er août.

Murray à Maitland, N° 28. Il l'autorise à concéder les terres que demande la compagnie du canal Shubenaccadie. p. 281 Downing St., le 2 août.

**1830**

Downing St., le 7 août. Hay à Maitland. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie. Les légistes devront préparer l'hypothèque pour les 20 louis que l'on prête à la compagnie Shubenaccadie. (L'annexe manque. Voir A. 173, p. 36.) p. 282

Sans date. Mandat qui nomme Richard Uniacke, juge adjoint de la Cour suprême. p. 283

Downing St., le 27 août. Murray à Maitland, N° 29. On abolira, en décembre, le poste de secrétaire particulier. p. 285

Downing St., le 28 août. Hay à Maitland. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie. Il faudra apporter les modifications nécessaires à l'entente conclue avec la compagnie du canal Shubenaccadie. (L'annexe manque. Voir A. 173, p. 46.) p. 285

Downing St., le 28 août. Murray à Maitland, N° 30. Il lui accuse réception de la dépêche du 15 juin et il lui transmet copie d'une lettre du ministère de l'Intérieur à propos du pardon conditionnel accordé au sauvage Peter Paul. (L'annexe manque. Voir A. 173, p. 13.) p. 286

Downing St., le 29 août Murray à Maitland, N° 31. Il lui accuse réception de la dépêche du 7 juillet et il lui transmet copie d'une lettre du ministère de l'Intérieur au sujet de James Nixon, recommandé à la clémence du tribunal. (L'annexe manque. Voir A. 173, p. 15.) p. 287

Downing St., le 30 octobre. Murray à Maitland, N° 32. Il lui transmet copie d'une correspondance échangée au sujet du terrain que demande l'Artillerie près du Fort George à Halifax. Il faudra soumettre la question à la Législature. (L'annexe manque. Voir A. 173, p. 21.) p. 288

Downing St., le 5 novembre. Murray à Maitland, N° 33. Il lui transmet un décret du Conseil en vertu duquel Sydney devient un port d'entreposage franc. (L'annexe manque.) p. 289

Downing St., le 1er décembre. Le vicomte Goderich, secrétaire d'État, à Maitland, N° 1. Il lui donne la liste des traitements qu'on devra imputer sur le revenu casuel. En 1832, le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve devront pourvoir au traitement de l'évêque; ce traitement s'élève à 500 louis. Le contrat pour le vaisseau provincial expirera bientôt. p. 292

Downing St., le 7 décembre. Goderich à Maitland [confidentielle]. Devrait-on rendre le Conseil plus indépendant en y nommant un plus grand nombre de membres qui ne soient pas révocables à la volonté royale? On ne devrait pas nommer les juges puînés au Conseil. p. 294

Downing St., le 8 décembre. Hay à Maitland. Il lui transmet sa commission de lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse: on lui fera tenir les commissions de certains juges et de certains fonctionnaires dès qu'on les aura rédigées. p. 295

Downing St., le 9 décembre. Goderich à Maitland, N° 2. Il lui transmet deux décrets du Conseil qui maintiennent en vigueur les lois de la Nouvelle-Écosse de 1828 et de 1829. (L'annexe manque.) p. 296

Hay à Maitland. Il lui transmet copie d'une requête de Georges Furneaux. Il faudra enquêter sur une propriété que, semble-t-il, John Furneaux a laissée au Cap-Breton. (L'annexe manque.) p. 297 — **1830** Downing St., le 20 décembre.

Goderich à Maitland, N° 6. Il lui accuse réception de la dépêche du 17 janvier et il ratifie la nomination de S. G. W. Archibald au poste de procureur général. On nommera C. R. Fairbanks solliciteur général. Il espère que le retard mis à nommer ces fonctionnaires n'a suscité aucun inconvénient. p. 308 — **1831** Downing St., le 25 février.

Goderich à Maitland, N° 10. Il lui accuse réception de la dépêche du 18 janvier et il l'autorise à nommer C. W. Wallace trésorier, en remplacement de son père. Il faudra faire savoir à M. Wallace que le traitement de 50 louis ne lui sera plus payé après cette année. p. 317 — Downing St., le 26 février.

Goderich à Maitland, N° 11. Il lui accuse réception de la dépêche du 18 janvier et il refuse d'autoriser le payement de 250 louis à B. Halliburton pour défrayer son voyage en Angleterre. p. 318 — Downing St., le 27 février.

Goderich à Maitland, N° 8. Il lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 17 janvier. Maitland a interprété trop librement la lettre sur l'opportunité de créer, dans la Nouvelle-Écosse, un Conseil législatif et un Conseil exécutif qui soient distincts l'un de l'autre. Il est heureux d'obtenir des renseignements de B. Halliburton; mais il n'aurait pas exigé la présence, en Angleterre, de qui que ce soit de la Nouvelle-Écosse. Il a décidé de ne pas créer deux Conseils. Pourrait-on porter le nombre des membres à quinze? Il lui demande de recommander certaines personnes. Un propriétaire foncier prendra la place d'Uniacke. p. 312 — Downing St., le 1er mars.

Goderich à Maitland, N° 9. Il lui accuse réception de la dépêche du 1er février et il discute la question des revenus de la Couronne. Goderich ne peut modifier les instructions qu'il a reçues au sujet du transfert de la liste civile au revenu de la Couronne ainsi que de certains traitements et de certaines pensions. p. 314 — Downing St., le 2 mars.

Goderich à Maitland, N° 12. Il a décidé de continuer d'imputer le traitement de l'évêque de la Nouvelle-Écosse sur le budget et de prélever, à même le revenu casuel, les traitements du juge en chef et du procureur général. Le taux du traitement du juge en chef et du procureur général sera le même que si ces traitements étaient imputés sur le budget. J. Crowdy est nommé secrétaire de Terre-Neuve: en conséquence il cessera de recevoir sa pension le 1er mars. J. Noad pourra-t-il être employé? On continuera le service du vaisseau provincial: mais des 1,500 louis de la dépense qu'il occasionne, 1,000 louis seront pris à même les dépenses extraordinaires de l'armée et 500 louis seront pris à même le revenu casuel. p. 319 — Downing St., le 3 avril.

Hay à Maitland. Il lui transmet copie d'une lettre de l'Artillerie. Il faudra demander à la milice d'envoyer ses rapports avec plus de régularité. (L'annexe manque. Voir A. 175, p. 99.) p. 322 — Downing St., le 20 avril.

Goderich à Maitland, N° 13. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie qui sanctionne l'entente conclue au sujet du vaisseau provincial. (L'annexe manque. Voir A. 175, p. 121.) p. 323 — Downing St., le 24 avril.

**1831**

Downing St., le 30 avril. Goderich à Maitland, N° 14. Il lui transmet copie d'une requête de la *General Mining Association* et il demande des renseignements sur l'assertion de cette compagnie qui prétend qu'elle subira des pertes par suite de la modification des droits sur le charbon exporté de la Grande-Bretagne. (L'annexe manque. Voir A. 175, p. 173.) p. 323

Downing St., le 1er juin. Goderich à Maitland, N° 15. Il lui transmet copie de la requête de la Société pour la Propagation de l'Évangile et il demande une opinion sur le projet d'établir une compagnie qui verrait à la gérance des terres concédées au clergé et aux écoles. (L'annexe manque. Voir A. 175, p. 211.) p. 325

Downing St., le 30 juin. Goderich à Maitland, N° 16. Il lui accuse réception de la dépêche du 2 mai et il déclare que James Nixon sera gracié. p. 326

Downing St., le 7 juillet. Goderich à Maitland, N° 17. Il lui accuse réception de dépêches du 28 avril et du 13 mai. Il le blâme d'avoir donné des directives dans le but de recevoir 3,000 à 4,000 émigrants au Cap-Breton. Il faudra mettre fin à ces préparatifs puisque le revenu casuel sert à payer les traitements et autres frais. Les traitements des fonctionnaires actuels peuvent continuer d'être tirés sur l'Angleterre. Toutefois, avant d'autoriser cette mesure, on consultera la Trésorerie pour savoir quelle ligne de conduite on a antérieurement suivie en des cas semblables. p. 327

Downing St., e 7 juillet. Goderich à Maitland, N° 18. Il lui accuse réception de la dépêche du 6 juin et il approuve la décision de porter le nombre des membres du Conseil à quinze en y nommant P. McNab, James Tobin et J. Joseph Allison. Ces nouveaux membres devront demander leur mandat. p. 350

Downing St., le 20 juillet. Goderich à Maitland, N° 19. Il a reçu une requête sur l'Académie de Pictou. Il faudra voter un bill qui accordera en permanence, à cette institution, une assistance pécuniaire. Il ne faudra pas vouer ce bill à un échec en l'assujettissant à des conditions que l'Assemblée ne pourrait accepter ou en donnant là-dessus autorité au Conseil. Il espère que l'Assemblée et le Conseil se réconcilieront. Il lui transmet la requête. (L'annexe manque. Voir A. 175, p. 317.) p. 331

Downing St., le 28 juillet. Hay à Maitland. Il lui demande de transmettre les pensions et les indemnités à certaines personnes qui demeurent en Angleterre. On devra les envoyer à J. Kirkland, agent financier. p. 336

Downing St., le 29 juillet. Goderich à Maitland, N° 20. La terre réservée au doyen et chapitre ne devrait-elle pas être employée pour le soutien de l'évêque de la Nouvelle-Écosse? p. 337

Downing St., le 31 juillet. Goderich à Maitland, N° 21. Pourquoi il faudra fusionner immédiatement les collèges King et Dalhousie; comment s'y prendre; les édifices des deux collèges. p. 338

Downing St., le 29 septembre. Goderich à Maitland, N° 22. Il lui accuse réception de la dépêche du 5 mai et il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce: à quelles conditions Yarmouth deviendra un port d'entreposage franc. (L'annexe manque. Voir A. 175, p. 57.) p. 343

Goderich à Maitland, N° 23. Il lui accuse réception de la dépêche du 12 août. Il lui demande des renseignements sur les dépenses occasionnées par les émigrants au Cap-Breton. p. 345 **1831** Downing St., le 30 septembre.

Goderich à Maitland, N° 24. Il lui accuse réception de la dépêche du 12 août et il l'autorise à payer à Mme A. C. Dodd une gratification de 500 louis, si le revenu casuel peut pourvoir à cette dépense. p. 346 Downing St., le 1er octobre.

Goderich à Maitland, N° 25. Il lui transmet copies de dépêches de sir Archibald Campbell. L'État du Maine et la question des frontières. (Les annexes manquent. Voir Nouveau-Brunswick A. 44-2, pp. 394 à 395.) p. 347 Downing St., le 5 novembre.

Goderich à Maitland [personnelle et confidentielle]. Comment s'y prendre pour mettre en valeur une partie des terres réservées au doyen et chapitre et procurer ainsi des revenus à l'évêque de la Nouvelle-Écosse. p. 348 Downing St., le 24 novembre.

Hay à Maitland. Il lui transmet copie d'une lettre du vice-amiral sir Putlney Malcolm et il lui demande des renseignements sur une somme d'argent qu'aurait laissée Mungo Smith, du Cap-Breton. (L'annexe manque. Voir A. 175, p. 659.) p. 348A Downing St., le 28 novembre.

Goderich à Maitland, N° 26. On diminuera probablement l'octroi accordé annuellement à la Société pour la Propagation de l'Évangile. Il lui demande des renseignements sur les cures, les paroisses et les terres assignées à un bénéfice; ces renseignements permettraient de savoir si on peut venir en aide à l'Église d'Angleterre. Il espère que les revenus provenant des terres concédées aux doyens pourraient subvenir aux besoins de l'évêque. L'Église et ses ministres ne devraient pas s'immiscer dans les questions d'ordre politique. p. 349 Downing St., le 30 novembre.

Goderich à Maitland. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie et il lui demande un rapport sur une terre qui appartient à Mme E. Dixon et qu'on aurait confisquée. Que faut-il faire de cette terre si on l'a confisquée? (L'annexe manque. Voir A. 175, p. 133.) p. 354 Downing St., le 29 décembre.

Goderich à Maitland, N° 28. Il lui accuse réception de la dépêche du 16 novembre. On pourra nommer T. Ritchie membre du Conseil s'il résigne ses fonctions de juge. p. 355 Downing St., le 30 décembre.

Goderich à Maitland, N° 29. Il lui transmet copie d'une lettre du juge B. Halliburton et il autorise Maitland à payer au juge 250 louis pour défrayer son voyage en Angleterre. Il ne faudra pas désormais envoyer qui que ce soit sans soumettre le cas au bureau des Colonies. (L'annexe manque. Voir A. 175, p. 565.) p. 357 **1832** Downing St., le 25 janvier.

Goderich à Maitland, N° 30. Il lui accuse réception de la dépêche du 16 novembre. On prendra à même la caisse militaire les octrois accordés aux militaires qui ont échangé leur pension. Ces pensions ne sont accordées qu'aux militaires qui ont servi dans la colonie ou les colonies avoisinantes et qui désirent devenir colons, exception faite de ceux qui reçoivent une permission spéciale du ministère des Colonies. Goderich ne saurait toutefois autoriser qu'on se départisse des règlements établis en ce qui a trait à l'octroi et à la mise en valeur de ces terres. p. 358 Downing St., le 26 janvier.

1832
Downing St., le 27 janvier.

Goderich à Maitland, N° 31. Il lui transmet copie d'une dépêche de sir Archibald Campbell sur la remise des arriérés de redevances du Nouveau-Brunswick dues avant le 24 juin 1832. Il faudra faire de même dans la Nouvelle-Écosse. Entre temps, Maitland devra donner les directives nécessaires au commissaire des Terres de la Couronne. (L'annexe manque. Voir Nouveau-Brunswick C.O. 188, vol. 158, p. 394.) p. 359

Downing St., le 28 janvier.

Le vicomte Howick, sous-secrétaire, à Maitland. C. Morris a-t-il résigné ses fonctions d'inspecteur général le 6 avril 1831? p. 361

Downing St., le 2 février.

Goderich à Maitland, N° 34. Il lui transmet de nouvelles instructions sur la disposition des terres. Commentaires là-dessus; les terres se vendent probablement à raison de 2 chelins, 6 deniers l'acre. (Cette dépêche devrait être datée du 2 mars, si l'on consulte l'index du bureau des Colonies. Il semble que cette lettre renfermait les instructions envoyées à lord Aylmer, au sujet des terres, le 1er mars 1832. Ces documents se trouvent dans Nouvelle-Écosse E 6.) p. 379

Downing St., le 1er mars.

Goderich à Maitland, N° 33. Les estimations parlementaires seront diminuées; nouvelles mesures pour pourvoir aux dépenses occasionnées par la liste civile. Il espère que les houillères, les redevances et les terres de la Couronne produiront un revenu accru. Diminution du traitement du lieutenant-gouverneur et du secrétaire de la Colonie. Le contrat pour le vaisseau provincial. p. 364

Annexes:—

(1) État du revenu casuel. p. 376

(2) Les traitements et les dépenses, 1831. p. 377

(3) Les traitements et les dépenses, 1833. p. 377

Downing St., le 1er mars.

Goderich à Maitland [personnelle]. Il espère que l'Assemblée pourvoira au traitement du juge en chef. Il lui demande de rencontrer quelques-uns des membres les plus influents de l'Assemblée et d'adopter là-dessus toutes les mesures nécessaires. p. 377

Downing St., le 28 mars.

Goderich à Maitland, N° 35. Il lui accuse réception de la dépêche du 16 février et il approuve la décision en ce qui a trait au refus d'envoyer de nouvelles troupes au Nouveau-Brunswick. Il regrette de ne pas lui avoir dit plus tôt ce qu'il avait l'intention de faire. p. 400

Downing St., le 29 mars.

Goderich à Maitland [confidentielle]. Il lui accuse réception de la dépêche du 7 février et il propose de vendre les terres réservées au doyen afin de faire des placements; la somme provenant de cette vente constituerait un fond pour le soutien des futurs évêques de la Nouvelle-Écosse; l'évêque actuel recevra une pension sa vie durant. p. 402

Downing St., le 2 a;ril.

Goderich à Maitland, N° 36. Désormais les lieutenants-gouverneurs ne recevront que les traitements attachés à leurs fonctions civiles. On continuera à payer une indemnité à Maitland en sa qualité de gouverneur du fort d'Annapolis; mais son successeur ne recevra probablement pas cette indemnité. p. 407

Goderich à Maitland, N° 37. Il lui accuse réception de la dépêche du 1er mars et il lui dit la satisfaction que lui ont procurée les adresses prononcées à l'ouverture de la session. p. 409 **1832** Downing St., le 3 avril.

Howick à Maitland. Il lui transmet copie d'une lettre de E. Darby et il lui demande de faire des recherches sur Anthony Bowles. (L'annexe manque. Voir A. 176-2, pp. 775.) p. 410 Downing St., le 4 avril.

Goderich à Maitland, N° 38. Il lui accuse réception de la dépêche du 21 avril. Le règlement de la question de l'Académie de Pictou lui cause de la joie. Il espère pouvoir bientôt envoyer un décret du Conseil sanctionnant la loi au sujet de la représentation du Cap-Breton. p. 410 Downing St., le 25 mars.

Goderich à Maitland, N° 39. Il lui accuse réception de la dépêche du 21 avril. A l'avenir, il ne faudra envoyer avec les estimations qu'un rapport annuel sur le revenu casuel. p. 412 Downing St., le 26 mai.

Howick à Maitland. J. Noad est nommé inspecteur général de Terre-Neuve; en conséquence, il cessera, à partir du moment où il s'embarquera, de recevoir la pension à laquelle il avait droit en sa qualité d'ancien officier de marine du Cap-Breton. p. 413 Downing St., le 30 mai.

Goderich à Maitland. Congé accordé. Le chef de l'administration sera le doyen des membres du Conseil, exception faite du juge en chef, de l'évêque ou de l'un des juges. p. 414 Downing St., le 25 juin.

Goderich à Maitland, N° 40. Il lui transmet un décret du Conseil sanctionnant les lois de 1830 et de 1831. On ne nomme pas ces lois. (L'annexe manque.) p. 415 Downing St., le 26 juin.

Goderich à Maitland, N° 41. Il lui transmet un décret du Conseil sanctionnant une loi de 1831. On ne nomme pas cette loi. (L'annexe manque. Cette loi semble être la loi se rapportant au terrain communal de Halifax.) p. 415 Downing St., le 27 juin.

Howick à Maitland. La Trésorerie étudiera l'adresse de L'assemblée qui demande que tous les ports deviennent des ports francs. Yarmouth, Lunenburg et Liverpool deviennent des ports d'entreposage francs. p. 416 Downing St., le 28 juin.

Goderich à Maitland, N° 42. Il lui transmet un décret du Conseil sanctionnant une certaine loi votée en 1832. (L'annexe manque. Il semble que c'est la loi se rapportant à la représentation du Cap-Breton.) p. 418 Downing St., le 25 juillet.

Howick à Maitland. Il lui transmet copie d'une lettre de C. Connor et il demande un rapport sur une propriété laissée, dit-on, par Charles Connor qui mourut à Halifax, vers 1800. (L'annexe manque. Voir A. 176-2, p. 799.) p. 419 Downing St., le 1er août.

*C.O. 218, Vol. 31-32*

## DÉPÊCHES DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT, 1832-1842

Goderich à Maitland, N° 43. Il lui accuse réception de la dépêche du 19 mars. Le collège King recevra un octroi de 1,000 louis en 1832, et un octroi de 500 louis en 1834. Il regrette que ce soit là Downing St., le 2 août.

1832 les derniers octrois que recevra le collège. Il regrette également que les directeurs s'opposent à l'union sauf à des conditions que l'Assemblée n'approuverait pas. Il espère que les directeurs réfléchiront et présenteront des conditions plus acceptables. p. 1

Downing St., le 25 septembre. Goderich à Maitland, N° 44. Il lui accuse réception de la dépêche du 20 mai. Pour cette année, les fonctionnaires pourront être payés au taux du change britannique; après quoi, ils seront payés en livres sterling ou en dollars au taux de l'armée. Les pensions devront être remises sous le plus bref délai possible. p. 6

Downing St., le 20 octobre. Goderich à Maitland, N° 45. En vertu d'un décret du Conseil, en date du 12 octobre 1832, Liverpool et Yarmouth deviennent des ports d'entreposage francs. p. 8

Downing St., le 22 octobre. Goderich à Maitland, N° 46. Il lui accuse réception de la dépêche du 25 août et il lui transmet le pardon de Patrick Crane, convaincu de meurtre. (L'annexe manque. Voir A. 176-2). p. 493. p. 9

Downing St., le 25 novembre. Goderich à l'administrateur, N° 47. Les traitements des membres du clergé, qui jusqu'ici étaient pris à même des fonds distincts, seront tirés sur la Trésorerie. Il faudra que le lieutenant-gouverneur ou l'évêque vérifie leurs comptes. p. 10

Downing St., le 26 novembre. Goderich à l'administrateur, N° 48. Objections à la loi ayant trait aux permis: cette loi comporte certains privilèges qui violent des traités conclus avec d'autres pays. Il ne faudra pas oublier ce fait si cette loi est remise en vigueur. Il espère pouvoir envoyer un décret du Conseil qui sanctionnera les autres lois. La loi ayant trait au mariage exige une confirmation particulière. p. 10

Downing St., le 4 décembre. Goderich à l'administrateur, distincte. Comment s'y prendre pour obtenir de la Législature qu'elle pourvoie aux appointements des juges. Le juge en chef et P. Wiswall pourront être mis à la retraite. B. Halliburton désire être nommé juge en chef. Relèvement du traitement du procureur général, si possible; il faudra faire connaître la chose à S. G. W. Archibald. p. 18

Downing St., le 4 décembre. Goderich à l'administrateur, N° 49. Il lui demande de voir à ce que la Législature étudie la question des honoraires des juges: permanence de ces honoraires. p. 14

Downing St., le 4 décembre. Goderich à l'administrateur [confidentielle]. En dépit des faits exposés par J. S. Morris, commissaire des Terres de la Couronne, on a décidé de percevoir les redevances, à moins que la Législature ne consente à les échanger contre une somme annuelle fixe. Cette somme pourrait être affectée aux appointements des juges et pour relever le traitement du procureur général. p. 24

Downing St., le 8 décembre. Goderich à l'administrateur, N° 51. La formation d'un Conseil exécutif et d'un Conseil législatif qui soient distincts l'un de l'autre. Il faudra consulter la Législature à ce sujet. p. 33

Downing St., le 8 décembre. Howick à l'administrateur. Il lui transmet une lettre de l'Amirauté et il lui demande d'examiner la plainte de —— Garby. Une circulaire, en date du 31 août 1831, renfermait des instructions au sujet d'octrois aux officiers de Marine. (L'annexe manque.) p. 37

Goderich à l'administrateur. Il lui transmet les résolutions de l'Assemblée ainsi qu'une documentation. On a l'intention de remplacer le parc aux combustibles par un marché; ceci sera possible seulement si l'Assemblée pourvoit aux frais de déplacement du commissariat. p. 38 — **1832** Downing St., le 31 décembre.

Howick à Maitland. Il lui transmet copie d'une correspondance échangée avec E. Blount, président de la *General Mining Association.* La réclamation de la compagnie est-elle en accord avec les principes de l'équité? Il lui demande là-dessus son opinion. (L'annexe manque. Cette annexe semble être la lettre contenue dans A. 176-2, p. 681.) p. 41 — **1833** Downing St., le 21 janvier.

Dispositions prises pour envoyer un régiment aux Bermudes. L'officier commandant, à Halifax, devra mettre ces préparatifs en voie d'exécution. p. 41 — Downing St., le 6 février.

Howick à Maitland. Qu'a-t-on fait pour résilier le contrat du vaisseau provincial? p. 43 — Bureau des Colonies, le 8 mars.

Howick à Maitland. Il s'est trompé quand il a cru qu'on permettait de noliser le vaisseau provincial à un taux réduit; mais on pourra noliser des vaisseaux au besoin. Il faudra corriger cette erreur. p. 44 — Downing St., le 15 mars.

Stanley à l'administrateur, N° 4. Il lui accuse réception des dépêches du 24 et du 29 janvier. Il approuve les mesures prises au sujet du feu dans la houillère Albion, à Sydney. p. 54 — Downing St., le 22 mars.

Goderich à l'administrateur, N° 54. A propos du vaisseau provincial. Il faudra résilier le contrat. p. 45 — Downing St., le 25 mars.

Goderich à l'administrateur [personnelle]. La loi de 1829 a été égarée; il lui demande de lui en transmettre une autre copie afin que cette loi puisse être sanctionnée. p. 47 — Downing St., le 26 mars.

Goderich à l'administrateur, N° 55. Il lui transmet copie d'une correspondance échangée avec la *General Mining Association.* A l'avenir, toutes les concessions de terre comporteront les dispositions nécessaires qui assureront, à cette compagnie, le monopole des mines et des mineraux. (L'annexe manque.) p. 48 — Downing St., le 30 mars.

*Note:* l'honorable E. G. Stanley devient secrétaire d'État en remplacement de Goderich. p. 51 — Downing St., le 3 avril.

Stanley à l'administrateur, N° 1. Il lui accuse réception de la dépêche du 10 février au sujet de la harangue et des adresses prononcées à l'ouverture de la Législature. p. 52 — Downing St., le 25 avril.

Stanley à l'administrateur N° 2. Il lui accuse réception des dépêches des 23 et 26 février. B. Halliburton devient juge en chef et W. Hill est nommé juge. Il faudra faire savoir à W. B. Bliss qu'il ne pouvait être nommé à un poste de juge. p. 52 — Downing St., le 26 avril.

R. W. Hay, sous-secrétaire, à l'administrateur, N° 3. Il lui accuse réception de la dépêche du 13 avril. J. Morrow, consul des États-Unis, a reçu son exequatur. p. 52 — Downing St., le 21 mai.

**1833**

Downing St., le 23 mai. Hay à l'administrateur. Il lui demande un rapport sur la requête d'Isaac Bonnett qui désire obtenir une concession dans White House Field à Annapolis. Il lui transmet copie de cette requête. (L'annexe manque. Voir A. 177, p. 2, p. 705.) p. 55

Downing St., le 24 mai. Hay à l'administrateur. Il lui transmet copie d'une lettre de sir Henry Parnell. Il lui demande de faire des recherches sur T. Holden et sur sa famille. (L'annexe manque. Voir A. 177-2, p. 915.) p. 56

Downing St., le 25 mai. Hay à l'administrateur. Il lui accuse réception de la dépêche du 15 avril. Le bail de la *General Mining Association* n'est pas en règle. p. 56

Downing St., le 26 mai. Hay à l'administrateur. On devra faire savoir à A. Stewart que, pour le moment, on ne nommera pas des conseillers du Roi. p. 57

Downing St., le 31 mai. Stanley à l'administrateur. Il lui transmet l'adresse de la Chambre des Communes et il lui demande le rapport désiré sur l'administration des Postes. (L'annexe manque.) p. 57

Downing St., le 1er juin. Stanley à l'administrateur, N° 5. Il lui accuse réception des dépêches du 15 et du 19 avril. Suspension de l'ordonnance ayant trait à la perception des redevances jusqu'à ce que l'on connaisse la décision de l'Assemblée au sujet de la liste civile. Il faudra soumettre cette question à la Législature. p. 58

Downing St., le 20 juin. Stanley à Maitland. Il lui transmet une documentation qui est soumise au Parlement et où l'on censure son administration dans le Haut-Canada; ainsi il pourra répondre aux questions qu'on jugera à propos de lui poser à ce sujet. (L'annexe manque. W. Forsyth s'occupe de cette affaire. Voir A. 177-2, p. 435.) p. 61

Downing St., le 25 juin. Hay à l'administrateur. Selon les instructions que renfermait la dépêche du 29 décembre 1831, il lui demande un rapport sur les terres de la Couronne à Halifax. p. 61

Downing St., le 26 décembre. Stanley à l'administrateur, N° 6. Il faudra faire savoir à C. Ward et aux autres qu'ils devront soumettre officiellement leur requête ayant trait au rétablissement de la constitution du Cap-Breton. p. 62

Downing St., le 27 juillet. Stanley à l'administrateur, N° 7. Il lui transmet une correspondance échangée avec la *General Mining Association*. L'opinion des légistes au sujet de l'enregistrement officiel de la concession de la terre de feu le duc d'York. Il lui demande un rapport sur les droits que payent les vaisseaux côtiers de la province qui chargent du charbon à Sydney. (L'annexe manque.) p. 64

Downing St., le 28 juillet. Hay à l'administrateur. Il lui transmet la requête d'A. Macdonald. Sa requête a subi un retard parce qu'il ne l'a pas préalablement soumise au lieutenant-gouverneur. Que pense-t-il des droits sur le tabac? (L'annexe manque.) p. 65

Downing St., le 31 juillet. Hay à l'administrateur. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie. On a réglé le compte du collège King. Il ne faudra pas envoyer d'autre compte avant le 31 juin alors qu'on en acquittera le quart seulement. p. 65

**1833**

Hay à l'administrateur. Il lui transmet copie de la requête de Mme Margaret Ann Howe. Il regrette qu'on ne puisse accéder à cette demande. (L'annexe manque.) p. 66 — Downing St., le 1er août.

Stanley à l'administrateur, N° 8. Il lui transmet copie d'une lettre qui clôt une correspondance échangée avec la *General Mining Association* au sujet d'un versement échu. La somme de 500 louis sera prise à même ce versement afin de pourvoir à la liste civile. Les fonds affectés à cette fin ayant été réduits, puisqu'on a décidé de suspendre la perception des redevances, la Législature devra en parfaire la différence. (L'annexe manque.) p. 67 — Downing St., le 2 août.

Stanley à l'administrateur, N° 9. Il lui transmet un décret du Conseil qui sanctionne la loi de 1829 au sujet du terrain communal de Halifax. (L'annexe manque.) p. 69 — Downing St., le 20 août.

Stanley à l'administrateur, N° 10. Mme Elizabeth Hartley est morte le 15 août. Sa pension cesse à partir de la date de son décès. p. 70 — Downing St., le 30 août.

Stanley à l'administrateur, N° 11. Il lui transmet copie d'une lettre de J. S. Morris, commissaire des Terres de la Couronne, et il élucide certains points ayant trait aux octrois accordés aux officiers de l'armée et de la marine. Il faudra dire à Morris qu'à l'avenir toute correspondance doit d'abord être transmise au lieutenant-gouverneur. (L'annexe manque. Voir A. 177-2, p. 847.) p. 72 — Downing St., le 16 septembre.

Stanley à l'administrateur, N° 12. Il accuse réception de la dépêche du 27 juillet. Comment s'y prendre afin de présenter à la Législature, un projet en vertu duquel on échangerait le revenu casuel contre la liste civile. p. 73 — Downing St., le 30 septembre.

Stanley à l'administrateur, N° 13. L'importance de l'union des collèges King et Dalhousie. Quand le Dr. C. Porter résignera ses fonctions, la présidence devrait être accessible à tous. p. 79 — Downing St., le 25 novembre

Stanley au gouverneur intérimaire. Ligne de conduite à suivre quand il remplacera S. R. Robie, garde des Archives, lorsque celui-ci résignera ses fonctions. p. 81 — Downing St., le 25 novembre

Hay à l'administrateur. Il lui demande un rapport sur les phares qu'on désire établir sur la côte. p. 82 — Downing St., le 5 décembre.

Stanley à l'administrateur. Il le prie de demander à la Législature qu'elle suspende le système des permis qui réglementent les vaisseaux qui chargent du charbon à Sydney. p. 82 — Downing St., le 20 décembre.

**1834**

Stanley à l'administrateur, N° 16. Il lui transmet et il approuve la lettre du bureau du Commerce relative à la remise de l'impôt sur le tabac en feuilles. (L'annexe manque. Voir A. 177, pt. 2, p. 481.) p. 85 — Downing St., le 20 janvier.

Hay à sir Colin Campbell. Il est nommé lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse. Ses appointements. S'il reçoit la solde d'officier d'état-major, ses appointements en sa qualité de gouverneur d'Annapolis cesseront. p. 84 — Downing St., le 24 janvier.

**1834**

Downing St., le 25 janvier. Stanley à l'administrateur. Il lui accuse réception de la dépêche du 17 décembre. L'administration des Postes étudie la requête de P. J. Holland et d'E. Ward. p. 86

Downing St., le 27 janvier. Hay à Campbell. Il lui accuse réception de la lettre du 27 janvier. On ne peut relever ses appointements; s'il n'est pas disposé à accepter le poste de lieutenant-gouverneur à ces conditions, il faudra le faire savoir à Stanley. p. 86

Downing St., le 5 février. Hay à l'administrateur. Il lui demande de faire des recherches au sujet de terres qui auraient été concédées au comte de Westmorland et au vicomte Melville dans l'Île du Prince-Edouard. p. 88

Downing St., le 6 février. Stanley à l'administrateur, N° 18. Il lui accuse réception de la dépêche du 3 septembre. On a sollicité, des colonies avoisinantes, des fonds nécessaires à la construction d'un phare sur l'île Scatterie; il espère qu'on répondra généreusement à cet appel. Le bureau des Colonies n'a pas encore reçu son rapport. p. 88

Downing St., le 28 février. Stanley à l'administrateur, N° 19. Il lui accuse réception de la lettre du 17 décembre. Il faudra faire savoir à P. J. Holland et à E. Ward que c'est une loi du Parlement qui a établi le taux d'affranchissement sur les journaux; ils auraient dû être au courant de ce fait quand ils se sont établis dans les affaires. On étudie, en ce moment, un projet de loi en vertu duquel la Législature pourra réglementer les taxes d'affranchissement. p. 90

Downing St., le 3 mars. Stanley à l'administrateur, N° 20. Le major-général sir Colin Campbell est nommé lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse. Il partira en avril probablement. p. 92

Downing St., le 29 mars. Hay à Campbell. Il lui accuse réception du mémoire au sujet du vaisseau provincial; on ne songe pas à faire des modifications pour le moment. Il faudra donner au nouveau système toutes les chances de réussir. p. 95

Downing St., le 4 avril. Stanley à l'administrateur, N° 21. Il lui accuse réception de la dépêche du 8 mars. Ou n'a pas l'intention de retirer la protection accordée au commerce du bois. p. 93

Downing St., le 5 avril. Stanley à l'administrateur, N° 22. Il lui accuse réception de la dépêche du 8 mars. Il l'autorise à nommer W. B. Bliss juge de la Nouvelle-Écosse. Son mandat lui sera envoyé. p. 94

Downing St., le 12 avril. Hay à Campbell. D'après un reportage, C. R. Fairbanks s'est déclaré en faveur d'un Conseil législatif qui serait soumis au mode électif. Campbell devra lui faire savoir qu'il est très messéant pour un fonctionnaire d'opiner ouvertement contre les vues du secrétaire d'État. p. 95

Downing St., le 10 mai. Stanley à l'administrateur, N° 23. Fausse interprétation au sujet du revenu casuel et territorial. p. 98

Downing St., le 10 mai. Stanley à l'administrateur, N° 24. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie. Les traitements des membres du clergé; comment les obtenir. (L'annexe manque. Voir A. 179, p. 4.) p. 99

**1834**

Hay à l'administrateur. Il lui transmet le mandat en vertu duquel W. G. Bliss est nommé juge de la Nouvelle-Écosse. Il faudra payer les appointements. (L'annexe manque.) p. 112 — Downing St., le 15 mai.

Stanley à l'administrateur, N° 25. Il lui accuse réception de la dépêche du 20 mars et il approuve la nomination de J. W. Nutting au poste de greffier de la Couronne et de prononotaire. p. 102 — Downing St., le 21 mai.

Hay à l'administrateur, N° 26. Il lui accuse réception de la dépêche du 12 avril. La loi de 1832 ayant trait au mariage sera sanctionnée. p. 102 — Downing St., le 22 mai.

Stanley à Campbell, N° 1. Il lui transmet un décret du Conseil qui sanctionne la loi de 1832 ayant trait au mariage. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1834, p. 44.) p. 103 — Downing St., le 23 mai.

Stanley à Campbell, N° 2. Il lui transmet un décret du Conseil qui maintient en vigueur plusieurs lois de la Nouvelle-Écosse. (Ces lois ne sont pas désignées.) (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 72, p. 47.) p. 104 — Downing St., le 24 mai.

Stanley à Campbell, N° 3. On ne doit pas renouveler l'offre d'abandonner le revenu casuel. Ces sommes pourvoiront à la liste civile; les redevances seront perçues pour combler le déficit, à moins que la Législature n'affecte une somme permanente de 2,000 louis à cette fin. p. 106 — Downing St., le 27 mai.

*Note:* le très honorable T. Spring Rice devient secrétaire d'État en remplacement de Stanley. p. 113 — Le 5 juin.

Spring Rice à Campbell, N° 1. Il lui accuse réception de la dépêche du 10 mai. Impossibilité d'accorder une pension à Mme Benjamin Green. p. 113 — Downing St., le 16 juin.

Spring Rice à Campbell, N° 2. Il lui accuse réception de la dépêche du 9 mai. Il lui demande des renseignements au sujet des honoraires des officiers du Service de la Santé. p. 114 — Downing St., le 17 juin.

Spring Rice à Campbell, N° 3. Il lui accuse réception de la dépêche du 17 mai. Puisque la Législature a refusé de constituer la *Marine Insurance Co.* en société, une charte ne saurait lui être accordée. Un projet de loi qui renfermerait un article en vertu duquel cette compagnie serait autorisée à posséder, à vendre et à acheter des terres, serait de ce fait rejeté. p. 115 — Downing St., le 24 juin.

Spring Rice à Campbell, N° 4. Il lui transmet copies de lettres du bureau du Commerce au sujet du commerce dans la Nouvelle-Écosse. Il faudra aviser la Législature à ce sujet. (L'annexe manque. Voir A. 179, pp. 65 et 71.) p. 118 — Downing St., le 2 juillet.

Spring Rice à Campbell. Il lui accuse réception de la dépêche du 19 avril. Les Acadiens du comté d'Argyle et les concessions de terre; ils pourront être confirmés dans leurs droits quand ils auront payé les redevances qui restent dues. p. 120 — Downing St., le 3 juillet.

1834
Downing St., le 20 juillet.

Hay à Campbell. Il lui transmet copie d'une correspondance au sujet des fonctions du juge de la cour de la Vice-Amirauté. Il lui demande un rapport confidentiel: ce poste est-il occupé en ce moment? Ligne de conduite à suivre afin d'investir le juge en chef dans ces fonctions. (L'annexe manque. Voir A. 179, p. 33.) p. 121

Downing St., le 1er août.

Spring Rice à Campbell, N° 6. Il lui transmet une déclaration des membres de la famille du brigadier-général Courtland Skinner et il lui demande un rapport au sujet de certaines terres qu'on réclame. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 72, p. 103.) p. 122

Downing St., le 2 août.

Spring Rice à Campbell, N° 7. A l'avenir, les officiers qui obtiendront des concessions de terre au Cap-Breton en recevront la même étendue qu'auparavant au lieu de la remise du prix d'achat. p. 123

Downing St., le 3 août.

Spring Rice à Campbell, N° 8. Il lui transmet copie de la correspondance échangée avec la Société pour la Propagation de l'Évangile au sujet des appointements des membres du clergé. p. 123

Downing St., le 4 août.

Spring Rice à Campbell, N° 9. Il faudra faire savoir aux missionnaires de la Société pour la Propagation de l'Évangile que leur requête n'a pas été ignorée. On en a remis la réponse à plus tard afin de prendre les dispositions nécessaires pour leur venir en aide. p. 125

Downing St., le 5 août.

Spring Rice à Campbell, N° 10. Il lui accuse réception de la dépêche du 15 avril. Il faudra faire savoir à J. S. Morris que ses droits seront étudiés si ses fonctions subissaient un changement. p. 126

Downing St., le 20 août.

Spring Rice à Campbell, N° 11. Il lui transmet un décret du Conseil en vertu duquel Yarmouth et Liverpool deviennent des ports d'entreposage francs. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 72, p. 131.) p. 127

Downing St., le 21 août.

Spring Rice à Campbell, N° 12. Il lui accuse réception de la dépêche du 27 juin. La famille Farrell a reçu tout le secours qu'on lui avait promis. p. 127

Downing St., le 22 août.

Spring Rice à Campbell, N° 13. Il lui accuse réception de la dépêche N° 6, du 28 juillet, et il approuve la nomination de C. R. Fairbanks au poste de garde des Archives et la nomination de J. W. Johnston au poste de solliciteur général. Il n'émettra pas une opinion avant que le poste de procureur général ne devienne vacant. p. 128

Downing St., le 1er septembre

Spring Rice à Campbell, N° 14. Il lui transmet un décret du Conseil qui maintient en vigueur les lois de 1833, sauf celle qui a trait aux procès contre des corporations ou des États étrangers; il faudra remédier aux objections que l'on soulève au sujet de cette loi. p. 129

Downing St., le 3 septembre.

Spring Rice à Campbell, N° 15. Il lui accuse réception de la dépêche du 12 août. Les militaires recevront des lopins de terre au lieu de la remise du prix d'achat. On accordera 1800 acres de terre au capitaine H. A. Gladwin. p. 132

**1834**

Spring Rice à Campbell, N° 16. Il lui accuse réception de la dépêche du 10 avril. La question des phares et de l'établissement du Cap de Sable a été soumise à la Trésorerie. p. 132 — Downing St., le 4 septembre.

Spring Rice à Campbell, N° 20. Après cette année, les allocations des missionnaires leur seront versées trimestriellement par le grand vicaire. La Société pour la Propagation de l'Évangile établira le taux des appointements. Il faudra communiquer ce renseignement à la Trésorerie. p. 138 — Downing St., le 4 septembre.

Spring Rice à Campbell, N° 17. Il lui accuse réception des dépêches des 16 et 17 juillet. Il lui demande de soumettre à la Législature un projet en vertu duquel les redevances seront échangées contre une somme déterminée. p. 133 — Downing St., le 5 septembre.

Spring Rice à Campbell, N° 18. Il lui accuse réception de la dépêche du 13 août. Il faudra faire savoir à S. G. W. Archibald qu'on étudiera la question de son traitement quand on connaîtra quelles mesures financières l'Assemblée a l'intention d'adopter. p. 135 — Downing St., le 29 septembre.

Spring Rice à Campbell, N° 19. Il lui accuse réception de la lettre confidentielle du 2 septembre. Il l'autorise à tirer 500 louis sur la Trésorerie pour venir en aide aux victimes du choléra. On pourra affecter d'autres sommes à cette fin, mais seulement dans les besoins les plus urgents. p. 136 — Downing St., le 2 octobre.

Spring Rice à Campbell, N° 21. Le capitaine T. Crawley devrait résigner ses fonctions d'inspecteur général et de surintendant des Mines du Cap-Breton. Il autorise qu'une pension de 120 louis lui soit accordée. Ces dispositions seront sanctionnées seulement dans l'hypothèse où l'inspecteur général de la Nouvelle-Écosse exercerait ces fonctions. p. 140 — Downing St., le 15 octobre.

Spring Rice à Campbell, N° 22. Il propose qu'à l'avenir une liste des dépêches accompagne chaque courrier. p. 144 — Downing St., le 20 octobre.

Spring Rice à Campbell, N° 23. Il lui accuse réception de la dépêche N° 2, du 17 juin et il approuve les octrois accordés aux officiers du Service de la Santé. p. 145 — Downing St., le 20 octobre.

Spring Rice à Campbell, N° 24. Il lui accuse réception de la dépêche du 30 septembre. L'épidémie de choléra l'inquiète. Il approuve les mesures qui ont été prises. p. 147 — Downing St., le 24 octobre.

Spring Rice à Campbell. Il lui transmet un décret du Conseil qui sanctionne certaines lois réservées de 1833. (Ces lois ne sont pas désignées.) (L'annexe manque.) p. 148 — Downing St., le 31 octobre.

Spring Rice à Campbell, N° 26. Il lui transmet un décret du Conseil qui sanctionne certaines lois réservées de 1833. (Ces lois ne sont pas désignées.) (L'annexe manque.) p. 148 — Downing St., le 31 octobre.

Spring Rice à Campbell, N° 26. Il lui transmet un décret du Conseil en vertu duquel l'Assemblée ne doit pas être dissoute si le souverain venait à mourir ou dans le cas d'un changement de règne. (L'annexe manque.) p. 149 — Downing St., le 31 octobre.

**1834**

Downing St., le 12 novembre. Spring Rice à Campbell, N° 27. Il lui accuse réception de la dépêche du 20 octobre. Si l'on décide de percevoir les redevances, il faudra remonter au 24 juin 1831. p. 150

Downing St., le 1er décembre. *Note:* sur une dépêche du duc de Wellington à Campbell, au sujet des travaux accomplis par la Commission des Archives. (Voir Q. 384A., p. 173.) p. 151

Downing St., le 20 décembre. *Note:* le comte d'Aberdeen, secrétaire d'État, a prêté le serment de sa charge. p. 151

**1835**

Downing St., le 28 janvier. Aberdeen à Campbell, N° 1. Il lui accuse réception de la dépêche du 1er décembre. Il ne permettra pas qu'on octroie à R. Gibbons une terre qui serait échangée contre le terrain scolaire à Sydney. p. 151

Downing St., le 3 février. Aberdeen à Campbell, N° 2. Il lui transmet copie d'une lettre de la *General Mining Association* au sujet d'une demande pour la somme de 1,242 louis. Interprétation fautive de cette demande. (L'annexe manque. Voir A. 181, p. 279.) p. 155

Downing St., le 5 février. Aberdeen au lieutenant-gouverneur, N° 4. Il faudra faire savoir aux juges adjoints que les revenus de la Couronne sont insuffisants et qu'ils ne pourraient leur assurer des rémunérations supplémentaires. Il faudra soumettre la chose à la Législature. p. 167

Downing St., le 3 mai. Aberdeen à Campbell, N° 5. Il transmet une commission spéciale à l'officier commandant où il lui donne plein pouvoir d'exercer les fonctions d'administrateur au cas où le lieutenant-gouverneur s'absenterait ou s'il venait à mourir; à l'avenir, dans des cas semblables, l'officier commandant assumera la conduite du gouvernement. (L'annexe manque.) p. 169

Downing St., le 10 mars. Aberdeen à l'évêque de la Nouvelle-Écosse. Il lui rappelle que l'an passé on lui avait demandé son opinion sur la loi de l'Île du Prince-Édouard au sujet du choix des marguilliers et des fabriques. p. 169

Downing St., le 12 mars. Aberdeen à Campbell, N° 6. Il lui accuse réception de la dépêche du 17 janvier et il le félicite du rapport qu'il a rédigé sur les établissements militaires. p. 170

Downing St., le 16 mars. Aberdeen à Campbell, N° 7. Il lui transmet une correspondance échangée avec R. Gibbons et il approuve les mesures prises par T. N. Jeffery. (L'annexe manque. Voir A. 181, p. 391.) p. 171

Downing St., le 31 mars. Aberdeen à Glenelg, N° 8. Il lui transmet un décret du Conseil qui maintient en vigueur certaines lois; rejet de la loi ayant trait au débarquement clandestin des esclaves affranchis. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1835, p. 98.) p. 172

Downing St., le 3 avril. Aberdeen à Campbell, N° 9. Pourquoi il a retardé à émettre une opinion au sujet de la représentation du Cap-Breton. p. 173

Le 18 avril. *Note:* le très honorable C. Grant remplace Aberdeen, secrétaire d'État. p. 175

1835

Grant à Campbell, N° 1. Il lui accuse réception de la dépêche du 18 février et il passe en revue la correspondance ayant trait à l'union des collèges King et Dalhousie. Il lui donne des instructions afin de hâter l'union à des conditions que la Législature accepterait. p. 176 — Downing St., le 30 avril.

Grant à Campbell [confidentielle]. S'il le faut, on aura recours aux voies légales afin de contraindre les directeurs du collège King à céder leur charte. p. 188 — Downing St., le 30 avril.

Lord Glenelg C. Grant à Campbell, N° 2. Il lui transmet un décret du Conseil qui maintient en vigueur la loi relative aux actions. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1835, p. 136.) p. 191 — Downing St., le 22 mai.

Glenelg à Campbell, N° 3. Il lui accuse réception des dépêches du 16 janvier et du 21 février et il lui transmet copie d'une correspondance de la Trésorerie au sujet des ports libres. On a décidé d'exonérer la farine et les vivres dans l'intention d'empêcher l'établissement de nouveaux ports pour le moment. (L'annexe manque. Voir A. 181, pp. 53 et 57.) p. 191 — Downing St., le 24 mai.

*Note:* il faudra accuser réception des dépêches. p. 194 — Downing St., le 4 juin.

Glenelg à Campbell, N° 4. Il lui accuse réception d'une dépêche et d'une lettre personnelle en date du 13 avril, et il le renvoie à une dépêche du 30 avril où il donne sa décision au sujet de l'union des collèges King et Dalhousie. Il faudra dire au Dr. C. Porter qu'une pension lui sera accordée et qu'on lui demandera d'assumer la présidence des collèges qui ont été fusionnés. p. 195 — Downing St., le 4 juin.

Glenelg à Campbell, N° 5. Pourquoi Walters n'a-t-il pas demandé la terre à laquelle il avait droit avant que des modifications fussent adoptées en vertu desquelles il est privé de ses droits? Si les circonstances ne dépendaient pas de lui, l'octroi pourrait lui être accordé. p. 199 — Downing St., le 10 juin.

Glenelg à Campbell, N° 6. Il lui transmet copie de lettres de la Trésorerie et du ministère de la Guerre. Il lui demande de se conformer au règlement qui défend d'aider les émigrants qui retournent en Angleterre. Les cas particuliers doivent être référés au ministère des Colonies. (L'annexe manque. Voir A. 181, p. 143.) p. 202 — Downing St., le 30 juin.

*Note:* on doit accuser réception des dépêches. p. 204 — Downing St., le 2 juillet.

Glenelg à Campbell, N° 7. Il lui accuse réception de la dépêche du 13 avril et il lui transmet un affidavit de John et d'Elizabeth Farrell qui atteste qu'ils ont reçus 40 louis avant leur départ d'Irlande. (L'annexe manque. Voir A. 181, p. 299.) p. 204 — Downing St., le 27 juillet.

Sir George Grey, sous-secrétaire, à Campbell [personnelle]. Le vote du Parlement à propos de la liste civile; il devra attendre des instructions à ce sujet. p. 205 — Downing St., le 1er août.

*Note:* on a accusé réception des dépêches. p. 206 — Downing St., le 6 août.

Glenelg à Campbell, N° 8. (Sans transcription. Voir A. 180-2, p. 611.) — Downing St., le 12 août.

**1835**

Downing St., le 14 août.

Glenelg à Campbell, N° 10. Il lui accuse réception de la dépêche du 3 avril. Le retard apporté au sanctionnement de la loi ayant trait à la représentation du Cap-Breton est dû à la négligence de Campbell plutôt qu'à une erreur de lord Aberdeen. Cette loi recevra une sanction spéciale. p. 217

Downing St., le 20 août.

Glenelg à Campbell, N° 11. Il lui accuse réception de la dépêche du 17 juillet. Quand les directeurs du collège King lui auront remis leur rapport, il pourra alors discuter la question de l'union des collèges King et Dalhousie. Il approuve la décision de s'en rapporter à la Législature. p. 220

Downing St., le 3 septembre.

Glenelg à Campbell, N° 13. Il lui transmet un décret du Conseil qui maintient en vigueur les lois de 1834 et de 1835. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, p. 255.) p. 223

Downing St., le 3 septembre.

Glenelg à Campbell, N° 14. (Sans transcription. Voir A. 180-2, p. 639.) p. 225

Downing St., le 3 septembre.

Glenelg à Campbell, N° 15. Il lui accuse réception de la dépêche du 14 juillet. Il est satisfait des mesures qu'on se propose de prendre pour venir en aide aux vaisseaux qui pourraient faire naufrage à l'embouchure du Saint-Laurent. p. 224

Downing St., le 3 septembre.

*Note:* on a accusé réception des dépêches. p. 225

Downing St., le 3 septembre.

Glenelg à Campbell, N° 16. Il lui transmet un décret du Conseil qui sanctionne la loi autorisant la commutation en rente annuelle des dîmes payées en nature. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1835, p. 280.) p. 223

Downing St., le 8 octobre.

Glenelg à Campbell, N° 17. Il lui transmet un décret du Conseil au sujet de la loi ayant trait aux fonctions de garde des Archives et de juge de la cour de la Vice-Amirauté. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1835, p. 286.) p. 234

Downing St., le 8 octobre.

Glenelg à Campbell, N° 18. Sir Rupert D. George peut recueillir, en Angleterre, les sommes qui lui sont dues et que le Parlement a votées. p. 235

Downing St., le 8 octobre.

Glenelg à Campbell, N° 19. Les copies des volumes, sur les rapports de la Commission des Archives, qui n'ont pas été envoyées en 1834, lui seront transmises. Il faudra en avertir le conservateur de ces volumes. p. 237

Downing St., le 8 octobre.

Glenelg à Campbell, N° 20. Il lui transmet un décret du Conseil qui sanctionne la loi relative aux billets de banque ainsi que celle ayant trait au divorce de Richard et d'Ann Kidston. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1835, p. 295.) p. 237

Downing St., l 8 octobre.

Glenelg à Campbell, N° 21. Il lui transmet un décret du Conseil qui sanctionne la loi ayant trait à la représentation du Cap-Breton. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1835, p. 297.) p. 238

**1835**

Glenelg à Campbell, N° 22. Il lui accuse réception de la dépêche du 20 avril. Comment rédiger le Livre Bleu à l'avenir. p. 238 — Downing St., le 30 octobre.

Glenelg à Campbell, N° 23. Il lui accuse réception de la dépêche du 18 septembre. On ne peut concéder, à C. R. Fairbanks et au autres, 250,000 acres dans la Nouvelle-Écosse et dans le Nouveau-Brunswick. p. 247 — Downing St., le 3 novembre.

Glenelg à Campbell, N° 24. (Sans transcription. Voir A. 180-2, p. 491.) p. 249 — Downing St., le 4 novembre.

Glenelg à Campbell N° 25. (Sans transcription. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 73, p. 308.) — Downing St., le 15 novembre.

Glenelg à Campbell, N° 26. (Sans transcription. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 73, p. 309.) — Downing St., le 1er décembre.

Glenelg à Campbell, N° 27. (Sans transcription. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 73, p. 312.) — Downing St., le 2 décembre.

Glenelg à Campbell, N° 28. (Sans transcription. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 73, p. 313.) — Downing St., le 3 décembre.

Glenelg à Campbell, N° 29. (Sans transcription. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse.) — Downing St., le 3 décembre.

Glenelg à Campbell, N° 30. Il lui accuse réception de la dépêche du 10 août et il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie où l'on refuse l'accès du lac Bras d'Or aux vaisseaux américains qui viennent pour y charger du bois. p. 273 — Downing St., le 20 décembre.

Voir aussi A. 191.

**1836**

*Note:* on a accusé réception des dépêches. p. 273 — Downing St., le 3 mars.

Glenelg à Campbell, N° 41. Il lui transmet un compte de l'Amirauté au sujet des frais de transport d'un prisonnier; il devra payer cette somme au trésorier de la Marine. A l'avenir, les prisonniers devront être convenablement pourvus de vêtements et de vivres. (L'annexe manque. Voir A. 184, p. 17.) p. 287 — Downing St., le 18 mai.

Glenelg à Campbell, N° 43. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie. Certains habitants de la Nouvelle-Écosse désirent être nommés à des postes qui deviendront vacants. Il faudra communiquer la substance de cette lettre à l'Assemblée. (L'annexe manque. Voir A. 184, p. 57.) p. 290 — Downing St., le 9 juin.

Glenelg à Campbell, N° 57. Il lui transmet une réclamation de l'Amirauté au sujet des vivres fournis à des prisonniers. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1836, p. 276.) p. 338 — Le 20 octobre.

Glenelg à Campbell, N° 58. Il lui accuse réception de la dépêche N° 46, du 10 septembre. Dalhousie ne s'oppose pas aux dispositions financières que l'on propose dans le but de venir en aide au collège Dalhousie. p. 339 — Downing St., le 30 octobre.

**1836**
Downing St., le 31 octobre. Glenelg à Campbell [distincte]. Il lui transmet copie d'une correspondance échangée au sujet de la loi du Nouveau-Brunswick relative à la liste civile. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écose, 1836, p. 282.) p. 340

Downing St., le 4 novembre. Glenelg à Campbell [personnelle]. Il lui transmet une lettre de l'archevêque de Canterbury. L'archevêque refuse de dire ce qu'il pense du projet d'unir les collèges King et Dalhousie, à moins que les directeurs ne le lui demandent. Il faudra respecter les droits de l'archevêque en sa qualité de visiteur. (L'annexe manque. Voir A. 184, p. 233.) p. 369

Downing St., le 9 novembre. Glenelg à Campbell, N° 61. Il lui accuse réception de la dépêche N° 43 B, du 5 septembre. On a donné l'ordre de le dégager de ses responsabilités au sujet des surtaxes. p. 370

Downing St., le 10 novembre. Glenelg à Campbell, N° 62. Il lui accuse réception de la dépêche N° 44, du 6 septembre. Répartitions des dépenses occasionnées par l'entretien des nouveaux phares. Il lui transmet une correspondance. La Trésorerie désire les rapports et les estimations. (Les annexes manquent. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 74, p. 351.) p. 372

Downing St., le 20 novembre. Glenelg à Campbell. Il lui transmet copie d'une lettre du colonel Berkley Drummond et il demande de faire des recherches sur David Doran. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 74, p. 382.) p. 374

Downing St., le 5 décembre. *Note:* on a accusé réception des dépêches. p. 375

Downing St., le 8 décembre. Glenelg à Campbell, N° 65. (Voir A. 184, p. 79.) p. 376

Downing St., le 21 décembre. Glenelg à Campbell, N° 66. (Voir A. 184, p. 123.) p. 376

**1837**
Downing St., le 13 janvier. Glenelg à Campbell, N° 67. Il lui transmet un décret du Conseil en vertu duquel les lois de 1698 et de 1744 sont maintenues en vigueur. (L'annexe manque.) p. 378

Downing St., le 22 mars Glenelg à Campbell. Il faudra faire droit aux demandes du comte de Gosford quand il requiert la force armée. p. 385

Downing St., le 20 avril. Glenelg à Campbell. Il lui accuse réception d'une lettre personnelle en date du 18 mars. Si de nouveaux pourparlers sont engagés avec la *General Mining Association*, ses propositions seront étudiées. p. 400

Downing St., le 1er mai. Glenelg à Campbell, N° 79. (Voir A. 186, p. 545.) p. 419

Downing St., le 13 juin. Glenelg à Campbell, N° 85. Il lui demande de faire des recherches sur une propriété qui aurait été laissée par John Dee. (L'annexe manque. Voir A. 186, p. 319.) p. 430

Downing St., le 26 juin. Glenelg à Campbell, N° 86. Il lui accuse réception de la dépêche N° 70, du 1er mai et de la harangue prononcée lors de l'ouverture de la session. p. 431

Glenelg à Campbell, N° 99. Il lui accuse réception de la dépêche N° 84, du 22 juillet et il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie au sujet des comptes se rapportant aux dépenses occasionnées par l'établissement du Cap de Sable. (L'annexe manque. Voir A. 186, p. 145.) p. 456 — **1837** Downing St., le 30 septembre.

## VOLUME 32

Glenelg à Campbell, N° 108. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie au sujet du phare sur l'île St-Paul. (L'annexe manque. Voir A. 186, p. 165.) p. 7. — Downing St., le 10 décembre.

Glenelg à Campbell, N° 114. Il lui transmet copie d'une lettre de N. Gould au sujet des troupes qui se rendent dans le Bas-Canada en passant par la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. (L'annexe manque.) p. 12 — **1838** Downing St., le 1er janvier.

Glenelg à Campbell, N° 117. (Voir A. 191, p. 289.) — Downing St., le 4 janvier.

Glenelg à Campbell, N° 154. Il lui transmet copie d'une lettre de l'Amirauté. Il devra consulter les commissaires des Phares sur les mesures à prendre pour obvier aux difficultés que signale le lieutenant E. N. Kendall. Il devra rédiger un rapport sur les mesures prises pour faciliter le discernement des phares. (L'annexe manque. Voir A. 1 189, p. 27.) — Downing St., le 9 mai.

Glenelg à Campbell, N° 155. (Voir A. 189, p. 487.) p. 66 — Downing St., le 14 mai.

Glenelg à Campbell, N° 188. (Voir A. 189, p. 687.) p. 133 — Downing St., le 10 novembre.

*Note:* sur un décret du Conseil qui maintient certaines lois en vigueur. p. 133 — Downing St., le 19 novembre.

Glenelg à Campbell, N° 198. Il réitère ses instructions se rapportant aux lois ayant trait à l'échange, aux primes d'exportation et aux primes de réexportation. Ces trois lois peuvent cesser d'être en vigueur. La loi qui constitue en société la *Nova Scotia Whaling Co.* ne sera présentée pour sanctionnement que lorsqu'elle aura été amendée. La loi au sujet de la banque de l'Amérique britannique du Nord ne sera sanctionnée que s'il existe une restriction en vertu de laquelle on prohibe l'émission de billets de banque valant moins d'une livre sterling. p. 144 — **1839** Downing St., le 3 janvier.

*Note:* le marquis de Normanby, secrétaire d'État, a prêté le serment de sa charge. p. 160 — Le 20 février.

Normanby à Campbell. Il lui présente le Dr. —— Stuewitz, zoologiste de Suède. p. 187 — Downing St., le 27 juin.

Lord John Russell, secrétaire d'État à Campbell, N° 39. Les journaux parlementaires n'ont pas été avariés et seront envoyés quand les caisses d'emballage auront été remises en état. p. 273 — **1840** Downing St., le 1er mars.

Russell à Campbell, N° 58. Il lui demande d'envoyer, à différents fonctionnaires des gouvernements provinciaux, copies du rapport sur les frontières. p. 299 — Downing St., le 3 juillet.

**1840**
Downing St., le 7 octobre.

Russell au vicomte Falkland, lieutenant-gouverneur, N° 7. Les copies de *The Ancient Laws and Institutions of England* qui doivent être remises, à titre gracieux, au collège King et à la bibliothèque de Halifax, seront probablement expédiées par le prochain courrier. On en enverra également des copies aux Canadas, dans le Nouveau-Brunswick et dans l'Île du Prince-Edouard. Chaque gouvernement défrayera l'affranchissement à partir de Halifax. p. 314

Le 12 octobre.

*Note:* on a envoyé un décret du Conseil qui maintient 100 lois en vigueur; ces lois furent votées en janvier et en mars 1840. p. 315

Downing St., le 17 novembre.

Russell à Falkland, N° 16. Il lui transmet copie d'une lettre de l'administration des Postes ainsi que la soumission de S. Cunard se rapportant au service postal entre Halifax et Pictou. Il lui demande un rapport là-dessus. (L'annexe manque. Voir A. 198, p. 425.) p. 322

**1841**
Downing St., le 30 janvier.

Russell à Falkland, N° 31. Il lui transmet copie d'une requête des sauvages et il lui rappelle qu'on a déjà sollicité un rapport à ce sujet. Il faudra dire à ces gens que leur requête sera étudiée. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1841, p. 22.) p. 339

Downing St., le 10 février.

Russell à Falkland, N° 33. Il lui accuse réception de la dépêche N° 23, du 1er janvier, et de la tresse de paille cueillie dans le jardin de la propriété qu'occupait feu le duc de Kent. La Reine a reçu cette tresse. p. 342

Downing St., le 19 février.

Russell à Falkland, N° 34. Il lui accuse réception des adresses se rapportant à la naissance de la Princesse Royale. p. 343

Downing St., le 22 février.

Russell à Falkland, N° 35. Il lui accuse réception de la dépêche N° 33, du 3 février, et de la harangue prononcée lors de l'ouverture de la session. p. 344

Downing St., le 26 février.

Russell à Falkland, N° 36. *Note:* la loi qui règlemente l'importation des marchandises sera maintenue en vigueur. (Au sujet du décret du Conseil: voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 80, p. 33.) p. 344

Downing St., le 4 mars.

Russell à Falkland, N° 37. *Note:* lettre circulaire. Comment rédiger le Livre Bleu. p. 344

Downing St., le 16 mars.

Russell à Falkland, N° 38. Exemptions accordées sur certains articles nécessaires à la pêche; abus et diminution du revenu de la Nouvelle-Écosse qui en résultent; on présentera un nouveau projet de loi afin de remédier à la situation. p. 345

Downing St., le 25 mars.

Russell à Falkland, N° 39. Il lui accuse réception de la dépêche N° 38, du 13 février. Bien que le Conseil législatif ne se compose que de quinze membres, on approuvera la nomination de H. Bell, en remplacement de P. de Carteret; il devra recommander les personnes ayant les aptitudes requises aux postes qui deviennent vacants. p. 346

Downing St., le 26 mars.

Russell à Falkland, N° 40. Il lui accuse réception de la dépêche N° 39, du 14 février. Sa manière d'agir quand H. Huntingdon

refusa de devenir membre du conseil exécutif; Russell est satisfait de son attitude; on devra le tenir au courant des développements de l'affaire. p. 348 **1841**

Russell à Falkland, N° 41. Il lui accuse réception de la dépêche N° 37, du 12 février et de l'adresse de la Législature présentée à l'occasion de la naissance de la Princesse Royale. p. 349 Downing St., le 27 mars.

Russell à Falkland, N° 42. Il lui accuse réception de la dépêche N° 43, du 24 février. On attendra le rapport que Falkland doit envoyer au sujet de la liste civile avant d'en venir à une décision en ce qui a trait au relèvement de traitement du solliciteur général. p. 350 Downing St., le 28 mars.

Russell à Falkland, N° 43. S'oppose-t-on à ce que Livingstone devienne consul des États-Unis à Halifax? p. 353 Downing St., le 31 mars.

Russell à Falkland, N° 44. Il lui accuse réception de la dépêche N° 40, du 21 février, et il lui transmet copie d'une lettre du bureau du Commerce au sujet de la diminution des droits sur le charbon. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1841, p. 59.) p. 353 Downing St., le 2 avril.

Russell à Falkland [confidentielle]. Il lui accuse réception de la dépêche du 6 mars. Ligne de conduite à adopter au sujet du "patronage", du droit qu'aurait un membre de représenter une circonscription où il ne réside pas et du droit de demander à l'Assemblée de voter certaines sommes d'argent. p. 354 Downing St., le 5 avril.

Russell à Falkland, N° 45. Il lui transmet copie d'une lettre du ministère des Affaires étrangères au sujet des griefs formulés sur la façon dont on a procédé contre des vaisseaux américains. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1841, p. 64.) p. 360 Downing St., le 9 avril.

Russell à Falkland, N° 46. Il lui accuse réception de la dépêche N° 53, du 2 avril. Avant de nommer T. C. Haliburton juge de la Cour suprême, il faudra prendre connaissance de la nouvelle loi provinciale. p. 361 Downing St., le 27 avril.

*Note:* on a envoyé le mandat de H. Bell, qui devient membre du Conseil législatif. p. 362 Downing St., le 28 avril.

Russell à Falkland, N° 47. Quand le Parlement aura donné sa décision au sujet de la loi se rapportant aux droits d'entrée, on étudiera alors la loi ayant trait au remboursement de la prime d'exportation ou de réexportation. La loi ayant trait à la perception des impôts est expirée. p. 362 Downing St., le 29 avril.

Russell à Falkland, N° 48. Il lui accuse réception de la dépêche N° 42, du 23 février. Il approuve la décision d'accorder un traitement au commis dans le bureau du secrétaire de la Province. p. 363 Downing St., le 30 avril.

Russell à Falkland, N° 49. Il lui accuse réception de la dépêche N° 61, du 16 avril. On a soumis au bureau du Commerce la requête de la Chambre du Commerce se rapportant aux impôts. p. 364 Downing St., le 7 mai.

**1841**

Downing St., le 8 mai.

Russell à Falkland, N° 50. Il lui accuse réception de la dépêche N° 54, du 10 avril. Il est satisfait du discours que Falkland a prononcé lors de la prorogation. p. 365

Downing St., le 9 mai.

Il accuse réception de la dépêche N° 51, du 17 avril. S. G. W. Archibald, J. W. Johnston et J. B. Uniacke sont nommés respectivement aux postes de garde des Archives, de procureur général et de solliciteur général par suite de la mort de C. R. Fairbanks; il approuve ces nominations. p. 366

Downing St., le 11 mai.

Russell à Falkland, N° 52. Il lui accuse réception de la dépêche N° 57, du 13 avril. Il faudra dire à l'Assemblée que la demande au sujet de la liste civile ne saurait être acceptée. p. 367

Downing St., le 20 mai.

Russell à Falkland, N° 53. Il lui accuse réception de la dépêche N° 67, du 26 avril, et il approuve le rapport ayant trait aux rémunérations supplémentaires que réclament les légistes quand ils plaident. Il approuve également qu'on ait averti J. B. Uniacke que ses émoluments, en sa qualité de solliciteur général, seraient de 100 louis. p. 368

Downing St., le 22 mai.

Russell à Falkland, N° 54. Il lui accuse réception de la dépêche N° 72, du 3 mai. Il est disposé à appuyer le projet se rapportant aux terres de la Couronne. La Législature serait peut-être disposée à remettre le prix d'achat aux militaires et aux marins qui s'établissent sur des terres. p. 369

Downing St., le 27 mai.

Russell à Falkland, N° 55. Il lui accuse réception de la dépêche N° 66, du 25 avril. On a donné l'ordre de nommer J. W. Johnston procureur général de la cour de la Vice-Amirauté. p. 371

Downing St., le 28 mai.

Russell à Falkland, N° 56. On a donné l'ordre de nommer S. G. W. Archibald juge de la cour de la Vice-Amirauté. p. 372

Downing St., le 16 juin.

Russell à Falkland, N° 57. Il faudra faire savoir à W. Cruickshanks qu'on ne saurait faire droit à sa demande. p. 373

Downing St., le 4 juillet.

Russell à Falkland, N° 58. Il lui accuse réception de la dépêche N° 79, du 29 mai, et il lui transmet copie d'une lettre de l'Amirauté au sujet des vapeurs de la poste et des cales sèches à Halifax. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1841, p 79.) p. 373

Downing St., le 7 juillet.

Russell à Falkland, N° 59. Il lui accuse réception de la dépêche N° 71, du 30 avril, et il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie où l'on approuve les sommes déboursées pour le courrier postal. On a donné l'ordre au directeur des Postes, à Halifax, de ne pas communiquer avec l'Assemblée, sauf par l'intermédiaire du lieutenant-gouverneur. (L'annexe manque.) p. 374

Downing St., le 12 juillet.

Russell à Falkland, N° 60. Il lui accuse réception de la dépêche N° 83, du 17 juin. On a soumis au bureau du Commerce le projet se rapportant à l'établissement de bureaux de la Douane à Antigonish et à Douglas. p. 375

Downing St., le 19 juillet.

Russell à Falkland, N° 61. Il lui accuse réception de la dépêche N° 84, du 17 juin. La valeur des terres de la Couronne. On a fait

part au commandant en chef de l'aide accordée aux militaires et aux marins qui s'établissent sur des terres. p. 376 **1841**

Russell à Falkland, N° 62. Il lui accuse réception de la dépêche N° 89, du 3 juillet. On pourra tirer sur le Trésor provincial dans le but de suppléer à l'insuffisance du revenu casuel mais seulement dans la nécessité la plus extrême. p. 379 Downing St., le 19 juillet.

Russell à Falkland, N° 63. Il lui accuse réception de la dépêche N° 85, du 3 juillet, et il lui demande d'envoyer le rapport qui devait accompagner le Livre Bleu. p. 380 Downing St., le 20 juillet.

Russell à Falkland, N° 64. Il lui accuse réception de la dépêche N° 88, du 3 juillet. Il approuve le congé accordé à sir Rupert D. George, secrétaire provincial. p. 381 Downing St., le 20 juillet.

Russell à Falkland, N° 65. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie. On a accepté la soumission de S. Cunard se rapportant au transport du courrier de Halifax à Pictou (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1841, p. 105.) p. 382 Downing St., le 21 juillet.

Russell à Falkland, N° 66. On n'a pas tenu la Trésorerie au courant de l'état de compte de l'établissement du Cap de Sable. On devra transmettre cet état de compte à l'avenir. p. 383 Downing St., le 24 juillet.

Russell à Falkland, N° 67. Quand le Parlement abordera de nouveau la question des impôts, il étudiera le projet se rapportant à la modification des droits. p. 384 Downing St., le 8 août.

Russell à Falkland, N° 68. Il lui accuse réception de la dépêche N° 78, du 18 mai. Quand le Parlement abordera de nouveau la question des droits sur le bois, il étudiera la requête présentée à ce sujet. p. 385 Downing St., le 8 août.

Russell à Falkland, N° 69. Il lui accuse réception de la dépêche N° 93, du 1er août. On a soumis à la Reine la requête se rapportant au projet d'unir les colonies maritimes. p. 386 Downing St., le 20 août.

Russell à Falkland, N° 70. Il lui accuse réception de la dépêche N° 91, du 19 juillet, et il lui transmet copie d'une correspondance de la Trésorerie au sujet du charbon exporté par la *General Mining Association.* (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1841, p. 119.) p. 387 Downing St., le 20 août.

Russell à Falkland, N° 71. Il lui transmet copie d'un rapport des légistes: loi ayant trait à la solde des matelots; cette loi ne peut être sanctionnée. p. 387 Downing St., le 30 juillet.

Russell à Falkland, N° 72. On a demandé de nouveaux renseignements au percepteur des Douanes, à Halifax, avant d'en venir à une décision au sujet de l'opportunité d'établir des bureaux de la Douane à Antigonish et à Douglas. p. 389 Downing St., le 1er septembre

*Note:* lord Stanley, secrétaire d'État, a prêté le serment de sa charge. p. 390 Le 6 septembre.

1841

Downing St., le 9 septembre. Stanley à Falkland, N° 1. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie. On a interdit à l'adjoint du directeur des postes de communiquer avec l'Assemblée sauf par l'intermédiaire du lieutenant-gouverneur. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1841, p. 392.) p. 390

Downing St., le 13 septembre. Stanley à Falkland [confidentielle]. Il lui transmet copie d'une dépêche confidentielle adressée au gouverneur général au sujet des mesures militaires qui seront prises par suite du procès d'A. McLeod. (L'annexe manque. Voir G. 110, p. 451.) p. 391

Downing St., le 27 septembre. Stanley à Falkland, N° 2. Il lui accuse réception de la dépêche N° 101, du 3 septembre. Il déplore le différend qui existe entre l'Assemblée et le Conseil législatif au sujet des traitements des commis du Conseil législatif. p. 392

Downing St., le 27 septembre. Russell à Falkland [personnelle]. Il lui demande d'ajuster le différend qui existe entre le Conseil législatif et l'Assemblée et de demander aux membres de ces corps d'entendre raison sur le point en litige. p. 393

Downing St., le 2 octobre. Stanley à Falkland, N° 3. Il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour assurer le transport rapide de sir Charles Bagot qui se rend à Québec. p. 395

Downing St., le 5 octobre. Stanley à Falkland, N° 4. Il lui accuse réception de la dépêche N° 51, du 18 mars. Lunenburg ne peut devenir un port libre d'entreposage. p. 395

Downing St., le 6 octobre. Stanley à Falkland, N° 5. Il lui accuse réception de la dépêche N° 74, du 5 mai. Arichat peut devenir un port d'armement. Les conditions du commerce ne motivent pas l'emploi d'un adjoint au sous-percepteur à Arichat. p. 396

Downing St., le 8 octobre. Stanley à Falkland, N° 6. Il lui accuse réception de la dépêche N° 96, du 29 août. Il approuve qu'il ait tiré, sur le Trésor provincial, la somme de 366 louis, 11 chelins et 8 deniers pour suppléer à l'insuffisance du revenu casuel. p. 397

Downing St., le 11 octobre. Stanley à Falkland, N° 7. On enverra la pension de Mlle —— Cox, dans une dépêche. p. 398

Downing St., le 29 octobre. Stanley à Falkland, N° 8. Il lui accuse réception de la dépêche N° 5, du 4 octobre. Le poste de secrétaire-adjoint de l'Artillerie n'est plus vacant. p. 399

Downing St., le 1er novembre. Stanley à Falkland, N° 9. Que pense-t-il de prolonger le congé de sir Rupert D. George? De toute façon, ce congé ne saurait être prolongé après le mois de juin. p. 400

Downing St., le 5 novembre. Stanley à Falkland, N° 10. Il lui transmet copie d'une correspondance ultérieure échangée avec la Trésorerie et il lui demande de transmettre les renseignements désirés au sujet des redevances que paye la *General Mining Association.* (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1841, p. 148.) p. 401

Stanley à Falkland, N° 11. Le révérend W. C. King, recevra une pension à partir du 1er octobre 1841. p. 402 **1841** Downing St., le 6 novembre.

Stanley à Falkland. Bagot se rendra au Canada via New-York. On n'aura pas besoin du *Unicorn*. p. 403 Downing St., le 18 novembre.

Stanley à Falkland [confidentielle]. Il lui accuse réception de la lettre confidentielle du 29 octobre. Il est heureux de constater que le différend entre le Conseil législatif et l'Assemblée sera ajusté. Rémunération des membres du Conseil légilatif; pour des raisons qu'il a déjà données, il demande que l'affaire en reste là. p. 404 Downing St., le 29 novembre.

Stanley à Falkland, N° 12. Il lui demande d'attirer l'attention de la Législature sur le projet d'établir un canal entre la Baie de Fundy et le St-Laurent; il faudra rafraîchir la mémoire du lieutenant-gouverneur de l'Île du Prince-Édouard à ce sujet. p. 420 Downing St., le 2 décembre.

Stanley à Falkland, N° 13. Le congé de sir Rupert D. George a été prolongé jusqu'à la fin de juin 1842. p. 422 Downing St., le 4 décembre.

Stanley à Falkland, N° 14. Il lui transmet un mandat en vertu duquel T. C. Haliburton est nommé juge de la Cour Suprême de la Nouvelle-Écosse. (L'annexe manque.) p. 422 Downing St., le 7 décembre.

Stanley à Falkland, N° 5. Il lui accuse réception de la dépêche N° 62, du 17 avril. Une pension plus élevée ne saurait être accordée à J. L. Marshall qui occupait le poste de juge en chef de la Cour des plaids communs au Cap-Breton. p. 423 Downing St., le 7 décembre.

Stanley à Falkland, N° 16. Il lui accuse réception de la dépêche N° 14, du 14 novembre. Il lui demande d'exiger la résignation de J. L. Starr et de tout autre membre du Conseil législatif qui ferait faillite. p. 424 Downing St., le 7 décembre.

Stanley à Falkland, N° 17. Il lui transmet copie d'une correspondance échangée avec la Trésorerie au sujet des redevances que paye la *General Mining Association*. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1841, p. 170.) p. 425 Downing St., le 8 décembre.

Stanley à Falkland, N° 18. Il lui accuse réception de la dépêche N° 94, du 18 août, et il lui transmet des décrets du Conseil qui maintiennent certaines lois en vigueur. Pourquoi a-t-on exclu l'évêque de la Nouvelle-Écosse du conseil des directeurs du collège Dalhousie? Cette loi ne sera sanctionnée que lorsqu'on aura reçu une réponse à ce sujet. Objections à la loi qui réglemente le poisson mariné et qui est maintenue en vigueur. Objections se rapportant au système des primes d'exportation; il faudra aviser la Législature à ce sujet afin d'empêcher que ce système ne soit rétabli dans l'avenir. La Législature a voté 108 lois pendant une session. Les membres devraient se rendre compte des dangers auxquels ils s'exposent en votant des lois sans réflexion suffisante et à la hâte. (Les annexes manquent. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1841, p. 186.) p. 426 Downing St., le 31 décembre.

Stanley à Falkland, N° 19. Il lui accuse réception de la dépêche N° 21, du 30 décembre. Pourquoi on ne peut céder les droits de l'Amirauté à la Législature. p. 434 **1842** Downing St., le 1er janvier.

1842
Downing St., le 26 janvier.

Stanley à Falkland, N° 20. Il lui accuse réception de la dépêche N° 23, du 28 septembre. Il ne peut approuver le projet de maintenir sir Rupert D. George dans le Conseil législatif et d'y nommer en même temps W. Young. Il est indispensable que le secrétaire soit membre du Conseil; sir Rupert D. George ne peut donc pas retenir un poste tout en résignant l'autre. p. 440

Downing St., le 27 janvier.

Stanley à Falkland, N° 21. Il lui accuse réception de la dépêche du 18 décembre. On pourra envoyer le Livre Bleu au commencement de l'an prochain. p. 442

Downing St., le 28 janvier.

Stanley à Falkland, N° 22. Il a reçu la dépêche N° 21, du 22 décembre, et il lui demande d'en accuser réception. On dira au maire de Halifax que l'adresse qu'il a apportée sera présentée à la Reine, mais que toutes les autres adresses doivent être transmises par l'intermédiaire du lieutenant-gouverneur. p. 445

Downing St., le 31 janvier.

Stanley à Falkland, N° 23. Il lui accuse réception de la dépêche N° 25, du 1er janvier. Il faudra différer de voter la loi ayant trait aux établissements municipaux jusqu'à ce qu'on connaisse l'effet que produira la loi canadienne votée à ce sujet. Lord Sydenham est mort avant d'avoir complété le rapport qu'il avait promis de rédiger sur les sauvages. Le projet de loi qu'on se propose de présenter à la Législature le dégage de l'obligation de porter l'affaire à la connaissance de ce corps. p. 446

Le 2 février.

*Note* sur la dépêche N° 24 qui renferme un décret du Conseil en vertu duquel certaines lois sont maintenues en vigueur. (Au sujet de l'annexe: voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 81, p. 16.) p. 449

Downing St., le 19 février.

Stanley à Falkland, N° 25. Il lui accuse réception de la dépêche N° 27, du 21 janvier, de la harangue et des adresses prononcées lors de l'ouverture de la session. p. 450

Downing St., le 21 février.

Stanley à Falkland, N° 26. Il lui accuse réception de la dépêche N° 35, du 3 février, et il lui demande d'accuser réception des adresses présentées par la Législature à l'occasion de la naissance du Prince de Galles. p. 450

Downing St., le 21 février.

Stanley à Falkland, N° 27. Il devra accuser réception, au Conseil exécutif et au Conseil législatif respectivement, des adresses présentées à l'occasion de la naissance du Prince de Galles. p. 452

Downing St., le 1er mars.

Stanley à Falkland, N° 28. Il lui transmet copie d'une brochure renfermant certains renseignements au sujet des émigrants. Cette brochure devra être examinée par des personnes compétentes afin de fournir là-dessus des renseignements supplémentaires et d'en relever les erreurs. (L'annexe manque.) p. 453

Downing St., le 3 mars.

Stanley à Falkland, N° 29. Il lui transmet copie d'une correspondance, échangée avec S. Binney, qui démontre que le maire de Halifax n'avait pas l'intention d'être irrespectueux quand il apporta lui-même, en Angleterre, l'adresse des habitants de la ville. Voilà pourquoi on a présenté cette adresse à la Reine. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 81, p. 25.) p. 454

1842

Stanley à Falkland, N° 30. Il lui accuse réception de la dépêche N° 38, du 3 février, et il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie qui démontre que le percepteur des douanes n'avait pas le droit de refuser de fournir une nouvelle lettre de mer à l'*Emerald*. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 81, p. 31.) Downing St., le 9 mars. p. 456

Stanley à Falkland, N° 31. Il lui demande d'accuser réception des adresses présentées à la Reine et qui furent envoyées par S. Binney, maire de Halifax. Downing St., le 10 mars. p. 457

Stanley à Falkland, N° 32. Il lui accuse réception de la dépêche N° 20, du 21 décembre, et il lui transmet copie d'un rapport des commissaires des Terres coloniales et de l'Émigration. Il approuve le rapport mais il lui demande d'exercer de la prudence en ce qui a trait à la confiscation des terres. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1842, p. 39.) Downing St., le 15 mars. p. 458

*Note* sur la dépêche N° 32A qui reconnaît certaines lois (qui ne sont pas désignées.) (Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, vol. 81, p. 34.) Le 15 mars. p. 459

Stanley à Falkland, N° 33. Il lui transmet des formules revisées de déclaration à l'usage du département de l'Émigration (L'annexe manque.) Downing St., le 25 mars. p. 459

Stanley à Falkland, N° 34. Il lui accuse réception de la dépêche N° 41, du 3 mars. Il est heureux de constater que les mesures prises par sir Robert Peel s'accordent avec la requête de la Chambre du Commerce. Il lui transmet la liste des tarifs douaniers qu'on se propose d'adopter. (L'annexe manque.) Downing St., le 1er avril. p. 460

Stanley à Falkland, N° 35. Il lui transmet copie d'un rapport du bureau des Colonies. L'opinion des légistes; G. Smith et son bail dans les mines de Pictou. (L'annexe manque. Voir les dépêches de la Nouvelle-Écosse, 1842, p. 66.) Downing St., le 2 avril. p. 462

Stanley à Falkland [confidentielle]. Il n'a pas changé d'avis au sujet de l'inopportunité de payer les membres du Conseil législatif. Il espère que Falkland continuera d'entraver l'adoption d'une telle mesure. Downing St., le 4 avril. p. 464

Stanley à Falkland, N° 36. Il lui accuse réception de la dépêche N° 52, du 12 mars. On a soumis, au bureau du Commerce, l'adresse de l'Assemblée où l'on s'oppose au projet de modifier les droits de douane. Le rapport du bureau du Commerce à ce sujet sera transmis dès qu'on l'aura reçu. Downing St., le 4 avril. p. 465

622 4 114

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due

a39003 0018455016

CD 3620 .C312 1948

RAPPORT SUR LES ARCHIV

CD
3620 CE
.C312 1948

RAPPORT SUR LES ARCHIVES P

1508478

U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 03 08 10 21 11 4